Ministère de l'Emploi
et de la Solidarité
sociale
Québec

Étude des crédits 2009–2010

Demandes de renseignements **particuliers** de l'opposition officielle adressées au Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers	Page
Emploi		
1.	Programme de soutien aux travailleurs âgés de l'industrie forestière victime de licenciement (PSTA) a) dépenses totales pour 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010 par région; b) budget disponible pour l'année en cours; c) nombre de personnes admissibles et non admissibles à ce jour par région et par secteurs d'activité; d) budget consacré par région forestière; e) taux de réintégration en emploi des personnes admissibles; f) moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région.	1
2.	État de situation détaillé au sujet des programmes suivants : a) initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA); b) mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs plus âgés; c) mesure de formation de la main-d'œuvre (volet individus).	2
3.	Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions-ressources : a) dépenses totales pour 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010 par région; b) budget disponible pour l'année en cours; c) nombre de personnes admissibles à ce jour par région et par secteurs d'activité; d) budget consacré par région-ressource; e) taux de réintégration en emploi des personnes admissibles; f) moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région et par secteurs d'activité.	11
4.	Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement, hors des régions ressources, des secteurs du textile et du vêtement : a) dépenses totales pour 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010 par région; b) budget disponible pour l'année en cours; c) nombre de personnes admissibles à ce jour par région.	13
5.	Emploi-Québec : a) cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009 (et/ou dernière année disponible) et prévisions pour 2009-2010 au national et pour chacune des régions; b) détails des effectifs occasionnels et réguliers en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010; c) part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financé par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral au cours des cinq dernières années; d) état des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec par mois depuis avril 2005.	14
6.	Stratégie d'intervention à l'intention des travailleurs de 45 ans et plus : a) budget consenti à la mise en œuvre de la Stratégie pour 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010; b) ventilation de ces budgets par axe d'intervention; c) nombre d'entreprises participantes; d) nombre de participant-e-s par tranches d'âge et par région; e) durée moyenne de la participation; f) nombre de participant-e-s qui réussissent à retrouver un emploi durable; g) taux de réussite.	16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers	Page
7.	Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assistance-emploi qui ne sont pas référés à Emploi-Québec.	18
8.	Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assistance-emploi qui sont référés à Emploi-Québec en 24 heures.	19
9.	Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les établissements d'enseignement collégial en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi des cours.	20
10.	Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les commissions scolaires en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.	21
11.	Nombre et effectifs de chacun des Centres locaux d'emploi par région, par famille d'emploi et par classes d'emploi pour les années 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et prévision pour 2009-2010.	22
12.	Pour les années 2007-2008, 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010, montant dépensé visant l'intégration des immigrants et pris en compte par l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains.	35
13.	État de situation sur le programme Pacte pour l'emploi et prévisions de personnes visées par le Pacte pour l'emploi Plus.	36
Sécurité du revenu		
14.	Économies réalisées par le MESS par la réduction des prestations aux prestataires qui doivent retirer leur rente de retraite en 2007-2009 et 2008-2009.	41
15.	Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi en 2007-2008, 2008-2009.	42
16.	État de situation détaillé de la mise en œuvre du projet de loi 57 et des diverses mesures découlant du projet de loi et leurs incidences financières.	43
17.	Le nombre et le pourcentage de personnes qui sont touchées par les modifications réglementaires à la sécurité du revenu.	44
18.	Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi en 2007-2008 et 2008-2009.	45
19.	Prévisions du nombre de prestataires pour 2009-2010.	46
20.	Coût de l'indexation des prestations de l'assistance-emploi pour 2009-2010.	47
21.	État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2007-2008 et 2008-2009 avec :	
	a) répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi, selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à douze mois;	48
	b) évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes;	49

#	Demande de renseignements particuliers	Page
	c) répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaires, locataires, chambreurs, en logements subventionnés : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménage;	51
	d) nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du programme d'assistance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école;	52
	e) nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une;	53
	f) économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu;	53
	g) nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale;	54
	h) nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire;	55
	i) économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de sécurité du revenu;	55
	j) nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu;	52
	k) évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles selon les critères suivants : i. état de santé; ii. état de grossesse; iii. garde d'enfants d'âge préscolaire ou la garde d'enfants handicapés; iv. critère de 55 ans; v. partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants; vi. attente de traitement d'une demande d'admission au Programme de soutien financier.	56
	l) nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré;	57
	m) nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés;	58
	n) nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle;	59
	o) nombre de révisions et d'appels selon le motif et la décision;	60
	p) nombre de personnes qui ont demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision;	62
	q) nombre de personnes qui ont bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi;	63
	r) ventilation détaillée des impacts pour le Québec des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le Régime de sécurité du revenu;	64
	s) liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments, 2007-2008 et 2008-2009;	65
	t) nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence;	66
	u) nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et l'économie générée en 2007-2008, 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010;	67
	v) nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générée en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010;	68
	w) bilan du budget et des dépenses pour le programme de l'allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour l'année 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010.	69

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers	Page
22.	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi pour 2007-2008 et 2008-2009.	70
23.	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée pour 2007-2008 et 2008-2009.	71
24.	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée et dont la personne a gagné en appel pour 2007-2008 et 2008-2009.	72
25.	Ventilation détaillée des montants accordés par le programme Prime au travail par région pour les groupes suivants pour 2007-2008 et 2008-2009 : a) personne vivant seule; b) couple; c) famille monoparentale; d) famille biparentale; e) définition du concept « revenu d'emploi » pour le programme; f) définition du concept « lien d'emploi » pour le programme.	73
Régime d'assurance parentale		
26.	Évaluation des coûts du régime d'assurance parentale du Québec (RQAP).	74
27.	Les coûts administratifs de mise en œuvre du RQAP.	75
28.	Évaluation des coûts du régime d'assurance parentale du Québec pour la première année du régime.	76
29.	Nombre de personnes admissibles au régime d'assurance parentale du Québec en 2007-2008 et 2008-2009.	77
30.	État des négociations ainsi que tous documents, notes, rapports, états de situation concernant la somme réclamée de 347 M$ par le gouvernement fédéral dans le cadre de l'entente sur les congés parentaux.	78
31.	État de situation au sujet du comité interministériel sur les centres de travail adapté.	79
Régie des rentes du Québec (Les questions 32 à 42 seront répondues par la RRQ)		
32.	Nombre de demandes de retraite traitées pour chacune des trois dernières années : a) nombre et pourcentage d'agents qui traitent ces dossiers; b) nombre d'heures supplémentaires payées à ces agents.	n/a
33.	Nombre de jugements de divorce et de séparations en fonction du partage ou de la renonciation traités pour chacune des trois dernières années : a) nombre et pourcentage d'employés qui traitent ces dossiers; b) nombre d'heures supplémentaires payées à ces employés.	n/a
34.	Nombre et pourcentage de personnes entre 18 et 25 ans et entre 26 et 35 ans qui n'ont aucun gain admissible non ajusté pour chacune des trois dernières années.	n/a
35.	Nombre et type de régimes de retraite administrés par la Régie des rentes du Québec entre 2005-2006 et 2008-2009. Pour chaque type : a) à prestation déterminée; b) à cotisation déterminée.	n/a

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers	Page
36.	Dans les régimes complémentaires de retraite, quel est le nombre de régimes qui sont en déficit à l'heure actuelle et évolution de ces données entre 2005-2006 et 2008-2009.	n/a
37.	La somme de l'ensemble de ces déficits par année.	n/a
38.	Dans les régimes complémentaires de retraite, quel est le nombre de régimes qui ont des surplus à l'heure actuelle et évolution de ces données entre 2005-2006 et 2008-2009.	n/a
39.	La somme de l'ensemble de ces surplus par année.	n/a
40.	Concernant le programme des congés parentaux : a) dépenses encourues pour la mise en place du programme, ventilation par année; b) nombre de fonctionnaires et/ou contractuels affectés à la mise en place du programme, ventilation par année; c) état de situation sur l'avancement des travaux quant à la mise en place du programme.	n/a
41.	État de situation du suivi donné aux engagements contenus dans le plan Québec-Régions en précisant les sommes versées pour 2007-2008, 2008-2009 ainsi que les prévisions pour 2009-2010.	n/a
42.	Pour les demandes de retraite par Internet et le programme Simul Retraite, indiquer, par mois, le nombre de codes d'accès personnel (CAP) demandés, le nombre de CAP accordés et le délai moyen pour son obtention.	n/a
Secrétariat à l'action communautaire autonome		
43.	Dans chacun des programmes : a) liste des organismes subventionnés (avec nom et adresse de ces organismes) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010; b) politique et critères d'attribution des subventions; c) liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.	80 166 172
44.	Actions posées et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome et prévisions pour 2007-2008 et pour 2008-2009.	205
Stratégie nationale de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale		
45.	Notes, études et analyses d'un nouveau plan d'action relié à la Stratégie nationale de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale.	206
46.	Notes, études et analyses en lien avec l'article 20 sur tous les programmes ou initiatives législatives.	207
47.	Rapport sur les indicateurs du CEPE.	208
48.	État de situation détaillé au sujet des axes et sous-axes du Plan d'action de lutte contre la pauvreté : a) Axe 1 – Améliorer le bien-être des personnes en situation de pauvreté • ajuster annuellement les prestations d'assistance-emploi; • assouplir les règles de comptabilisation des actifs dans le cadre du Programme d'assistance-emploi; • protéger la prestation à laquelle une personne a droit à l'assistance-emploi;	209

#	Demande de renseignements particuliers	Page

- offrir à toutes les familles une exemption partielle des revenus de pension alimentaire pour enfants dans le cadre du Programme d'assistance-emploi;
- pourvoir au financement du Réseau québécois du crédit communautaire;
- réviser annuellement le salaire minimum en fonction de l'évolution de la rémunération moyenne au Québec;
- appuyer davantage les travailleuses et les travailleurs à faible revenu par la mise en place de la nouvelle Prime au travail;
- une prime à la participation : augmenter l'allocation minimale d'aide à l'emploi accordée aux prestataires de l'assistance-emploi;
- favoriser une mise en mouvement rapide des nouveaux demandeurs d'assistance-emploi aptes au travail;
- augmenter la participation et améliorer l'accès à des mesures d'aide à l'emploi pour les groupes davantage touchés par la pauvreté;
- mieux soutenir l'intégration socioprofessionnelle des personnes immigrantes et des membres des minorités visibles;
- établir un régime particulier de soutien du revenu pour les personnes ayant des limitations importantes à l'emploi;
- augmenter le nombre de logements sociaux et abordables et accélérer leur réalisation;
- accorder des suppléments au loyer à 5 276 ménages pour atténuer les effets de la pénurie de logements;
- adapter le logement de plus de 6 000 personnes handicapées;
- adopter un cadre de gestion intégré pour offrir des services de soutien communautaire en logement social;
- favoriser le développement d'initiatives communautaires en matière d'habitation;
- améliorer l'offre de service destinée aux personnes sans-abri ou qui risquent de le devenir;
- miser sur la contribution des organismes communautaires;
- poursuivre le soutien à la mise en œuvre de projets d'approvisionnement alimentaire dans les communautés locales et les milieux défavorisés;
- poursuivre le soutien à la réalisation de mesures d'aide alimentaire ponctuelles, notamment en faveur des enfants;
- améliorer l'accès aux médicaments pour les personnes ayant un faible revenu.

b) Axe 2 – Prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale en développant le potentiel des personnes

- mettre en place un soutien aux enfants aidant davantage les familles à faible revenu;
- favoriser le développement des enfants en provenance des milieux défavorisés en facilitant leur accès à des services de garde éducatifs de qualité;
- offrir des services intégrés en périnatalité et en petite enfance pour les familles vivant en contexte de vulnérabilité;
- soutenir l'innovation et l'intégration des activités de prévention auprès des jeunes enfants (de 0 à 6 ans) et de leur famille;
- expérimenter le programme Famille, école et communauté : ensemble pour la réussite scolaire;
- implanter le Programme d'aide à l'éveil à la lecture et à l'écriture dans les milieux défavorisés;

#	Demande de renseignements particuliers	Page

- soutenir le réseau scolaire dans le développement de l'aide aux devoirs et aux leçons;
- soutenir le réseau scolaire dans le développement du mentorat au secondaire pour favoriser la réussite scolaire;
- assurer la qualification des jeunes provenant des centres jeunesse;
- intervenir en faveur des jeunes en grande difficulté dans les territoires de CLSC;
- adapter les services de formation et d'accompagnement aux besoins des jeunes, décrocheuses et décrocheurs scolaires ou faiblement scolarisés, âgés de 16 à 24 ans;
- encourager l'acquisition d'une première qualification en favorisant la conciliation travail et études;
- offrir des solutions de rechange à l'assistance-emploi aux jeunes de moins de 25 ans et sans contraintes à l'emploi;
- mettre en œuvre une entente interministérielle pour le développement des jeunes;
- se doter d'un Engagement jeunesse en faveur des jeunes de 16 à 24 ans sous-scolarisés ou sans emploi;
- soutenir des initiatives sociocommunautaires contribuant à favoriser la participation sociale des personnes aînées à faible revenu.

c) Axe 3 – Favoriser l'engagement de l'ensemble de la société
- investir au service des initiatives des milieux grâce au Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS);
- convenir des secteurs et des territoires prioritaires d'intervention et soutenir des actions à l'échelle de la région;
- soutenir l'émergence de stratégies locales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale sur les territoires prioritaires d'intervention;
- amener les ministères et organismes concernés à établir les ressources consacrées aux territoires prioritaires d'intervention convenus avec les régions et les villes, et à déterminer des attentes de résultats sur ces territoires;
- lutter contre les préjugés à l'égard des personnes en situation de pauvreté.

d) Axe 4 – Assurer la constance et la cohérence de l'action
- évaluer l'impact des propositions de nature législative ou réglementaire sur le revenu des personnes en situation de pauvreté;
- assurer un pilotage interministériel efficace et coordonné;
- intensifier les échanges avec le gouvernement du Canada;
- intensifier le dialogue avec les nations autochtones et soutenir l'émergence de stratégies locales dans les villages et réserves.

Secrétariat à l'action communautaire autonome

49.	Dans chacun des programmes : a) liste des organismes subventionnés (avec nom et adresse de ces organismes) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2007-2008, 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010; b) politique et critères d'attribution des subventions; c) liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.	213
50.	Copie des avis transmis au ministre ou au secrétariat par le comité aviseur de l'Action communautaire autonome en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010.	214

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers	Page
51.	Actions posées et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome pour 2007-2008, 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010.	216
	Question adressée au ministère du Travail et transférée au MESS	
80.	Liste des avis de licenciements collectifs reçus au ministère depuis le 1er janvier 2003 jusqu'à ce jour. Ventilation par région et renseignements suivants : a. Nom et adresse de l'entreprise b. date de l'avis et/ou de la fermeture c. type ou secteur d'activité de l'entreprise d. nombre total d'employés de l'entreprise e. nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement; f. motifs de licenciement.	218

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP01

Titre

Programme de soutien aux travailleurs âgés de l'industrie forestière victime de licenciement **(PSTA)**

a. Dépenses totales pour 2007-2008, 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010 par région.
b. Budget disponible pour l'année en cours.
c. Nombre de personnes admissibles et non admissibles à ce jour par région et par secteur d'activité.
d. Budget consacré par région forestière.
e. Taux de réintégration en emploi des personnes admissibles.
f. Moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région.

Exposé et statistiques

PSTA

a) Dépenses totales pour 2008-2009 : 614 128 $ (données au 28 février)

b) Budget disponible pour l'année 2008-2009 : 900,0 K$

c) Nombre de personnes admissibles et non admissibles à ce jour par région et par secteur d'activité : données non disponibles ventilées par régions pour l'année en cours

d) Budget consacré par région forestière : budget non ventilé par région.

e) Taux de réintégration en emploi des personnes admissibles : sans objet car ce programme est considéré comme une mesure passive.

f) Moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région : données inexistantes.

SOURCE : Emploi-Québec, Service du soutien au réseau Date : 2009-03-12
VALIDATION: Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières, matérielles et informationnelles Date : 2009-03-12
Bureau de la sous-ministre associée, 16 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP2A

Titre

État de situation détaillé de la mesure Initiatives ciblées pour les travailleurs âgés.

a) nombre de participants;
b) statut de ces participants;
c) budget consacré à cette mesure

Exposé et statistiques

a) et b) Vous retrouverez à l'annexe A le nombre de participants pour la mesure Initiatives ciblées pour travailleurs âgés, et ce, selon le statut des participants. Au 20 février 2009 (données cumulatives à partir du 1er avril 2008), Emploi-Québec a dénombré 1 143 nouveaux participants inscrits à ICTA.

c) Le budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail ne fait pas l'objet d'une programmation par mesure. Toutefois, les réalisations sont consignées pour chacune des mesures du coffre à outils d'Emploi-Québec. Les engagements comptabilisés dans le cadre de la mesure Initiatives ciblées pour les travailleurs âgés, en date du 20 février 2009, sont de 12 171,3 K$.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique – 9 mars 2009

COLLABORATION : Direction générale adjointe de la planification, de la performance et de l'information sur le marché du travail – 9 mars 2009

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 1er avril 2009
Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières, matérielles et informationnelles – 2 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP2A

Titre

État de situation détaillé de la mesure Initiatives ciblées pour les travailleurs âgés.

a) nombre de participants;
b) statut de ces participants;
d) budget consacré à cette mesure

Annexe A

Nombre de nouveaux participants à la mesure Initiatives ciblées pour travailleurs âgés selon leur statut[1,2]
du 1er avril 2008 au 20 février 2009

Initiatives ciblées pour travailleurs âgés	Nouvelles participations	Nouveaux participants
Assistance sociale	188	184
Assurance-emploi	900	889
Sans soutien public du revenu	185	181
Total [1]	**1 161**	**1 143**

1. La somme des nouvelles participations de chaque catégorie de clientèle (statut) est supérieure au total présenté dans le tableau, parce qu'une même participation peut être comptabilisée dans plus d'une catégorie. Ainsi, une même personne peut être à la fois participant de l'assistance sociale et de l'assurance-emploi.
2. La somme des participants de chaque catégorie de clientèle (statut) est supérieure au total présenté dans le tableau, parce qu'un même participant peut être comptabilisé dans plus d'une catégorie. Ainsi, une même personne peut être à la fois participant de l'assistance sociale et de l'assurance-emploi.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, (données en date du 20 février 2009)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP02b

Titre
État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :

b) mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs âgés

Exposé et statistiques

Le volet *Aménagement et réduction du temps de travail (ARTT),* de la mesure *Concertation pour* l'emploi qui s'adresse aux entreprises, prévoit une modalité « Retraite anticipée » qui peut être utilisée en combinaison avec d'autres modalités de réduction du temps de travail (retraite progressive, congé sans solde, temps partiel, etc). L'ARTT contribue à maintenir au travail des personnes menacées de licenciement et à favoriser l'embauche de chercheurs d'emploi, notamment par une nouvelle répartition du temps de travail.

Devant l'ampleur de la crise vécue par l'industrie forestière, le volet ARTT a été ciblé dans le cadre du *Plan de soutien pour le secteur forestier* comme un des quatre leviers d'intervention. La mesure permet le maintien en emploi de travailleurs moins expérimentés en remplacement de travailleurs qui choisissent de prendre une retraite anticipée. Ainsi, en octobre 2006, l'incitatif financier lié à la modalité « retraite anticipée » a été bonifié pour le secteur forestier afin de limiter le nombre de mises à pied et de maintenir en emploi la relève. En 2008-2009 (données au 28 février 2009) 4 497 634 M$ ont été investis dans le volet ARTT. Ces investissements ont permis de sauver 788 emplois dans le secteur forestier.

SOURCE : Direction du soutien aux opérations et des ressources communautaires, Service du soutien au réseau, le 12 mars 2009
COLLABORATION : Direction générale adjointe des mesures et des services
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée, le 20 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP2C

Titre

État de situation détaillé de la Mesure de formation de la main-d'œuvre :

a) nombre de participants pour chacune de ces formations;
b) statut de ces participants;
c) budget consacré à la Mesure de formation;
d) taux de réintégration à l'emploi;

Exposé et statistiques

a) et b) Vous retrouverez à l'annexe A la liste des divers types de formations offertes, le nombre de participants pour chacun de ces types de formation, et ce, selon le statut des participants. Au 20 février 2009, Emploi-Québec a dénombré 39 185 nouveaux participants inscrits aux diverses formations.

c) Le budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail ne fait pas l'objet d'une programmation par mesure. Toutefois, les réalisations sont consignées pour chacune des mesures du coffre à outils d'Emploi-Québec. Les dépenses comptabilisées dans le cadre de la mesure de formation, en date du 20 février 2009, sont de 265,3 M$. (voir annexe C)

d) Vous trouverez à l'annexe B, ci-jointe, le taux d'emploi des personnes ayant bénéficié d'une mesure de formation professionnelle et technique pour chacune des régions du Québec. Pour l'ensemble du Québec, la moyenne d'intégration à l'emploi est de l'ordre de 75,8 %.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique – 20 mars 2009

COLLABORATION : Direction générale adjointe de la planification, de la performance et de l'information sur le marché du travail – 20 mars 2009

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique –31 mars 2009
Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières, matérielles et informationnelles – 2 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP2C

Titre

État de situation détaillé de la Mesure de formation de la main-d'œuvre :
a) nombre de participants pour chacune de ces formations
b) statut de ces participants

Annexe A

Nombre de nouveaux participants par type de formation[1] et selon leur statut[2] du 1er avril 2008 au 20 février 2009

Types de formation	Total de la clientèle[2]	Assistance sociale	Assurance emploi	Sans soutien public du revenu
Francisation	3 885	2 026	1 804	206
Alphabétisation	934	495	506	44
Formation générale, préalable à la formation professionnelle ou technique	8 310	4 448	5 045	323
Formation professionnelle secondaire	18 973	4 554	15 522	1 026
Métiers semi spécialisés ou peu spécialisés	1 478	677	846	158
Formation autres langues que le français	730	96	555	116
Autre	0	0	0	0
sous-total Secondaire[1]	***33 375***	***11 883***	***23 631***	***1 861***
Formation technique collégiale	5 949	1 819	4 020	597
Formation universitaire	173	71	60	45
Total de la Mesure de formation[1]	**39 185**	**13 653**	**27 510**	**2 493**

1. La somme des adultes par types de formation peut être supérieure au nombre total d'adultes distincts, car une même personne peut avoir effectué plus d'une participation durant la période. Ainsi, si la personne a participé à plusieurs types de formation, elle sera dénombrée dans chacun des types, mais une seule fois dans le total de la Mesure de formation.
2. La somme des participants de chaque catégorie de clientèle (statut) est supérieure au total présenté dans le tableau, parce qu'un même participant peut être comptabilisé dans plus d'une catégorie. Ainsi, une même personne peut être à la fois participant de l'assistance sociale et de l'assurance-emploi.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, (données en date du 20 février 2009

Annexe B

SUIVI DES INDICATEURS D'EMPLOI-QUÉBEC
Données cumulatives selon la région
(résultats 2008-2009 en date du 20 février 2009)

TAUX D'EMPLOI
DES PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ D'UNE MESURE DE FORMATION PROFESSIONNELLE OU TECHNIQUE

INDICATEURS	RÉSULTATS
Bas-Saint-Laurent	77,9 %
Saguenay–Lac-Saint-Jean	72,1 %
Capitale-Nationale	70,9 %
Mauricie	78,3 %
Estrie	80,5 %
Montréal	67,1 %
Outaouais	72,1 %
Abitibi-Témiscamingue	76,7 %
Côte-Nord	72,8 %
Nord-du-Québec	75,5 %
Gaspésie–Iles-de-la-Madeleine	78,7 %
Chaudière-Appalaches	83,2 %
Laval	75,0 %
Lanaudière	81,6 %
Laurentides	85,2 %
Montérégie	78,3 %
Centre-du-Québec	81,1 %
Ensemble du Québec	**75,8 %**

Données tirées du suivi des indicateurs de résultats du plan d'action d'Emploi-Québec pour l'année 2008-2009 en date du 20 février 2009
Direction générale adjointe à la planification à l'information sur le marché du travail.

ANNEXE C

Dépenses par activités de formation pour la mesure de formation de la main d'oeuvre pour l'année 2008-2009
résultats ensemble du Québec en date du 20 février 2009

Rapport produit par la Direction générale adjointe à la Planification et à l'information sur le marché du travail (DGAPIMT) en date du 20 février 2009

		Compte d'assurance-emploi (K$)	Fonds du Québec (K$)	Total (K$)
Activités de formation	Région			
Alphabétisation	Abitibi-Témiscamingue	206,40 $	21,00 $	227,30 $
	Bas-St-Laurent	45,50 $	4,70 $	50,20 $
	Capitale-Nationale	233,80 $	127,80 $	361,60 $
	Centre-du-Québec	68,70 $	15,10 $	83,80 $
	Chaudière-Appalaches	56,20 $		56,20 $
	Côte-Nord	2,70 $	0,10 $	2,90 $
	Estrie	671,30 $	9,30 $	680,60 $
	Gaspésie-îles-de-la-madeleine	14,60 $	6,10 $	20,60 $
	Lanaudière	45,10 $	8,00 $	53,20 $
	Laurentides	241,20 $	47,90 $	289,10 $
	Laval	618,80 $	53,70 $	672,50 $
	Mauricie	61,60 $	14,60 $	76,30 $
	Montréal	2 000,40 $	220,80 $	2 221,20 $
	Montérégie	173,00 $	136,00 $	309,00 $
	Nord-du-Québec		0,80 $	0,80 $
	Outaouais	77,30 $	29,70 $	107,00 $
	Saguenay / Lac-St-Jean	36,60 $	5,80 $	42,30 $
	Total	4 553,20 $	701,50 $	5 254,70 $
Formation autres langues que le français	Région			
	Abitibi-Témiscamingue	41,60 $	2,20 $	43,80 $
	Bas-St-Laurent	11,00 $		11,00 $
	Capitale-Nationale	363,80 $	131,20 $	495,00 $
	Centre-du-Québec	208,20 $	5,80 $	214,00 $
	Chaudière-Appalaches	71,30 $	4,10 $	75,40 $
	Côte-Nord	80,10 $	0,10 $	80,10 $
	Estrie	18,00 $	4,60 $	22,70 $
	Gaspésie-îles-de-la-madeleine	2,20 $		2,20 $
	Lanaudière	244,50 $	7,40 $	251,90 $
	Laurentides	239,90 $	11,30 $	251,20 $
	Laval	46,60 $	7,00 $	53,60 $
	Mauricie	203,80 $	33,70 $	237,50 $
	Montréal	195,80 $	45,80 $	241,60 $
	Montérégie	248,20 $	23,80 $	272,00 $
	Nord-du-Québec			
	Outaouais	3,60 $		3,60 $
	Saguenay / Lac-St-Jean	26,80 $		26,80 $
	Total	2 005,50 $	276,90 $	2 282,40 $
Formation générale,Préalable à la formation professionnelle ou technique	Région			
	Abitibi-Témiscamingue	881,80 $	147,70 $	1 029,50 $
	Bas-St-Laurent	1 310,30 $	128,70 $	1 439,00 $
	Capitale-Nationale	2 052,30 $	640,50 $	2 692,90 $
	Centre-du-Québec	1 396,80 $	198,00 $	1 594,80 $
	Chaudière-Appalaches	1 308,80 $	126,40 $	1 435,20 $
	Côte-Nord	450,50 $	76,40 $	526,90 $
	Estrie	1 619,60 $	286,60 $	1 906,20 $
	Gaspésie-îles-de-la-madeleine	622,90 $	119,10 $	742,00 $
	Lanaudière	2 010,80 $	276,90 $	2 287,80 $
	Laurentides	2 784,60 $	271,10 $	3 055,70 $
	Laval	1 206,80 $	170,70 $	1 377,50 $
	Mauricie	2 154,10 $	449,70 $	2 603,80 $
	Montréal	5 211,80 $	1 522,10 $	6 733,90 $
	Montérégie	3 657,50 $	685,40 $	4 343,00 $
	Nord-du-Québec	111,90 $	4,90 $	116,80 $
	Outaouais	1 736,80 $	324,70 $	2 061,60 $
	Saguenay / Lac-St-Jean	1 805,90 $	318,90 $	2 124,80 $
	Total	30 323,50 $	5 747,90 $	36 071,40 $
Formation professionnelle secondaire	Région			
	Abitibi-Témiscamingue	4 047,00 $	306,40 $	4 353,50 $
	Bas-St-Laurent	5 656,80 $	216,50 $	5 873,30 $
	Capitale-Nationale	11 247,00 $	1 202,80 $	12 449,90 $
	Centre-du-Québec	3 412,60 $	241,00 $	3 653,70 $
	Chaudière-Appalaches	6 930,60 $	347,30 $	7 277,80 $
	Côte-Nord	2 765,00 $	152,30 $	2 917,30 $
	Estrie	4 280,10 $	238,40 $	4 518,50 $
	Gaspésie-îles-de-la-madeleine	2 879,30 $	143,30 $	3 022,60 $
	Lanaudière	8 176,10 $	511,80 $	8 687,90 $
	Laurentides	10 338,00 $	554,60 $	10 892,60 $
	Laval	4 032,30 $	511,80 $	4 544,10 $
	Mauricie	6 481,80 $	821,60 $	7 303,40 $

	Montréal	15 511,60 $	3 069,20 $	18 580,90 $
	Montérégie	18 704,10 $	1 997,10 $	20 701,10 $
	Nord-du-Québec	2 168,90 $	29,70 $	2 198,60 $
	Outaouais	4 537,20 $	527,20 $	5 064,30 $
	Saguenay / Lac-St-Jean	7 330,00 $	430,60 $	7 760,60 $
	Total	118 498,50 $	11 301,70 $	129 800,20 $
Formation technique collégiale	Région			
	Abitibi-Témiscamingue	614,30 $	22,60 $	637,00 $
	Bas-St-Laurent	2 290,00 $	170,00 $	2 460,00 $
	Capitale-Nationale	4 627,80 $	844,00 $	5 471,80 $
	Centre-du-Québec	1 702,80 $	98,10 $	1 800,90 $
	Chaudière-Appalaches	2 566,40 $	171,50 $	2 737,90 $
	Côte-Nord	1 103,90 $	35,20 $	1 139,10 $
	Estrie	1 611,80 $	197,50 $	1 809,30 $
	Gaspésie-îles-de-la-madeleine	1 238,50 $	59,30 $	1 297,80 $
	Lanaudière	1 696,00 $	161,60 $	1 857,60 $
	Laurentides	3 544,90 $	172,90 $	3 717,90 $
	Laval	1 772,50 $	523,40 $	2 295,90 $
	Mauricie	2 386,20 $	260,10 $	2 646,30 $
	Montréal	15 452,50 $	6 810,00 $	22 262,50 $
	Montérégie	7 515,50 $	1 271,70 $	8 787,20 $
	Nord-du-Québec	234,70 $	28,00 $	262,70 $
	Outaouais	2 258,30 $	276,00 $	2 534,30 $
	Saguenay / Lac-St-Jean	2 263,50 $	145,10 $	2 408,60 $
	Total	52 879,70 $	11 247,00 $	64 126,70 $
Formation universitaire	Région			
	Abitibi-Témiscamingue	72,30 $		72,30 $
	Bas-St-Laurent	7,10 $		7,10 $
	Capitale-Nationale	256,30 $	210,00 $	466,30 $
	Centre-du-Québec	110,30 $		110,30 $
	Chaudière-Appalaches	105,40 $		105,40 $
	Côte-Nord	213,80 $	0,20 $	214,00 $
	Estrie	4,20 $		4,20 $
	Gaspésie-îles-de-la-madeleine	18,40 $		18,40 $
	Lanaudière	7,40 $	1,70 $	9,10 $
	Laurentides	200,90 $		200,90 $
	Laval	42,60 $	18,10 $	60,70 $
	Mauricie	32,10 $		32,10 $
	Montréal	478,30 $	331,10 $	809,40 $
	Montérégie	184,60 $	27,70 $	212,30 $
	Nord-du-Québec	159,20 $		159,20 $
	Outaouais	28,90 $		28,90 $
	Saguenay / Lac-St-Jean	89,00 $		89,00 $
	Total	2 010,60 $	588,80 $	2 599,40 $
Francisation	Région			
	Abitibi-Témiscamingue	3,50 $		3,50 $
	Bas-St-Laurent		2,30 $	2,30 $
	Capitale-Nationale	165,50 $	108,40 $	273,90 $
	Centre-du-Québec	82,80 $	368,70 $	451,50 $
	Chaudière-Appalaches	40,40 $	15,30 $	55,60 $
	Côte-Nord	0,20 $		0,20 $
	Estrie	119,80 $	359,50 $	479,30 $
	Gaspésie-îles-de-la-madeleine			
	Lanaudière	107,50 $	99,10 $	206,60 $
	Laurentides	111,70 $	59,20 $	171,00 $
	Laval	1 203,40 $	99,10 $	1 302,50 $
	Mauricie	61,00 $	181,00 $	242,00 $
	Montréal	10 071,80 $	1 308,00 $	11 379,80 $
	Montérégie	779,90 $	508,60 $	1 288,50 $
	Outaouais	26,10 $	136,20 $	162,30 $
	Saguenay / Lac-St-Jean	1,60 $	21,90 $	23,50 $
	Total	12 775,40 $	3 267,20 $	16 042,60 $
Indéterminé	Région			
	Abitibi-Témiscamingue	14,20 $	4,60 $	18,70 $
	Bas-St-Laurent	78,20 $	12,70 $	91,00 $
	Capitale-Nationale	290,50 $	100,10 $	390,70 $
	Central	7,20 $	2,80 $	10,00 $
	Centre-du-Québec	317,70 $	104,80 $	422,50 $
	Chaudière-Appalaches	164,00 $	22,50 $	186,40 $
	Côte-Nord	29,80 $	3,80 $	33,70 $
	Estrie	27,30 $	10,30 $	37,60 $
	Gaspésie-îles-de-la-madeleine	106,50 $	21,50 $	128,00 $
	Lanaudière	16,00 $	3,60 $	19,60 $
	Laurentides	318,00 $	69,10 $	387,10 $
	Laval	155,60 $	50,70 $	206,30 $
	Mauricie	227,00 $	90,30 $	317,40 $
	Montréal	1 121,50 $	614,30 $	1 735,80 $
	Montérégie	978,40 $	365,40 $	1 343,80 $
	Nord-du-Québec	3,90 $	0,30 $	4,20 $
	Outaouais	235,60 $	122,40 $	358,00 $
	Saguenay / Lac-St-Jean	321,70 $	81,20 $	402,90 $

	Total	4 413,30 $	1 680,40 $	6 093,60 $
Métiers semi spécialisés ou peu spécialisés	Région			
	Abitibi-Témiscamingue	83,50 $	24,30 $	107,80 $
	Bas-St-Laurent	90,70 $	18,80 $	109,60 $
	Capitale-Nationale	73,00 $	45,90 $	118,90 $
	Centre-du-Québec	102,40 $	49,50 $	152,00 $
	Chaudière-Appalaches	103,00 $	25,30 $	128,30 $
	Côte-Nord	3,50 $	0,50 $	4,10 $
	Estrie	176,30 $	56,10 $	232,40 $
	Gaspésie-îles-de-la-madeleine	36,70 $	10,90 $	47,60 $
	Lanaudière	1,10 $	0,60 $	1,70 $
	Laurentides	104,30 $	13,80 $	118,10 $
	Laval	247,00 $	52,40 $	299,40 $
	Mauricie	115,80 $	70,70 $	186,50 $
	Montréal	714,20 $	220,20 $	934,40 $
	Montérégie	113,40 $	37,80 $	151,20 $
	Nord-du-Québec	0,40 $		0,40 $
	Outaouais	161,00 $	97,20 $	258,20 $
	Saguenay / Lac-St-Jean	114,60 $	28,70 $	143,20 $
	Total	2 241,10 $	752,60 $	2 993,70 $
Total		229 700,70 $	35 564,00 $	265 264,70 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP03

Titre

Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions ressources :

a. dépenses totales pour 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010;
b. budget disponible pour l'année en cours;
c. nombre de personnes admissibles à ce jour par région et par secteur d'activités;
d. budget consacré par région-ressource;
e. taux de réintégration en emploi des personnes admissibles;
f. moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région et par secteur d'activité.

Exposé et statistiques

a) Dépenses totales en 2008-2009 (au 29 février 2009) **:** 572 500,32$

b) Budget pour l'année en cours (2008-2009) : 2 M$

c) Nombre de personnes admissibles en 2008-2009 par région (au 28 février 2009) :

Pour les régions ressources	
01- Bas-St-Laurent :	198
02- Saguenay-Lac-St-Jean :	269
04- Mauricie :	988
05- Estrie :	420
08- Abitibi-Témiscamingue :	851
09- Côte-Nord :	818
10- Nord-du-Québec :	313
11- Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine :	85
12- Chaudière-Appalaches	294
14- Lanaudière	296
15- Laurentides	325
16- Montérégie	267
Total :	5 124

Et par secteur d'activité (au 28 février 2009)

Secteur primaire	703
Secteur secondaire	4 206
Secteur tertiaire	215
Total	**5 124**

d) Le budget consacré par région :

Pour les régions ressources	
01- Bas-St-Laurent :	20 000$
02- Saguenay-Lac-St-Jean :	245 000$
04- Mauricie :	20 000$
05- Estrie :	32 000$
07- Outaouais :	100 000$
08- Abitibi-Témiscamingue :	140 000$
09- Côte-Nord :	240 000$
10- Nord-du-Québec :	120 000$
11- Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine :	70 000$
12- Chaudière-Appalaches	112 000$
15- Laurentides	120 000$
16- Montérégie	138 000$
Central	643 000$
Total	**2 000 000$**

e) Taux de réintégration en emploi des personnes admissibles :

Le taux de présence des personnes admissibles au programme est limité. Cela s'explique en partie parce que la majorité des travailleurs licenciés ont droit à des prestations de l'assurance-emploi dès leur licenciement et qu'une proportion importante trouve un emploi avant la fin de ces prestations. Il y a 15 licenciements collectifs pour lesquels l'application du programme a pris fin en 2008-2009 (jusqu'au 28 février 2009)*. Un cumul de 11 travailleurs recevaient encore une prestation le dernier mois d'application du programme ce qui représente environ 10% des travailleurs qui ont reçu une prestation un mois au l'autre au cours de l'application du programme pour ces licenciements collectifs (soit 109 travailleurs), cela implique qu'environ 90% des travailleurs ayant reçu une prestation ne la recevait plus à la fin de l'application du programme. Il est cependant à noter que parmi ces travailleurs, outre ceux qui ont retrouvé un emploi, certains se sont retirés du marché du travail, notamment en prenant leur retraite.

f) Moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région et par secteur d'activité :

Prestation mensuelle moyenne en février 2009 : 447,16$ (aide financière octroyée en février 2009 à l'ensemble des personnes licenciées divisée par le nombre de dossiers actifs pour ce mois)

SOURCE : Direction générale adjointe de la planification, de la performance et de l'information sur le marché du travail
13 mars 2009.

COLLABORATION : Direction des mesures et des services de solidarité sociale ;
Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles
13 mars 2009

VALIDATION: Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières, matérielles et informationnelles Date : 18 mars 2009
Bureau de la sous-ministre associée, le 20 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP04

Titre

Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement, hors des régions ressources, des secteurs du textile et du vêtement :

a. dépenses totales pour 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010;
b. budget disponible pour l'année en cours;
c. nombre de personnes admissibles à ce jour par région.

Exposé et statistiques

a) **Dépenses totales pour 2008-2009** (au 28 février 2009) : 1 114 399,87$

b) Budget disponible pour l'année en cours (2008-2009) : 1 843 700,00$

c) Nombre de personnes admissibles en 2008-2009 par région (au 28 février 2009) :

Pour les régions	
05- Estrie :	469
06- Montréal :	2 539
12- Chaudière-Appalaches :	373
16- Montérégie :	1115
17- Centre-du-Québec :	361
Total	**4 857**

SOURCE : Direction générale adjointe de la planification, de la performance et de l'information sur le marché du travail
13 mars 2009

COLLABORATION : Direction des mesures et des services de solidarité ;
Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles
13 mars 2009

VALIDATION: Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières, matérielles et informationnelles
Date : 18 mars 2009
Bureau de la sous-ministre associée, le 20 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP05

Titre

Emploi-Québec :

a) Cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2007-2008 et 2008-2009 (et/ou dernière année disponible) et prévisions pour 2009-2010 au national et pour chacune des régions;
b) Détails des effectifs occasionnels et réguliers en 2007-2008 et 2008-2009;
c) Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financé par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral au cours des cinq dernières années;
d) État des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec par mois depuis avril 2005.

Exposé et statistiques

a) Cibles et résultats 2008-2009 (voir annexe 1)

Globalement, les taux d'atteinte des cibles de résultats touchant les nouveaux participants et les retours en emploi sont satisfaisants. Il en va de même du côté des services aux entreprises et du placement.

Tel que prévu à la Convention de performance et d'imputabilité de l'Agence, les résultats finaux pour 2008-2009 seront présentés au Rapport de gestion annuel.

b) Détails des effectifs occasionnels et réguliers en 2008-2009

ETC autorisés	**2008-2009**
ETC réguliers	3 984,0
ETC occasionnels	334,0
Total ETC autorisés	**4 318,0**

c) Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financé par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral au cours des cinq dernières années

Pour l'année 2008-2009, le Plan annuel de gestion des dépenses totalise 1 086,9 M$, dont 429,4 M$ en Fonds du Québec et 657,5 M$ imputables au Compte d'assurance-emploi.

PLAN ANNUEL DE GESTION DES DÉPENSES 2008-2009 (en millions de dollars)		
Fonds du Québec	Compte d'assurance-emploi	Total
429,4	657,5	1 086,9

d) Listes d'attente

Emploi-Québec n'administre pas de liste d'attente de participants dans le cadre des mesures actives. Ses services sont offerts sur la base des priorités régionales et des disponibilités budgétaires.

SOURCE : Direction de la planification, des stratégies et de l'information de gestion – 17 mars 2009

Collaborations : Direction du budget et des services administratifs, 30 mars 2009

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières, matérielles et informationnelles – 2 avril 2009
Bureau de la sous-ministre associée, le 2 avril 2009

Annexe 1. Cibles et résultats 2008-2009, ensemble du Québec

Orientations du plan d'action	Indicateurs	Cibles	Résultats
1. Favoriser la participation au marché du travail et l'emploi du plus grand nombre possible de québécoises et de québécois.	• Nombre de postes **vacants signalés** au Service national de placement	550 000	595 000
	• Nombre de **nouveaux participants** aux interventions d'Emploi-Québec	266 500	268 000
	• Nombre de **nouveaux participants** aux interventions d'Emploi-Québec, participants de **l'assurance-emploi** – *Entente Canada-Québec*	136 538	150 000
	• Nombre de **nouveaux participants** aux activités de **formation de base**	32 000	37 000
	• Nombre de **personnes en emploi** après avoir bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec	132 976	123 000
	• Nombre de **personnes en emploi** après avoir bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec, participants de **l'assurance-emploi** – *Entente Canada-Québec*	50 856	48 000
	• **Taux d'emploi** des personnes ayant bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec	50,5%	52,0%
	• Proportion des **participants aux mesures de longue durée** répondant aux critères de repérage des personnes à risque élevé de chômage de longue durée	75%	73%
	• Nombre de nouveaux participants aux interventions d'Emploi-Québec, clientèle des programmes **d'assistance-sociale**	95 000	77 000
	• Nombre de participants clientèles des programmes **d'assistance-sociale en emploi** après avoir bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec	36 807	30 000
	• Taux d'emploi des participants clientèle des programmes d'assistance-sociale ayant bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec	41,0%	43,0%
	• Prestations non versées à l'**assurance-emploi** à la suite d'une intervention d'Emploi-Québec visant un retour en emploi (M$) – *Entente Canada-Québec*	156,2	170,0
	• Prestations non versées à l'aide financière de dernier recours à la suite d'une intervention d'Emploi-Québec visant un retour en emploi	115,5	100,0
2. Contribuer à l'amélioration de la productivité et de la capacité d'adaptation des entreprises aux changements, notamment démographiques et commerciaux	• Nombre **d'entreprises nouvellement aidées** par les mesures actives	9 600	9 500
	• Nombre de nouvelles **ententes de qualification**	5 500	4 600
3. Poursuivre les actions visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale	• Nombre de sorties de l'aide financière de dernier recours	62 870	55 000
4. Améliorer la prestation de services aux citoyennes et aux citoyens	• Délai moyen de traitement des nouvelles demandes déposées à l'attribution initiale (en jours ouvrables)	10	8,6
	• Ratio de plaintes par 1000 ménages	1,85	2,3
	• Pourcentage des décisions modifiées à la suite d'une demande de révision	21,0	21,0
	• Taux d'exactitude monétaire dans le traitement administratif des dossiers	97%	n.d.

* Le mode de calcul des taux d'emploi a été revu en 2006-2007

Source : Les données pour 2008-2009 sont des estimations des résultats en fin d'année. Les résultats finaux seront présentés dans le rapport de gestion 2008-2009.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP06

Titre

Stratégie d'intervention à l'intention des travailleurs de 45 ans et plus :

a) budget consenti à la mise en œuvre de la Stratégie pour 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010;
b) ventilation de ces budgets par axe d'intervention;
c) nombre d'entreprises participantes;
d) nombre de participant(e)s par tranche d'âge et par région;
e) durée moyenne de la participation;
f) nombre de participant(e)s qui réussissent à retrouver un emploi durable;
g) taux de réussite.

Exposé et statistiques

La Stratégie d'intervention à l'intention des travailleuses et des travailleurs de 45 ans et plus a fait l'objet d'une annonce publique le 28 janvier 2003. L'objectif de la Stratégie et du plan d'action est de favoriser le maintien en emploi et la réinsertion au marché du travail des personnes de 45 ans et plus qui le désirent, et d'accroître ainsi le taux d'activité de ce groupe d'âge.

a) Aucun budget spécifique n'est dédié à la Stratégie étant donné que les activités sont réalisées à l'intérieur du budget d'intervention dédié aux mesures et services d'Emploi-Québec.

b) Aucun budget global pour la Stratégie n'étant attribué, la ventilation des statistiques par axe d'intervention n'existe donc pas.

c) Aucune cible de résultat n'est établie pour cette clientèle. Cette stratégie vise plutôt à mette en place des interventions en entreprises afin qu'elles puissent intégrer des préoccupations liées à la Stratégie, telle que la gestion prévisionnelle de la main-d'oeuvre.

d) Les nouveaux participants[1] de 45 ans et plus aux mesures d'Emploi-Québec, entre le 1er avril 2008 et le 20 février 2009 représentent 31,4 % de l'ensemble des nouveaux participants.

Les participants pour chaque région se distribuent de la façon suivante:

[1] Il faut souligner qu'une personne peut avoir participé à plus d'une mesure.

Ventilation des nouveaux participants âgés de 45 ans et plus selon la région et le groupe d'âge du 1er avril 2008 au 20 février 2009

	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 ans et plus	Adultes distincts [1]
	n	n	n	n
Abitibi-Témiscaminague	786	778	923	**2 467**
Bas Saint-Laurent	1 053	1 021	1 063	**3 107**
Capitale-Nationale	2 034	1 725	1 935	**5 641**
Centre-du-Québec	943	805	979	**2 710**
Chaudière-Appalaches	1 588	1 443	1 580	**4 574**
Côte-Nord	512	468	480	**1 451**
Estrie	1 288	1 078	1 026	**3 357**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	855	836	966	**2 618**
Lanaudière	1 460	1 172	1 200	**3 802**
Laurentides	2 023	1 603	1 533	**5 117**
Laval	1 115	892	1 082	**3 057**
Mauricie	1 454	1 339	1 274	**4 040**
Montréal	6 865	5 269	5 109	**17 143**
Montérégie	3 925	3 030	3 420	**10 305**
Nord-du-Québec	140	115	105	**360**
Outaouais	1 251	914	815	**2 958**
Saguenay/Lac St-Jean	1 516	1 252	777	**3 516**
Adultes distincts[1]	**28 683**	**23 663**	**24 217**	**75 960**

1. La somme des adultes par région ou par groupe d'âge peut être supérieure au nombre total d'adultes distincts, car une même personne peut avoir effectué plus d'une participation durant la période.

e) Ce type de données n'est pas disponible.

f) En 2008-2009, le taux d'emploi des personnes de 45 ans ayant bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec atteignait 53,4% pour les 45-54 ans et 45,5% pour les 55 ans et plus.

g) D'une façon générale, la persévérance, mesurée par le pourcentage de nouvelles participations à des mesures et services d'emploi terminées et complétées, augmente avec l'âge. Ainsi, en 2007-2008, 87,8 % des nouvelles participations suivies par des personnes de 45 à 54 ans et 92,5 % par celles de 55 ans et plus avaient été complétées; ce chiffre est de 82,9 % pour les clientèles tous âges confondus[2]. Ce constat vaut également pour l'ensemble des mesures, notamment la mesure de formation – volet individus, à l'exception de « Soutien au travail autonome », pour laquelle le pourcentage de participations complétées est inférieur à la moyenne chez les personnes de 55 ans et plus[3].

SOURCE : Emploi-Québec – Direction des stratégies clientèles et des projets ministériels 19 mars 2009

COLLABORATION : Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail
Direction de l'administration et de l'information de gestion
Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique – 18 mars 2009

VALIDATION: Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec – 25 mars 2009

[2] Ce constat vaut également si on n'inclut pas dans les calculs la mesure Service d'aide à l'emploi, dont les activités sont en moyenne de courte durée; dans ce cas de figure, les taux de participations complétées sont respectivement de 75 %, 78,9 % et de 66,2 %.

[3] Rappelons que le nombre de personnes de ce groupe d'âge qui participent à cette mesure est relativement limité.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP07

Titre

7) Le nombre et le pourcentage de requérants à l'aide financière de dernier recours qui sont référés à Emploi-Québec.

Exposé et statistiques

Amorcée en 2006-2007, l'adaptation de la prestation de service s'est poursuivie en 2007-2008 et en 2008-2009. La nouvelle prestation de service permet aux requérants à l'aide financière de dernier recours qui déposent leur demande en personne, d'obtenir au même moment des services d'emploi. La référence n'est plus requise dans ce cas.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction générale adjointe de la planification, de la performance et de l'information sur le marché du travail – Direction de la planification, des stratégies et de l'information de gestion, 11 mars 2009.

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, 20 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP08

Titre

8) Le nombre et le pourcentage de requérants à l'aide financière de dernier recours qui sont référés à Emploi-Québec en 24 heures.

Exposé et statistiques

Amorcée en 2006-2007, l'adaptation de la prestation de service s'est poursuivie en 2007-2008 et en 2008-2009. La nouvelle prestation de service permet aux requérants à l'aide financière de dernier recours qui déposent leur demande en personne, d'obtenir au même moment des services d'emploi. La référence n'est plus requise dans ce cas.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction générale adjointe de la planification, de la performance et de l'information sur le marché du travail – Direction de la planification, des stratégies et de l'information de gestion, 11 mars 2009.

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, 20 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP09

Titre

Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les établissements d'enseignement collégial en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.

Exposé et statistiques

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) répondra à cette question.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre associée – Emploi-Québec, le 17 mars 2009
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée – Emploi-Québec, le 17 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP10

Titre

Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les commissions scolaires en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.

Exposé et statistiques

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) répondra à cette question.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre associée – Emploi-Québec, le 17 mars 2009
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée – Emploi-Québec, le 17 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP11

Titre:
Nombre et effectifs de chacun des centres locaux d'emploi par région, par familles d'emploi et par classes d'emploi pour 2008-2009 (paie 26 au 13 mars 2009)

Région	Nom du service	Catégorie	Corps	Nom du corps	Total
1	CLE - AMQUI	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - AMQUI				17
	CLE - CABANO	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	1
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
	Total CLE - CABANO				16
	CLE - LA POCATIÈRE	Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	1
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
	Total CLE - LA POCATIÈRE				15
	CLE - MATANE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14
	Total CLE - MATANE				18
	CLE - MONT-JOLI	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	1
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
	Total CLE - MONT-JOLI				18
	CLE - RIMOUSKI-NEIGETTE	Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	4
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	27
			264	Technicien en administration	1
	Total CLE - RIMOUSKI-NEIGETTE				35
	CLE - RIVIÈRE-DU-LOUP	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			221	Agent de secrétariat	1
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
	Total CLE - RIVIÈRE-DU-LOUP				25
	CLE - TROIS-PISTOLES	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
	Total CLE - TROIS-PISTOLES				9
Total Bas-Saint-Laurent					153
2	CLE - CHICOUTIMI	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	11
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	43
			264	Technicien en administration	1
	Total CLE - CHICOUTIMI				62

	CLE - JONQUIÈRE	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	6
			221	Agent de secrétariat	1
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	32
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	5
	Total CLE - JONQUIÈRE				53
	CLE - LA BAIE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
	Total CLE - LA BAIE				15
	CLE - LAC-SAINT-JEAN-EST	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	5
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21
	Total CLE - LAC-SAINT-JEAN-EST				32
	CLE - MARIA-CHAPDELEINE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
	Total CLE - MARIA-CHAPDELEINE				18
	CLE - ROBERVAL	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
	Total CLE - ROBERVAL				20
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean					200
3	CLE - BAIE-SAINT-PAUL	Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
	Total CLE - BAIE-SAINT-PAUL				6
	CLE - BEAUPORT	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	9
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	29
	Total CLE - BEAUPORT				42
	CLE - CHARLESBOURG	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	7
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	37
	Total CLE - CHARLESBOURG				50
	CLE - CÔTE-DE-BEAUPRÉ	Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
	Total CLE - CÔTE-DE-BEAUPRÉ				3
	CLE - LA MALBAIE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	1
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
	Total CLE - LA MALBAIE				13
	CLE - PORTNEUF	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	4
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
	Total CLE - PORTNEUF				20

	CLE - QUARTIERS-HISTORIQU	Cadre	630	Cadre supérieur	3
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4
		Soutien	200	Agent de bureau	6
			221	Agent de secrétariat	1
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	42
			264	Technicien en administration	1
	Total CLE - QUARTIERS-HISTORIQUES				58
	CLE - SAINTE-FOY	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	7
		Soutien	200	Agent de bureau	8
			221	Agent de secrétariat	1
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	44
	Total CLE - SAINTE-FOY				63
Total Capitale-Nationale					255
4	CLE - GRAND-MÈRE	Professionnel	102	Agent de développement industriel	1
		Soutien	200	Agent de bureau	1
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14
	Total CLE - GRAND-MÈRE				17
	CLE - LA TUQUE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
	Total CLE - LA TUQUE				15
	CLE - LOUISEVILLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	7
			221	Agent de secrétariat	4
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21
	Total CLE - LOUISEVILLE				35
	CLE - SAINTE-GENEVIÈVE-DE-	Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
	Total CLE - SAINTE-GENEVIÈVE-DE-BATISCAN				6
	CLE - SAINTE-THÈCLE	Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
	Total CLE - SAINTE-THÈCLE				8
	CLE - SHAWINIGAN	Cadre	630	Cadre supérieur	3
		Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1
			111	Attaché d'administration	4
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	5
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	25
			264	Technicien en administration	1
	Total CLE - SHAWINIGAN				41
	CLE - TROIS-RIVIÈRES	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	102	Agent de développement industriel	1
			105	Agent rech.et planific.socio-économ.	2
			111	Attaché d'administration	5
			116	Conseiller orientation profess.	2
		Soutien	200	Agent de bureau	12
			221	Agent de secrétariat	1
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	58
			264	Technicien en administration	3
	Total CLE - TROIS-RIVIÈRES				87
Total Mauricie					209
5	CLE - ASBESTOS	Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
	Total CLE - ASBESTOS				7
	CLE - COATICOOK	Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
	Total CLE - COATICOOK				3

	CLE - EAST ANGUS	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	102	Agent de développement industriel	1
			111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
	Total CLE - EAST ANGUS				13
	CLE - LAC MÉGANTIC	Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
	Total CLE - LAC MÉGANTIC				7
	CLE - MAGOG	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14
	Total CLE - MAGOG				19
	CLE - SHERBROOKE-OUEST	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	7
		Soutien	200	Agent de bureau	9
			221	Agent de secrétariat	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	63
			264	Technicien en administration	1
	Total CLE - SHERBROOKE-OUEST				85
	CLE - WINDSOR	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
	Total CLE - WINDSOR				12
Total Estrie					146
6	CENTRE SPÉCIALISÉ DES DEMANDEURS D'ASILE ET CENTRE DES GARANTS DÉFAILLANTS ET SERVICE AUX PARRAINÉS	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Soutien	200	Agent de bureau	12
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	36
			264	Technicien en administration	1
	Total CENTRE SPÉCIALISÉ DES DEMANDEURS D'ASILE ET CENTRE DES GARANTS DÉFAILLANTS ET SER				52
	CLE - AHUNTSIC	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Soutien	200	Agent de bureau	10
			249	Préposé aux renseignements	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	23
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	4
	Total CLE - AHUNTSIC				39
	CLE - CÔTE-DES-NEIGES	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Soutien	200	Agent de bureau	5
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	28
			264	Technicien en administration	1
	Total CLE - CÔTE-DES-NEIGES				35
	CLE - CRÉMAZIE	Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
	Total CLE - CRÉMAZIE				6
	CLE - FLEURY	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
	Total CLE - FLEURY				15
	CLE - HOCHELAGA - MAISONN	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Soutien	200	Agent de bureau	9
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	20
			264	Technicien en administration	1
	Total CLE - HOCHELAGA - MAISONNEUVE				32
	CLE - LASALLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Soutien	200	Agent de bureau	7
			221	Agent de secrétariat	1
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	33
	Total CLE - LASALLE				43
	CLE - MERCIER	Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	3
	Total CLE - MERCIER				16

CLE - MONTRÉAL-NORD	Cadre	630	Cadre supérieur	1
	Soutien	200	Agent de bureau	11
		221	Agent de secrétariat	1
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	49
		264	Technicien en administration	1
Total CLE - MONTRÉAL-NORD				63
CLE - NOTRE-DAME-DE-GRÂC	Soutien	200	Agent de bureau	1
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
Total CLE - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE				6
CLE - OUEST-DE-L'ÎLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
	Soutien	200	Agent de bureau	4
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	25
		264	Technicien en administration	1
Total CLE - OUEST-DE-L'ÎLE				31
CLE - PARC-EXTENSION	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
Total CLE - PARC-EXTENSION				12
CLE - PLATEAU-MONT-ROYAL	Cadre	630	Cadre supérieur	1
	Soutien	200	Agent de bureau	6
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22
Total CLE - PLATEAU-MONT-ROYAL				29
CLE - POINTE-AUX-TREMBLES	Cadre	630	Cadre supérieur	1
	Soutien	200	Agent de bureau	5
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
Total CLE - POINTE-AUX-TREMBLES				19
CLE - POINTE-SAINT-CHARLES	Cadre	630	Cadre supérieur	2
	Soutien	200	Agent de bureau	6
		249	Préposé aux renseignements	1
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21
		298	Enquêteur en matières frauduleuses	6
Total CLE - POINTE-SAINT-CHARLES				36
CLE - RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
Total CLE - RIVIÈRE-DES-PRAIRIES				6
CLE - ROSEMONT-PETITE-PAT	Soutien	200	Agent de bureau	1
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
Total CLE - ROSEMONT-PETITE-PATRIE (AVENUE DU PARC)				3
CLE - ROSEMONT-PETITE-PAT	Soutien	200	Agent de bureau	1
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
Total CLE - ROSEMONT-PETITE-PATRIE (BEAUBIEN)				7
CLE - ROSEMONT-PETITE-PAT	Cadre	630	Cadre supérieur	1
	Soutien	200	Agent de bureau	6
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	23
Total CLE - ROSEMONT-PETITE-PATRIE (IBERVILLE)				30
CLE - SAINTE-MARIE-CENTRE-	Soutien	200	Agent de bureau	3
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
Total CLE - SAINTE-MARIE-CENTRE-SUD				11
CLE - SAINT-LAURENT	Cadre	630	Cadre supérieur	1
	Soutien	200	Agent de bureau	9
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	36
		298	Enquêteur en matières frauduleuses	3
Total CLE - SAINT-LAURENT				49
CLE - SAINT-LÉONARD	Cadre	630	Cadre supérieur	2
	Soutien	200	Agent de bureau	9
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	36
Total CLE - SAINT-LÉONARD				47
CLE - SAINT-MICHEL	Soutien	200	Agent de bureau	6
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16
		264	Technicien en administration	1
Total CLE - SAINT-MICHEL				23
CLE - VERDUN	Cadre	630	Cadre supérieur	1
	Soutien	200	Agent de bureau	6
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	25
		264	Technicien en administration	1
Total CLE - VERDUN				33
CLE - VILLE ÉMARD	Soutien	200	Agent de bureau	2
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
Total CLE - VILLE ÉMARD				10

	CSS - ANJOU / MONTRÉAL-EST	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Soutien	200	Agent de bureau	6
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
			264	Technicien en administration	1
	Total CSS - ANJOU / MONTRÉAL-EST				19
	CSS - LACHINE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Soutien	200	Agent de bureau	5
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
			264	Technicien en administration	1
	Total CSS - LACHINE				20
	CSS - SAINT-ALEXANDRE	Soutien	200	Agent de bureau	6
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	4
	Total CSS - SAINT-ALEXANDRE				17
Total Montréal					709
7	CLE - AYLMER	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - AYLMER				17
	CLE - BUCKINGHAM	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
	Total CLE - BUCKINGHAM				11
	CLE - CAMPBELL'S BAY	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
	Total CLE - CAMPBELL'S BAY				10
	CLE - GATINEAU	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	10
		Soutien	200	Agent de bureau	9
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	39
			264	Technicien en administration	2
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	4
	Total CLE - GATINEAU				67
	CLE - HULL	Cadre	630	Cadre supérieur	3
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	6
			221	Agent de secrétariat	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	30
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	3
	Total CLE - HULL				47
	CLE - MANIWAKI	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	4
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14
	Total CLE - MANIWAKI				21
	CLE - PAPINEAUVILLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - PAPINEAUVILLE				18
Total Outaouais					191
8	CLE - AMOS	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	5
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
	Total CLE - AMOS				20
	CLE - LA SARRE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	6
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
	Total CLE - LA SARRE				17

	CLE - ROUYN-NORANDA	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	6
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18
	Total CLE - ROUYN-NORANDA				29
	CLE - SENNETERRE	Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
	Total CLE - SENNETERRE				5
	CLE - VAL D'OR	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	102	Agent de développement industriel	1
			111	Attaché d'administration	2
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	5
			221	Agent de secrétariat	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	17
	Total CLE - VAL D'OR				29
	CLE - VILLE-MARIE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
	Total CLE - VILLE-MARIE				16
Total Abitibi-Témiscamingue					116
9	CLE - BAIE-COMEAU	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	3
			221	Agent de secrétariat	1
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
	Total CLE - BAIE-COMEAU				26
	CLE - FORESTVILLE	Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
	Total CLE - FORESTVILLE				9
	CLE - HAVRE-SAINT-PIERRE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	1
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
	Total CLE - HAVRE-SAINT-PIERRE				7
	CLE - LES ESCOUMINS	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
	Total CLE - LES ESCOUMINS				7
	CLE - PORT-CARTIER	Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
	Total CLE - PORT-CARTIER				4
	CLE - SEPT-ÎLES	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	4
			221	Agent de secrétariat	1
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - SEPT-ÎLES				25
Total Côte-Nord					78
10	CLE - BAIE-JAMES	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
	Total CLE - BAIE-JAMES				15
	CLE - CHISASIBI	Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4
	Total CLE - CHISASIBI				5
Total Nord-du-Québec					20

11	CLE - AVIGNON - POINTE-À-LA	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			221	Agent de secrétariat	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
	Total CLE - AVIGNON - POINTE-À-LA-CROIX				19
	CLE - BONAVENTURE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	1
			221	Agent de secrétariat	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
	Total CLE - BONAVENTURE				16
	CLE - DU ROCHER-PERCÉ	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			221	Agent de secrétariat	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14
	Total CLE - DU ROCHER-PERCÉ				23
	CLE - LA CÔTE-DE-GASPÉ	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	1
			221	Agent de secrétariat	1
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
	Total CLE - LA CÔTE-DE-GASPÉ				17
	CLE - LA-HAUTE-GASPÉSIE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
	Total CLE - LA-HAUTE-GASPÉSIE				18
	CLE - LES ÎLES-DE-LA-MADEL	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
	Total CLE - LES ÎLES-DE-LA-MADELEINE				15
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine					108
12	CLE - LAC ETCHEMIN	Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
	Total CLE - LAC ETCHEMIN				9
	CLE - LES CHUTES-DE-LA-CHA	Soutien	200	Agent de bureau	4
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - LES CHUTES-DE-LA-CHAUDIÈRE				16
	CLE - LÉVIS	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	7
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	4
			221	Agent de secrétariat	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	26
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - LÉVIS				43
	CLE - L'ISLET	Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4
	Total CLE - L'ISLET				5
	CLE - MONTMAGNY	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - MONTMAGNY				18
	CLE - SAINTE-CROIX	Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4
	Total CLE - SAINTE-CROIX				6

	CLE - SAINTE-MARIE	Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
	Total CLE - SAINTE-MARIE				16
	CLE - SAINT-GEORGES	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Soutien	200	Agent de bureau	6
			221	Agent de secrétariat	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	19
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
	Total CLE - SAINT-GEORGES				33
	CLE - SAINT-JOSEPH-DE-BEAU	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4
	Total CLE - SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE				8
	CLE - SAINT-LAZARRE	Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4
	Total CLE - SAINT-LAZARRE				7
	CLE - THETFORD MINES	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	5
			221	Agent de secrétariat	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	20
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - THETFORD MINES				30
Total Chaudière-Appalaches					191
13	CENTRE DES CONTRAINTES S	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CENTRE DES CONTRAINTES SÉVÈRES (SAINT-VINCENT-DE-PAUL)				18
	REGROUPEMENT EST (LAVAL	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	10
			221	Agent de secrétariat	1
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	31
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	3
	Total REGROUPEMENT EST (LAVAL-DES-RAPIDES)				50
Total Laval					68
14	CLE - BERTHIERVILLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	17
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	3
	Total CLE - BERTHIERVILLE				25
	CLE - JOLIETTE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	5
		Soutien	200	Agent de bureau	6
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	25
			264	Technicien en administration	2
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	3
	Total CLE - JOLIETTE				42
	CLE - RAWDON	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - RAWDON				20

	CLE - REPENTIGNY	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	5
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21
			264	Technicien en administration	2
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
	Total CLE - REPENTIGNY				34
	CLE - SAINTE-JULIENNE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	4
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - SAINTE-JULIENNE				28
	CLE - SAINT-JEAN-DE-MATHA	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
	Total CLE - SAINT-JEAN-DE-MATHA				15
	CLE - TERREBONNE	Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	5
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	24
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
	Total CLE - TERREBONNE				36
Total Lanaudière					200
15	CLE - LACHUTE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	4
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14
	Total CLE - LACHUTE				22
	CLE - MIRABEL	Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
	Total CLE - MIRABEL				6
	CLE - MONT-LAURIER	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4
		Soutien	200	Agent de bureau	4
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	20
			272	Technicien en informatique	1
	Total CLE - MONT-LAURIER				31
	CLE - SAINTE-ADÈLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	5
			221	Agent de secrétariat	1
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18
	Total CLE - SAINTE-ADÈLE				28
	CLE - SAINTE-AGATHE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Soutien	200	Agent de bureau	4
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
	Total CLE - SAINTE-AGATHE				20
	CLE - SAINTE-THÉRÈSE	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4
		Soutien	200	Agent de bureau	9
			221	Agent de secrétariat	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	26
	Total CLE - SAINTE-THÉRÈSE				44
	CLE - SAINT-EUSTACHE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4
		Soutien	200	Agent de bureau	6
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18
	Total CLE - SAINT-EUSTACHE				30

	CLE - SAINT-JÉRÔME	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4
		Soutien	200	Agent de bureau	11
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	34
	Total CLE - SAINT-JÉRÔME				51
Total Laurentides					232
16	CLE - ACTON VALE	Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
	Total CLE - ACTON VALE				2
	CLE - BOUCHERVILLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	8
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	25
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - BOUCHERVILLE				37
	CLE - BRÔME-MISSISQUOI	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - BRÔME-MISSISQUOI				17
	CLE - BROSSARD	Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	5
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	28
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
	Total CLE - BROSSARD				37
	CLE - CHÂTEAUGUAY	Professionnel	116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	4
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - CHÂTEAUGUAY				21
	CLE - CONTRECOEUR	Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
	Total CLE - CONTRECOEUR				4
	CLE - HAUTE-YAMASKA	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	7
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	30
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	3
	Total CLE - HAUTE-YAMASKA				45
	CLE - HAUT-SAINT-LAURENT	Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - HAUT-SAINT-LAURENT				15
	CLE - LA VALLÉE-DU-RICHELI	Professionnel	102	Agent de développement industriel	1
			111	Attaché d'administration	3
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	4
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	20
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - LA VALLÉE-DU-RICHELIEU				30
	CLE - LE HAUT-RICHELIEU	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	7
		Soutien	200	Agent de bureau	8
			218	Dactylographe	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	40
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	5
	Total CLE - LE HAUT-RICHELIEU				62
	CLE - LONGUEUIL-EST	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Soutien	200	Agent de bureau	5
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22
	Total CLE - LONGUEUIL-EST				28

	CLE - LONGUEUIL-OUEST	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	7
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	34
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	5
	Total CLE - LONGUEUIL-OUEST				53
	CLE - MARIEVILLE	Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
	Total CLE - MARIEVILLE				9
	CLE - SAINT-CONSTANT	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	6
		Soutien	200	Agent de bureau	7
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
	Total CLE - SAINT-CONSTANT				32
	CLE - SAINT-HUBERT	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	5
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	8
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	17
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - SAINT-HUBERT				33
	CLE - SAINT-HYACINTHE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1
			111	Attaché d'administration	4
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	6
			221	Agent de secrétariat	1
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	37
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	3
	Total CLE - SAINT-HYACINTHE				56
	CLE - SAINT-RÉMI	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
	Total CLE - SAINT-RÉMI				2
	CLE - SOREL	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Soutien	200	Agent de bureau	4
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	23
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - SOREL				34
	CLE - VALLEYFIELD	Cadre	630	Cadre supérieur	3
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Soutien	200	Agent de bureau	8
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	26
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
	Total CLE - VALLEYFIELD				43
	CLE - VAUDREUIL-SOULANGE	Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	4
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	17
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - VAUDREUIL-SOULANGES				25
Total Montérégie					585
17	CLE - BÉCANCOUR	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	1
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
	Total CLE - BÉCANCOUR				10

	CLE - DRUMMONDVILLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4
		Soutien	200	Agent de bureau	9
			221	Agent de secrétariat	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	43
	Total CLE - DRUMMONDVILLE				59
	CLE - L'ÉRABLE	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	5
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
	Total CLE - L'ÉRABLE				20
	CLE - NICOLET	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	4
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
			264	Technicien en administration	2
	Total CLE - NICOLET				18
	CLE - VICTORIAVILLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4
		Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	27
	Total CLE - VICTORIAVILLE				35
Total Centre-du-Québec					142
Total des 147 Centres Locaux d'emploi					**3603** [3,4]

1. Les données du CLE de sherbrooke-Ouest comprennent également les effectifs du CLE de Sherbrooke-Est.

2. Les Centres locaux d'emploi de Kuujjuak et de Inukjuak ne figurent pas sur la liste des effectifs puisque les employés sont rémunérés par l'Administration régionale Kativik.

3. Les données concernent le personnel des 147 Centres locaux d'emploi. Elles excluent les autres services de l'Agence Emploi-Québec (14) et donc les effectifs y travaillant (474).

4. Les données concernent le personnel assujetti à la Loi sur la fonction publique y compris 74 effectifs sur la banque de suppléance. Elles excluent le personnel de la Ville de Montréal.

Les données présentées représentent la paie 26 au 13 mars 2009.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP12

Titre
Pour les années 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009 montant dépensé visant l'intégration des immigrants et pris en compte par l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains.

Exposé et statistiques

Pour 2008-2009, les montants dépensés en vertu de l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains sont non disponibles.

SOURCE : DGARBFMI, 31 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP13

Titre

État de situation du Pacte pour l'emploi et prévisions de personnes visées par le Pacte pour l'emploi *Plus*

Depuis son annonce, le 18 mars 2008, le Pacte recueille un appui enthousiasme d'une majorité de représentants autant des milieux patronal que syndical. Jamais auparavant un gouvernement n'a investi autant sur le plan des ressources, des moyens et de la mobilisation. Le Pacte met de l'avant une série d'investissements publics et privés de près d'un milliard de dollars sur trois ans.

Rappelons que cette vaste initiative gouvernementale vise à doter le Québec d'une main-d'œuvre mieux formée et performante et à aider les personnes qui veulent travailler à intégrer le marché du travail. Le Pacte s'inscrit dans une stratégie globale d'incitation au travail et de lutte contre la pauvreté.

Le Pacte pour l'emploi, vise à :

- aider les personnes qui veulent travailler;
- soutenir et améliorer la formation des travailleurs;
- appuyer les entreprises qui veulent améliorer leur productivité par le développement des compétences;
- mobiliser les partenaires de toutes les régions autour d'un engagement en faveur de l'emploi et de la qualification.

À terme, le Pacte pour l'emploi permettra de :

- diminuer de 50 000 le nombre de prestataires de l'assistance sociale;
- soutenir 52 000 personnes de plus dans leur démarche d'insertion au marché du travail ou de formation;
- rejoindre un potentiel de plus de 250 00 travailleuses et travailleurs en entreprise pour le rehaussement de leurs qualifications et la reconnaissance de leurs compétences;
- desservir 4 800 entreprises additionnelles qui veulent accroître leur productivité par le développement des compétences de leur main-d'œuvre.

Le Pacte pour l'emploi comporte plusieurs nouveautés et l'ensemble de la démarche repose sur une mobilisation de tous les partenaires du marché du travail. Il s'articule autour de quatre piliers et comprend une série de moyens et de mesures :

Investir dans le potentiel des personnes (260,6 M$)

- Démarcheurs d'emploi, un incitatif financier et un accompagnement vers l'emploi pour 9 000 nouveaux demandeurs des programmes d'aide financière de dernier recours et ceux qui font des entrées et sorties répétitives à ces programmes.
- Un Passeport-emploi offre à ceux qui participent aux mesures et services d'Emploi-Québec de disposer, lors de démarches de travail auprès d'employeurs, d'un porte-folio décrivant leurs compétences particulières, leurs expériences de travail, ainsi que l'aide qu'Emploi-Québec leur apporte dans le but de soutenir leur insertion en emploi.
- Une accessibilité accrue aux mesures qui ont fait leur preuve : Projets de préparation à l'emploi, Mesure de formation de la main-d'œuvre et Subventions salariales, qui permettra une augmentation de 15 000 participants. De plus, pour la mesure Subventions salariales, l'entreprise pourra désormais se voir rembourser une portion des frais d'accompagnement afin de faciliter l'intégration et le maintien en emploi d'une nouvelle recrue.
- Le crédit d'impôt remboursable pour stage en milieu de travail est porté à 40 % (au lieu de 30 %) pour les employeurs qui embauchent des personnes immigrantes et des personnes handicapées.

- L'allocation d'aide à l'emploi est majorée de 30 $ à 45 $ par semaine pour les prestataires de l'aide financière de dernier recours qui participent à une mesure y donnant droit. Dans le cas des responsables de famille monoparentale, une allocation supplémentaire de 25 $ peut être accordée.
- Les personnes sans emploi et sans soutien public du revenu ont dorénavant droit à une allocation d'aide à l'emploi lorsqu'elles participent à la mesure Projet de préparation à l'emploi.
- Les participations au programme PRIIME visant l'accompagnement et l'intégration en emploi des personnes immigrantes sont augmentées.
- Un effort budgétaire supplémentaire est prévu pour accentuer l'intégration en emploi de près de 1500 personnes handicapées additionnelles.

Valoriser le travail (106,1 M$)

- Un Supplément à la prime au travail d'une durée de 12 mois consécutifs a été instauré pour les prestataires de l'aide financière de dernier recours, éloignés du marché du travail, qui cessent de recevoir une telle aide en raison de revenus de travail.
- Un simulateur en ligne de revenu disponible permet maintenant aux prestataires de l'aide financière de dernier recours de calculer l'avantage financier à travailler.
- La Prime au travail adaptée, une nouvelle prime pour les personnes présentant des contraintes sévères à l'emploi, notamment les personnes handicapées, a été mise en place.
- Dès juin 2009, les ménages sans enfant bénéficieront du versement anticipé de la Prime au travail.
- Des amendements à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite ont été proposés pour qu'une personne de plus de 55 ans puisse continuer de travailler tout en percevant une partie de sa rente de retraite et en bonifiant cette rente.
- Le projet Découvrir permettra à 3 000 jeunes de découvrir un métier et à 750 entreprises de découvrir une relève.
- 7 500 jeunes de plus pourront participer au programme Alternative jeunesse favorisant une plus grande autonomie personnelle des jeunes de moins de 25 ans.

Une main-d'œuvre mieux formée, des entreprises plus productives (620,8 M$)

- Le gouvernement favorise le regroupement de PME au sein de mutuelles de formation de même que la formation en ligne; 1 425 entreprises devraient être ainsi rejointes d'ici 2011.
- En trois ans, 4 800 entreprises de plus seront soutenues afin de favoriser la formation de la main-d'œuvre.
- Des sommes additionnelles sont investies dans la formation en vue de faciliter le maintien en emploi des travailleurs par le développement des compétences.
- Des services d'évaluation et de reconnaissance des compétences acquises en milieu de travail seront fournis à plus de 12 000 personnes.

De plus, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport mobilise son réseau pour que s'effectue un meilleur arrimage entre les besoins de main-d'œuvre et l'offre de formation sous-jacente. Le Québec pourra ainsi maintenir sa croissance et permettre à toutes et à tous de réaliser leur plein potentiel.

Le Pacte régional : pour une meilleure réponse aux besoins

Le Pacte renforce la prestation régionale de services par une réponse concertée aux besoins de main-d'œuvre. Des *Comités régionaux du Pacte pour l'emploi* (CRPE) ont été créés dans le but :

- de parfaire la connaissance du marché du travail et développer une vision prospective des enjeux qui se profilent au cours des années à venir;
- d'assurer une meilleure adéquation entre l'emploi, la formation et l'apport de l'immigration, les besoins des entreprises et le développement économique des régions;
- d'améliorer le temps de réaction des partenaires régionaux et mieux prévenir les crises sectorielles;
- de renforcer l'efficacité des actions en évitant le dédoublement entre les différents acteurs.

Ces comités sont sous la responsabilité des *Conseils régionaux des partenaires du marché du travail* et regroupent des représentants d'Emploi-Québec, des commissions scolaires, des cégeps, des universités, du MICC et du MDEIE. Les comités, qui détermineront les problématiques propres à leur région, peuvent aussi inclure des représentants des milieux communautaires, syndicaux et patronaux. Un comité national de mobilisation, relevant de la CPMT, a été constitué afin de soutenir les conseils régionaux dans la réalisation de leur mandat.

Le Pacte pour l'emploi est un projet dynamique et mobilisateur qui répond véritablement aux besoins de la majorité des acteurs concernés par les questions de l'emploi et de la lutte contre la pauvreté. Les objectifs d'augmenter la participation au marché du travail et la productivité des entreprises gardent toute leur pertinence. La conjoncture actuelle ne changera pas les perspectives du marché du travail à moyen et à long terme qui s'inscrivent sous le signe du vieillissement de la population, du déclin prévisible de la population en âge de travailler et d'une rareté grandissante de la main-d'œuvre disponible.

Le Pacte pour l'emploi *Plus* : ensemble vers la relance

Dans la foulée du Pacte pour l'emploi, le Pacte pour l'emploi *Plus* est une stratégie gouvernementale s'échelonnant sur deux ans et visant une concertation accrue de l'ensemble des partenaires du marché du travail. Afin d'atténuer les effets de la récession, il propose :

- des services adaptés aux individus qui perdront leur emploi;
- des investissements en entreprises pour la qualification de la main-d'œuvre et qui ont pour but d'éviter les licenciements.

En favorisant le maintien en emploi par la formation, le Ministère aide les personnes, à court terme, mais il aide aussi l'entreprise à améliorer sa productivité et à être prête au moment de la reprise.

Investissements totaux pour les trois prochaines années (annexe 1)

Le Pacte pour l'emploi *Plus* ajoute des investissements supplémentaires de **518 millions** sur deux ans dont **62,2 millions d'investissements privés.** Le Pacte pour l'emploi et le Pacte pour l'emploi *Plus* représentent une contribution additionnelle de **1,5 milliard en trois ans.**

En joignant les sommes publiques et privées prévues dans le cadre du Pacte pour l'emploi ***Plus*** à celles du Pacte pour l'emploi, du Fonds de développement du marché du travail et du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, **ce sont 4,6 milliards de dollars** qui seront investis par le gouvernement et ses partenaires sur trois ans afin d'aider un bassin potentiel de 855 000 chercheuses et chercheurs d'emploi et de 850 000 travailleuses et travailleurs soutenus dans leurs démarches de formation.

Pour les deux années à venir

Grâce au Pacte pour l'emploi *Plus*, on estime à près de 64 000 de plus le nombre de personnes qui pourraient bénéficier des mesures et services publics d'emploi, c'est sans compter les personnes qui pourraient aussi être aidées par diverses mesures de soutien du revenu.

Tournée régionale (annexe 2)

Jusqu'à présent, le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé le Pacte pour l'emploi *Plus* dans trois régions du Québec : le Bas-Saint-Laurent, la Mauricie et Centre-du-Québec. Le tableau en annexe fait état du coût des investissements et du nombre de personnes et d'entreprises qui pourrait être desservi grâce à ces investissements.

SOURCE : Direction des politiques de main-d'œuvre – 2009-04-14
Direction de la statistique et du soutien aux expérimentations – 2009-03-16

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 2009-03-19

ANNEXE 1

Le Pacte Plus : une réponse adaptée à la conjoncture

Investissements sur deux ans

Investir dans le potentiel des personnes	(personnes visées)
▶ Hausse des participations aux services publics d'emploi et bonification du soutien du revenu des particiants à certaines mesures [1]	90 000
▶ Prolongation *de l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés* (ICTA) jusqu'en mars 2012 (13,3 M$ Canada et 5,7 M$ Québec)	2 833
▶ Reconduction de l'ensemble des mesures touchant le secteur forestier (6 760 pers./ an) [2]	13 520
▶ Bonification de la mesure Subventions salariales	3 500
▶ Ajustements de l'aide financière consentie par certaines mesures d'Emploi-Québec (salaire minimun)	1 224
▶ Prolongation et élargissement du Programme de soutien aux travailleurs âgés de l'industrie forestière victimes de licenciement (PSTA) à l'ensemble des secteurs d'activité (coût total sur 7 ans : 15,7 M$)	400
▶ Élargissement du Programme de soutien aux travailleurs licenciés collectivement (PSTLC) à tous les secteurs d'activité (40,4 M$ pour 4 ans)	7 500
▶ Élargissement de l'admissibilité au supplément à prime au travail pour les participants du programme Alternative jeunesse	1 000
▶ Intensification des interventions d'Emploi-Québec	s. o.
Total : Investir dans le potentiel des personnes Investissement sur 2 ans en millions de dollars (M$)	**374,5 M$**

Une main-d'œuvre mieux formée : des entreprises productives	(interventions en entreprise)
▶ Soutien aux entreprises à risque de ralentissement économique (SERRÉ) de la CPMT (25 M$ du FDRCMO et ajout de 25,0 M$ du gouvernement)	770
▶ Bonification de la participation du gouvernement aux projets de formation dans le cadre de MFOR entreprises (50 % à 75 %)	13 640
▶ Bonification pour les projets économiques d'envergure à 50 %	40
▶ Hausse des activités de concertation pour l'emploi [3]	855
▶ Élargissement aux secteurs forestier et minier du crédit d'impôt pour la formation de la main-d'œuvre du secteur manufacturier	3 000
▶ Élargissement à tous les secteurs d'activités de la *Mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs âgés* (ARTT) réservée auparavant secteur forestier (1 000 personnes)	75
▶ Approche proactive des services aux entreprises d'Emploi-Québec et de ses partenaires	4 084
Total : Une main-d'œuvre mieux formée : des entreprises productives Investissement sur 2 ans en millions de dollars (M$)	**143,5 M$**

Total des mesures du Pacte plus Investissement sur 2 ans en millions de dollars (M$)	**518,0 M$**

(1) On estime à 25 870 et à 37 938 le nombre de participants additionnels pour les deux prochaines années. Ce nombre est en plus des 243 000 participants déjà desservis annuellement par Emploi-Québec.

(2) 13 520 personnes dont 900 travailleurs aidés via MFOR-entreprises.

(3) 490 interventions en 2009-2010 et 365 interventions en 2010-2011 sont prévues, en plus des 4 900 interventions pratiquées annuellement.

ANNEXE 2

UN PACTE RENFORCÉ POUR AIDER LES RÉGIONS

Régions				Période de (2008 à 2009) à (2010 à 2011)			
	Pacte pour l'emploi *Plus* Privés/publics	Pacte pour l'emploi Privés/publics	Pacte et Pacte *Plus*	Investissements totaux Gouvernements et ses partenaires[1]	Bassin potentiel Chercheuses et chercheurs d'emploi	Bassin potentiel Travailleuses et travailleurs en formation	Bassin potentiel Entreprises
Bas-Saint-Laurent	22,5 M$	30,4 M$	52,9 M$	155 M$	27 000	20 000	1 400
Mauricie	28,1 M$	41,4 M$	69,5 M$	190 M$	39 000	31 000	1 300
Centre-du-Québec	21,3 M$	47,4 M$	68,7 M$	140 M$	24 000	40 000	1 700

2009-04-09

[1] L'investissement régional total est un estimé des sommes publiques et privées prévues dans le cadre du Pacte pour l'emploi *Plus* à celles du Pacte pour l'emploi, du Fonds de développement du marché du travail et du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre qui seront investies sur trois ans.

ÉTUDE DE CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP14

Titre

Économies réalisées par le MESS par la réduction des prestations aux prestataires qui doivent retirer leur rente de retraite en 2007-2008 et 2008-2009.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles* prévoit, à l'article 63, que l'adulte seul ou les membres de la famille doivent exercer leurs droits ou se prévaloir des avantages dont ils peuvent bénéficier en vertu d'une autre loi lorsque la réalisation de ces droits et avantages aurait un effet sur l'admissibilité de l'adulte ou de la famille au programme ou réduirait leur prestation.

Cette obligation, qui a toujours fait partie du régime québécois de sécurité du revenu, puisqu'on la retrouve à l'article 41 de la *Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale*, à l'article 12 de l'ancienne *Loi de l'aide sociale,* ainsi qu'à l'article 30 de l'ancienne *Loi sur la sécurité du revenu*, oblige les personnes admissibles à une rente de retraite à demander celle-ci à la Régie des rentes du Québec.

Outre la rente de retraite du conjoint survivant, en janvier 2009, 29 169 ménages prestataires ont reçu une rente de retraite de la Régie des rentes du Québec, dont le montant moyen est établi à plus de 153 $ par mois. On peut donc estimer l'impact de cette mesure à 53,6 M$ en 2008-2009.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu –18 mars 2009
VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP15

Titre

Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi en 2008-2009.

Exposé et statistiques

Effectifs selon la fonction :

Référer à la réponse transmise à la fiche RP11 – Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

Nombre moyen de dossiers par agent pour l'ensemble des CLE :

À la fin février 2009, le nombre de dossiers opérationnels confiés à un agent de gestion des cas actifs fut en moyenne de 397.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction du budget et des services administratifs et Direction de la planification des stratégies et de l'information de gestion – 27 mars 2009

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, le 27 mars 2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP 16

Titre

État de situation détaillé de la mise en œuvre de la *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles* et des diverses mesures découlant du projet de loi et leurs incidences financières.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La *Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale* a été remplacée par la *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles*, le 1er janvier 2007, grâce à l'entrée en vigueur, à la même date, du *Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles*.

L'application de la *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles* a permis la mise en place, dès le 1er janvier 2007, de deux nouveaux programmes d'aide financière. Il s'agit du Programme d'aide sociale et du Programme de solidarité sociale, qui ont remplacé le Programme d'assistance-emploi, le premier pour les ménages sans contrainte à l'emploi, le second pour les personnes ayant des contraintes sévères à l'emploi et les membres de leur famille.

Par ailleurs, la *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles* habilite le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale à offrir des mesures, programmes et services d'aide et d'accompagnement social destinés à répondre aux besoins des prestataires de l'aide financière de dernier recours qui ne sont pas immédiatement prêts à intégrer le marché du travail ou à participer aux programmes et mesures des services publics d'emploi. Un premier programme d'aide et d'accompagnement sociale (PAAS), Devenir, a été créé en mai 2006 à la suite d'une modification apportée à la *Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale* par la *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles*. Deux autres programmes ont ensuite été mis en œuvre au cours de l'année 2007-2008 :

- ✓ **Interagir,** implanté en avril 2007, vise à permettre le développement ou le maintien d'habiletés, d'attitudes ou de comportements favorisant l'insertion personnelle et sociale de personnes pour qui l'accès au marché du travail ne peut qu'être envisagé à long terme;
- ✓ **Réussir**, mis en place en septembre 2007 avec la collaboration du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, permet à la clientèle prestataire du Programme de solidarité sociale, ayant des contraintes sévères à l'emploi, qui désire poursuivre des études de niveau secondaire professionnel ou de niveau postsecondaire, de s'engager dans une démarche qui les amènera à prendre une part plus active à la société et leur permettre ultimement d'intégrer le marché du travail.

Pour l'année 2008-2009, le budget annuel global consacré à la gestion des trois programmes d'aide et d'accompagnement social était fixé à **18,4 M$**.

La *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles* a également permis la mise en œuvre, le 1er avril 2007, du Programme alternative jeunesse, programme à caractère volontaire destiné aux jeunes adultes de moins de 25 ans. Pour l'année 2008-2009, le budget s'élevait à **30,9 M$**.

La Loi permet aussi la création de programmes spécifiques d'aide financière destinés à répondre aux besoins particuliers de certaines personnes ou familles. Un premier programme spécifique a d'ailleurs été mis en œuvre le 1er avril 2007, soit le « Soutien financier aux mineures enceintes ». Le programme se situe dans le prolongement de la « Mesure de soutien financier aux mineures enceintes» qui avait été créée en vertu de la *Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et instituant la Commission des partenaires du marché du travail*. Il a pour objet d'accorder une aide financière temporaire, à partir de la 20e semaine de grossesse jusqu'à la naissance de l'enfant, aux mineures enceintes qui ne peuvent compter sur d'autres ressources financières en vue de répondre à leurs besoins. Le budget de ce programme était de **0,6 M$** pour l'année 2008-2009.

SOURCE : Direction des politiques sociales – 9 avril 2009

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique ~~—BSMA—~~ 14 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP 17

Titre

Le nombre et le pourcentage de personnes qui sont touchées par les modifications réglementaires à la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction générale des politiques de sécurité du revenu – 17 mars 2009
VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique - BSMA – 18 mars 2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP18

Titre
Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi en 2008-2009.

Exposé et statistiques
Référer à la réponse transmise à la fiche RP15 – Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

SOURCE : Emploi-Québec – Direction du budget et des services administratifs et Direction de la planification des stratégies et de l'information de gestion – le 27 mars 2009

COLLABORATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles, Direction générale des services à la gestion

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles, Direction générale des services à la gestion – Bureau de la sous-ministre associée, le 27 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP19

Titre

Prévisions du nombre de prestataires pour 2009-2010

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour 2009-2010, le budget de dépenses prévoit que le nombre de ménages à l'aide financière de dernier recours s'établira à 323 375.

SOURCE : Direction des politiques sociales - 2 avril 2009
VALIDATION: Direction des politiques et de l'analyse stratégique – 2 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP20

Titre

Coût de l'indexation des prestations de l'assistance-emploi pour 2009-2010

Exposé et statistiques

Pour 2009-2010, le coût de l'indexation des prestations de l'aide financière de dernier recours est de 67,2 M$.

SOURCE : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières, matérielles et informationnelles – 2 avril 2009

COLLABORATION :
VALIDATION:

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : rp21a

Titre
État de la situation du Programme de solidarité sociale en 2007-2008 et 2008-2009 avec :
a) Répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à douze mois.

DIAGNOSTICS	NOMBRE D'ADULTES AVEC CONTRAINTES SÉVÈRES Janvier 2009
Retard mental, déficience mentale ou intellectuelle (code 3170)	14 401
Psychoses (code 2900)	16 434
Schizophrénie paranoïde (code 2953)	9 138
Troubles névrotiques, de la personnalité et autres (code 3000)	20 104
Déficience mentale ou intellectuelle sévère (code 3182)	6 101
Autres maladies et syndrome du système nerveux (code 3400)	5 814
Cardiopathies ischémiques (code 4100)	2 316
Arthropathies et affections apparentées (code 7100)	3 962
Maladies pulmonaires obstructives (code 4900)	2 035
Maladies endocriniennes, etc. (code 2400)	3 407
Trisomie 13, 18, 21 (code 7589)	2 797
Affections des régions du plan dorsal (code 7200)	5 485
Tumeurs malignes (code 1400)	1 460
Autres diagnostics	33 182
Rentes d'invalidité RRQ, Régime de pensions du Canada, etc. [1]	4 748
TOTAL	**131 384**

[1] Depuis le 1er avril 1995, l'admissibilité à une rente d'invalidité en vertu du Régime de rentes du Québec est vérifiée pour chaque personne à qui on a reconnu des contraintes sévères à l'emploi ou qui a fait cette demande de reconnaissance. Le prestataire est alors informé qu'il doit faire compléter le rapport médical de la RRQ par son médecin traitant et qu'il doit acheminer ce rapport médical ainsi que le formulaire "Demande de prestations d'invalidité" à la Régie des rentes du Québec, en vertu de l'article 41 de la Loi.

Lorsque le prestataire d'aide financière de dernier recours est reconnu "invalide" par la Régie, il reçoit une rente d'invalidité qu'il doit déclarer en tant que revenu d'autres sources. Ce revenu, considéré dans le calcul de la prestation de solidarité sociale, pourra, dans certains cas, rendre le prestataire inadmissible à l'aide financière de dernier recours. Par conséquent, les adultes prestataires dénombrés ayant une rente d'invalidité reçoivent une prestation de solidarité sociale réduite, mais suffisante pour suppléer aux besoins non comblés par la rente.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique – 12 mars 2009
VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 20 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP21b

Titre

État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2008-2009 avec :

b) Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes.

A) Nombre de personnes avec contraintes sévères à l'emploi en janvier 2009, selon l'étape de traitement du dossier

Admission	Nombre	%
▪ Parce que bénéficiaires de rentes d'invalidité [1,2]	4 748	3,61
▪ Par un agent d'aide socio-économique	29 853	22,72
▪ Par un comité d'évaluation médicale et socioprofessionnelle	83 729	63,73
▪ Par un comité de révision	11 195	8,52
▪ Par le Tribunal administratif du Québec (TAQ)	882	0,67
▪ Autres	5	0,00
▪ Inconnue	972	0,74
Total	131 384	100,00

[1] Les bénéficiaires de rentes d'invalidité d'un autre régime sont automatiquement admis à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi.

[2] Il peut arriver que ces bénéficiaires se retrouvent dans une autre catégorie. A été priorisé la catégorie « Bénéficiaire de la rente d'invalidité ».

B) Nombre de demandes traitées par l'ensemble des comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle et des comités de révision du 21 mars 2008 au 20 février 2009 (11 premiers mois de l'année financière 2008-2009)

Comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle

▪ Demandes reçues	**11 310**	
▪ Demandes traitées	**11 391**	100,0 %
▪ Demandes acceptées	**5 857**	51,4 %
▪ Demandes refusées avec allocation pour contraintes temporaires	**3 897**	34,2 %
▪ Demandes refusées sans allocation pour contraintes temporaires	**1 637**	14,4 %

Comités de révision

Période du 21 mars 2008 au 20 février 2009 (11 premiers mois de l'année financière 2008-2009)

▪ Demandes reçues	**1 617**	
▪ Demandes traitées	**1 491**	100,00 %
▪ Demandes acceptées	**752**	50,4 %
▪ Demandes refusées avec allocation pour contraintes temporaires	**219**	14,7 %
▪ Demandes refusées sans allocation pour contraintes temporaires	**433**	29,0 %
▪ Autres (ex. : désistements ou non récurrents)	**87**	5,8 %

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RPAF21b (suite)

Titre

État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2008-2009 avec :

b) Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes.

C) Nombre de demandes en appel, traitées par le Tribunal administratif du Québec du 21 mars 2008 au 20 février 2009 (11 premiers mois de l'année financière 2008-2009)

• Décisions sur le fond		97
• Désistements		49
• Conciliations		7
• Règlements hors tribunal		10
Total		**163**
• Pourcentage de demandes accueillies	32	33,0 %
• Pourcentage de demandes refusées	52	53,6 %
• Pourcentage de demandes accueillies ou rejetées en partie	1	1,0 %
• Pourcentage de règlements hors tribunal entériné	12	12,4%

D) Délai de traitement du 21 mars 2008 au 20 février 2009 (11 premiers mois de l'année financière 2008-2009)

Demandes d'admissibilité au programme	**Délai total moyen**
• Admis par l'agent avec rapport médical (si diagnostic CSE évident)	Sans délai
• Recommandation des comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle [1]	5,0 jours

[1] Le délai total moyen de traitement en admission est le délai entre le moment où le dossier entre à la Direction de la conformité et de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle et celui où il est transmis au CLE.

Demandes de révision[2]

• Décision et non recommandation des comités de révision	**30,8** jours

[2] Le délai total moyen de traitement en révision est le délai entre le moment de la date de réception de la demande (habituellement au CLE) ou la production d'observations et la date d'expédition de la décision par le Service de l'Est et de la révision médicale.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu – le18 mars 2009
COLLABORATION : DGARES, DCP, SEMS; DRRA, Service de l'Est et de la révision médicale; Tribunal administratif du Québec
VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 20 mars 2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP21c

Titre

État de la situation aux programmes d'aide financière de dernier recours en 2007-2008 et 2008-2009 avec :

c) Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaires, locataires, chambreurs, en logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation) en indiquant la catégorie de ménages.

JANVIER 2009

MODES DE LOGEMENT	CATÉGORIES DE MÉNAGES				TOTAL
	Personnes seules [1]	Couples sans enfants	Familles monoparentales	Couples avec enfants	
Propriétaires	8 988	3 306	1 429	1 489	15 212
Propriétaires à logements multiples	288	78	55	38	459
Locataires	104 661	9 580	28 316	15 392	157 949
Locataires H.L.M.	16 523	1 292	5 333	2 282	25 430
Chambreurs ou pensionnaires	72 909	545	3 524	479	77 457
Chamb. ou pension. chez un parent	36 982	368	2 615	254	40 219
Logement subventionné	6 099	427	1 912	603	9 041
Temporairement sans adresse[2]	2 344	4	4	-	2 352
En hébergement	3 168	0	0	0	3 168
TOTAL	**251 962**	**15 600**	**43 188**	**20 537**	**331 287**

1. Inclut les conjoints d'étudiants.
2. Désigne les personnes qui n'ont pas d'adresse fixe ou stable ou qui n'ont pas l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique - 12 mars 2009
VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 18 mars 2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP21d et j

Titre

État de la situation aux programmes d'aide financière de dernier recours en 2007-2008 et 2008-2009 avec :

d) Nombre d'enfants (moins de dix-huit ans) vivant au sein d'un ménage prestataire aux programmes d'aide financière de dernier recours, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le CÉGEP, l'université, ou qu'ils ne fréquentent pas l'école.

j) Nombre d'enfants handicapés (moins de dix-huit ans) vivant au sein d'un ménage prestataire aux programmes d'aide financière de dernier recours.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

DESCRIPTION	Nombre d'enfants de moins de 18 ans
	Janvier 2009
Âge préscolaire	41 203
Études primaires	34 420
Études secondaires	27 208
Études postsecondaires	459
Sans occupation	2 700
TOTAL	**105 990**
Handicapé	2 134

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, 12 mars 2009
VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 20 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP21ef

Titre

État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2006-2007 et 2007 2008 avec :

e) Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une.

f) Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

e) Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une

En janvier 2009, le nombre d'adultes de 18 ans et plus soumis à la contribution parentale était de 1 399 dont 822 sans diminution de prestation et 577 avec diminution de prestation.

f) Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime d'aide financière de dernier recours

Depuis l'instauration de la contribution parentale en 1989, un adulte prestataire qui ne répond pas à certains critères d'indépendance fixés par la Loi est réputé recevoir une contribution financière de ses parents. Le Règlement établit à partir de quel niveau de revenus des parents une contribution doit être imputée et quel est le montant de cette contribution.

L'impact généré par la contribution parentale est estimé à **12,8 M$** en 2008-2009. Cet impact provient de la réduction de la prestation des adultes qui y sont soumis **(1,2 M$)** et de la baisse du taux d'assistance des jeunes adultes qui est générée par la contribution parentale **(11,6 M$)**.

SOURCE: Direction des politiques de sécurité du revenu - 24 mars 2009
VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 24 mars 2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP21g

Titre

Nombre de dossiers en subrogation qui attentent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale.

Exposé et statistiques

Le ministère paie la pleine prestation au jeune lorsque ses parents refusent de contribuer ou sont introuvables. Il n'y a donc aucun paiement rétroactif susceptible d'être versé en raison de la contribution parentale.

SOURCE : Centre de recouvrement
COLLABORATION :
VALIDATION:

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP21hi

Titre

État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2007-2008 et 2008-2009 avec :

h) Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de douze ans qui reçoivent une pension alimentaire;

i) Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime d'aide de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En janvier 2009, 6 762 familles monoparentales prestataires avec enfants de moins de douze ans déclarent recevoir une pension alimentaire[1].

Le total annuel des revenus de pension alimentaire **reçus** par ces familles monoparentales est estimé à 21,3 M$ et est calculé en tenant compte d'un montant mensuel moyen de pension alimentaire de 262,45 $.

En outre, le revenu de pension alimentaire est exclu jusqu'à concurrence de 100 $ par mois et l'exclusion est accordée à toutes les familles tant biparentales que monoparentales **ayant un enfant à charge.** Le coût de cette exclusion, pour les familles monoparentales seulement ayant un enfant de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire, est estimé à 7,8 M$. On estime donc que les pensions alimentaires **chez les familles monoparentales avec enfants de moins de douze ans** réduisent les coûts du régime d'aide financière de dernier recours, sur base annuelle, de 13,5 M$.

[1] Ce nombre inclut les familles prestataires pour lesquelles le Ministère s'est subrogé de plein droit aux droits de la personne créancière pour tous les versements de pension alimentaire dus à titre de paiement d'arrérages.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu – 12 mars 2009
VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 20 mars 2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP21k

Titre

État de la situation aux programmes d'aide financière de dernier recours en 2007-2008 et 2008-2009 avec:

k) Évolution mensuelle de la répartition des adultes avec contraintes temporaires à l'emploi selon les critères suivants :

i. État de santé;
ii. État de grossesse;
iii. Garde d'enfants d'âge préscolaire
iv. Garde d'enfants handicapés;
v. Critère de 55 ans;
vi. Attente de traitement d'une demande d'admission au Programme de solidarité sociale
vii. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants;
viii. Autres contraintes temporaires.

MOTIFS POUR CONTRAINTE TEMPORAIRE

Mois et année	État de santé	État de grossesse	Enfants à charge	Enfant handicapé	Critère de 55 ans	Attente décision contraintes sévères[1]	Prend soin d'une personne[2]	Autres[3]	TOTAL
2008									
Avril	13 904	1 486	26 434	1 535	43 623	339	1 717	136	**89 174**
Mai	13 586	1 440	26 686	1 536	43 502	318	1 690	143	**88 901**
Juin	13 059	1 454	26 739	1 528	43 403	306	1 669	147	**88 305**
Juillet	12 759	1 436	26 937	1 518	43 311	296	1 661	127	**88 045**
Août	12 620	1 375	27 165	1 530	43 281	268	1 654	110	**88 003**
Septembre	12 235	1 326	27 298	1 513	43 353	265	1 654	125	**87 769**
Octobre	12 358	1 379	23 998	1 567	43 312	287	1 644	133	**84 678**
Novembre	12 475	1 398	24 360	1 562	43 361	287	1 625	145	**85 213**
Décembre	12 815	1 430	24 704	1 554	43 518	295	1 616	136	**86 068**
2009									
Janvier	12 783	1 456	25 176	1 550	43 750	297	1 579	139	**86 730**

1. Attente de traitement d'une demande pour obtenir l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi.
2. Partage du logement avec une personne que requiert des soins constants.
3. Comprend principalement des adultes réfugiés dans des maisons d'hébergement pour victime de violence.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, 12 mars 2009
VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 20 mars 2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP211

Titre

État de la situation aux programmes d'aide financière de dernier recours en 2007-2008 et 2008-2009 avec:

l) Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barèmes et le revenu moyen déclaré.

SELON LE TYPE D'ALLOCATION	REVENUS COMPTABILISABLES [1]	
	Janvier 2009	
	Nombre de ménages	Revenu comptabilisable moyen
Aide sociale		
De base (incluant les hébergés)[2]	10 993	213,53 $
Contraintes temporaires[3]	23 078	208,37 $
Mixte temporaire[4]	1 923	300,65 $
Solidarité sociale		
Solidarité sociale (contraintes sévères)[5]	30 926	408,51 $
De base hébergé[6]	274	56,98 $
TOTAL	**67 194**	**303,36 $**

1. Les revenus comptabilisables sont tous les revenus de travail et les revenus provenant d'autres sources (assurance-emploi, RRQ, CSST, pensions alimentaires, etc.) ayant un impact sur le montant de la prestation d'aide financière de dernier recours. La partie comptabilisée des revenus déclarés (revenu comptabilisable) est celle qui dépasse les exemptions permises (dans le cas des revenus de travail, des pensions alimentaires et des allocations d'aide à l'emploi), diminuant d'autant le montant de l'aide financière accordée.
2. Montant de base applicable à l'adulte seul ou au couple ne présentant aucune contrainte à l'emploi (incluant les hébergés au Programme d'aide sociale).
3. Allocation versée à un adulte seul présentant une contrainte temporaire à l'emploi. Dans le cas de ménages avec deux adultes, seulement un des adultes présente une contrainte temporaire, l'autre adulte étant sans contraintes à l'emploi.
4. Allocation versée à un ménage composé de deux adultes lorsque les deux adultes présentent des contraintes temporaires à l'emploi.
5. Allocation versée à un adulte seul ou au couple prestataire du Programme de solidarité sociale.
6. Montant de base applicable à l'adulte hébergé admis dans un centre d'hébergement, d'accueil, hospitalier ou de réadaptation, de même qu'à un ex-détenu logé dans un établissement reconnu en vue de sa réinsertion sociale, prestataire du Programme de solidarité sociale.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique – 12 mars 2009
VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 20 mars 2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP21m

Titre

État de la situation aux programmes d'aide financière de dernier recours en 2007-2008 et 2008-2009 avec :

m) Nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés.

TYPES DE BIENS	BIENS DÉCLARÉS [1]	
	Janvier 2009	
	Nombre de ménages	Valeur moyenne
Avoir liquide	230 056	736,17 $
Biens mobiliers	79 445	2 025,53 $
Biens immobiliers	17 491	48 215,46 $
Biens immobiliers pour travailleurs autonomes	2 097	6 384,39 $
Dette hypothécaire	7 569	33 237,00 $
Autres [2]	10 277	30 276,21 $

1. Les prestataires détenteurs d'un ou de plusieurs biens sont dénombrés lorsque la valeur des biens est supérieure à 1 $.
2. Comprend les bénéfices payables au décès (incluant l'assurance-vie payable à la succession), les subventions ou emprunts pour réparations de la résidence ou pour le démarrage d'une entreprise, les indemnités versées pour sinistre ou expropriation, le capital provenant de la vente d'une résidence, la valeur résiduelle des biens et avoirs liquides cédés, les sommes dont l'enfant est propriétaire, etc.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique - 12 mars 2009
VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 20 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP21n

Titre
État de situation du programme de l'assistance-emploi en 2007-2008 et 2008-2009 avec :

n : nombre de ménages ayant reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle.

Exposé et statistiques

Prestations versées en trop

L'assistance-emploi doit être remboursée lorsqu'elle a été accordée en trop ou lorsqu'elle a été versée en attente de la réalisation d'un droit (aide conditionnelle) et que ce droit a été réalisé.

Règle générale, les sommes versées en trop, à la suite d'une erreur administrative, ne font pas l'objet d'une réclamation.

La provenance des réclamations nettes pour les années financières 2007-2008 et 2008-2009 se détaille comme suit :

	2008-2009 (11 mois)		
	Nombre	Montant en M$	Montant moyen
Réclamations incluses dans les résultats d'Emploi-Québec pour le volet des services de solidarité sociale			
- Réclamations suite à de l'aide reçue sans droit	82 044	29,3	357 $
- Réclamations suite à de fausses déclarations	15 568	58,8	3 775 $
- Réclamations concernant de l'aide conditionnelle	15 223	24,0	1574 $
Sous total	**112 835**	**112,1**	**993 $**
Plus les réclamations suivantes non incluses dans les résultats			
- Réclamations concernant le PSAE (notes 1 et 2)	8 108	2,8	349 $
Montrant brut total des réclamations	**120 943**	**114,9**	**950 $**
Moins les notes de crédit	11 066	13,5	1219 $
Montant net total des réclamations		**101,4**	

(1) PSAE : Paiement de soutien aux enfants
(2) Nombre estimé

SOURCE : Direction générale adjointe de la planification, de la performance et de l'information sur le marché du travail / Direction de la conformité et de la performance
13 mars 2009

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, le 20 mars 2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP21o

Titre

Nombre de décisions en révision et au Tribunal administratif du Québec selon le motif contesté et le résultat

	Décisions rendues par les bureaux de révision	
	2008-2009 (du 21 mars 2008 au 20 février 2009 - 11 mois d'opérations)	
Motifs [1]	Décisions Rendues*	Décisions Accueillies**
Recouvrement	6 317	1 409
Revenus, gains, avantages, pensions alimentaires	2 671	510
Statut	2 265	514
Obligations	1 133	282
Avoir liquide	700	179
Prestations spéciales	935	154
Partage de logement	83	18
Versement de l'aide	848	134
Biens	363	111
Hors délai	367	25
Garant défaillant	47	7
Prestations de base	387	45
Contribution parentale	127	20
TOTAL	16 243	3 408
Proportion des décisions accueillies		21%

*** Décisions rendues** Nombre de décisions traitées en révision selon le motif

****Décisions accueillies** Nombre de décisions favorables à la clientèle selon le motif

[1] Exclut les demandes d'assurance parentale car ces demandes font partie de la fiche #33 spécifique au RQAP.

 # de fiche : RP21o

Titre

Nombre de décisions en révision et au Tribunal administratif du Québec selon le motif contesté et le résultat

	Décisions rendues par le Tribunal administratif du Québec (TAQ) *
	2008-2009 (du 21 mars 2008 au 20 février 2009 - 11 mois d'opérations)
Recours finalisés	**2 222**
Règlements hors cour	**904**
Recours rejetés	**432**
Recours accueillis	**263**
Désistements	**418**
Acquiescements du Ministère	**141**
Recours irrecevables	**64**

* Le nombre de décisions rendues par le Tribunal administratif du Québec inclut les demandes d'assurance parentale.

Période de référence : du 21 mars 2008 au 20 février 2009.

SOURCE : Direction de la révision et des recours administratifs, 2 avril 2009
VALIDATION : DGAGRC, BSMA, le 2 avril 2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP21p

Titre

État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2008-2009 avec :

p) nombre de personnes ayant demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée, le motif de la décision et l'aide conditionnelle.

Exposé et statistiques

Données générales pour 2008-2009 (jusqu'au 28 février 2009)

Le nombre total de demandes reçues a été de 1 083. De ce nombre, il y eut :
- 878 demandes acceptées;
- 203 demandes refusées;
- 2 désistements.

L'aide totale accordée fut de 2 113 746 $, répartie en aide remboursable et en aide gratuite :
- Aide remboursable : 215 515 $
- Aide gratuite : 1 898 231 $

Le montant moyen d'aide versée s'établit quant à lui à 2 407 $.

Faits saillants pour 2008-2009 (jusqu'au 28 février 2009)

Motifs invoqués pour l'obtention de prestations en vertu du pouvoir discrétionnaire Ces personnes seules ou ces familles sont inadmissibles selon les règles régulières d'attribution d'une aide financière de dernier recours	Nombre de demandes acceptées	Montant par catégorie ($)	Répartition par catégorie (%)*	Montant moyen accordé ($)
Bien ou avoir liquide cédé	40	111 400	5,3	2 785
Composition familiale	15	8 675	0,4	578
Excédent de biens	134	648 778	30,7	4 842
Personne tenue de loger	79	218 989	10,4	2 772
Perte d'argent	13	10 572	0,5	813
Prestation spéciale	61	36 998	1,7	607
Prestation spéciale désintoxication	291	451 771	21,4	1 552
Prévenu tenu de loger	191	427 592	20,2	2 239
Refus de faire valoir un droit	1	1 100	0,1	1 100
Revenu (incluant : antériorité du déficit, saisie, etc.)	11	13 647	0,6	1 241
Sans statut légal	41	182 498	8,6	4 451
Travailleur autonome	1	1 726	0,1	1 726
TOTAL	878	2 113 746	100,0%	2 407

* Pourcentage du montant total accordé.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction des mesures et des services de solidarité sociale, Le 3 avril 2009

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, le 3 avril 2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP21q

Titre

État de la situation aux programmes d'aide financière de dernier recours en 2007-2008 et 2008-2009 avec:

q) Nombre de personnes ayant bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi.

COMPOSITION FAMILIALE	REVENUS D'ASSURANCE-EMPLOI [1]
	Janvier 2009
	Nombre d'adultes
Personnes seules	762
Couples sans enfants	139
Familles monoparentales	128
Couples avec enfants	138
TOTAL	**1 167**

1. Correspond à tout montant déclaré supérieur à 2 $.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique - 12 mars 2009
VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 20 mars 2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP21R

Titre État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2008-2009 et 2009-2010 avec :

r) Ventilation détaillée des impacts pour le Québec des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le régime de la Sécurité du revenu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le budget fédéral du 27 janvier 2009 propose un ensemble de mesures destinées à aider les travailleurs directement touchés par le ralentissement économique grâce à la bonification de l'assurance-emploi et à des fonds pour l'acquisition de compétences et pour la formation. Le budget 2009 :

- Prolonge tous les droits à des prestations d'assurance-emploi régulières de cinq semaines pendant deux ans et fait passer de 45 à 50 semaines la durée maximale des prestations. Cette prolongation étend à l'échelle nationale une version améliorée d'un projet pilote qui, jusqu'ici, s'appliquait seulement dans les régions affichant les taux de chômage les plus élevés..
- Prévoit 500 millions de dollars sur deux ans afin de prolonger les prestations d'assurance-emploi pour les personnes qui suivent une formation de longue durée, ce dont profiteront jusqu'à 10 000 travailleurs.
- Prolonge de 14 semaines la durée des accords de travail partagé, jusqu'à un maximum de 52 semaines, afin qu'un plus grand nombre de personnes puissent continuer à travailler.
- Bonifie le Programme de protection des salariés pour qu'il couvre les indemnités de départ et de cessation d'emploi qui ne sont pas payées aux travailleurs admissibles par un employeur en faillite.

Pour multiplier et améliorer les possibilités qui s'offrent aux travailleurs grâce au développement des compétences, le budget de 2009 :

- Augmente de 1 milliard de dollars sur deux ans le financement de la formation dans le cadre de l'assurance-emploi.
- Consacre 500 millions de dollars sur deux ans à un fonds de transition et de formation stratégique pour répondre aux besoins particuliers de personnes qui ne sont pas admissibles à la formation dans le cadre de l'assurance-emploi, comme les travailleurs autonomes ou les personnes qui sont absentes depuis longtemps du marché du travail.

Par ailleurs, le budget 2009 prévoit un gel du taux de cotisation d'assurance-emploi à 1,73 $ par tranche de 100 $ pour 2009 et 2010, ce qui est leur plus bas niveau depuis 1982.

Impact sur la clientèle des programmes d'aide financière de dernier recours et les coûts :

En permettant notamment aux prestataires de l'assurance-emploi de bénéficier d'une aide financière pendant une plus longue période alors qu'ils suivent une formation de longue durée ou qu'ils cherchent un nouvel emploi, les mesures proposées dans le budget de 2009 pourraient avoir pour effet de :

- retarder et même éviter les demandes de prestations à l'aide financière de dernier recours après l'épuisement des prestations d'assurance-emploi;
- diminuer la durée des épisodes de présence à l'aide financière de dernier recours;
- diminuer le montant des prestations d'aide financière de dernier recours versées en supplément.

À noter qu'au cours de l'année 2008, il y avait, en moyenne, quelques 1 238 ménages qui recevaient mensuellement à la fois des prestations d'assurance-emploi et d'aide financière de dernier recours.

SOURCE : Direction des politiques sociales – 10 mars 2009
VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique– 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP21s

Titre :
État de la situation du programme d'aide financière de dernier recours en 2007-2008 et 2008-2009 avec :

s) Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments, pour 2008-2009.

À noter :

L'assurance médicaments ne fait plus partie des besoins spéciaux couverts par l'aide financière de dernier recours et relève maintenant du MSSS

Coût des prestations spéciales (en 000 $)

	2008-2009 (dépenses probables)
I. Prestations spéciales pour préserver la santé	
A. Préparations lactées	1 250,0
B. Biens et services administrés par le MESS	
- Lunettes et lentilles	4 026,2
- Chaussures orthopédiques et orthèses plantaires	959,9
- Prothèses, orthèses et accessoires prescrits	12 119,9
- Suppléments (suppléments mensuels pour diabète, hémodialyse, grossesse, allaitement, paraplégie et stomie temporaire)	8 605,0
- Transports pour fins médicales	41 377,4
- Autres	752,3
Sous-total B	67 840,7
Sous-total de la partie I	**69 090,7**
II. Prestations spéciales relatives à la compensation de certaines pertes ou en considération de situations particulières	
- Rechercher ou postuler un emploi ou retourner dans son milieu d'origine	5,4
- Enfant à charge fréquentant l'école	6 626,7
- Frais funéraires	1 881,5
- Compenser les pertes lors d'un incendie ou d'un sinistre	635,8
- Compenser les effets d'une séparation	31,2
- Aide au logement (en dénuement)	0
- Loyer pour une personne seule hébergée	48,4
Sous-total de la partie II	**9 229,0**
TOTAL	**78 319,7**

SOURCE : Direction des politiques sociales – 21 mars 2009
VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 25 mars 2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP21t

Titre
État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2008-2009 avec :

t : nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence.

Exposé et statistiques

Amorcée en 2006-2007, l'adaptation de la prestation de service s'est poursuivie en 2007-2008 et en 2008-2009. La nouvelle prestation de service permet aux requérants à l'aide financière de dernier recours qui déposent leur demande en personne, d'obtenir au même moment des services d'emploi. La référence n'est plus requise dans ce cas. Le délai de référence, qui représente le délai entre la date de dépôt de la demande d'aide et la date de la référence, n'est donc plus un concept significatif.

Au 20 février 2009, on dénombre un total de 112 771 nouvelles participations à une intervention des services publics d'emploi initiées par des participants de l'assistance sociale. Ce volume correspond à 68 641 nouveaux participants.

SOURCE : Direction de la planification, des stratégies et de l'information de gestion.
Direction de la statistique et du soutien aux expérimentations
Le 12 mars 2009

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée, le 20 mars 2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP21u

Titre

État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010 avec :

u) Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et l'économie générée en 2008-2009.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles* prévoit, à l'article 63, que le prestataire doit exercer ses droits ou se prévaloir des avantages dont il peut bénéficier en vertu d'une autre loi si la réalisation de ces droits et avantages a un effet sur son admissibilité à un programme ou réduit ses prestations.

Cette obligation, qui a toujours fait partie du régime québécois de sécurité du revenu puisqu'on la retrouve à l'article 41 de la *Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale,* à l'article 12 de l'ancienne *Loi de l'aide sociale* ainsi qu'à l'article 30 de l'ancienne *Loi sur la sécurité du revenu*, oblige les personnes admissibles à une rente d'invalidité de demander celle-ci à la Régie des rentes du Québec.

Outre la rente pour invalidité des conjoints survivants, en janvier 2009, 12 095 ménages prestataires ont reçu une rente d'invalidité de la Régie des rentes, dont le montant moyen est établi à près de 650 $ par mois. L'économie annuelle générée par la comptabilisation de ce revenu peut donc être estimée à 94,3 M$ en 2008-2009.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu –18 mars 2009
VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 20 mars 2009

ÉTUDE DE CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP21v

Titre

État de la situation du programme d'aide financière de dernier recours en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010 avec :

v) Nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et économie générée en 2008-2009.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles* prévoit, à l'article 63, que l'adulte seul ou les membres de la famille doivent exercer leurs droits ou se prévaloir des avantages dont ils peuvent bénéficier en vertu d'une autre loi lorsque la réalisation de ces droits et avantages aurait un effet sur l'admissibilité de l'adulte ou de la famille au programme ou réduirait leur prestation.

Cette obligation, qui a toujours fait partie du régime québécois de sécurité du revenu, puisqu'on la retrouve à l'article 41 de la *Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale*, à l'article 12 de l'ancienne *Loi de l'aide sociale,* ainsi qu'à l'article 30 de l'ancienne *Loi sur la sécurité du revenu,* oblige les personnes admissibles à une rente de retraite à demander celle-ci à la Régie des rentes du Québec.

Outre la rente de retraite du conjoint survivant, en janvier 2009, 29169 ménages prestataires ont reçu une rente de retraite de la Régie des rentes du Québec, dont le montant moyen est établi à plus de 153 $ par mois. On peut donc estimer l'économie générée par cette mesure à 53,6 M$ en 2008-2009.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu –18 mars 2009
VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP21w

Titre

État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2008-2009et 2009-2010 avec :

w) Bilan du budget et des dépenses pour le Programme allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour l'année 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010.

Le Programme d'allocation-logement est sous la responsabilité de la Société d'habitation du Québec.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu –8 avril 2009
VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique –8 avril 2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP22

Titre
Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi.

Exposé et statistiques

Du 21 mars 2008 au 20 février 2009, 11 310 personnes ont déposé une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi.

SOURCE : Direction générale adjointe de la planification, de la performance et de l'information sur le marché du travail/Direction de la conformité et de la performance
11 mars 2009

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, le 20 mars 2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP23

Titre

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée.

Exposé et statistiques

Du 21 mars 2008 au 20 février 2009, 11 310 personnes ont déposé une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi. 11 391 demandes ont été traitées en évaluation pour la reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi (CSE) et 5534 demandes ont été refusées. Cela représente une proportion de refus de 48,6% comparativement à une proportion de 45,8% l'année précédente. Ces données ne tiennent pas compte de l'instance de révision ni du Tribunal administratif du Québec.

SOURCE : Direction générale adjointe de la planification, de la performance et de l'information sur le marché du travail/Direction de la conformité et de la performance, Le 11 mars 2009

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, le 20 mars 2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP24

Titre
Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée initialement et pour laquelle la personne a gagné en appel (en révision ou au Tribunal administratif du Québec) pour 2007-2008 et 2008-2009.

Exposé et statistiques

2008-2009 (11 mois d'opérations au moment de produire la fiche)

- Du 21 mars 2008 au 20 février 2009, 1 491 demandes ont été traitées en révision et 752 ont été acceptées, soit 50,4 %.

- Pour la même période, 163 requêtes pour contraintes sévères à l'emploi ont été traitées par le TAQ. De ce nombre, 32 ont été accueillies, soit 33% des 97 décisions sur le fond. Les autres se sont réglées hors tribunal, en conciliation ou ont fait l'objet de désistement.

2007-2008

- Du 24 mars 2007 au 20 mars 2008, 1 870 demandes de contraintes sévères à l'emploi ont été traitées en révision et 997 ont été acceptées, soit 53,3%.

- Pour la même période, 167 requêtes pour contraintes sévères à l'emploi ont été traitées par le TAQ. De ce nombre, 25 ont été accueillies, soit 32,1% des 78 décisions sur le fond. Les autres se sont réglées hors tribunal, en conciliation ou ont fait l'objet de désistement.

Pour plus de détails sur l'évolution des demandes pour cette clientèle, consulter la fiche 21b.

SOURCE : Direction de la révision et des recours administratifs – 17 mars 2009
COLLABORATION : Service de l'est et de la révision médicale, Tribunal administratif du Québec;
VALIDATION : DGAGRC, BSMA, le 2 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP 25

Titre

Ventilation détaillée des montants accordés par le programme Prime au travail par région pour les groupes suivants pour 2007-2008 et 2008-2009 :

a) Personne vivant seule
b) Couple
c) Famille monoparentale
d) Famille biparentale
e) Définition du concept « revenu d'emploi » pour le programme
f) Définition du concept « lien d'emploi » pour le programme

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le ministère du Revenu du Québec répondra à cette question.

SOURCE : Direction générale des politiques de sécurité du revenu – 17 mars 2009
VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique BSMA – 18 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP26 de fiche : RQAP

Titre

Évaluation des coûts du régime d'assurance parentale du Québec (RQAP)

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits 2009-2010.

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 10 mars 2009
VALIDATION : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 1er avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP27 de fiche : RQAP

Titre

Les coûts administratifs de mise en oeuvre du RQAP.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits 2009-2010.

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 10 mars 2009
VALIDATION : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 1er avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP28 de fiche : RQAP

Titre

Évaluation des coûts du régime d'assurance parentale du Québec pour la première année du régime

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits 2009-2010.

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 10 mars 2009
VALIDATION : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 16 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP29 de fiche : RQAP

Titre

Nombre de personnes admissibles au régime d'assurance parentale du Québec en 2007 et 2008.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits 2009-2010.

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 10 mars 2009

VALIDATION : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 16 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP30 : RQAP

Titre

État des négociations ainsi que tous documents, notes, rapports, états de situation concernant la somme réclamée de 347 M$ par le gouvernement fédéral dans le cadre de l'entente sur les congés parentaux.

Exposé et statistiques

Question non pertinente à l'étude des crédits 2009-2010.

SOURCE : Direction générale des affaires gouvernementales et des relations avec les citoyens, coll Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 18 mars 2009

VALIDATION : Le 2 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP31

Titre
État de situation au sujet du comité interministériel sur les centres de travail adapté

Exposé et statistiques

Le 1er avril 2006, le Programme de subventions aux entreprises adaptées (PSEA) a été transféré à Emploi-Québec. Un comité interministériel dont le mandat consistait notamment à assurer un transfert de responsabilité harmonieux a été mis en place. Il a été dissous, d'un commun accord des partenaires, un an après le transfert du programme en avril 2007.

SOURCE : Direction générale des opérations – Direction régionale du Centre-du-Québec
Le 9 mars 2009

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, le 16 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

Répartition régionale

Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires (PSISC)

ÉTAT DES SUBVENTIONS VERSÉES PAR VOLET ET PAR RÉGION

RÉGIONS	Action communautaire et action bénévole	Initiatives sociales
01 - Bas-Saint-Laurent	0,00 $	52 124,80 $
03 - Capitale-Nationale	74 620,50 $	66 123,00 $
04 - Mauricie	34 000,00 $	105 200,00 $
05 - Estrie	11 530,00 $	0,00 $
06 - Montréal	308 876,60 $	250 112,50 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	700,00 $	0,00 $
09 - Côte-Nord	0,00 $	25 000,00 $
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	11 204,19 $	0,00 $
12 - Chaudière-Appalaches	0,00 $	13 000,00 $
14 - Lanaudière	0,00 $	12 500,00 $
15 - Laurentides	18 617,50 $	0,00 $
16 - Montérégie	13 025,50 $	0,00 $
17 - Centre-du-Québec	0,00 $	6 000,00 $
TOTAL	**472 574,29 $**	**530 060,30 $**

Total des subventions versées: **1 002 634,59 $**

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Action communautaire et action bénévole**

Région **03 - Capitale-Nationale**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert (CAPMO) inc.	14 400,00 $
Le centre de parrainage civique de Québec inc.	7 983,00 $
Le comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH)	12 000,00 $
Maison Marie Frédéric	12 500,00 $
Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix)	27 737,50 $
	74 620,50 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Action communautaire et action bénévole**

Région **04 - Mauricie**

Nom de l'organisme	*Subventions versées*
Centre de formation communautaire de la Mauricie (CFCM)	12 000,00 $
Comité d'action des non-syndiqué-es de Trois-Rivières inc.	12 000,00 $
Table régionale des organismes communautaires (TROC) oeuvrant dans le domaine de la santé et des services sociaux Centre-du-Québec et Mauricie	10 000,00 $
	34 000,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Action communautaire et action bénévole**

Région **05 - Estrie**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Corporation de développement communautaire de Sherbrooke	10 000,00 $
Maison de la famille de Sherbrooke inc.	1 530,00 $
	11 530,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Action communautaire et action bénévole**

Région **06 - Montréal**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Action des femmes handicapées (Montréal)	12 000,00 $
Association coopérative d'économie familiale du sud-ouest de Montréal	9 237,60 $
Association des centres d'écoute téléphonique du Québec (A.C.E.T.D.Q.)	9 600,00 $
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) inc.	18 000,00 $
Centre d'aide aux travailleurs et travailleuses accidentés de Montréal inc.	8 000,00 $
Centre de formation populaire C.F.P.	25 000,00 $
Centre St-Pierre	41 383,50 $
Coalition des associations de consommateurs du Québec	8 560,00 $
Comité logement de Montréal-Nord	15 000,00 $
Le centre des organismes communautaires	22 069,50 $
Le réseau québécois des groupes écologistes	19 701,00 $
Regroupement des cuisines collectives du Québec	25 000,00 $
Réseau de l'action bénévole du Québec	20 525,00 $
Société de développement communautaire de Montréal, (SODECM)	37 800,00 $
Transport 2000 Québec	12 000,00 $
Union des consommateurs	25 000,00 $
	308 876,60 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET	**Action communautaire et action bénévole**
Région	**08 - Abitibi-Témiscamingue**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Solidarité rurale Abitibi-Témiscamingue	700,00 $
	700,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET	**Action communautaire et action bénévole**
Région	**11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Centre d'action bénévole Ascension Escuminac	11 204,19 $
	11 204,19 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET	**Action communautaire et action bénévole**
Région	**15 - Laurentides**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Regroupement pour la concertation des personnes handicapées des Laurentides	7 600,00 $
Réseau des femmes des Laurentides	11 017,50 $
	18 617,50 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET	**Action communautaire et action bénévole**
Région	**16 - Montérégie**

Nom de l'organisme	*Subventions versées*
La corporation de développement communautaire de Longueuil inc.	7 625,50 $
Maison jeunesse L'oxy-bulle de Roxton	5 400,00 $
	13 025,50 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Initiatives sociales**

Région **01 - Bas-Saint-Laurent**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Centraide KRTB-Côte-du-Sud	16 000,00 $
Municipalité régionale de comté de Témiscouata	25 000,00 $
Regroupement Acti-Familles	11 124,80 $
	52 124,80 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Initiatives sociales**

Région **03 - Capitale-Nationale**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Commission de la santé et des services sociaux des premières nations du Québec et du Labrador	1 043,00 $
Concours québécois en entrepreneuriat	22 500,00 $
Réseau québécois de villes et villages en santé	37 000,00 $
Université Laval	5 580,00 $
	66 123,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Initiatives sociales**

Région **04 - Mauricie**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
ÉCOF - La corporation de développement économique communautaire de Trois-Rivières	92 700,00 $
La fenêtre, Centre d'immersion aux arts	12 500,00 $
	105 200,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Initiatives sociales**

Région **06 - Montréal**

Nom de l'organisme	*Subventions versées*
Chantier de l'économie sociale	32 612,50 $
Chantiers jeunesse	22 500,00 $
Mères avec pouvoir (MAP) Montréal	45 000,00 $
Relais-Femmes	150 000,00 $
	250 112,50 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET	**Initiatives sociales**
Région	**09 - Côte-Nord**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Réseau québécois de développement social	25 000,00 $
	25 000,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Initiatives sociales**

Région **12 - Chaudière-Appalaches**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Transport collectif de la MRC de Montmagny	13 000,00 $
	13 000,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Initiatives sociales**

Région **14 - Lanaudière**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Centre d'études sur l'action communautaire et bénévole	12 500,00 $
	12 500,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Initiatives sociales**

Région **17 - Centre-du-Québec**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Réseau québécois de développement social	6 000,00 $
	6 000,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

Répartition régionale

Fonds d'aide à l'action communautaire autonome

ÉTAT DES SUBVENTIONS VERSÉES PAR VOLET ET PAR RÉGION

RÉGIONS	Défense collective des droits	Multisectoriel	Projets
01 - Bas-Saint-Laurent	653 262,00 $	21 309,00 $	0,00 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	810 225,00 $	0,00 $	0,00 $
03 - Capitale-Nationale	1 523 488,00 $	53 955,00 $	19 492,00 $
04 - Mauricie	838 345,00 $	0,00 $	6 625,50 $
05 - Estrie	1 238 251,00 $	0,00 $	5 911,60 $
06 - Montréal	6 385 302,50 $	801 805,00 $	20 390,50 $
07 - Outaouais	580 933,00 $	26 803,00 $	0,00 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	539 879,00 $	6 227,00 $	1 600,00 $
09 - Côte-Nord	390 025,00 $	0,00 $	0,00 $
10 - Nord-du-Québec	40 000,00 $	0,00 $	0,00 $
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	376 896,00 $	0,00 $	1 000,00 $
12 - Chaudière-Appalaches	627 066,00 $	10 000,00 $	2 629,90 $
13 - Laval	379 529,00 $	0,00 $	5 604,64 $
14 - Lanaudière	901 381,00 $	0,00 $	2 600,00 $
15 - Laurentides	743 644,00 $	0,00 $	2 200,00 $
16 - Montérégie	1 701 386,00 $	15 068,00 $	3 017,70 $
17 - Centre-du-Québec	598 034,00 $	26 075,00 $	(1 710,00 $)
TOTAL	**18 327 646,50 $**	**961 242,00 $**	**69 361,84 $**

Total des subventions versées: **19 358 250,34 $**

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Soutien à la défense collective des droits**

Région **01 - Bas-Saint-Laurent**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
A.L.E.S.E Abattons les échelons socio-économiques	41 000,00 $
Action chômage Kamouraska inc.	42 000,00 $
Action populaire Rimouski-Neigette	32 000,00 $
Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de la péninsule	50 000,00 $
Association coopérative d'économie familiale du Grand-Portage	49 927,00 $
Association coopérative d'économie familiale Rimouski-Neigette et Mitis	50 000,00 $
Association pour la défense des droits sociaux du Kamouraska (ADDS-Kamouraska)	28 000,00 $
Comité logement Rimouski-Neigette	25 000,00 $
Fédération pour personnes handicapées du K.R.T.B. inc.	69 948,00 $
P.L.A.I.D.D.B.F. Promotion, lutte aide intervention en défense de droits du Bas du Fleuve région 01	87 000,00 $
Regroupement des assistées sociales et assistés sociaux du Témiscouata	29 000,00 $
Regroupement des organismes de personnes handicapées du Bas-du-Fleuve (ROPHBF)	64 896,00 $
Service d'aide aux personnes accidentées du travail et de la route "Parechoc" du KRTB	27 491,00 $
Table de concertation des groupes de femmes Bas-Saint-Laurent	57 000,00 $
	653 262,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Soutien à la défense collective des droits**

Région **02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Jonquière	25 000,00 $
Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Alma inc.	25 000,00 $
Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section St-Félicien	25 000,00 $
Association québécoise pour la défense des retraités et pré-retraités (section Chicoutimi)	45 000,00 $
Comité des droits sociaux d'Alma	45 000,00 $
Groupe de promotion et de défense des droits en santé mentale de la région 02 inc.	87 000,00 $
Groupement des organismes des personnes handicapées du Saguenay	64 896,00 $
L.A.S.T.U.S.E. du Saguenay (Lieu d'actions et de services travaillant dans l'unité avec les sans-emploi)	45 000,00 $
La ligue des droits et libertés de la personne du Saguenay Lac-St-Jean inc.	41 000,00 $
Les gens oubliés de Notre-Dame-d'Hébertville inc.	42 000,00 $
Loge m'entraide	45 000,00 $
Mouvement action chômage Lac-St-Jean	25 000,00 $
Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Saguenay-Lac St-Jean-Chibougamau-Chapais	61 978,00 $
Recif-02	57 000,00 $
Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Saguenay	50 000,00 $
Service budgétaire et communautaire de Chicoutimi	30 425,00 $
Service budgétaire et communautaire de Jonquière	25 000,00 $
Service budgétaire Lac-Saint-Jean-Est	45 926,00 $
Service budgétaire populaire de St-Félicien	25 000,00 $
	810 225,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Soutien à la défense collective des droits**

Région **03 - Capitale-Nationale**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Accès transports viables-regroupement des utilisateurs et utilisatrices des transports collectifs et alternatifs du Québec métropolitain	42 000,00 $
Action-Chômage de Québec	42 000,00 $
Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées	133 633,00 $
Association des grands-parents du Québec	26 000,00 $
Association pour la défense des droits sociaux Québec métropolitain (ADDSQM)	54 288,00 $
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Québec inc.	52 547,00 $
Auto-Psy (région de Québec)	87 000,00 $
Bureau d'animation et information logement du Québec métropolitain (BAIL) inc.	49 227,00 $
Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert (CAPMO) inc.	25 000,00 $
Centre d'information et de recherche en consommation de Charlevoix Ouest	42 000,00 $
Comité des citoyens du quartier Saint-Sauveur	46 510,00 $
Comité logement d'aide aux locataires	25 000,00 $
Comité populaire St-Jean-Baptiste	42 000,00 $
Groupe de défense des droits des détenus de Québec	25 000,00 $
Groupe de recherche en animation et planification économique (GRAPE)	40 671,00 $
L'association coopérative d'économie familiale de Québec	69 849,00 $
Le comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH)	79 182,00 $
Le mouvement "Personne d'abord" du Québec métropolitain	93 971,00 $
Les amis et amies de la terre de Québec	38 010,00 $
Ligue des droits et libertés - section de Québec	41 000,00 $
Mouvement action-chômage de Charlevoix inc.	42 000,00 $
Nature Québec	80 000,00 $
Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (RÉPAC-03-12)	85 072,00 $
Regroupement des associations de personnes traumatisées cranio-cérébrales du Québec	14 500,00 $
Regroupement des femmes sans emploi du nord de Québec	95 132,00 $
Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix)	57 000,00 $
Regroupement des organismes de personnes handicapées de la région 03 (ROP 03)	94 896,00 $
	1 523 488,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Soutien à la défense collective des droits**

Région **04 - Mauricie**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Trois-Rivières inc.	25 000,00 $
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section Mékinac	25 000,00 $
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, A.Q.D.R. section Centre de la Mauricie	25 000,00 $
Association québécoise de la défense des droits des retraités et pré-retraités Des Chenaux (A.Q.D.R.)	25 000,00 $
ATTAM Association des travailleurs et travailleuses accidentés de la Mauricie	42 000,00 $
Comité d'action des non-syndiqué-es de Trois-Rivières inc.	45 000,00 $
Comité logement Trois-Rivières inc.	45 000,00 $
Comité pour la défense des droits sociaux La Tuque	45 000,00 $
Comité régional de promotion et de sensibilisation en déficience intellectuelle région 04 inc.	25 000,00 $
Groupement pour la défense des droits sociaux de Trois-Rivières & Trois-Rivières Ouest inc.	54 290,00 $
Mouvement action-chômage Des Chenaux inc.	25 000,00 $
Mouvement action-chômage Trois-Rivières	45 000,00 $
Mouvement personne d'abord région Mauricie	47 107,00 $
R.D.D.S. (Shawinigan) inc.	49 707,00 $
Regroupement des organismes d'éducation populaire autonome de la Mauricie	42 000,00 $
Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie	95 241,00 $
Solidarité régionale d'aide et d'accompagnement pour la défense des droits en santé mentale du Centre-du-Québec/Mauricie	87 000,00 $
Table de concertation «Abus auprès des aînés» de la Mauricie	34 000,00 $
Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	57 000,00 $
	838 345,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Soutien à la défense collective des droits**

Région **05 - Estrie**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Action-Handicap Estrie	64 896,00 $
Association coopérative d'économie familiale de l'Estrie	49 095,00 $
Association des locataires de Sherbrooke	45 000,00 $
Association des personnes handicapées de la MRC de Coaticook	25 000,00 $
Association des personnes handicapées visuelles de l'Estrie	38 765,00 $
Collectif pour le libre choix de Sherbrooke	45 000,00 $
Collectif régional d'éducation sur les médias d'information	25 000,00 $
Comité des travailleurs accidentés de l'Estrie inc.	61 180,00 $
Concertaction femmes Estrie	57 000,00 $
Conseil des aveugles de Memphrémagog	25 000,00 $
Fédération des communautés culturelles de l'Estrie	25 000,00 $
Han-Droits L'association de promotion et de défense des droits des personnes handicapées de la région Memphrémagog	42 000,00 $
Illusion-Emploi de l'Estrie	42 000,00 $
L'action plus de Sherbrooke inc.	45 000,00 $
L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Sherbrooke	42 000,00 $
L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Memphrémagog	45 005,00 $
Ligue des droits et libertés (section Estrie)	41 000,00 $
Mouvement des chômeurs de l'Estrie inc.	45 743,00 $
Promotion et défense des droits en santé mentale de l'Estrie (PRO-DEF)	87 000,00 $
Promotion Handicap Estrie inc.	59 323,00 $
Regroupement autonome des jeunes (R.A.J.) du Québec	25 000,00 $
Regroupement des usagers du transport adapté de Sherbrooke métropolitain	59 602,00 $
Service budgétaire populaire de l'Estrie inc.	48 714,00 $
Service budgétaire populaire Des sources	58 543,00 $
Solidarité populaire Estrie	45 000,00 $
Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie	41 000,00 $
Table ronde des OVEP de l'Estrie	50 385,00 $
	1 238 251,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Soutien à la défense collective des droits**

Région **06 - Montréal**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
"Action-Autonomie" Le collectif pour la défense des droits en santé mentale de Montréal	87 000,00 $
Action des femmes handicapées (Montréal)	42 000,00 $
Action dignité de Saint-Léonard	25 000,00 $
Action travail des femmes du Québec inc.	25 000,00 $
Alliance des regroupements des usagers du transport adapté du Québec (ARUTAQ)	78 108,00 $
Association coopérative d'économie familiale de l'est de Montréal	52 821,00 $
Association coopérative d'économie familiale du Centre de Montréal	67 115,00 $
Association coopérative d'économie familiale du nord de Montréal	71 901,00 $
Association coopérative d'économie familiale du sud-ouest de Montréal	46 752,00 $
Association des aides familiales du Québec	50 000,00 $
Association des consommateurs pour la qualité dans la construction	42 000,00 $
Association des locataires de Villeray inc.	63 037,00 $
Association des mères lesbiennes	25 000,00 $
Association du Québec pour l'intégration sociale	70 133,00 $
Association pour la défense des droits sociaux du Montréal métropolitain (A.D.D.S.M.M.)	42 000,00 $
Association pour la protection automobile	61 380,00 $
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) inc.	142 818,00 $
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Hochelaga-Maisonneuve inc.	25 000,00 $
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Rivière-des-Prairies inc.	25 000,00 $
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Rosemont inc.	25 000,00 $
Association québécoise de la défense des droits des retraités et retraitées, préretraités et préretraitées (A.Q.D.R.) Saint-Michel inc.	38 177,00 $
Association québécoise des étudiants ayant des incapacités au post-secondaire (AQEIPS)	61 633,00 $
Association québécoise des personnes de petite taille inc.	73 633,00 $
Association québécoise Plaidoyer-Victimes	32 000,00 $
Au bas de l'échelle inc.	42 000,00 $
BRAS Villeray	41 000,00 $
Centre d'aide aux travailleurs et travailleuses accidentés de Montréal inc.	69 053,00 $
Centre québécois pour la déficience auditive	115 629,00 $
Coalition des associations de consommateurs du Québec	51 710,00 $
Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'oeuvre	90 000,00 $
Comité chômage de Montréal	54 958,00 $
Comité d'action de Parc Extension	25 000,00 $
Comité d'action des citoyennes et citoyens de Verdun inc.	34 047,00 $
Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social d'Hochelaga-Maisonneuve	45 000,00 $
Comité de logement Rosemont	39 732,50 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Soutien à la défense collective des droits**

Région **06 - Montréal**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Comité des droits sociaux du sud-ouest de Montréal	25 000,00 $
Comité des orphelins et orphelines institutionnalisés de Duplessis	31 000,00 $
Comité des personnes assistées sociales de Pointe-St-Charles Montréal	69 688,00 $
Comité des sans emploi de Pointe St-Charles	25 000,00 $
Comité du logement du Plateau Mont-Royal inc.	33 044,00 $
Comité logement Ahuntsic-Cartierville	48 699,00 $
Comité logement de La Petite Patrie inc.	25 000,00 $
Comité régional des associations pour la déficience intellectuelle (région 06 A)	96 661,00 $
Comité-Chômage de l'est de Montréal	50 000,00 $
Comité-Logement centre-sud de Montréal	65 580,00 $
Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)	120 633,00 $
Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) du Québec inc.	52 054,00 $
Conseil national des chômeurs et chômeuses	25 000,00 $
Conseil pour la protection des malades (CPM)	45 612,00 $
Conseil québécois des gais et lesbiennes (CQGL)	50 000,00 $
Eau secours! La coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau	60 000,00 $
Entraide logement Hochelaga-Maisonneuve	45 000,00 $
Ex aequo	133 806,00 $
F.R.O.N.T. Femmes regroupées en options non traditionnelles	50 000,00 $
Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec	240 000,00 $
Fédération des femmes du Québec	73 774,00 $
Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec	106 950,00 $
Fédération québécoise de l'autisme et des autres troubles envahissants du développement	151 633,00 $
Fondation Émergence inc.	25 000,00 $
Force jeunesse inc.	34 000,00 $
Forum des citoyens aînés de Montréal	62 337,00 $
Front commun des assistés sociaux du Québec inc.	59 450,00 $
Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets	60 000,00 $
Front d'action populaire en réaménagement urbain FRAPRU inc.	112 404,00 $
Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal	48 544,00 $
Infologis de l'est de l'île de Montréal	48 999,00 $
Jeunesse ouvrière chrétienne nationale du Québec	47 993,00 $
Jeunesse ouvrière chrétienne région de Montréal	25 000,00 $
Kéroul	98 633,00 $
La fédération des mouvements personne d'abord du Québec inc.	106 133,00 $
La fondation pour aider les travailleuses et les travailleurs accidentés (F.A.T.A.)	58 276,00 $
La ligue des droits et libertés	68 901,00 $
La ligue des Noirs du Québec	41 000,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Soutien à la défense collective des droits**

Région **06 - Montréal**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
L'assemblée des travailleurs et travailleuses accidentés du Québec (A.T.T.A.Q.)	45 000,00 $
L'association des groupes d'interventions en défense de droits en santé mentale du Québec	92 000,00 $
L'association féminine d'éducation et d'action sociale	106 601,00 $
Le réseau québécois des groupes écologistes	80 000,00 $
Les frères et soeurs d'Émile Nelligan	59 633,00 $
Ligue des femmes du Québec	25 000,00 $
Mouvement action justice	34 000,00 $
Mouvement action-chômage de Montréal inc.	28 369,00 $
Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi	42 000,00 $
Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec inc.	136 855,00 $
Mouvement des personnes d'abord de Montréal	56 305,00 $
Mouvement des travailleurs chrétiens (M.T.C.)	31 865,00 $
Organisation d'aide aux sans-emploi (ODAS - Montréal)	25 000,00 $
Organisation d'éducation et d'information logement de Côte des Neiges	31 399,00 $
Organisation populaire des droits sociaux-région Montréal (O.P.D.S.-R.M.)	27 152,00 $
P.O.P.I.R. inc.	53 186,00 $
Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain RAAMM	128 690,00 $
Regroupement des aveugles et amblyopes du Québec (RAAQ)	112 675,00 $
Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec	117 052,00 $
Regroupement des organismes de promotion du Montréal métropolitain	96 661,00 $
Regroupement des usagers du transport adapté et accessible de l'Île de Montréal	70 940,00 $
Regroupement information-logement de Pointe-St-Charles	55 692,00 $
Réseau des lesbiennes du Québec (RLQ)	49 500,00 $
Services juridiques communautaires de Pointe-St-Charles et Petite Bourgogne inc.	25 000,00 $
Société logique inc.	74 233,00 $
Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain	51 000,00 $
Table des groupes de femmes de Montréal	57 000,00 $
Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal	63 278,00 $
Transport 2000 Québec	42 000,00 $
Union des consommateurs	115 775,00 $
Union des travailleurs et travailleuses accidentés de Montréal (U.T.T.A.M.)	50 000,00 $
	6 385 302,50 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Soutien à la défense collective des droits**

Région **07 - Outaouais**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Action santé Outaouais	45 000,00 $
Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)	57 000,00 $
Association de solidarité et d'entraide communautaire de la Haute-Gatineau	42 000,00 $
Association des personnes handicapées visuelles de l'Outaouais	25 000,00 $
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées (AQDR) section Gatineau inc.	25 000,00 $
Droits-Accès de l'Outaouais	87 000,00 $
Jeunesse ouvrière chrétienne de Gatineau-Hull	25 000,00 $
L'association coopérative d'économie familiale de l'Outaouais	69 311,00 $
L'association pour la défense des droits sociaux de Gatineau	42 000,00 $
Logement occupe	56 726,00 $
Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Outaouais (R.A.P.H.O.)	64 896,00 $
Table-Ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Outaouais	42 000,00 $
	580 933,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Soutien à la défense collective des droits**

Région **08 - Abitibi-Témiscamingue**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
AQDR-MRC Rouyn-Noranda	25 000,00 $
Association de défense des droits sociaux de la Vallée de l'Or	34 000,00 $
Association pour personnes handicapées visuelles de Rouyn-Noranda	25 000,00 $
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section valdorienne	25 000,00 $
L'association coopérative d'économie familiale de l'Abitibi-Témiscamingue	52 865,00 $
L'association des travailleuses et des travailleurs accidentés de l'Abitibi-Témiscamingue	25 000,00 $
R.A.I.D.D. - A.T. Ressource d'aide et d'informations en défense des droits de l'Abitibi-Témiscamingue inc.	87 000,00 $
R.E.P.A.S. de Rouyn-Noranda	41 000,00 $
Regroupement d'associations de personnes handicapées de l'Abitibi-Témiscamingue, R.A.P.H.A.T.	64 896,00 $
Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	57 000,00 $
Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue (REPAT)	55 453,00 $
Regroupement des sans emplois de l'Abitibi-Témiscamingue	47 665,00 $
	539 879,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Soutien à la défense collective des droits**

Région **09 - Côte-Nord**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Groupe Nord côtier de défense des droits en santé mentale	87 000,00 $
L'association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Côte-Nord inc.	59 139,00 $
Le centre de recherche et d'information en consommation (C.R.I.C.), Port-Cartier	54 178,00 $
Regroupement des femmes de la Côte-Nord inc.	65 375,00 $
Table de concertation des associations de personnes handicapées de la Côte-Nord (La C.A.P.H.)	75 604,00 $
Table des groupes populaires de Baie-Comeau-Hauterive	48 729,00 $
	390 025,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET	**Soutien à la défense collective des droits**
Région	**10 - Nord-du-Québec**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Comité condition féminine Baie-James	40 000,00 $
	40 000,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Soutien à la défense collective des droits**

Région **11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Droits devant	41 000,00 $
Droits et recours en santé mentale, Gaspésie-Les-Îles	99 000,00 $
FADOQ région Gaspésie Îles-de-la-Madeleine	25 000,00 $
La démêlée	45 000,00 $
La table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles	57 000,00 $
Mouvement action chômage Pabok inc.	42 000,00 $
Regroupement des associations des personnes handicapées de la Gaspésie (Îles-de-la-Madeleine)	67 896,00 $
	376 896,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Soutien à la défense collective des droits**

Région **12 - Chaudière-Appalaches**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Aide aux travailleurs accidentés, ATA	49 000,00 $
AQDR Montmagny-L'Islet	25 000,00 $
Association coopérative d'économie familiale Amiante - Beauce - Etchemins	104 311,00 $
Association coopérative d'économie familiale Lévis-Lauzon	52 411,00 $
Association de défense des droits sociaux (A.D.D.S.) de la Rive-Sud	26 000,00 $
Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA)	45 000,00 $
Comité d'appui aux travailleurs et travailleuses accidentés de la région de L'Amiante	52 438,00 $
Corporation de défense de droits sociaux de Lotbinière inc.	39 010,00 $
La section Lévis-Rive-Sud de l'A.Q.D.R.	25 000,00 $
L'A-Droit de Chaudière-Appalaches	87 000,00 $
Regroupement des associations de personnes handicapées région Chaudière-Appalaches	64 896,00 $
Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	57 000,00 $
	627 066,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Soutien à la défense collective des droits**

Région **13 - Laval**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
ALTA (Association lavalloise pour le transport adapté) inc.	67 516,00 $
Association coopérative d'économie familiale de l'île Jésus	27 991,00 $
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) Laval	37 350,00 $
L'en-droit de Laval	87 000,00 $
Regroupement des organismes de promotion de personnes handicapées de Laval (ROPPHL)	85 602,00 $
Table de concertation de Laval en condition féminine	57 000,00 $
Table de concertation en violence conjugale et agressions à caractère sexuel de Laval inc.	17 070,00 $
	379 529,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Soutien à la défense collective des droits**

Région **14 - Lanaudière**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Action dignité Lanaudière	38 000,00 $
Action populaire des Moulins	38 129,00 $
Association coopérative d'économie familiale de la région Lanaudière	103 539,00 $
Association des personnes handicapées visuelles de Lanaudière	47 245,00 $
Association des travailleurs et travailleuses accidentés du Matawin	45 000,00 $
Association des travailleurs, travailleuses accidentés de Joli-Mont	42 000,00 $
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section des Moulins inc.	38 851,00 $
Association québécoise de la fibromyalgie	57 000,00 $
Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) section Brandon	48 172,00 $
Groupe d'information et de défense des droits sociaux de Ste-Julienne	41 468,00 $
Le mouvement des personnes d'abord de Joliette	49 341,00 $
Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (M.E.P.A.L.)	56 212,00 $
Pleins droits de Lanaudière inc.	87 000,00 $
Regroupement des usagers de transport adapté de Lanaudière	47 800,00 $
Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière	57 000,00 $
Table de concertation régionale des associations de personnes handicapées de Lanaudière	104 624,00 $
	901 381,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Soutien à la défense collective des droits**

Région **15 - Laurentides**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Association coopérative d'économie familiale des Basses-Laurentides	91 105,00 $
Carrefour d'actions populaires de St-Jérôme	76 557,00 $
Droits et obligations des sans emploi	45 000,00 $
Droits et recours Laurentides inc.	87 000,00 $
Mouvement des personnes d'abord de la Vallée de la Rouge	35 915,00 $
Mouvement des personnes d'abord de Lachute	25 000,00 $
Mouvement personne d'abord de Sainte-Thérèse	40 000,00 $
Mouvement personne d'abord de Saint-Eustache	40 000,00 $
Mouvement personne d'abord de Ste-Agathe-des-Monts	34 368,00 $
Mouvement personne d'abord de St-Jérôme et ses environs	25 000,00 $
Regroupement des usagers du transport adapté de la MRC Rivière-du-Nord	25 000,00 $
Regroupement pour la concertation des personnes handicapées des Laurentides	74 896,00 $
Regroupement pour les droits des assistés sociaux, Mont-Laurier	29 803,00 $
Réseau des femmes des Laurentides	57 000,00 $
Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec	57 000,00 $
	743 644,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Soutien à la défense collective des droits**

Région **16 - Montérégie**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Association coopérative d'économie familiale de la Rive-Sud	66 191,00 $
Association coopérative d'économie familiale du Haut St-Laurent	57 912,00 $
Association coopérative d'économie familiale Montérégie-Est	64 582,00 $
Association des usagers du transport adapté de Longueuil (AUTAL)	54 000,00 $
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section de Beauharnois	25 000,00 $
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Haut-Richelieu	29 553,00 $
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.), section Granby inc.	20 578,00 $
Centre d'information, de références et de services (CIRS) inc.	42 000,00 $
Collectif d'action populaire Richelieu-Yamaska	25 000,00 $
Collectif de défense des droits de la Montérégie	87 000,00 $
Comité chômage du Haut-Richelieu	42 000,00 $
Comité logement Beauharnois	34 000,00 $
Comité logement de Valleyfield	45 000,00 $
Comité logement social de Roussillon	60 552,00 $
Comité-Logement Montérégie inc.	56 000,00 $
Dynamique des handicapés de l'Estrie inc.	33 505,00 $
Groupement des associations de personnes handicapées de la rive-sud de Montréal inc.	96 429,00 $
Groupement des associations de personnes handicapées du Richelieu-Yamaska	66 449,00 $
Inclusion: Regroupement d'aide aux personnes bénéficiaires de la sécurité du revenu et à faibles revenus du Haut-Richelieu	42 000,00 $
Jeunesse ouvrière chrétienne de la rive-sud de Montréal	52 476,00 $
L'association Action-Plus Brome-Missisquoi inc.	54 372,00 $
Le centre d'information communautaire de St-Hyacinthe	39 283,00 $
Mouvement action chômage de St-Hyacinthe	50 000,00 $
Mouvement action chômage Longueuil inc.	25 000,00 $
Organisation populaire des droits sociaux de Valleyfield	45 000,00 $
Regroupement des assistés sociaux du Bas-Richelieu	49 000,00 $
Regroupement des chômeurs et chômeuses de la région Sorel-Tracy inc.	45 000,00 $
Regroupement des organismes volontaires d'éducation populaire (ROVEP) inc.	106 468,00 $
Regroupement des usagers du transport adapté de Châteauguay (RUTAC)	25 000,00 $
Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Haut-Richelieu	47 000,00 $
Regroupement maskoutain des utilisateurs du transport adapté	50 000,00 $
Réseau d'information et d'aide aux personnes assistées sociales de Châteauguay (R.I.A.P.A.S.)	45 000,00 $
Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie	57 000,00 $
Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie (T.R.O.V.E.P.)	63 036,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET	**Soutien à la défense collective des droits**
Région	**16 - Montérégie**

Nom de l'organisme	*Subventions versées*
	1 701 386,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Soutien à la défense collective des droits**

Région **17 - Centre-du-Québec**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
A.Q.D.R. Centre-du-Québec inc.	42 000,00 $
Association coopérative d'économie familiale (ACEF) des Bois-Francs	63 109,00 $
Association des groupes d'éducation populaire autonome, Centre-du-Québec	55 672,00 $
Association des locataires des Bois-Francs	42 000,00 $
C.D.P.A.S.-VICTO (Comité pour les droits des personnes assistées sociales)	45 714,00 $
La table de concertation du mouvement des femmes Centre du Québec	57 000,00 $
Le regroupement des sans-emploi de la MRC de L'Érable	41 000,00 $
Mouvement des personnes d'abord de Drummondville	50 000,00 $
R.D.D.S. Regroupement de défense des droits sociaux du district de Drummond	42 000,00 $
Regroupement des sans-emplois de Victoriaville	52 643,00 $
Regroupement d'organismes de personnes handicapées du Centre-du-Québec (région 17)	64 896,00 $
Regroupement pour la défense des droits sociaux (R.D.D.S.) de la région de Nicolet inc.	42 000,00 $
	598 034,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Multisectoriels**

Région **01 - Bas-Saint-Laurent**

Nom de l'organisme	*Subventions versées*
Regroupement des comités d'éducation de la Matapédia (RE.C.E.M.)	21 309,00 $
	21 309,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Multisectoriels**

Région **03 - Capitale-Nationale**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Comité régional d'éducation populaire de Portneuf	6 435,00 $
Comptoir communautaire Saint-Joseph	12 000,00 $
Conseil social et communautaire de Charlevoix inc.	7 010,00 $
Les récollets inc.	8 510,00 $
Table de concertation des organismes sociocommunautaires du territoire du CLSC La source, comté de Charlesbourg	20 000,00 $
	53 955,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Multisectoriels**

Région **06 - Montréal**

Nom de l'organisme	*Subventions versées*
Action solidarité Grand Plateau	30 000,00 $
Centre d'éducation, de recherche, d'innovation et d'entrepreneuriat collectif (CERIDEC)	40 256,00 $
Conseil communautaire de Côte-des-Neiges et Snowdon	4 049,00 $
Corporation de développement communautaire du Centre-Sud de Montréal	7 500,00 $
Opération surveillance Anjou (OSA)	8 000,00 $
Regroupement des magasins-partage de l'Île de Montréal	12 000,00 $
Réseau de l'action bénévole du Québec	400 000,00 $
Réseau québécois de l'action communautaire autonome	260 000,00 $
Solidarité Saint-Henri	15 000,00 $
Solidarité Villeray	25 000,00 $
	801 805,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Multisectoriels**

Région **07 - Outaouais**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Centre d'artisanat d'Otter Lake inc.	8 803,00 $
Corporation de développement communautaire de Pontiac	18 000,00 $
	26 803,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Multisectoriels**

Région **08 - Abitibi-Témiscamingue**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Comité d'éducation pop de Rivière-Héva	6 227,00 $
	6 227,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET	**Multisectoriels**
Région	**12 - Chaudière-Appalaches**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Ouvre ton coeur à l'espoir	10 000,00 $
	10 000,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Multisectoriels**

Région **16 - Montérégie**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Maison d'animation populaire de Sorel incorporée	15 068,00 $
	15 068,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET	**Multisectoriels**
Région	**17 - Centre-du-Québec**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Les groupes populaires associés de Drummond inc.	26 075,00 $
	26 075,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Soutien aux projets de développement**

Région **03 - Capitale-Nationale**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Centre d'action bénévole de Québec inc.	16 000,00 $
Fédération québécoise des centres communautaires de loisir	3 492,00 $
	19 492,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Soutien aux projets de développement**

Région **04 - Mauricie**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Maison des familles Chemin du roi inc.	3 400,00 $
Moisson Mauricie / Centre-du-Québec	3 225,50 $
	6 625,50 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Soutien aux projets de développement**

Région **05 - Estrie**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Actions interculturelles de développement et d'éducation (AIDE) inc.	3 856,10 $
Corporation de développement communautaire de Sherbrooke	2 055,50 $
	5 911,60 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Soutien aux projets de développement**

Région **06 - Montréal**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Centre québécois pour la déficience auditive	3 050,00 $
Comité logement Lachine-Lasalle	3 500,00 $
La fédération des mouvements personne d'abord du Québec inc.	2 500,00 $
Moisson Montréal inc.	4 000,00 $
Mouvement québécois des vacances familiales	2 340,50 $
Regroupement des popotes roulantes et autres services alimentaires bénévoles (P.R.A.S.A.B.)	1 500,00 $
Santropol roulant (Québec) inc.	3 500,00 $
	20 390,50 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET	**Soutien aux projets de développement**
Région	**08 - Abitibi-Témiscamingue**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
CROC-AT, Concertation régionale des organismes communautaires de l'Abitibi-Témiscamingue	1 600,00 $
	1 600,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET	**Soutien aux projets de développement**
Région	**11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Droits devant	1 000,00 $
	1 000,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET	**Soutien aux projets de développement**
Région	**12 - Chaudière-Appalaches**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Centre d'action bénévole - Service d'entraide, regroupement, solidarité	2 629,90 $
	2 629,90 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Soutien aux projets de développement**

Région **13 - Laval**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
La maison de quartier de Fabreville inc.	2 000,00 $
Le relais communautaire de Pont-Viau	3 604,64 $
	5 604,64 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET	**Soutien aux projets de développement**
Région	**14 - Lanaudière**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (M.E.P.A.L.)	2 600,00 $
	2 600,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET **Soutien aux projets de développement**

Région **15 - Laurentides**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Réseau des femmes des Laurentides	2 200,00 $
	2 200,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET	**Soutien aux projets de développement**
Région	**16 - Montérégie**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Le fablier, Une histoire de familles	2 400,00 $
Réseau d'information et d'aide aux personnes assistées sociales de Châteauguay (R.I.A.P.A.S.)	617,70 $
	3 017,70 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

VOLET	**Soutien aux projets de développement**
Région	**17 - Centre-du-Québec**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Corporation de développement communautaire des Bois-Francs inc.	(1 710,00 $)
	(1 710,00$)

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

Répartition régionale

Fonds québécois d'initiatives sociales

ÉTAT DES SUBVENTIONS VERSÉES PAR RÉGION

RÉGIONS	
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	125 000,00 $
03 - Capitale-Nationale	130 000,00 $
04 - Mauricie	(28 142,00 $)
05 - Estrie	84 000,00 $
06 - Montréal	6 228 940,00 $
07 - Outaouais	126 673,00 $
09 - Côte-Nord	49 545,00 $
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	79 317,00 $
12 - Chaudière-Appalaches	102 500,00 $
13 - Laval	80 000,00 $
14 - Lanaudière	160 000,00 $
16 - Montérégie	1 289 127,80 $
17 - Centre-du-Québec	162 500,00 $
TOTAL	**8 589 460,80 $**

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

Région **02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean**

Nom de l'organisme	*Subventions versées*
Accès-Travail-Femmes inc.	80 000,00 $
Centre local de développement Maria-Chapdelaine	22 500,00 $
Municipalité régionale de comté le Fjord-du-Saguenay	11 610,00 $
Ville de Saguenay	10 890,00 $
	125 000,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

Région **03 - Capitale-Nationale**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Centre-Étape, Atelier de formation pour les femmes inc.	80 000,00 $
Le pignon bleu, La maison pour grandir	50 000,00 $
	130 000,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

Région **04 - Mauricie**

Nom de l'organisme	*Subventions versées*
Centre de la femme - Rond point de la Mauricie	80 000,00 $
Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire (C.O.M.S.E.P.)	(126 142,00 $)
Corporation de développement communautaire des Chenaux	18 000,00 $
	(28 142,00$)

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

Région **05 - Estrie**

Nom de l'organisme	*Subventions versées*
Centre d'intégration au marché de l'emploi (CIME)	80 000,00 $
Corporation de développement communautaire (CDC) du Haut-Saint-François	2 500,00 $
Municipalité régionale de comté des Sources	1 500,00 $
	84 000,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

Région **06 - Montréal**

Nom de l'organisme	*Subventions versées*
Ali et les princes de la rue	19 440,00 $
Autonomie Jeunes Familles	1 000 000,00 $
Comité des orphelins victimes d'abus	2 500,00 $
Fondation pour la promotion de la pédiatrie sociale	85 000,00 $
Refuge de jeunes de Montréal	42 000,00 $
SORIF inc.	80 000,00 $
Ville de Montréal	5 000 000,00 $
	6 228 940,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

Région **07 - Outaouais**

Nom de l'organisme	*Subventions versées*
L'entraide de la Vallée	1 673,00 $
Municipalité régionale de comté de la Vallée-de-la-Gatineau	45 000,00 $
Option femmes emploi	80 000,00 $
	126 673,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

Région **09 - Côte-Nord**

Nom de l'organisme	*Subventions versées*
Conseil des maires de la Basse-Côte-Nord	16 515,00 $
Municipalité régionale de comté de la Haute Côte-Nord	16 515,00 $
Municipalité régionale de comté de Minganie	16 515,00 $
	49 545,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

Région **11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine**

Nom de l'organisme	*Subventions versées*
Centre d'action bénévole des Îles-de-la-Madeleine	39 658,50 $
Municipalité régionale de comté du Rocher-Percé	39 658,50 $
	79 317,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

Région **12 - Chaudière-Appalaches**

Nom de l'organisme	*Subventions versées*
Centre local de développement des Etchemins	22 500,00 $
Connexion Emploi ressources femmes	80 000,00 $
	102 500,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

Région **13 - Laval**

Nom de l'organisme	*Subventions versées*
Dimension travail	80 000,00 $
	80 000,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

Région **14 - Lanaudière**

Nom de l'organisme	*Subventions versées*
Centre d'intégration professionnelle de Lanaudière	80 000,00 $
La C.L.E.F., Centre Lanaudière d'emploi pour femmes	80 000,00 $
	160 000,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

Région **16 - Montérégie**

Nom de l'organisme	*Subventions versées*
Centre d'orientation et de formation pour femmes en recherche d'emploi (C.O.F.F.R.E.) inc.	80 000,00 $
Club des petits déjeuners du Québec	800 000,00 $
Corporation de développement communautaire du Haut-Richelieu	2 500,00 $
Corporation de développement communautaire du Haut-St-Laurent	1 627,80 $
De soi à l'emploi	80 000,00 $
Le sommet du millénaire de Montréal	245 000,00 $
Service externe de main d'oeuvre Le jalon	80 000,00 $
	1 289 127,80 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

Région **17 - Centre-du-Québec**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Les mutantes de Drummond inc.	80 000,00 $
Municipalité régionale de comté de Bécancour	2 500,00 $
Services intégrés pour l'emploi	80 000,00 $
	162 500,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

Répartition régionale

Programme de soutien financier en appui à la mission globale des Corporations de développement communautaire (CDC) intervenant dans la lutte contre la pauvreté confiés au MESS

ÉTAT DES SUBVENTIONS VERSÉES PAR RÉGION

RÉGIONS	
01 - Bas-Saint-Laurent	144 912,00 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	168 000,00 $
04 - Mauricie	312 000,00 $
05 - Estrie	296 000,00 $
06 - Montréal	187 500,00 $
07 - Outaouais	54 136,50 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	64 000,00 $
12 - Chaudière-Appalaches	308 000,00 $
13 - Laval	64 000,00 $
15 - Laurentides	40 000,00 $
16 - Montérégie	612 000,00 $
17 - Centre-du-Québec	497 311,00 $
TOTAL	**2 747 859,50 $**

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

Région **01 - Bas-Saint-Laurent**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Corporation de développement communautaire du K.R.T.B.	80 912,00 $
Corporation de développement communautaire Vallée de la Matapédia	64 000,00 $
	144 912,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

Région **02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean**

Nom de l'organisme	*Subventions versées*
Corporation de développement communautaire du ROC	64 000,00 $
Corporation de développement communautaire Lac Saint-Jean Est	40 000,00 $
La corporation de développement communautaire des Deux-Rives	64 000,00 $
	168 000,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

Région **04 - Mauricie**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Corporation de développement communautaire de la MRC de Maskinongé inc.	64 000,00 $
Corporation de développement communautaire de Trois-Rivières	64 000,00 $
Corporation de développement communautaire des Chenaux	40 000,00 $
Corporation de développement communautaire du Centre-de-la-Mauricie	40 000,00 $
Corporation de développement communautaire du Haut St-Maurice (CDCHSM) inc.	40 000,00 $
Corporation de développement communautaire Mékinac	64 000,00 $
	312 000,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

Région **05 - Estrie**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Corporation de développement communautaire (CDC) des sources	64 000,00 $
Corporation de développement communautaire (CDC) du Haut-Saint-François	40 000,00 $
Corporation de développement communautaire de Sherbrooke	64 000,00 $
Corporation de développement communautaire du Granit	64 000,00 $
Corporation de développement communautaire Memphrémagog	64 000,00 $
	296 000,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

Région **06 - Montréal**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Corporation de développement communautaire de Rivière-des-Prairies	52 000,00 $
Corporation de développement communautaire de Rosemont inc.	64 000,00 $
Corporation de développement communautaire du Centre-Sud de Montréal	7 500,00 $
La CDC de la Pointe, région Est de Montréal	64 000,00 $
	187 500,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

Région **07 - Outaouais**

Nom de l'organisme	*Subventions versées*
Corporation de développement communautaire Rond Point	54 136,50 $
	54 136,50 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

Région **08 - Abitibi-Témiscamingue**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Corporation de développement communautaire d'Amos	64 000,00 $
	64 000,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

Région **12 - Chaudière-Appalaches**

Nom de l'organisme	*Subventions versées*
Corporation de développement communautaire Beauce-Etchemins	64 000,00 $
Corporation de développement communautaire Bellechasse	52 000,00 $
Corporation de développement communautaire de L'Amiante	64 000,00 $
Corporation de développement communautaire de Lévis	64 000,00 $
Corporation de développement communautaire de Lotbinière inc.	64 000,00 $
	308 000,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

Région **13 - Laval**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Corporation de développement communautaire de Laval	64 000,00 $
	64 000,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

Région **15 - Laurentides**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Corporation de développement communautaire des Hautes-Laurentides	40 000,00 $
	40 000,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

Région **16 - Montérégie**

Nom de l'organisme	***Subventions versées***
Corporation de développement communautaire Beauharnois-Salaberry	64 000,00 $
Corporation de développement communautaire de Brome-Missisquoi	64 000,00 $
Corporation de développement communautaire de La Haute-Yamaska	64 000,00 $
Corporation de développement communautaire de la M.R.C. de la Vallée du Richelieu	36 000,00 $
Corporation de développement communautaire de Vaudreuil-Soulanges	64 000,00 $
Corporation de développement communautaire des Maskoutains (C.D.C. des Maskoutains)	64 000,00 $
Corporation de développement communautaire du Bas-Richelieu	64 000,00 $
Corporation de développement communautaire du Haut-Richelieu	64 000,00 $
Corporation de développement communautaire du Haut-St-Laurent	64 000,00 $
La corporation de développement communautaire de Longueuil inc.	64 000,00 $
	612 000,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009.

Région **17 - Centre-du-Québec**

Nom de l'organisme	*Subventions versées*
Corporation de développement communautaire de la MRC de Bécancour	64 000,00 $
Corporation de développement communautaire de L'Érable inc.	64 000,00 $
Corporation de développement communautaire des Bois-Francs inc.	90 314,00 $
Corporation de développement communautaire Drummond inc.	72 997,00 $
Corporation de développement communautaire Nicolet-Yamaska	64 000,00 $
Table nationale des corporations de développement communautaire	142 000,00 $
	497 311,00 $

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP43-B

Titre : Politique et critères d'attribution des subventions pour le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome, le Fonds québécois d'initiatives sociales, le Programme de soutien aux corporations de développement communautaire et le Programme de soutien aux initiaitives sociales et communautaires

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voici les politiques et critères d'attribution des subventions pour les quatre leviers financiers gérés par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS)

1. Fonds d'aide à l'action communautaire autonome (FAACA)

Le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome (FAACA) assure un soutien financier aux organismes et aux regroupements d'organismes dans le cadre du *Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole.* En 2008-2009, ce programme comporte deux volets[1]:

1. *Soutien financier en appui à la mission des organismes en défense collective des droits.*
2. *Soutien financier en appui à la mission des organismes multisectoriels confiés au SACAIS.*

Critères d'admissibilité au programme

Pour être admissible aux deux volets du programme, l'organisme ou le regroupement d'organismes doit œuvrer dans le champ de l'action communautaire et répondre aux quatre critères suivants :

- être un organisme à but non lucratif légalement constitué en vertu de la 3e partie de la *Loi sur les compagnies du Québec* ou de la 2e partie sur la *Loi sur les corporations canadiennes,* si la majorité des activités se déroule au Québec;
- être enraciné dans la communauté;
- entretenir une vie associative et démocratique;
- être libre de déterminer sa mission, ses approches, ses pratiques et ses orientations.

Facteurs d'exclusion

Sont exclus du soutien financier :

- les organismes comptant moins de douze mois d'activités;
- les organismes ou regroupements d'organismes dont les activités ne s'apparentent pas à l'action communautaire, telles les fondations engagées en priorité dans la collecte et la redistribution de fonds;
- tout organisme ou regroupement d'organismes dont la mission ou les activités sont de nature politique, partisane, religieuse, syndicale ou professionnelle;
- les demandes visant à combler un déficit accumulé;
- les demandes visant l'achat ou la rénovation de biens immobiliers et de véhicules de transport.

1. Un troisième volet, le volet Soutien financier à des projets en action communautaire et en action bénévole a été intégré au Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires en 2007-2008 (voir 4.1). Seuls des montant résiduels pour des projets acceptés antérieurement ont été versés dans ce volet en 2008-2009.

1.1 VOLET SOUTIEN FINANCIER EN APPUI À LA MISSION DES ORGANISMES EN DÉFENSE COLLECTIVE DES DROITS

Critères d'admissibilité à ce volet

En plus de répondre aux critères d'admissibilité du programme, l'organisme ou le regroupement d'organismes doit également répondre aux quatre critères qui définissent un organisme communautaire autonome, c'est-à-dire :

- avoir été constitué à l'initiative des gens de la communauté;
- poursuivre une mission sociale qui lui soit propre et qui favorise la transformation sociale;
- faire preuve de pratiques citoyennes et d'approches larges axées sur la globalité de la problématique abordée;
- être dirigé par un conseil d'administration indépendant du réseau public.

Finalement, pour être qualifié d'organisme en défense collective des droits, l'organisme doit non seulement être actif dans chacune des catégories d'activités décrites ci-dessous, mais également en faire sa mission unique ou principale :

- des activités d'éducation populaire autonome axées sur les droits et la vie démocratique;
- des activités de mobilisation sociale.

Outre ces deux catégories obligatoires, l'organisme doit également être actif dans l'une ou l'autre des catégories d'activités suivantes :

- des activités de représentation;
- des activités d'action politique non partisane.

Critères d'analyse

Les organismes admissibles verront leur demande de soutien financier étudiée et analysée en fonction de critères qui s'inscrivent dans le respect du *Cadre de référence en matière d'action communautaire* :

- le rayonnement dans la communauté et les activités accomplies en défense collective des droits;
- le réalisme des prévisions budgétaires présentées;
- la capacité financière du FAACA;
- le surplus cumulé non affecté, au dernier exercice financier terminé, n'est pas supérieur à 50 % des revenus totaux pour ce même exercice financier.

Afin de moduler la hauteur du soutien financier accordé aux organismes admissibles, certains critères d'appréciation seront considérés, notamment :

- l'étendue du territoire couvert, la densité démographique et l'éloignement des centres décisionnels;
- l'équité entre les organismes comparables;
- les démarches faites pour assurer la diversité des contributions financières, les prêts de personnel ainsi que les prêts de ressources matérielles et techniques;
- la présence d'autres organismes ou regroupements d'organismes ayant la même mission et offrant les mêmes activités auprès des mêmes personnes visées.

1.2 VOLET SOUTIEN FINANCIER EN APPUI À LA MISSION DES ORGANISMES MULTISECTORIELS CONFIÉS AU SACAIS

Critères d'admissibilité à ce volet

En plus de répondre aux critères d'admissibilité du programme, l'organisme doit :

- avoir déjà conclu une entente triennale avec le SACAIS ou être référé par un ministère ou un organisme gouvernemental à la suite de l'opération de transfert;
- être un regroupement national dûment mandaté par le gouvernement du Québec, dans le cadre de la mise en oeuvre de la politique gouvernementale pour représenter le secteur de l'action communautaire et le secteur de l'action bénévole;
- être déjà soutenu financièrement et être référé par un ministère ou un organisme gouvernemental, dans le cadre d'une entente administrative spécifique.

2. Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS)

Le *Fonds québécois d'initiatives sociales* (FQIS) vise à soutenir financièrement la réalisation de projets, d'actions et d'initiatives afin d'atteindre les objectifs de la *Stratégie nationale contre la pauvreté et l'exclusion sociale.* Ces projets et initiatives peuvent intervenir à la fois sur les causes et les conséquences de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Le FQIS soutient principalement :

- le financement des ententes conclues par le ministre avec des partenaires à l'échelle locale, régionale et nationale relatives à la réalisation des planifications stratégiques et des plans d'action concertés de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ces ententes permettent aux partenaires de soutenir des projets visant les mêmes objectifs et respectant les orientations du FQIS ;
- le développement et l'expérimentation de nouvelles approches de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ;
- le financement des recherches associées à l'atteinte des buts de la *Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.*

Organismes admissibles

Les organismes à but non lucratif incorporés, les organismes municipaux et les MRC.

Ne sont pas admissibles :

- les ministères ou organismes gouvernementaux ainsi que paragouvernementaux, tels les CLSC, les hôpitaux, les institutions ou écoles d'enseignement et de formation, sauf si un organisme, excluant les ministères, est le seul à pouvoir offrir le service à un coût raisonnable sans faire concurrence à d'autres organismes offrant déjà avec succès un service similaire;
- les organismes ou entreprises dont les activités sont interrompues en raison d'un conflit de travail (grève ou lock-out).

Projets admissibles

Les projets admissibles à un financement du FQIS, soit directement, soit dans le cadre de la réalisation des ententes conclues par le ministre avec les partenaires, sont :

- les projets visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, notamment les projets d'interventions en matière de développement social et communautaire, de prévention de la pauvreté, d'aide à l'intégration en emploi des personnes éloignées du marché du travail, d'insertion sociale, d'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté dans les territoires à concentration de pauvreté ;
- au plan national, les projets novateurs qui ont un caractère expérimental ainsi que les travaux de recherche visant l'atteinte des objectifs de la *Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.*

3. Programme de soutien aux corporations de développement communautaire

Le *Programme de soutien financier en appui à la mission globale des corporations de développement communautaire (CDC) intervenant dans la lutte contre la pauvreté* confié au MESS est un programme ministériel visant à assurer le financement en appui à la mission globale des CDC. Ce programme s'adresse exclusivement aux CDC accréditées par la Table nationale des corporations de développement communautaire (TNCDC).

Critères d'admissibilité au programme

Pour être admissible à ce programme, la CDC doit avoir une mission principale qui contribue à la lutte contre la pauvreté et œuvrer dans le champ de l'action communautaire, c'est-à-dire :

- être un organisme à but non lucratif légalement constitué en vertu de la 3^{e} partie de la *Loi sur les compagnies du Québec* ou de la 2^{e} partie sur la *Loi sur les corporations canadiennes,* si la majorité des activités se déroule au Québec;
- être enraciné dans la communauté;
- entretenir une vie associative et démocratique;

- être libre de déterminer sa mission, ses approches, ses pratiques et ses orientations.

Critères d'analyse de la demande de soutien financier

Les demandes présentées par les CDC seront analysées selon les critères suivants qui s'inscrivent dans le respect du *Cadre de référence en matière d'action communautaire*:

- le rayonnement dans la communauté;
- le réalisme des prévisions budgétaires présentées;
- la capacité financière du MESS;
- le surplus accumulé non affecté, au dernier exercice financier terminé, n'est pas supérieur à 50 % des revenus totaux pour ce même exercice financier.

Afin de moduler la hauteur du soutien financier accordé aux CDC admissibles, certains critères d'appréciation seront considérés, notamment :

- l'étendue du territoire couvert, la densité démographique et l'éloignement des centres décisionnels;
- l'équité entre les organismes comparables;
- les démarches faites pour assurer la diversité des contributions financières, les prêts de personnel ainsi que les prêts de ressources matérielles et techniques;
- la présence d'autres organismes ou regroupements d'organismes ayant la même mission et offrant les mêmes activités auprès des mêmes personnes visées.

4. Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires

Le *Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires* (PSISC) vise à soutenir des projets d'expérimentation et d'innovation dans les domaines de l'action communautaire, de l'emploi et de la solidarité sociale. Il vise également à soutenir des projets de recherche et des projets spéciaux dans les mêmes domaines.

Le soutien aux projets admissibles est de nature non récurrente. Ainsi, le PSISC ne peut soutenir la mission globale des organismes ni leurs activités régulières.

Ce programme comporte deux volets :

- Volet : action communautaire et action bénévole.
- Volet : initiatives sociales.

4.1 VOLET : ACTION COMMUNAUTAIRE ET ACTION BÉNÉVOLE

Objectifs spécifiques :

Soutenir des projets de recherche, d'évaluation, de formation et d'expérimentation en matière d'action communautaire et d'action bénévole.

Est admissible au volet 1 - Action communautaire et action bénévole :

Pour être admissible au soutien financier, l'organisme ou regroupement d'organismes doit répondre aux critères d'admissibilité, qui s'appliquent aux organismes ou regroupement d'organismes d'action communautaire, c'est-à-dire :

- être un organisme ou regroupement d'organismes à but non lucratif légalement constitué;
- être enraciné dans la communauté;
- entretenir une vie associative et démocratique;
- être libre de déterminer sa mission, ses approches, ses pratiques et ses orientations.

En plus de répondre aux critères d'admissibilité, qui s'appliquent aux organismes d'action communautaire, l'organisme ou regroupement d'organismes doit avoir une mission en action communautaire autonome, c'est-à-dire :

- avoir été constitué à l'initiative des gens de la communauté;
- poursuivre une mission sociale qui lui soit propre et qui favorise la transformation sociale;
- faire preuve de pratiques citoyennes et d'approches larges axées sur la globalité de la

problématique abordée;

- être dirigé par un conseil d'administration indépendant du réseau public.

Sont exclus du volet 1 - Action communautaire et action bénévole :

- les organismes ou regroupement d'organismes comptant moins de douze mois d'activités;
- les organismes ou regroupement d'organismes dont la mission ou les activités sont de nature politique, partisane, religieuse, syndicale ou professionnelle et les fondations engagées en priorité dans la collecte et la redistribution de fonds;
- les demandes portant sur le soutien à la mission globale des organismes ou regroupement d'organismes, c'est-à-dire le fonctionnement de base, tels le loyer, l'électricité, etc. ou sur la réalisation d'activités régulières;
- les demandes visant à combler un déficit accumulé;
- les demandes visant l'achat ou la rénovation de biens immobiliers et de véhicules de transport;
- les demandes dont certains documents sont manquants ou incomplets.

4.2 VOLET : INITIATIVES SOCIALES

Objectifs spécifiques :

- soutenir des projets novateurs favorisant de nouvelles méthodes et approches en matière de développement de l'employabilité, d'insertion en emploi et de formation professionnelle;
- soutenir des projets novateurs contribuant à l'inclusion sociale et au développement d'activités vouées à la protection et à l'amélioration des conditions de vie des prestataires de l'assistance-emploi ou d'autres personnes à faible revenu;
- soutenir la réalisation de projets spéciaux ponctuels se situant dans les mêmes domaines.

Sont admissibles au volet 2 - Initiatives sociales :

- un organisme ou regroupement d'organismes à but non lucratif constitué en vertu d'une loi;
- une institution d'enseignement reconnue;
- une municipalité et une MRC.

Sont exclus du volet 2 - Initiatives sociales :

- un organisme à but lucratif;
- un organisme à but non lucratif non incorporé;
- une coopérative (sauf une association coopérative d'économie familiale);
- un ministère ou un organisme d'un gouvernement;
- un parti ou une association politique;
- un syndicat.

Appréciation des projets

Les projets soumis seront appréciés, notamment selon les éléments suivants :

- la pertinence du projet soumis par rapport au champ de responsabilités, aux objectifs et aux priorités du MESS et sa complémentarité par rapport à d'autres projets financés par le MESS;
- les caractéristiques du projet, notamment les objectifs poursuivis, la nature, la pertinence et l'originalité des activités prévues;
- le réalisme de la planification;
- la capacité de l'organisme ou du regroupement d'organismes à réaliser le projet;
- les retombées du projet sur le développement de l'action communautaire et de l'action bénévole;
- la diversité des contributions financières, lorsque applicable;
- l'étendue du territoire et la densité démographique;

- le caractère novateur du projet;
- l'existence d'un potentiel de financement récurrent des activités découlant du projet après la période de subvention, dont la présence d'appuis au projet dans le milieu et la diversité des contributions financières (seulement pour le volet 2 : initiatives sociales).

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 2 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée

Répartition régionale

Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires (PSISC)

ÉTAT DES DEMANDES INITIALES REFUSÉES PAR VOLET ET PAR RÉGION

RÉGIONS	Action communautaire et action bénévole	Initiatives sociales
01 - Bas-Saint-Laurent	7	0
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	3	0
03 - Capitale-Nationale	6	0
04 - Mauricie	2	0
05 - Estrie	3	0
06 - Montréal	18	3
07 - Outaouais	1	0
12 - Chaudière-Appalaches	2	0
13 - Laval	2	0
14 - Lanaudière	4	0
15 - Laurentides	5	0
16 - Montérégie	5	0
17 - Centre-du-Québec	1	0
TOTAL	**59**	**3**

Total des demandes initiales refusées	**62**

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET **Action communautaire et action bénévole**

Région **01 - Bas-Saint-Laurent**

Numéro de l'organisme	*Nom de l'organisme*
01-03-0573	Centre d'action bénévole des seigneuries inc.
01-06-0246	Corporation de développement communautaire du K.R.T.B.
01-06-0479	Corporation de développement communautaire Vallée de la Matapédia
01-00-5581	La lueur de l'espoir du Bas-St-Laurent inc.
01-01-1776	Société Alzheimer du Bas-Saint-Laurent
01-10-1710	Trajectoires hommes du K.R.T.B.
01-01-2606	Unité Domrémy de Saint-Gabriel - Relais communautaire

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET	**Action communautaire et action bénévole**
Région	**02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean**

Numéro de l'organisme	*Nom de l'organisme*
02-01-2536	Centre d'action bénévole de Chicoutimi inc.
02-00-5568	Centre de formation intégrée en entreprise
02-01-0490	Société Alzheimer de la Sagamie

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET **Action communautaire et action bénévole**

Région **03 - Capitale-Nationale**

Numéro de l'organisme	*Nom de l'organisme*
03-01-3567	(Le) pavois - Programme d'activités valorisantes offrant interaction et soutien
03-01-2095	Comité des citoyens du quartier Saint-Sauveur
03-11-0007	Fédération québécoise des centres communautaires de loisir
03-01-3471	La courtepointe
03-02-3207	La maison des jeunes La parenthèse
03-01-1740	Le collectif d'accompagnement à l'accouchement "Les accompagnantes"

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET **Action communautaire et action bénévole**

Région **04 - Mauricie**

Numéro de l'organisme	*Nom de l'organisme*
04-00-4099	La fenêtre, Centre d'immersion aux arts
04-01-1842	Maison des familles du Rivage

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET	**Action communautaire et action bénévole**
Région	**05 - Estrie**

Numéro de l'organisme	*Nom de l'organisme*
05-05-2181	Actions interculturelles de développement et d'éducation (AIDE) inc.
05-01-0989	Illusion-Emploi de l'Estrie
05-01-2340	La ligue pour la protection de l'enfance de l'Estrie inc.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET **Action communautaire et action bénévole**

Région **06 - Montréal**

Numéro de l'organisme	*Nom de l'organisme*
06-00-5583	Association des Chiliens du Québec
06-05-1492	Association des haltes-garderies communautaires du Québec AHGCQ
06-00-5586	Association des jeunes de la Petite Bourgogne
06-04-3476	Association des médias écrits communautaires du Québec
06-01-1907	Association haïtiano-canado-québécoise d'aide aux démunis
06-00-5579	ATSA
06-01-1262	Centre de lecture et d'écriture (CLÉ Montréal)
06-01-2114	Comité-Logement centre-sud de Montréal
06-00-4735	Fédération des sociétés d'horticulture et d'écologie du Québec
06-04-2507	Institut interculturel de Montréal (I.I.M.)
06-00-4200	Kéroul
06-00-5582	Loisirs communautaires Saint-Michel
06-01-2048	Organisation populaire des droits sociaux-région Montréal (O.P.D.S.-R.M.)
06-00-4242	R.O.C.H.A. (Regroupement des organismes communautaires et humanitaires d'Anjou)
06-04-2886	Regroupement des auberges du coeur du Québec
06-01-0195	Resto plateau
06-00-3926	Solidarité Ahuntsic
06-01-0940	Station familles

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET	**Action communautaire et action bénévole**
Région	**07 - Outaouais**

Numéro de l'organisme	*Nom de l'organisme*
07-00-4833	Mouvement des travailleuses et travailleurs chrétiens et chrétiennes, section Outaouais

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET	**Action communautaire et action bénévole**
Région	**12 - Chaudière-Appalaches**

Numéro de l'organisme	*Nom de l'organisme*
12-01-0462	Aide aux travailleurs accidentés, ATA
12-00-5584	Transport collectif de la MRC de Montmagny

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET	**Action communautaire et action bénévole**
Région	**13 - Laval**

Numéro de l'organisme	*Nom de l'organisme*
13-00-5578	Association lavalloise des personnes aidantes (ALPA)
13-06-0302	Corporation de développement communautaire de Laval

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET	**Action communautaire et action bénévole**
Région	**14 - Lanaudière**

Numéro de l'organisme	*Nom de l'organisme*
14-00-5585	Aux trouvailles de Mandeville
14-10-1711	Centre d'aide pour hommes de Lanaudière (CAHO)
14-00-5297	Centre d'études sur l'action communautaire et bénévole
14-00-4359	Table régionale des organismes communautaires famille de Lanaudière (TROCFL)

4

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET **Action communautaire et action bénévole**

Région **15 - Laurentides**

Numéro de l'organisme	*Nom de l'organisme*
15-06-5368	Corporation de développement communautaire des Hautes-Laurentides
15-06-5368	Corporation de développement communautaire des Hautes-Laurentides
15-00-5587	Maison des jeunes de La Minerve
15-00-5410	Nourri-Source - Laurentides
15-00-5242	Regroupement des usagers du transport adapté des Patriotes

5

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET **Action communautaire et action bénévole**

Région **16 - Montérégie**

Numéro de l'organisme	*Nom de l'organisme*
16-01-2659	Famille à coeur inc.
16-04-0464	Fédération québécoise des organismes communautaires famille
16-01-2825	Le fablier, Une histoire de familles
16-00-4292	Parrainage civique des MRC d'Acton et des Maskoutains
16-00-5580	Table de concertation des sans domicile fixe de la Rive-Sud

5

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET	**Action communautaire et action bénévole**
Région	**17 - Centre-du-Québec**

Numéro de l'organisme	*Nom de l'organisme*
17-00-5567	Syndicat des agricultrices du Centre du Québec

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET **Initiatives sociales**

Région **06 - Montréal**

Numéro de l'organisme	*Nom de l'organisme*
06-00-5601	Crocodile Roux
06-00-5599	Groupe d'aide et d'information sur le harcèlement sexuel au travail de la province de Québec inc.
06-00-5592	Parole d'exclues

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée

Répartition régionale

Fonds d'aide à l'action communautaire autonome

ÉTAT DES DEMANDES INITIALES REFUSÉES PAR VOLET ET PAR RÉGION

RÉGIONS	Défense collective des droits	Multisectoriel
01 - Bas-Saint-Laurent	1	0
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	3	0
03 - Capitale-Nationale	5	0
04 - Mauricie	2	0
05 - Estrie	2	0
06 - Montréal	12	1
07 - Outaouais	1	0
08 - Abitibi-Témiscamingue	2	0
09 - Côte-Nord	1	0
14 - Lanaudière	4	0
15 - Laurentides	3	0
16 - Montérégie	6	0
TOTAL	**42**	**1**

Total des demandes initiales refusées **43**

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET **Multisectoriels**

Région **06 - Montréal**

Numéro de l'organisme	*Nom de l'organisme*
06-01-3008	Centre de ressources de la troisième avenue

1

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET	**Soutien à la défense collective des droits**
Région	**01 - Bas-Saint-Laurent**

Numéro de l'organisme	***Nom de l'organisme***
01-00-5570	Service de transition en emploi

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET	**Soutien à la défense collective des droits**
Région	**02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean**

Numéro de l'organisme	*Nom de l'organisme*
02-00-5607	Comité des utilisateurs et utilisatrices du transport en commun régulier du Saguenay
02-00-5591	L'association des résidents de logements municipaux de Jonquière
02-00-4084	Service budgétaire populaire de La Baie et Bas Saguenay

3

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET	**Soutien à la défense collective des droits**
Région	**03 - Capitale-Nationale**

Numéro de l'organisme	*Nom de l'organisme*
03-00-5499	Association québécoise des retraité(e)s des secteurs public et parapublic
03-00-4219	Collectif québécois de conscientisation
03-00-5495	GLBT Québec inc.
03-01-1549	La société St-Vincent de Paul de Québec
03-00-5611	L'union des citoyens(nes) des Deux Rivières

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET	**Soutien à la défense collective des droits**
Région	**04 - Mauricie**

Numéro de l'organisme	*Nom de l'organisme*
04-01-2210	R.D.D.S. (Cap-de-la-Madeleine) inc.
04-00-4839	Service d'aide au consommateur-région 04

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET	**Soutien à la défense collective des droits**
Région	**05 - Estrie**

Numéro de l'organisme	*Nom de l'organisme*
05-00-5610	Association chasse et pêche de lac Mégantic inc.
05-00-5354	Les grands frères et grandes sœurs de l'Estrie inc.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET	**Soutien à la défense collective des droits**
Région	**06 - Montréal**

Numéro de l'organisme	*Nom de l'organisme*
06-00-5605	Alliance des logements de deuxième étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale
06-00-5608	Alternat'Elle
06-00-5590	Association des journalistes indépendants du Québec (A J I Q)
06-01-1168	Centre communautaire pour aînés de Verdun
06-00-5602	Centre des travailleuses en maisons privées
06-00-4908	Comité logement de Montréal-Nord
06-00-5253	Comité logement Lachine-Lasalle
06-00-5603	Fondation Rivières
06-00-5442	Fonds d'aide aux victimes d'erreurs médicales (FAVEM) inc.
06-00-5571	Juni-Sport
06-00-5511	Mouvement pour une démocratie nouvelle
06-00-5604	Observatoire vieillissement et société (OVS)

12

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET	**Soutien à la défense collective des droits**
Région	**07 - Outaouais**

Numéro de l'organisme	*Nom de l'organisme*
07-00-5343	Mouvement personne d'abord vallée de la Gatineau

1

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET	**Soutien à la défense collective des droits**
Région	**08 - Abitibi-Témiscamingue**

Numéro de l'organisme	*Nom de l'organisme*
08-00-5589	AQDR MRC Abitibi
08-01-2130	Association des sourds et des malentendants de l'Abitibi-Témiscamingue (ASEMAT)

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET	**Soutien à la défense collective des droits**
Région	**09 - Côte-Nord**

Numéro de l'organisme	*Nom de l'organisme*
09-00-5572	Action-Chômage Haute-Côte-Nord

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET	**Soutien à la défense collective des droits**
Région	**14 - Lanaudière**

Numéro de l'organisme	*Nom de l'organisme*
14-00-5577	Action-Logement Lanaudière
14-00-5384	AQDR MRC Joliette
14-01-0697	Association des sourds de Lanaudière inc.
14-00-4923	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR), section L'Assomption

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET **Soutien à la défense collective des droits**

Région **15 - Laurentides**

Numéro de l'organisme	*Nom de l'organisme*
15-00-5438	Association de promotion et d'éducation en logement
15-01-2455	Association des personnes handicapées Clair-Soleil
15-00-5242	Regroupement des usagers du transport adapté des Patriotes

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET	**Soutien à la défense collective des droits**
Région	**16 - Montérégie**

Numéro de l'organisme	*Nom de l'organisme*
16-00-5380	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré retraitées section monts et rivières de la Vallée du Richelieu
16-04-3233	Association québécoise des allergies alimentaires (AQAA)
16-00-5576	Centre de la famille St-Pie
16-00-5512	Comité logement de Vaudreuil-Soulanges
16-00-5606	L'O.E.I.L.
16-05-1871	Regroupement des accidentés de la Montérégie

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre	Liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée

Répartition régionale

Fonds québécois d'initiatives sociales

ÉTAT DES DEMANDES INITIALES REFUSÉES PAR RÉGION	
RÉGIONS	
	0
TOTAL	0

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre	Liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Région

Numéro de l'organisme	*Nom de l'organisme*

0

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre	Liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée

Répartition régionale

Programme de soutien financier en appui à la mission globale des Corporations de développement communautaire (CDC) intervenant dans la lutte contre la pauvreté confiés au MESS

ÉTAT DES DEMANDES INITIALES REFUSÉES PAR RÉGION	
RÉGIONS	
	0
TOTAL	0

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche 43C

Titre	Liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Région

Numéro de l'organisme	*Nom de l'organisme*

0

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, en date du 25 mars 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

No de fiche : RP44

Titre : Actions posées et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome et prévisions pour 2007-2008 et pour 2008-2009

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question est apportée dans le cadre de la question 51. S'y référer pour plus de détails.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, (SACAIS)

DATE : Le 2 avril 2009

ÉTUDE DE CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP45

Notes, études et analyses d'un nouveau plan d'action relié à la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Ces documents sont confidentiels.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu – 2 avril 2009
VALIDATION: Direction des politiques et de l'analyse stratégique – 3 avril 2009

ÉTUDE DE CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP46

Notes, études et analyses en lien avec l'article 20 sur tous les programmes ou initiatives législatives

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Ces documents sont confidentiels.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu – 2 avril 2009
VALIDATION : Direction des politiques et de l'analyse stratégique - 3 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : 47

Titre

Rapport sur les indicateurs du CEPE.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Sera disponible dès que le rapport sera rendu public.

SOURCE : Direction générale de la recherche, de l'évaluation et de la statistique – 7 avril 2009
VALIDATION: Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 7 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP48

Stratégie nationale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

État de situation détaillé au sujet des axes et sous-axes du Plan d'action en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

a. AXE 1 – Améliorer le bien-être des personnes en situation de pauvreté

- ajuster annuellement les prestations d'assistance-emploi;
- assouplir les règles de comptabilisation des actifs dans le cadre du Programme d'assistance-emploi;
- protéger la prestation à laquelle une personne a droit à l'assistance-emploi;
- offrir à toutes les familles une exemption partielle des revenus de pension alimentaire pour enfants dans le cadre du Programme d'assistance-emploi;
- pourvoir au financement du Réseau québécois du crédit communautaire;
- réviser annuellement le salaire minimum en fonction de l'évolution de la rémunération moyenne au Québec;
- appuyer davantage les travailleuses et les travailleurs à faible revenu par la mise en place de la nouvelle Prime au travail;
- une prime à la participation : augmenter l'allocation minimale d'aide à l'emploi accordée aux prestataires de l'assistance-emploi;
- favoriser une mise en mouvement rapide des nouveaux demandeurs d'assistance-emploi aptes au travail;
- augmenter la participation et améliorer l'accès à des mesures d'aide à l'emploi pour les groupes davantage touchés par la pauvreté;
- mieux soutenir l'intégration socioprofessionnelle des personnes immigrantes et des membres des minorités visibles;
- établir un régime particulier de soutien du revenu pour les personnes ayant des limitations importantes à l'emploi;
- augmenter le nombre de logements sociaux et abordables et accélérer leur réalisation;
- accorder des suppléments au loyer à 5 276 ménages pour atténuer les effets de la pénurie de logements;
- adapter le logement de plus de 6 000 personnes handicapées;
- adopter un cadre de gestion intégré pour offrir des services de soutien communautaire en logement social;
- favoriser le développement d'initiatives communautaires en matière d'habitation;
- améliorer l'offre de service destinée aux personnes sans-abri ou qui risquent de le devenir;
- miser sur la contribution des organismes communautaires;
- poursuivre le soutien à la mise en œuvre de projets d'approvisionnement alimentaire dans les communautés locales et les milieux défavorisés;
- poursuivre le soutien à la réalisation de mesures d'aide alimentaire ponctuelles, notamment en faveur des enfants;
- améliorer l'accès aux médicaments pour les personnes ayant un faible revenu.

b. AXE 2 – Prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale en développant le potentiel des personnes

- mettre en place un Soutien aux enfants aidant davantage les familles à faible revenu;
- favoriser le développement des enfants en provenance des milieux défavorisés en facilitant leur accès à des services de garde éducatifs de qualité;
- offrir des services intègres en périnatalité et en petite enfance pour les familles vivant en contexte de vulnérabilité;
- soutenir l'innovation et l'intégration des activités de prévention auprès des jeunes enfants (de zéro à six ans) et de leur famille;
- expérimenter le programme Famille, école et communauté : ensemble pour la réussite scolaire;
- implanter le Programme d'aide à l'éveil à la lecture et à l'écriture dans les milieux défavorisés;
- soutenir le réseau scolaire dans le développement de l'aide aux devoirs et aux leçons;
- soutenir le réseau scolaire dans le développement du mentorat au secondaire pour favoriser la réussite scolaire;
- assurer la qualification des jeunes provenant des centres jeunesse;
- intervenir en faveur des jeunes en grande difficulté dans les territoires de CLSC;
- adapter les services de formation et d'accompagnement aux besoins des jeunes, décrocheuses et décrocheurs scolaires ou faiblement scolarisés, âgés de 16 à 24 ans;

- encourager l'acquisition d'une première qualification en favorisant la conciliation travail et études;
- offrir des solutions de rechange à l'assistance-emploi aux jeunes de moins de 25 ans et sans contraintes à l'emploi;
- mettre en œuvre une entente interministérielle pour le développement des jeunes;
- se doter d'un Engagement jeunesse en faveur des jeunes de 16 à 24 ans sous-scolarisés ou sans emploi;
- soutenir des initiatives sociocommunautaires contribuant à favoriser la participation sociale des personnes aînées à faible revenu.

c. AXE 3 – Favoriser l'engagement de l'ensemble de la société

- investir au service des initiatives des milieux grâce au Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS);
- convenir des secteurs et des territoires prioritaires d'intervention et soutenir des actions à l'échelle de la région;
- soutenir l'émergence de stratégies locales en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale sur les territoires prioritaires d'intervention;
- amener les ministères et organismes concernés à établir les ressources consacrées aux territoires prioritaires d'intervention convenus avec les régions et les villes et à déterminer des attentes de résultats sur ces territoires;
- lutter contre les préjugés à l'égard des personnes en situation de pauvreté.

d. AXE 4 – Assurer la constance et la cohérence de l'action

- évaluer l'impact des propositions de nature législative ou réglementaire sur le revenu des personnes en situation de pauvreté;
- assurer un pilotage interministériel efficace et coordonné;
- intensifier les échanges avec le gouvernement du Canada;
- intensifier le dialogue avec les nations autochtones et soutenir l'émergence de stratégies locales dans les villages et réserves.

Exposé et statistiques

Le Ministère a rendu compte de la première année de la mise en œuvre du *Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale* en déposant le bilan de l'an I devant l'Assemblée nationale en juin 2005. Le bilan de l'an 2 a été rendu public à la fin de l'année 2006, celui de l'an 3 en 2007 et celui de l'an 4, le 3 novembre 2008 (en annexe). Les quatre bilans révèlent que toutes les mesures du plan d'action ont été mises en œuvre. Des interventions en matière de prévention de la pauvreté, d'amélioration de la situation financière, de réussite scolaire, d'accès à des logements abordables et d'insertion sociale et professionnelle ont été offertes afin de lutter contre les causes et les conséquences de la pauvreté. Un cinquième bilan est en préparation; il devrait être rendu public à l'automne prochain.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu – 10 mars 2009
VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – BSMA - 19 mars 2009

INVESTISSEMENTS DU GOUVERNEMENT DANS LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ
(Avril 2008)

	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	Total sur 5 ans
Mesures pour les personnes et les familles à faible revenu	104	416	503	591	671	2 285
Investissement dans le logement social	67	126	175	160	173	701
Autres mesures	2	17	46	72	198	335
TOTAL	**173**	**559**	**724**	**823**	**1 042**	**3 320**

D:\Documents and Settings\glama03\Local Settings\Temp\[Plan d'action - Investissements 3 3 G$ - 11-09-081.xls]Feuil1

Tableau des investissements prévus dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale
(Avril 2008 - avec budget 2008-2009) (Comptabilité d'exercice)

	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	Total sur 5 ans
Mesures pour les personnes et les familles à faible revenu						
- Indexation des prestations de l'aide sociale	7	40	92	141	180	460
- Programme d'aide et d'accompagnement social	0	0	2	13	18	34
- Prime au travail	3	204	208	214	215	844
- Versement par anticipation de la Prime au travail pour les ménages sans enfants	0	0	0	0	3	3
- Supplément pour les prestataires de longue durée	0	0	0	0	7	7
- Nouvelle Prime pour les personnes présentant des contraintes sévères à l'emploi	0	0	0	0	2	2
- Soutien aux enfants	94	172	200	214	233	913
- Crédit d'impôt pour maintien à domicile	0	0	1	8	13	22
Sous-total	**104**	**416**	**503**	**591**	**671**	**2 285**
Investissement dans le logement social	104					
- Construction de logements à loyer modique ou abordable[1]	37	91	117	117	144	506
- Programme RénoVillage	6	0	0	0	0	6
- Adaptation du logement de 6 010 personnes handicapées	7	11	11	3	0	32
- Accorder des suppléments au loyer aux ménages	17	19	18	16	9	77
- Hausse des dépenses pour l'entretien et la rénovation des logements sociaux	0	5	5	20	20	50
- Compensation de la hausse des coûts de construction des logements sociaux	0	0	25	5	0	29
Sous-total	**67**	**126**	**175**	**160**	**173**	**701**
Autres mesures						
- Exemption partielle des revenus de pension alimentaire	0	4	14	14	14	46
- Instaurer un barème plancher à l'aide sociale	0	5	10	10	10	35
- Favoriser l'épargne chez les ménages à faible revenu	0	0	5	7	7	19
- Investir dans le Réseau québécois du crédit communautaire	2	2	2	2	2	9
- Gratuité des médicaments	0	5	7	24	29	65
- Rehaussement des seuils d'admissibilité à l'aide juridique	0	2	8	15	22	47
- Fonds pour favoriser le développement des enfants en situation de pauvreté[2]	0	0	0	0	40	40
Sous-total	**2**	**17**	**46**	**72**	**124**	**261**
Pacte pour l'emploi (MESS)	**0**	**0**	**0**	**0**	**74**	**74**
TOTAL	**173**	**559**	**724**	**823**	**1 042**	**3 320**

1. Dans le cadre du premier Plan d'action le gouvernement s'est engagé à construire 22 000 logements sociaux. Le Budget 2008-2009 prévoit la construction de 2 000 logements sociaux supplémentaires portant ainsi l'objectif à 24 000.
2. Inclus le montant versé par la Fondation Lucie et André Chagnon.

Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2004-2009

BILAN DE LA QUATRIÈME ANNÉE

Octobre 2008

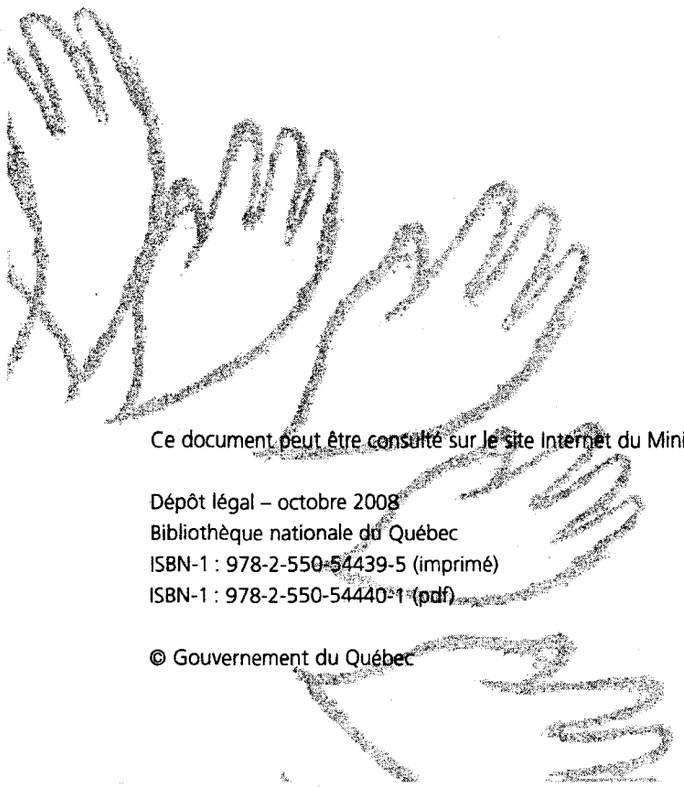
Québec

Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2004-2009

BILAN DE LA QUATRIÈME ANNÉE

Octobre 2008

Québec



Ce document peut être consulté sur le site Internet du Ministère : **www.mess.gouv.qc.ca**

Dépôt légal – octobre 2008
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN-1 : 978-2-550-54439-5 (imprimé)
ISBN-1 : 978-2-550-54440-1 (pdf)

© Gouvernement du Québec

Ce rapport a été préparé par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale en collaboration avec le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, le ministère de la Famille et des Aînés, le ministère du Travail, le ministère de la Justice, le ministère des Finances, le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, le ministère des Affaires municipales et des Régions, la Société d'habitation du Québec, l'Office des personnes handicapées du Québec, le Secrétariat à la jeunesse et le Secrétariat à la condition féminine.

MOT DU MINISTRE

C'est avec plaisir que je vous présente le bilan de la quatrième année de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2004-2009, intitulé *Concilier liberté et justice sociale : un défi pour l'avenir*. Ce plan d'action s'appuie sur la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et découle de l'application de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Cette loi guide l'action gouvernementale et engage l'ensemble de la société québécoise dans ce formidable défi de faire du Québec, sur un horizon de dix ans, l'une des nations industrialisées où l'on compte le moins de personnes vivant dans la pauvreté et l'exclusion sociale.

Depuis quatre ans, grâce à la synergie de tous les partenaires concernés, qu'ils soient communautaires, institutionnels ou gouvernementaux, nous avons pu innover et décloisonner l'action afin d'appuyer les efforts des personnes et des familles en situation de pauvreté et d'exclusion pour atteindre une meilleure qualité de vie. Je suis fier de rappeler que, dans le cadre du plan d'action, plus de 3,3 milliards de dollars sur cinq ans ont été investis pour vaincre la pauvreté et l'exclusion sociale au Québec.

Les grandes gagnantes du plan d'action sont les familles à faible revenu, chez qui l'on constate une nette amélioration du revenu disponible. En effet, même en tenant compte de l'inflation, les familles monoparentales et biparentales avec de jeunes enfants ont enregistré un gain de leur revenu disponible variant de 10,6 % à 12,7 % depuis 2003. Les personnes seules et les couples sans enfants qui travaillent à temps plein au salaire minimum ont aussi connu un gain appréciable, variant de 7 % à 12,9 %. Rappelons d'ailleurs que le salaire minimum est passé à 8,50 $ l'heure en mai 2008, ce qui représente un bond de 6,3 %.

La clientèle des programmes d'aide financière de dernier recours diminue toujours. Entre mars 2003 et mars 2008, on observe une baisse de 16,9 % du nombre d'enfants, de 8 % du nombre d'adultes prestataires ainsi qu'une diminution de 17,8 % du nombre d'adultes chefs de famille monoparentale. On remarque également qu'il y a moins de femmes que d'hommes à l'aide financière de dernier recours : en mars 2008, la proportion des femmes était de 48,8 %, alors que celle des hommes était de 51,2 %.

L'emploi constitue toujours pour nous un levier important afin d'échapper à la pauvreté et à l'exclusion sociale. C'est pourquoi je rappelle avec fierté la mise en œuvre du Pacte pour l'emploi, en mars 2008, ainsi que celle de la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées, en mai 2008. Ces initiatives découlent de l'esprit même du plan d'action et constituent des réponses adaptées aux besoins d'une main-d'œuvre potentielle pour qui l'accès au travail ne peut pas toujours être immédiat.

Malgré des gains substantiels, il reste encore beaucoup à faire. Je suis bien conscient, par exemple, de la fragilité persistante des personnes seules inscrites au Programme d'aide sociale et des difficultés que connaissent plusieurs quartiers de nos grandes villes, de même que certaines régions du Québec. Il est donc nécessaire de poursuivre une action concertée. C'est pourquoi j'invite l'ensemble des partenaires de ce plan d'action à s'investir avec la même détermination dans les travaux préparatoires au second plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

En terminant, je tiens à remercier de façon particulière celles et ceux qui contribuent chaque jour, dans leur milieu, à améliorer les conditions de vie des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion. Chaque victoire, petite ou grande, leur appartient en grande partie.

Le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale,

Sam Hamad

Sam Hamad

SOMMAIRE

Le bilan de la quatrième année d'implantation du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale est placé sous le signe de la consolidation des mesures du plan d'action mises en place depuis 2004 par l'ensemble des partenaires et par de nouvelles initiatives qui rejoignent la vision et les objectifs du premier plan.

1. UNE QUATRIÈME ANNÉE DE RÉALISATIONS STRUCTURANTES

1.1 DES INTERVENTIONS VISANT À AMÉLIORER LE BIEN-ÊTRE DES PERSONNES EN SITUATION DE PAUVRETÉ

Afin d'améliorer le revenu des personnes et des familles

- Hausse du **salaire horaire** minimum à 8,00 $ le 1er mai 2007 et à 8,50 $ le 1er mai 2008
- Aide apportée à plus de 870 000 familles par le **Soutien aux enfants** en 2007
- Soutien à 569 000 ménages par la **Prime au travail** en 2006
- **Indexation** complète des prestations de solidarité sociale et indexation partielle des prestations d'aide sociale au 1er janvier 2008
- Exemption partielle pour **revenus de pension alimentaire** accordée à 11 815 adultes prestataires en janvier 2008
- **Prestation minimale** à l'abri de toute réduction liée au défaut d'entreprendre des démarches en vue d'intégrer le marché du travail
- **Assouplissements** apportés aux règles de comptabilisation des actifs pour les prestataires de programmes d'aide financière de dernier recours

À l'intention de clientèles particulières

- Mise en place des programmes d'aide et d'accompagnement social **Interagir**, le 1er avril 2007, et **Réussir**, le 1er septembre 2007
- Bonification du **crédit d'impôt pour stage en milieu de travail** à l'intention des personnes handicapées et immigrantes
- Augmentation du nombre de **contrats d'intégration au travail** et d'emplois en **entreprises adaptées**
- Mise en place d'une nouvelle **Prime au travail adaptée** pour les personnes présentant des contraintes sévères à l'emploi
- Poursuite de l'**Entente interministérielle pour favoriser l'intégration au marché du travail** des immigrants et des personnes appartenant aux minorités visibles
- Augmentation du nombre de participants au **Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi** (PRIIME)
- Signature d'ententes, en 2007-2008, afin de faciliter l'**accès aux professions et métiers réglementés** pour les personnes formées à l'étranger
- Dans le cadre de l'**Initiative ciblée pour les travailleurs âgés**, réalisation de projets concernant plus de 600 travailleurs

Pour améliorer les conditions d'habitation

- Annonce de l'augmentation du nombre de logements sociaux, communautaires ou abordables qui passe à 24 000
- Entre janvier 2007 et mars 2008, investissement de 61,5 millions de dollars pour favoriser les initiatives visant à **rehausser la qualité des logements privés, publics et communautaires**
- Mise en œuvre du **Plan québécois des infrastructures** qui prévoit d'importants investissements afin de permettre le maintien et la rénovation du parc de logements sociaux
- Entre janvier 2008 et mars 2009, soutien financier accordé à 250 projets dans le cadre de l'**Initiative de partenariats de lutte contre l'itinérance 2007-2009**
- **Adaptation de logements** pour les personnes handicapées
- Appui soutenu aux **actions communautaires**, notamment par l'intermédiaire du nouveau Cadre de référence sur le soutien communautaire en logement social ainsi que du Programme d'aide aux organismes communautaires et du Programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en HLM

Mesures additionnelles visant l'amélioration des conditions de vie des personnes et des familles

- Investissement annuel en **sécurité alimentaire** de 3,4 millions de dollars, dont 200 000 $ pour soutenir le Regroupement des cuisines collectives du Québec et l'Association québécoise des banques alimentaires et des Moissons
- Reconduction de l'entente avec le **Club des petits déjeuners** en 2007-2008 visant plus de 14 000 jeunes répartis dans 225 écoles
- **Gratuité des médicaments** pour les personnes âgées de 65 ans ou plus qui reçoivent 94 % ou plus du Supplément de revenu garanti ainsi que pour les prestataires du programme d'aide sociale (1er juillet 2007)
- Rehaussement des **seuils d'admissibilité à l'aide juridique** le 1er janvier 2008
- Hausse des montants accordés au **Réseau québécois de crédit communautaire**, qui sont passés de 1,5 million de dollars en 2006-2007 à 2,2 millions en 2007-2008
- Accroissement des sommes investies dans le cadre de la **Politique gouvernementale en matière d'action communautaire**

1.2 DES ACTIONS POUR PRÉVENIR LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE EN DÉVELOPPANT LE POTENTIEL DES PERSONNES

Le soutien aux parents et à la petite enfance

- En 2007, soutien apporté à 113 449 personnes par le **Régime québécois d'assurance parentale**
- Prolongation de l'entente concernant la corporation **Autonomie Jeunes Familles** jusqu'en 2010
- Pour l'année 2007-2008, 5 568 femmes jointes par les **Services intégrés en périnatalité et à la petite enfance**, dont 1 776 femmes âgées de moins de 20 ans
- En mars 2008, conclusion d'une entente entre, d'une part, 474 centres de la petite enfance et 16 garderies et, d'autre part, 82 centres de santé et de services sociaux afin que les **services de garde éducatifs soient accessibles aux plus démunis**

La réussite et la persévérance scolaires

- Depuis 2004-2005, d'importants investissements sont réalisés pour mieux **soutenir les élèves en difficulté** dans les écoles primaires et secondaires. En 2007-2008, c'est 133,3 millions de dollars qui ont été investis
- Élargissement du programme **Agir autrement** en 2007-2008 pour joindre deux fois plus d'élèves (229 400)
- En 2007-2008, poursuite de la réalisation de leurs missions pour les programmes **Famille, école et communauté réussir ensemble, Aide à l'éveil à la lecture et à l'écriture dans les milieux défavorisés, Aide aux devoirs, Écoles en forme et en santé** et **Soutien à l'école montréalaise**

À l'intention des jeunes de moins de 25 ans

- La mesure **Engagement jeunesse** a été implantée dans l'ensemble des 17 régions du Québec en 2007-2008.
- Le projet **Qualification des jeunes** a été offert dans cinq nouveaux centres jeunesse en 2007-2008.
- En avril 2007, le **Programme alternative jeunesse** a été implanté dans l'ensemble des centres locaux d'emploi pendant que la mesure d'accompagnement **Jeunes en action** était mise en place.
- La nouvelle initiative **Découvrir** a été mise en œuvre en novembre 2007.
- Le **Programme pour favoriser le retour en formation des jeunes âgés de 16 à 24 ans, IDÉO 16-17** et **Québec pluriel** ont poursuivi leurs interventions auprès des jeunes en 2007-2008.

À l'intention des aînés

- Le programme **Du cœur à l'action pour les aînés du Québec** a encouragé la réalisation, en 2007-2008, de projets destinés aux aînés financièrement défavorisés. Cent projets ont été subventionnés au cours de cette année.

1.3 FAVORISER L'ENGAGEMENT DE L'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ

- En 2007-2008, le **Fonds québécois d'initiatives sociales** a investi 7,9 millions de dollars pour la réalisation de projets liés au plan d'action.
- En mars 2008, 53 territoires de centres locaux d'emploi s'étaient dotés d'ententes visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans le cadre de l'**Approche territoriale intégrée.**
- Le **Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale** a publié l'avis *Des tarifs qui excluent... des solutions qui rassemblent.*

1.4 ASSURER LA CONSTANCE ET LA COHÉRENCE DE L'ACTION

- Les travaux du **Comité interministériel de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale** se sont poursuivis, notamment dans l'optique d'élaborer le prochain plan d'action en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.
- Le **Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion** a publié *Le faible revenu au Québec : un état de situation.*

2. D'AUTRES AJOUTS SIGNIFICATIFS

- Annonce du **Pacte pour l'emploi**, en mars 2008, une stratégie globale qui poursuit l'objectif de doter le Québec d'une main-d'œuvre mieux formée et performante
- **Campagne publicitaire** élaborée **notamment pour lutter contre les préjugés à l'égard des personnes plus éloignées du marché du travail** et mettre en valeur la volonté des personnes à se trouver un emploi
- **Création d'un fonds de 400 millions** de dollars sur dix ans pour financer des actions et des projets qui favoriseront le développement d'enfants, âgés d'au plus 5 ans, en situation de pauvreté
- Adoption en mai 2008 de la **Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées** afin de favoriser l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées

3. DES RÉSULTATS FORT ENCOURAGEANTS DEPUIS 2003

3.1 REVENU DISPONIBLE[1]

Le revenu disponible des personnes et des familles a augmenté entre 2003 et 2008. Lorsque l'adulte ou l'un des deux adultes du couple travaille à temps plein au salaire minimum, on observe des hausses du revenu disponible, en dollars courants, de :

- 22,9 % pour une famille monoparentale ayant un enfant âgé de moins de 5 ans;
- 22,4 % pour une famille biparentale ayant un enfant âgé de moins de 5 ans;
- 25 % pour un couple sans enfants;
- 18,5 % pour une personne seule.

Lorsque le ménage est prestataire du programme d'aide sociale, on observe des hausses du revenu disponible, en dollars courants, de :

- 23,1 % pour une famille monoparentale ayant un enfant âgé de moins de 5 ans;
- 24,8 % pour une famille biparentale ayant un enfant âgé de moins de 5 ans;
- 5,6 % pour un couple sans enfants;
- 5,4 % pour une personne seule.

1. Paramètres en date d'avril 2003 et de juillet 2008. Le temps plein correspond à un emploi de 37,5 heures par semaine.

3.2 DIMINUTION DE LA CLIENTÈLE DES PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE DE DERNIER RECOURS

La clientèle des programmes d'aide financière de dernier recours est en diminution. Entre mars 2003 et 2008, on observe :

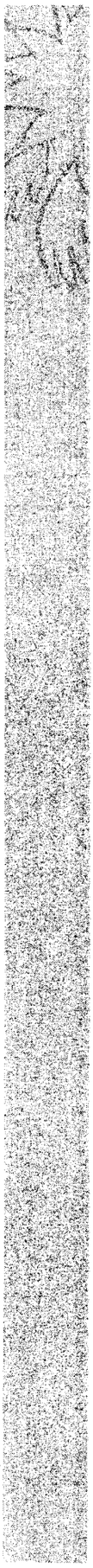
- une baisse du taux d'assistance sociale[2], de 8,4 % à 7,5 %;
- une diminution de 8 % (32 465 adultes) du nombre d'adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours, qui est passé de 404 360 à 371 895 adultes.

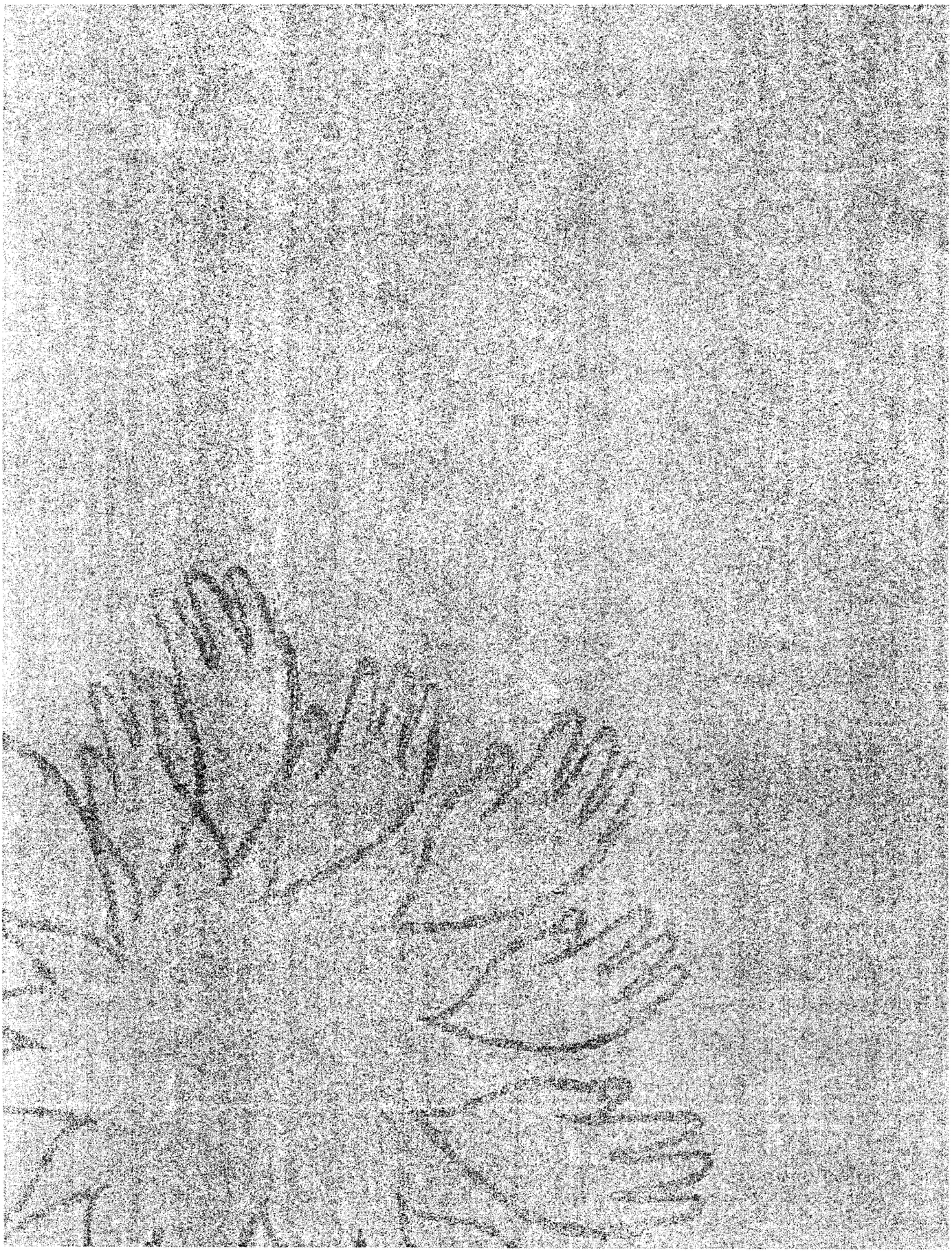
4. VERS UN DEUXIÈME PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

Au cours de l'année 2007-2008, une première série de rencontres entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et les ministères et organismes membres du Comité interministériel ont permis de cerner les grands enjeux à venir au cours des prochaines années. Il s'agit, en particulier, des nouvelles réalités du monde du travail et des besoins des personnes et des groupes qui ont moins profité des avancées des dernières années, notamment les personnes seules en situation de pauvreté et d'exclusion, les personnes handicapées, les autochtones, les personnes immigrantes et les minorités visibles. La situation des aînés sera également examinée de près.

Les travaux en cours prévoient également un arrimage avec de nouveaux lieux de réflexion, de concertation, d'observation et de recherche qui ont été mis sur pied au cours des dernières années, notamment le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion.

2. Les programmes d'assistance sociale regroupent les programmes d'aide sociale, de solidarité sociale et le Programme alternative jeunesse.





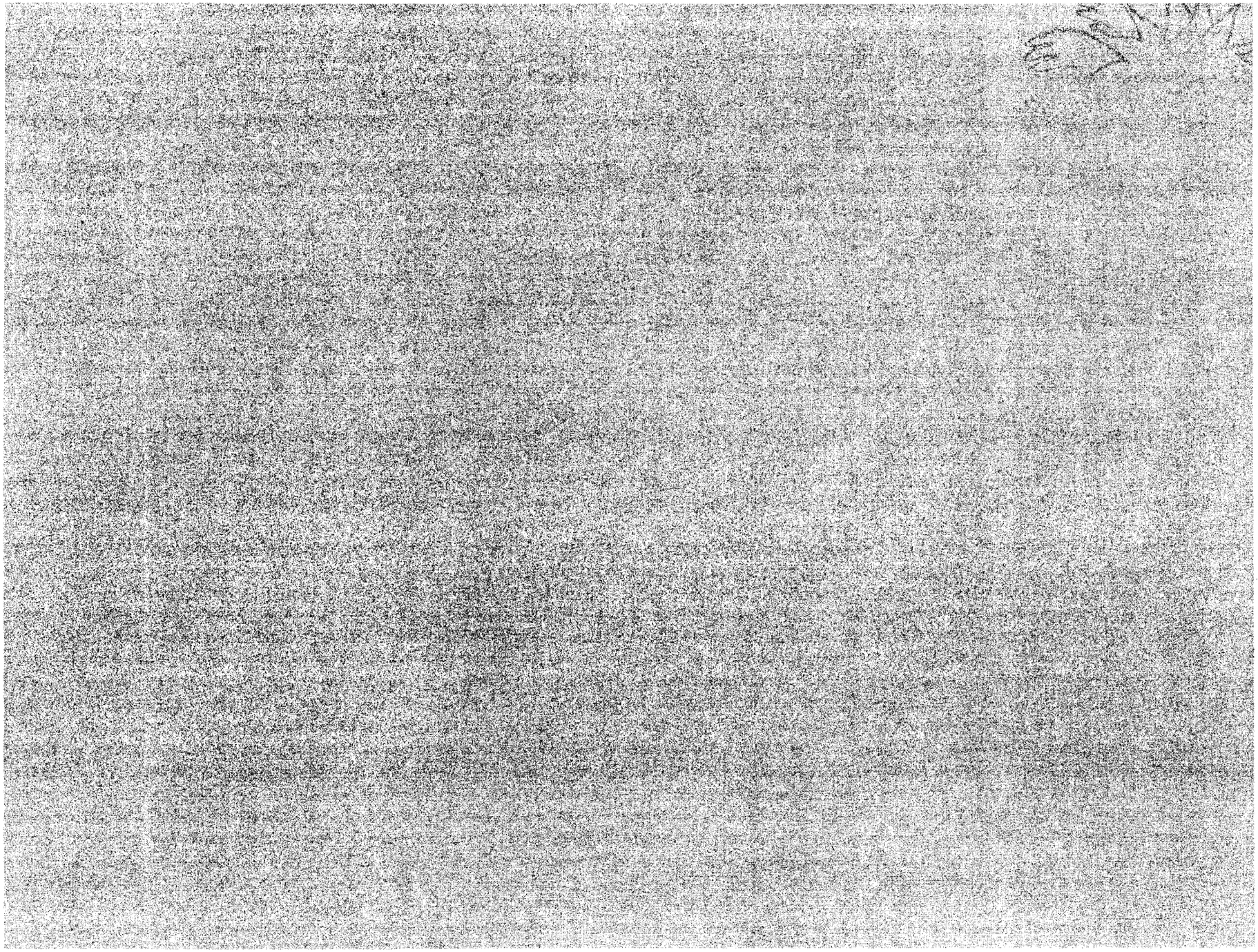


TABLE DES MATIÈRES

MOT DU MINISTRE 5

SOMMAIRE 7

INTRODUCTION 17

1. RAPPEL DES JALONS D'UNE DÉMARCHE SOLIDAIRE 17

2. UNE QUATRIÈME ANNÉE DE RÉALISATIONS STRUCTURANTES 18

2.1 AMÉLIORER LE BIEN-ÊTRE DES PERSONNES EN SITUATION DE PAUVRETÉ 18

2.2 PRÉVENIR LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE EN DÉVELOPPANT LE POTENTIEL DES PERSONNES 27

2.3 FAVORISER L'ENGAGEMENT DE L'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ 32

2.4 ASSURER LA CONSTANCE ET LA COHÉRENCE DE L'ACTION 33

3. D'AUTRES AJOUTS SIGNIFICATIFS 34

3.1 LE PACTE POUR L'EMPLOI : UN PROJET DE SOCIÉTÉ 34

3.2. CRÉATION D'UN FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ENFANTS ÂGÉS D'AU PLUS 5 ANS EN SITUATION DE PAUVRETÉ 35

3.3. LA STRATÉGIE NATIONALE POUR L'INTÉGRATION ET LE MAINTIEN EN EMPLOI DES PERSONNES HANDICAPÉES 35

4. DES RÉSULTATS ENCOURAGEANTS 36

4.1 LA MESURE DU PANIER DE CONSOMMATION (MPC) 36

4.2 LE TRAVAIL ET L'EMPLOI 36

4.3 L'ÉVOLUTION DU REVENU DISPONIBLE DES FAMILLES ET DES PERSONNES EN SITUATION DE PAUVRETÉ 37

4.4 LA DIMINUTION CONTINUE DE LA CLIENTÈLE DES PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE DE DERNIER RECOURS 41

4.5 LES TRAVAUX D'ÉVALUATION DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE 41

4.6 L'ANALYSE DIFFÉRENCIÉE SELON LES SEXES 42

5. VERS UN DEUXIÈME PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE 43

CONCLUSION : UN QUÉBEC À L'AVANT-GARDE 44

INTRODUCTION

Le bilan de la quatrième année d'implantation du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2004-2009 est placé sous le signe de la consolidation des mesures du plan d'action mises en place depuis 2004 par l'ensemble des partenaires. Il se caractérise également par de nouvelles initiatives qui rejoignent la vision et les objectifs de ce premier plan. Mais, avant de présenter ces actions, voici un bref rappel des principaux jalons qui ont marqué cette démarche solidaire.

1. RAPPEL DES JALONS D'UNE DÉMARCHE SOLIDAIRE

D'emblée, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale a été reconnue au Québec comme l'un des grands défis du nouveau millénaire. Vers la fin des années 1990, un vaste mouvement citoyen militait en faveur des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion. En 2001, le gouvernement du Québec faisait sienne cette cause et mettait sur pied une vaste consultation à partir du document *Ne laisser personne de côté!* Ce document d'orientation a été largement diffusé et commenté par de nombreuses instances locales, régionales et nationales, dont des personnes en situation de pauvreté.

Le Québec s'est alors fixé un objectif ambitieux qu'il a consigné dans la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale : « Tendre vers un Québec sans pauvreté » (article 1). Cette loi, adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale en décembre 2002, plaçait le Québec à l'avant-garde des nations qui font d'une plus grande justice sociale un atout pour leur développement. Un consensus s'est alors établi : faire du Québec, en dix ans, l'une des nations industrialisées comptant le moins de personnes en situation de pauvreté et d'exclusion.

Le plan d'action pour 2004-2009, *Concilier liberté et justice sociale : un défi pour l'avenir*, découle de l'application de cette loi et s'appuie sur la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Il prend la forme d'un ensemble de mesures structurantes, pour lesquelles le gouvernement du Québec a initialement prévu un investissement de 2,5 milliards de dollars sur un horizon de cinq ans. Cet investissement a été revu à la hausse à plusieurs reprises et se chiffrait, au 31 mars 2008, à plus de 3,3 milliards de dollars.

Un comité interministériel composé des principaux ministères et organismes interpellés par la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale a été mis en place, en juin 2004, sous la responsabilité du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Les travaux du comité se poursuivent, dans une perspective d'évaluation du plan d'action 2004-2009 et de conception d'un second plan.

2. UNE QUATRIÈME ANNÉE DE RÉALISATIONS STRUCTURANTES

Cette section rappelle, à partir des quatre axes du plan d'action, les réalisations du gouvernement du Québec et de l'ensemble de ses partenaires, en 2007-2008, visant à améliorer le bien-être des personnes en situation de pauvreté, à prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale en développant le potentiel des personnes, à favoriser l'engagement de l'ensemble de la société et, enfin, à assurer la constance et la cohérence de l'action.

2.1 Améliorer le bien-être des personnes en situation de pauvreté

2.1.1 L'amélioration du revenu des personnes et des familles

Au cours de l'année 2007-2008, plusieurs initiatives du gouvernement ont favorisé l'accroissement du revenu des personnes et des familles.

POUR TOUS LES MÉNAGES CONCERNÉS

Des hausses du salaire minimum

Depuis quelques années déjà, le niveau du salaire minimum augmente au Québec. La rémunération minimale horaire est passée de 7,75 $ à 8,00 $ le 1er mai 2007 et à 8,50 $ le 1er mai 2008. Cette dernière hausse (0,50 $) est la plus importante depuis l'augmentation décrétée en 1975. Notons d'ailleurs qu'en proportion du salaire moyen le salaire minimum, au Québec, est l'un des plus élevés au Canada. En août 2008, 233 786 personnes étaient rémunérées au taux général du salaire minimum ou en dessous de celui-ci, dont 135 550 femmes et 98 236 hommes.

Un soutien financier bonifié pour les familles avec enfants

Introduit en janvier 2005, le Soutien aux enfants procure un meilleur soutien financier aux familles à faible ou moyen revenu. Ce crédit, qui est versé à tous les ménages ayant des enfants âgés de moins de 18 ans, s'avère substantiellement plus élevé que les anciennes mesures. En 2008, ce soutien attribue à une famille monoparentale, par exemple, un montant annuel de 2 857 $ lorsque le ménage a un enfant et de 3 915 $ lorsque le ménage a deux enfants. En 2007, 2,1 milliards de dollars ont été versés à plus de 870 000 familles, incluant les versements au titre du Supplément pour enfant handicapé. La part de cette mesure qui est destinée aux ménages à faible revenu (en vertu de la mesure de faible revenu avant impôt) totalise 214 millions de dollars pour l'année financière 2007-2008.

Une prime incitative au travail

Depuis janvier 2005, les travailleurs à faible ou moyen revenu ont accès à la Prime au travail. Ce crédit d'impôt remboursable vise notamment à favoriser l'intégration au marché du travail et le maintien en emploi des personnes. Pour l'année 2008, la prime peut atteindre jusqu'à 517,72 $ pour une personne seule, 801,08 $ pour un couple sans enfants, 2 218,80 $ pour une famille monoparentale et 2 861 $ pour un couple ayant des enfants.

Les plus récentes données disponibles révèlent que 568 974 ménages ont bénéficié de la Prime au travail en 2006, pour un montant total de 353,7 millions de dollars.

POUR LES PRESTATAIRES DES PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE DE DERNIER RECOURS

Des prestations indexées annuellement

Les prestations du Programme de solidarité sociale (pour les personnes avec contraintes sévères à l'emploi et leurs conjoints) sont annuellement indexées selon le taux utilisé pour le régime d'imposition des particuliers. En janvier 2008, 126 299 ménages ont reçu l'indexation complète de leurs prestations. Les 205 130 ménages prestataires du Programme d'aide sociale (personnes sans contraintes sévères à l'emploi selon la réglementation en vigueur) ont, pour leur part, vu leurs prestations à moitié indexées.

Rappelons que le Québec est la seule province canadienne, avec Terre Neuve-et-Labrador, à s'être engagée à indexer les prestations des programmes d'aide financière de dernier recours. L'indexation des prestations du 1er janvier 2008 représente un investissement de l'ordre de 6,3 millions de dollars pour les trois premiers mois de l'année 2008 et de 25,1 millions de dollars pour l'année financière 2008-2009.

Des pensions alimentaires partiellement exemptées

L'exemption partielle pour revenus de pension alimentaire, d'un montant maximal de 100 $ par mois, a été élargie en 2006 à toutes les familles prestataires d'une aide financière de dernier recours ayant un enfant à charge âgé de moins de 18 ans. En janvier 2008, c'est 11 815 adultes prestataires qui ont bénéficié de cette exemption, soit 11 205 femmes et 610 hommes. Pour l'année 2007 2008, le coût estimé de cette mesure s'élève à 14 millions de dollars.

Une prestation minimale et certains assouplissements aux règles de comptabilisation des actifs

Depuis 2005, le principe de la prestation minimale protège le montant de la prestation de toute réduction liée au défaut d'entreprendre des démarches en vue d'intégrer le marché du travail ou au refus d'un emploi. Ce principe assure également que le montant de la prestation ne peut être réduit de plus de 50 % par une retenue en remboursement d'une dette au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

En outre, des assouplissements sont apportés depuis plusieurs années aux programmes d'aide financière de dernier recours. En octobre 2007, l'entrée en vigueur de nouvelles dispositions a permis, à certaines conditions, d'exclure désormais les sommes retirées d'un régime enregistré d'épargne-retraite dans le cadre du Régime d'accession à la propriété.

2.1.2 Des mesures à l'intention de clientèles particulières

Certaines clientèles particulières sont visées par le plan d'action, notamment les personnes éloignées du marché du travail, les personnes immigrantes ainsi que les travailleuses et les travailleurs âgés de 55 ans ou plus. Des interventions ont été mises en œuvre spécifiquement pour ces personnes.

POUR LES PERSONNES ÉLOIGNÉES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Mise en place de programmes d'aide et d'accompagnement

Des programmes d'aide et d'accompagnement social ont été mis en œuvre afin de permettre aux participants, grâce à une aide et à un accompagnement structurés, de chercher notamment des solutions permettant de lever les obstacles qui nuisent à leur cheminement socioprofessionnel.

Un premier programme, Devenir, a été mis en place le 1er mai 2006 pour les prestataires d'une aide financière de dernier recours qui éprouvent des difficultés les empêchant d'envisager une intégration sur le marché du travail, voire une démarche dans les services publics d'emploi. Toutefois, une telle démarche devrait être entreprise dans les 12 mois suivant le début de la participation à Devenir. En 2007 2008, deux autres programmes d'aide et d'accompagnement social se sont ajoutés à Devenir. Interagir, implanté le 1er avril 2007, s'adresse à une clientèle pour qui l'intégration en emploi ne peut être envisagée qu'à plus long terme. Aussi, Réussir a été mis en œuvre le 1er septembre 2007 pour répondre aux besoins des personnes ayant des contraintes sévères à l'emploi qui sont engagées dans une démarche de formation et qui ne peuvent respecter le rythme habituellement exigé pour avoir droit au Programme de prêts et bourses du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS).

En 2007-2008, 6 983 personnes ont amorcé une participation à l'un ou l'autre de ces programmes, ce qui représente un investissement de 14,6 millions de dollars.

Les premiers résultats découlant de la mise en place des programmes d'aide et d'accompagnement social s'avèrent prometteurs. Ainsi, un sondage mené auprès des personnes ayant entrepris une participation à Devenir au cours de l'année 2006-2007 révèle un important niveau d'activité des individus à la suite de leur participation, soit pour 79 % d'entre eux. Considérant que les individus ont pu réaliser différentes activités de façon successive ou concomitante, ils ont été actifs soit par l'obtention d'un emploi (29 %), un retour aux études (26 %), une participation à une mesure ou à un programme (40 %) ou un engagement communautaire (37 %).

Un crédit d'impôt bonifié pour les entreprises

Le Crédit d'impôt pour stage en milieu de travail à l'intention des personnes handicapées vise à encourager la participation des entreprises aux activités de formation de la main-d'œuvre et à permettre aux étudiants de compléter les stages nécessaires à l'obtention de leur diplôme. En mars 2008, le gouvernement du Québec a bonifié cette intervention, le taux du crédit d'impôt passant de 30 % à 40 % pour les sociétés. Notons que le nombre maximal d'heures de supervision accordé à une personne handicapée a également doublé.

Accessibilité accrue à des contrats d'intégration au travail ainsi qu'à des emplois en entreprises adaptées

Dans le cadre du Pacte pour l'emploi, le gouvernement a annoncé l'ajout de 550 contrats d'intégration au travail par année. Cette mesure, qui vise à favoriser l'embauche et le maintien en emploi des personnes handicapées, permet aux employeurs, moyennant le respect de certaines conditions, de recevoir une subvention pour compenser le coût des accommodements requis. En 2007-2008, 3 914 adultes ont participé à cette mesure.

Le Programme de subvention aux entreprises adaptées vise à soutenir des entreprises qui offrent des emplois de qualité répondant aux besoins des personnes handicapées. Ce programme permet donc de financer les salaires et de compenser les dépenses engagées pour mettre en place les mesures d'adaptation nécessaires à l'emploi de personnes présentant des incapacités. D'ici à 2013, 825 nouveaux postes supplémentaires en entreprises adaptées seront progressivement créés pour des personnes lourdement handicapées. En 2007-2008, 3 740 personnes ont bénéficié de ce programme.

Une nouvelle prime au travail adaptée

Une nouvelle prime au travail adaptée pour les personnes présentant des contraintes sévères à l'emploi et pour les personnes handicapées a été mise en place en 2008. Cette mesure vise à reconnaître que ces personnes doivent souvent franchir des obstacles importants lorsqu'elles intègrent le marché du travail. Il est estimé que 10 000 ménages pourraient bénéficier annuellement de cette mesure, pour un investissement de 3 millions de dollars par année.

POUR LES IMMIGRANTS ET LES MEMBRES DE MINORITÉS VISIBLES

Une meilleure complémentarité des services

Une entente interministérielle pour favoriser l'intégration au marché du travail des immigrants et des personnes appartenant aux minorités visibles a été signée en mai 2004. Devant prendre fin en mai 2007, cette entente a été prolongée jusqu'en juin 2008. Elle a notamment permis de s'assurer d'une meilleure complémentarité des services entre les différents partenaires afin de faciliter le parcours d'insertion professionnelle des personnes immigrantes.

Un programme d'aide à l'intégration encore plus accessible

Le Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME) a été mis en place, en mai 2005, afin d'inciter les employeurs à embaucher des personnes des communautés culturelles et à créer, dans l'entreprise, des conditions qui favoriseront le maintien en emploi de ces personnes une fois la période subventionnée terminée.

De juin 2005 à mars 2008, près de 2 500 personnes ont bénéficié de ce programme et 15 millions de dollars y ont été investis, dont près de 7 millions en 2007-2008. Par ailleurs, le gouvernement a annoncé, dans le cadre du Pacte pour l'emploi, que le nombre de participants à ce programme sera doublé dès 2008.

Notons que la participation des femmes à ce programme augmente chaque année. Ainsi, la représentation des femmes parmi les nouvelles participations est passée de 31 % à 40 % entre 2005-2006 et 2007-2008.

Des actions pour faciliter l'accès aux professions et métiers réglementés

Par ailleurs, certaines actions du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et de ses partenaires visent à faciliter l'accès des immigrants aux professions et métiers réglementés. Ce ministère, qui consacre 4 millions de dollars annuellement aux projets et aux activités visant à faciliter l'accès des personnes formées à l'étranger aux professions régies, a notamment annoncé, en 2007-2008, la signature de quinze ententes avec des ordres professionnels.

Également, des projets ont été réalisés par Emploi-Québec dans certaines régions pour soutenir la formation et l'accompagnement de personnes immigrantes en vue de faciliter leur entrée à l'Ordre des ingénieurs du Québec ou à l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec.

Un crédit d'impôt bonifié pour les entreprises

Comme celui qui est destiné aux personnes handicapées, le Crédit d'impôt pour stage en milieu de travail à l'intention des immigrants a été bonifié, en mars 2008, à 40 % pour les sociétés.

POUR LES PERSONNES PLUS ÂGÉES

L'accès aux mesures et activités d'aide à l'emploi amélioré

Les personnes âgées de 55 ans ou plus ont continué de profiter de l'offre de service d'Emploi-Québec à leur intention. Entre 2003-2004 et 2007-2008, on observe une hausse de 40,3 % (de 15 786 à 22 146 participants) du nombre d'adultes âgés de 55 ans ou plus qui ont participé à au moins une mesure ou une activité. Entre 2006-2007 et 2007-2008, cette hausse a été de 4,7 % (1 001 participants en plus).

Poursuivant la tendance à la hausse observée au cours des dernières années, les personnes âgées de 55 à 64 ans continuent d'occuper une place importante sur le marché du travail. Elles sont d'ailleurs à l'origine de 34,9 % des gains d'emplois en 2007. Leur taux d'activité, qui était de 49,9 % en 2003, a atteint 53,6 % en 2007[3].

Des projets propres aux travailleurs âgés

Les gouvernements du Québec et du Canada se sont associés pour réaliser l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés, qui vise à combler les besoins d'emploi à court terme des travailleurs âgés. Entrée en vigueur en avril 2007 pour une période de deux ans, cette initiative permet la création de projets à l'intention, principalement, des travailleurs âgés de 55 à 64 ans qui ont perdu leur emploi, qui n'ont pas toutes les compétences nécessaires au réemploi et qui résident dans une collectivité admissible (graves problèmes de chômage, réductions des activités de travail, fermetures d'industries essentielles ou région éloignée sans services d'emploi). D'avril 2007 à mars 2008, 3,4 millions de dollars ont été investis dans l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés et 634 travailleurs en ont bénéficié.

3. Données provenant de l'Institut de la statistique du Québec.

2.1.3 Des investissements notables afin d'améliorer les conditions d'habitation

24 000 logements sociaux, communautaires ou abordables

Le Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale prévoit des mesures pour répondre au besoin de logement des personnes et des familles en situation de pauvreté et d'exclusion. Des investissements totalisant 765,8 millions de dollars, supérieurs aux 329 millions initialement prévus dans le plan d'action, permettront de réaliser 24 000 nouveaux logements sociaux, communautaires ou abordables en vertu des programmes AccèsLogis Québec et Logement abordable Québec. Au 30 juin 2008, 14 109 nouveaux logements avaient été réalisés, 4 906 logements étaient en voie de livraison et 1 759 étaient en analyse ou en développement.

Des gestes concrets pour améliorer la qualité des logements

Le gouvernement du Québec investit pour favoriser les initiatives visant à rehausser la qualité des logements privés, publics et communautaires. Les interventions dans le secteur privé s'adressent principalement aux ménages à faible revenu. Elles visent notamment à corriger les problèmes majeurs pouvant menacer l'intégrité de leur logement ou encore la santé des occupants, de même qu'à revitaliser les secteurs résidentiels en déclin. Entre le 1er janvier 2007 et le 31 mars 2008, 61,5 millions de dollars ont été engagés pour appuyer des interventions dans 13 752 logements

Mise en œuvre du Plan québécois des infrastructures

Le gouvernement du Québec, dans le cadre du Plan québécois des infrastructures, consentira à investir des sommes sans précédent afin de permettre le maintien et la rénovation du parc de logements sociaux. Une somme de 410,4 millions de dollars supplémentaires sur cinq ans sera injectée pour le maintien des habitations à loyer modique (HLM). Le gouvernement démontre ainsi une fois de plus l'importance qu'il accorde à l'amélioration des conditions de logement des ménages à faible revenu ou des personnes ayant des besoins particuliers en matière d'habitation. On retiendra qu'en ajoutant aux investissements du gouvernement du Québec les contributions du gouvernement fédéral et des municipalités découlant des ententes en vigueur, c'est près de 1,2 milliard de dollars qui sera investi pour le maintien en bon état du parc de logements sociaux et pour la résorption du déficit d'entretien d'ici à 2012.

Des interventions pour réduire l'itinérance

Par ailleurs, l'Entente Canada-Québec pour l'Initiative de partenariats de lutte contre l'itinérance 2007-2009, signée en janvier 2008, vise la réalisation de projets destinés aux sans-abri ou aux personnes à risque de le devenir. Entre janvier 2008 et mars 2009, 250 projets seront réalisés pour une enveloppe budgétaire de près de 38 millions de dollars.

Au cours de l'année 2007-2008, le ministère de la Santé et des Services sociaux a élaboré, en collaboration avec différents partenaires, le « Cadre de référence en itinérance au Québec ». Ces travaux avaient pour objectif de mieux cerner le phénomène de l'itinérance au Québec et de proposer des actions structurantes et concertées pour renforcer la prévention et améliorer la réponse aux besoins des personnes itinérantes. Ce cadre constituera le premier jalon des travaux visant à élaborer un plan d'action interministériel pour contrer l'itinérance au Québec et pour venir en aide aux personnes sans abri ou à risque de le devenir.

Adaptation de logements pour les personnes handicapées

Le Programme d'adaptation de domicile aide financièrement les personnes handicapées à payer le coût, souvent élevé, des travaux nécessaires à l'adaptation de leur logement. Entre le 1er janvier 2007 et le 31 mars 2008, la Société d'habitation du Québec a engagé 12,3 millions de dollars pour l'adaptation de 901 logements.

Ce programme bénéficie d'un budget récurrent de 4,2 millions de dollars. En août 2007, le gouvernement du Québec annonçait l'attribution d'une enveloppe budgétaire additionnelle de 26,6 millions de dollars sur deux ans afin de permettre la réalisation de 1 700 adaptations de domicile supplémentaires.

Un appui soutenu aux actions communautaires

Le nouveau Cadre de référence sur le soutien communautaire en logement social a été lancé en novembre 2007. Une somme annuelle récurrente de cinq millions de dollars est accordée aux agences de la santé et des services sociaux pour soutenir son implantation et pour stimuler les initiatives locales et régionales. Ce nouveau cadre de référence permettra d'offrir, à même le milieu de vie, une forme précieuse d'accompagnement social et de soutien communautaire, dans le but d'améliorer le bien-être des personnes et des familles qui vivent en logement social.

Le gouvernement soutient également deux programmes qui visent à favoriser le développement d'initiatives communautaires en habitation.

Tout d'abord, le Programme d'aide aux organismes communautaires appuie financièrement les organismes qui, notamment, stimulent le développement et la concertation du milieu communautaire en matière d'habitation ou favorisent la prise en charge des conditions d'habitation par les citoyens. En 2007-2008, 45 organismes ont pu bénéficier d'un appui financier. Un budget de 1,4 million de dollars était destiné au volet Soutien à la mission globale du programme pour cette même année.

Aussi, le Programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en HLM vient soutenir financièrement la réalisation de projets ponctuels d'action communautaire en habitation à loyer modique (HLM). Ces projets visent à favoriser la prise en charge par les résidents de leur milieu ainsi qu'à créer des milieux de vie familiale, communautaire et sociale adaptés aux besoins et qui favorisent les rapprochements intergénérationnels et interculturels. Depuis 1998, les projets de ce programme joignent surtout les membres de communautés culturelles, les personnes âgées, les familles ainsi que les personnes seules. En 2007 2008, 460 000 $ ont été alloués à ce programme et 78 projets ont reçu un appui financier

2.1.4 Mesures additionnelles visant l'amélioration DES conditions de vie des personnes et des familles

Pour accroître la sécurité alimentaire

Certains investissements sont destinés à soutenir des projets d'action concertée en matière de sécurité alimentaire dans les collectivités québécoises. L'approche préconise l'exploration, par les milieux, de solutions alternatives à la distribution d'aliments, tout en tenant compte des besoins urgents de dépannage alimentaire. En 2007-2008, dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, 3,2 millions de dollars ont été consacrés à la sécurité alimentaire, 75 % de ce montant allant à des actions qui favorisent l'autonomie alimentaire et 25 % au dépannage alimentaire. Certaines régions y ont également investi des sommes supplémentaires.

Par ailleurs, un montant de 200 000 $ a permis au ministère de la Santé et des Services sociaux d'accorder un soutien au Regroupement des cuisines collectives du Québec et à l'Association québécoise des banques alimentaires et des Moissons.

Une entente reconduite avec le Club des petits déjeuners

À l'été 2007, afin de répondre au besoin d'aide alimentaire ponctuelle en faveur des enfants, quatre ministères[4] ont renouvelé pour un an l'entente de 2 millions de dollars avec le Club des petits déjeuners. Cet organisme a pour mission de s'assurer que les enfants du primaire et du secondaire fréquentant une école d'un milieu dont l'indice de défavorisation est considéré comme élevé aient une chance égale de réussite personnelle.

Plus de 14 000 jeunes répartis dans 225 écoles bénéficient du service quotidien de petits déjeuners. Les effets visés par cette initiative vont bien au-delà de l'apport nutritionnel. Ils touchent aussi la réussite scolaire et la socialisation des enfants.

La gratuité des médicaments pour les plus démunis

Depuis le 1er juillet 2007, les personnes âgées de 65 ans ou plus qui reçoivent une prestation partielle (94 % ou plus) du Supplément de revenu garanti ainsi que les prestataires du programme d'aide sociale bénéficient de la gratuité des médicaments. Ces personnes s'ajoutent à celles âgées de 65 ans ou plus qui reçoivent une prestation maximale du SRG ainsi qu'aux prestataires du Programme de solidarité sociale qui bénéficiaient déjà de la gratuité. Le coût de cette bonification, qui touche 279 000 personnes, est de 22 millions de dollars annuellement.

L'aide juridique plus accessible qu'auparavant

Les seuils d'admissibilité à l'aide juridique ont été relevés trois fois depuis 2006, la dernière hausse ayant eu lieu le 1er janvier 2008. En 2006, il s'agissait de la première augmentation des seuils d'admissibilité depuis 1982 pour les personnes seules et depuis 1996 pour les familles. En 2007 2008, cette amélioration représente un investissement de l'ordre de 5 millions de dollars.

4. Il s'agit du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, du ministère de la Santé et des Services sociaux ainsi que du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Hausse de l'aide financière accordée au Réseau québécois du crédit communautaire

Le crédit communautaire est un outil de développement social et économique. Il soutient le développement d'approches et de pratiques particulières qui visent à favoriser la création et le maintien de petites entreprises, notamment par un accompagnement soutenu et par l'attribution de prêts ou de garanties de prêts. Cette approche spécifique répond aux besoins des personnes porteuses de projets d'entreprises qui sont généralement exclues des réseaux traditionnels de financement privés et publics. En 2007-2008, le Réseau québécois de crédit communautaire a bénéficié d'un montant de 2,2 millions de dollars, supérieur au 1,5 million de l'année précédente. Au cours de l'année 2007-2008, 21 organismes de crédit communautaire ont accompagné 1 136 personnes, 55 % d'entre elles étant des femmes.

Accroissement des sommes investies dans le cadre de la Politique gouvernementale en matière d'action communautaire

L'action des organismes communautaires contribue à améliorer les conditions de vie de la population québécoise. Les organismes communautaires constituent des lieux d'engagement desquels émergent des façons de faire et des interventions innovatrices. Bien qu'elle ne s'y limite pas, la mission des organismes communautaires contribue concrètement à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, que ce soit par l'intermédiaire de comptoirs vestimentaires, de maisons d'hébergement pour différentes clientèles, de services d'intégration socioprofessionnelle, de lutte contre le décrochage scolaire, etc.

Rappelons que le gouvernement du Québec, par ses engagements dans le cadre de la politique gouvernementale *L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*, appuie de façon substantielle ces initiatives et que son soutien ne cesse de progresser. Le soutien financier versé par le gouvernement du Québec aux organismes communautaires est passé de 587,1 millions de dollars en 2003-2004 à 726,9 millions de dollars en 2007-2008. De cette somme, 464 millions de dollars ont servi à appuyer la mission de ces organismes, c'est-à-dire les services de nature alternative. Notons enfin qu'une vingtaine de ministères et d'organismes gouvernementaux investissent dans le soutien aux organismes communautaires.

2.2 Prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale en développant le potentiel des personnes

L'un de moyens privilégiés par le Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale est de mettre l'accent sur un ensemble de mesures à caractère préventif. De cette façon, on compte briser le cycle de la pauvreté intergénérationnelle et donner aux enfants et aux jeunes, avec leurs parents, la possibilité d'accéder à de meilleures conditions de vie.

2.2.1 Le soutien aux parents et à la petite enfance

Un régime d'assurance plus conciliant et prisé

Le Régime québécois d'assurance parentale a été mis en œuvre en janvier 2006 à l'intention des parents de nouveau-nés ou des parents adoptifs afin de faciliter la conciliation travail-famille. Comparativement à l'ancien régime, le Régime québécois d'assurance parentale est plus généreux financièrement et plus souple, donnant aux parents le choix entre deux régimes qui diffèrent par leur durée et leur taux de prestation. Également, ce nouveau régime, comparativement au régime précédent, est accessible à un plus grand nombre de parents et il offre une période de prestations réservée au père. En 2007, 113 449 personnes ont été admises à ce programme, dont 56,1 % étaient des femmes. Parmi les prestataires, 8 168 ont bénéficié du supplément pour faible revenu, pour un montant comptabilisé de 11,1 millions de dollars.

Des interventions pour agir dès le plus jeune âge

Grâce à la continuité du partenariat entre la Fondation Lucie et André Chagnon et le gouvernement du Québec, l'entente concernant la corporation Autonomie Jeunes Familles (AJF), qui vise à réduire de façon préventive la pauvreté des enfants, a été prolongée jusqu'en 2010. Le principal objectif de la corporation est de faire en sorte que les enfants issus de milieux moins favorisés soient au même stade de développement que la moyenne québécoise au moment d'entreprendre leur parcours scolaire. Le Fonds québécois d'initiatives sociales a engagé un million de dollars en 2007-2008 dans le cadre de cette entente pour soutenir un premier projet, Centre Premier Berceau. Au 31 décembre 2007, ce projet avait accueilli 267 couples ou mères chefs de famille monoparentale. Environ 200 nourrissons ont vu le jour au Centre et l'ont fréquenté.

Les services intégrés en périnatalité et à la petite enfance, sous l'égide du ministère de la Santé et des Services sociaux, poursuivent leur soutien auprès des familles vivant en contexte de vulnérabilité dont les enfants sont âgés de 0 à 5 ans. Les services de soutien visent à diminuer la transmission intergénérationnelle des problèmes de santé et des problèmes sociaux, parmi lesquels se trouvent l'abus, la négligence et la violence envers les enfants. Ils visent également à favoriser le développement optimal des enfants de 0 à 5 ans, à soutenir les femmes enceintes et les parents dans le développement et l'exercice de leur rôle parental.

Pour 2007-2008, une proportion de 57,8 % des femmes qui ont accouché dans l'année et qui respectent les critères de cette mesure ont été jointes par le programme, ce qui correspond à 5 568 femmes nouvellement inscrites sur 9 288 femmes visées. Une ventilation de la proportion de femmes jointes par clientèle indique que :

- 78,1 % des 2 275 femmes visées par le volet Jeunes parents (moins de 20 ans) ont été jointes;
- 51,2 % des 7 013 femmes visées par le volet Extrême pauvreté (20 ans ou plus) ont été jointes.

Des services de garde éducatifs accessibles aux plus démunis

Les services de garde éducatifs, qui existent depuis déjà plusieurs années au Québec, visent entre autres à favoriser le développement des enfants issus de milieux défavorisés en facilitant l'accès à leurs services. En mars 2008, 474 centres de la petite enfance (CPE) et 16 garderies avaient conclu une entente avec 82 centres de santé et de services sociaux pour atteindre cet objectif. Le coût de cette mesure s'élève à près de 800 000 $ en 2007-2008.

2.2.2 La réussite et la persévérance scolaires

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et ses partenaires investissent dans plusieurs programmes et services destinés à favoriser la réussite scolaire.

Mobilisation de la communauté pour la réussite des enfants

Le programme Famille, école et communauté : réussir ensemble a été créé à l'intention des parents d'enfants âgés de 2 à 12 ans afin de soutenir la réussite scolaire en milieu défavorisé. À titre d'exemple, des cours de francisation offerts aux parents ainsi que l'adaptation des horaires d'une bibliothèque municipale afin de permettre aux groupes classes d'une école primaire d'aller à la bibliothèque durant les heures normales de classe sont des projets pouvant être soutenus dans le cadre de ce programme. À ce jour, cette mesure a touché plus de 6 000 jeunes et a mobilisé plus de 300 partenaires. Un budget de 720 000 $ a été consacré au programme en 2007-2008, 3,5 millions l'ayant été depuis 2003-2004.

Aide à l'éveil à la lecture et à l'écriture

Le Programme d'aide à l'éveil à la lecture et à l'écriture dans les milieux défavorisés a pour objet de soutenir l'intégration durable d'activités d'éveil à la lecture et à l'écriture dans les pratiques des ministères, organismes et institutions aux paliers national, régional et local. Ces projets se réalisent dans les milieux défavorisés et visent les familles ayant des enfants d'au plus 5 ans ainsi que les organismes offrant des services à l'enfance et à la famille œuvrant auprès d'elles. En 2007-2008, une soixantaine de projets, dont sept nouveaux, ont été soutenus financièrement et ont touché plus de 11 000 enfants, plus de 9 000 parents et plus de 3 900 organismes et intervenants. Un montant de 720 000 $ a été investi en 2007-2008 et 3,6 millions de dollars l'ont été depuis 2003-2004.

D'importants investissements pour le soutien aux élèves en difficulté

Depuis 2004-2005, le gouvernement du Québec a rendu disponibles des sommes considérables visant notamment à ajouter des ressources pour assurer le dépistage précoce et le suivi approprié des enfants qui éprouvent des difficultés. D'ici à 2008-2009, ces montants permettront notamment l'embauche progressive de 600 enseignants orthopédagogues au primaire, de 600 enseignants-ressources au secondaire et le maintien ou l'embauche de ressources professionnelles et de soutien. C'est 133,3 millions de dollars qui ont été investis, pour l'année 2007-2008 uniquement, dans ces services supplémentaires.

De l'aide aux devoirs pour accroître la réussite

Le programme Aide aux devoirs vise à augmenter la motivation des élèves du primaire dans la réalisation de leurs travaux scolaires, à améliorer la qualité des rapports entre les parents et l'école ainsi qu'à intéresser davantage la communauté à la réussite des jeunes. En 2007-2008, 19,5 millions de dollars ont été versés pour la réalisation de 1 890 projets répartis dans 1 854 écoles.

Soutien au développement de saines habitudes de vie

Le programme Écoles en forme et en santé vise à donner aux jeunes du troisième cycle du primaire et du premier cycle du secondaire de saines habitudes de vie, dont la pratique régulière d'activités physiques et une saine alimentation. En 2007-2008, 4,9 millions de dollars ont été accordés aux commissions scolaires pour réaliser 2 124 projets présentés par 2 111 écoles.

Agir autrement pour deux fois plus d'élèves en 2007-2008

Agir autrement est une stratégie d'intervention qui accorde un soutien particulier aux écoles accueillant des élèves venant des milieux les plus défavorisés. Cette stratégie permet à chacune des écoles ciblées de mettre en place des mesures adaptées à ses besoins en vue de favoriser la réussite éducative des élèves. Destinée depuis ses débuts à certaines écoles secondaires, la stratégie a été élargie en 2007-2008 pour englober les écoles primaires et de nouvelles écoles secondaires en milieu défavorisé. Ainsi, en 2007-2008, deux fois plus d'élèves, soit 229 400, ont pu bénéficier de cette initiative pour un coût de 45 millions de dollars.

Spécifiquement pour les milieux les plus défavorisés de Montréal

Le Programme de soutien à l'école montréalaise accorde une aide supplémentaire aux écoles primaires qui accueillent des élèves des milieux les plus défavorisés de l'île de Montréal. Ce programme appuie des projets visant à soutenir la réussite personnelle et des apprentissages en tenant compte des besoins et en contribuant à la mise en place d'une communauté éducative engagée. Durant l'année scolaire 2007-2008, 12,2 millions de dollars ont été alloués au programme pour les 162 écoles ciblées, dont 41 étaient nouvelles en 2007-2008.

2.2.3 Des opportunités pour les jeunes de moins de 25 ans

Plusieurs initiatives visant à prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale s'adressent aux jeunes âgés de moins de 25 ans.

L'Engagement jeunesse désormais implanté

Grâce à l'Engagement jeunesse, les principaux ministères et organismes concernés accentuent la complémentarité de certains programmes ou mesures afin de faciliter la transition des jeunes vers la vie adulte et de mieux répondre à leurs besoins. En 2007-2008, l'entente a été mise en œuvre dans l'ensemble des 17 régions du Québec.

Des actions adaptées pour les jeunes décrocheurs

Le Programme pour favoriser le retour en formation des jeunes âgés de 16 à 24 ans permet d'adapter les services de formation et d'accompagnement aux besoins des jeunes décrocheurs faiblement scolarisés âgés de 16 à 24 ans. Ces services sont développés par les commissions scolaires selon les besoins locaux des jeunes sans diplôme. En 2007-2008, 2 millions de dollars ont été investis dans ce programme, pour un total, depuis janvier 2004, de 9 millions.

Une intervention ciblée auprès de jeunes venant d'un centre jeunesse

Le projet Qualification des jeunes vise, par une intervention intensive, à préparer le passage à la vie autonome et à assurer la qualification des jeunes en centre jeunesse. Ce projet s'adresse aux jeunes de 16 ans qui ont vécu une période de placement, qui n'ont pas de projet de vie défini et qui présentent un pronostic plutôt inquiétant au regard de leur majorité. En 2007-2008, les 2,1 millions de dollars investis ont notamment permis d'offrir le programme dans cinq nouveaux centres jeunesse et de joindre, en tout, 280 jeunes Québécois.

Des ressources pour accompagner les 16 et 17 ans

Implantée en 2006 avec la collaboration des carrefours jeunesse-emploi, la mesure d'accompagnement IDÉO 16-17 vise à aider les jeunes de 16 et 17 ans en difficulté à réaliser leur projet de vie et à atteindre l'autonomie sociale, personnelle et professionnelle, afin d'éviter qu'ils deviennent dépendants des programmes d'aide financière de dernier recours. Cette mesure peut notamment aider les jeunes à poursuivre leurs études secondaires, à se trouver un emploi ou à consulter les services spécialisés requis. En 2007-2008, 4 millions de dollars ont été investis et 1 968 jeunes ont participé à la mesure (données complètes à 91 %).

Des ressources pour accompagner également les 18 à 24 ans

Jeunes en action a été mis en œuvre en avril 2007 avec la collaboration, également, des carrefours jeunesse-emploi. Cette mesure s'adresse aux jeunes de 18 à 24 ans qui éprouvent des difficultés socioprofessionnelles sérieuses faisant obstacle à leur intégration au marché du travail. Cette mesure d'accompagnement vise à amener les participants à développer leur autonomie personnelle, sociale et professionnelle. En 2007-2008, 2 546 jeunes ont amorcé une participation à la mesure, pour laquelle plus de 10 millions de dollars ont été investis.

Une alternative aux programmes traditionnels de soutien du revenu

Le Programme alternative jeunesse a été implanté en avril 2007 afin d'offrir aux jeunes âgés de moins de 25 ans une solution de rechange aux programmes d'aide financière de dernier recours et de prévenir leur entrée dans ces programmes d'aide sociale ou de solidarité sociale. Par des mesures incitatives, notamment, Alternative jeunesse fournit les outils nécessaires pour soutenir l'insertion socioprofessionnelle des jeunes. En 2007-2008, 6 554 jeunes ont entrepris de participer au programme. Le coût du programme s'est élevé à près de 16,4 millions de dollars (incluant la conversion de mesures passives en mesures actives et l'allocation jeunesse).

Des stages pour Découvrir le marché du travail

La nouvelle initiative Découvrir, implantée en novembre 2007, consiste à créer des stages d'observation et d'exploration en milieu de travail d'un maximum de quatre semaines. Ces stages, destinés à de jeunes adultes éloignés du marché du travail, leur permettront à la fois de valider des choix professionnels et de se distinguer auprès d'éventuels employeurs. En 2007-2008, 30 jeunes ont réalisé un stage dans le cadre de Découvrir.

Pour accompagner les jeunes issus de minorités visibles ou de communautés culturelles

La mesure Québec pluriel vise à faciliter l'insertion sociale et professionnelle des jeunes âgés de 16 à 24 ans issus de minorités visibles ainsi que des jeunes de 16 à 35 ans issus de communautés culturelles. Ce programme offre, notamment, un accompagnement continu et personnalisé axé sur le mentorat. Entre mai 2004 et mars 2008, 595 mentors et 488 jeunes ont été recrutés et 322 jumelages ont été réalisés. La mesure a permis le retour en emploi ou aux études de 236 jeunes depuis 2004.

2.2.4 Le soutien aux personnes aînées en situation d'exclusion sociale

Afin de combattre l'exclusion sociale des personnes aînées, le programme Du cœur à l'action pour les aînés du Québec, doté d'un budget de 1,6 million de dollars, a pour objectif de soutenir le financement de projets communautaires ponctuels et novateurs destinés aux aînés, tels que les « popotes roulantes » ou l'aide aux devoirs des plus jeunes. Dans le cadre de l'édition 2007-2008, les organismes ont été encouragés à présenter des projets destinés aux aînés financièrement défavorisés. Les organismes porteurs des cent projets subventionnés ont pu recevoir un montant allant jusqu'à 30 000 $.

2.3 Favoriser l'engagement de l'ensemble de la sociétés

L'engagement de l'ensemble de la société représente l'une des clés du succès de la démarche de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Le Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale prévoit à cet égard la mise en place du Fonds québécois d'initiatives sociales, l'Approche territoriale intégrée ainsi que le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Un fonds favorisant la lutte contre la pauvreté

Le Fonds québécois d'initiatives sociales, créé en vertu de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, doit notamment agir à titre de catalyseur et de levier favorisant l'émergence de stratégies locales et régionales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. En 2007-2008, le Fonds a investi 7,9 millions de dollars pour la réalisation de projets liés au plan d'action, en particulier pour l'Approche territoriale intégrée. À titre d'exemple, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, par l'intermédiaire de ce fonds, a investi un montant de 5 millions de dollars en 2007-2008 dans le Contrat de ville, une entente visant le développement social et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale conclue avec la Ville de Montréal.

Des milieux locaux mobilisés pour améliorer la situation des plus démunis

Par l'Approche territoriale intégrée (ATI), le gouvernement associe de très près les milieux locaux à forte concentration de pauvreté et régionaux à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en leur offrant une place de choix dans la planification, la mise en œuvre et le suivi des actions dans ce domaine. En 2007-2008, le Fonds québécois d'initiatives sociales bénéficiait d'un budget de 1,5 million de dollars pour appuyer la mise en œuvre de stratégies locales à l'intention des personnes démunies et exclues socialement. En mars 2008, 53 territoires de centres locaux d'emploi s'étaient dotés d'ententes visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans le cadre de l'ATI.

Notons, par ailleurs, qu'une démarche particulière a été entreprise auprès de représentants des Premières Nations. En effet, considérant la spécificité des milieux autochtones, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale a établi un partenariat en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale avec le Bureau de développement social de la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador, dans le cadre de l'Approche territoriale intégrée. Au moyen d'une recherche-action, ce dernier a effectué une vaste consultation afin de cerner les enjeux et les besoins propres aux réalités des communautés des Premières Nations. Depuis, un processus novateur a été enclenché et l'on s'attend à ce que des projets structurants et générateurs d'activités sociales et économiques émergent sous peu.

Soulignons enfin que des travaux d'évaluation réalisés par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale ont permis de constater des progrès importants dans les processus de mise en place de l'Approche territoriale intégrée, notamment en ce qui concerne la concertation, l'effet de levier et la multisectorialité.

Des représentants de tous les milieux pour guider l'action

Le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CCLP) est composé de quinze représentants des divers milieux socioéconomiques du Québec. Il a pour principale fonction de conseiller le ministre en vue de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation des actions menées dans le cadre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Le comité a rendu public, au cours de l'année, un avis sur les hausses tarifaires. Selon son plan de travail, il doit également produire un avis sur les cibles de revenu et les moyens de les atteindre ainsi que sur la prestation minimale, et ce, en tenant compte des indicateurs proposés par le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion.

Notons également que le CCLP participe étroitement à l'élaboration du prochain Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Le Comité a d'ailleurs été consulté sur certaines questions précises liées aux problématiques devant faire l'objet de travaux.

2.4 Assurer la constance et la cohérence de l'action

Parmi les moyens mis en œuvre pour assurer la constance et la cohérence des actions, il faut rappeler la création du Comité interministériel de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que celle du Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion.

Ministères et organismes se concertent dans l'action

Le Comité interministériel de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale est un lieu de concertation et de coordination nationale des ministères et organismes concernés par la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ministères et organismes sont engagés ensemble dans la démarche conduisant au prochain plan d'action[5] .

Des experts pour informer et suivre l'évolution

Le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion, mis sur pied en 2005, est un lieu d'observation, de recherche et d'échange visant à fournir des informations fiables et rigoureuses en matière de pauvreté et d'exclusion sociale. Le Centre a publié cette année *Le faible revenu au Québec : un état de situation.*

En 2007-2008, le Centre a concentré ses efforts sur la formulation d'une proposition d'indicateurs de pauvreté, d'inégalité et d'exclusion sociale qui permettra au Québec de mesurer les progrès réalisés en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

5. Les membres du comité interministériel sont : le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le ministère des Affaires municipales et des Régions, le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, le ministère de la Famille et des Aînés, le ministère du Travail, la Société d'habitation du Québec, le Secrétariat à la jeunesse et l'Office des personnes handicapées du Québec.

3. D'AUTRES AJOUTS SIGNIFICATIFS

D'autres actions ont par ailleurs été dévoilées en 2008 afin d'améliorer la situation des Québécois, notamment des plus démunis. Le Pacte pour l'emploi et la création d'un fonds pour le développement des enfants âgés d'au plus 5 ans, annoncés en mars 2008, ainsi que la Stratégie visant l'intégration en emploi des personnes handicapées, adoptée en mai de la même année, s'inscrivent dans la démarche globale du Québec. L'information portant sur leur mise en œuvre pourra être élaborée et présentée dans les prochains bilans.

3.1 Le Pacte pour l'emploi : un projet de société

En mars 2008, le gouvernement du Québec rendait public le Pacte pour l'emploi qui traduit notamment la détermination du gouvernement du Québec de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, en faisant en sorte que le travail soit un choix valorisé et payant. Ce pacte constitue une stratégie globale qui poursuit l'objectif de doter le Québec d'une main d'œuvre mieux formée et plus performante, dans le contexte des défis que posent, pour notre société, le décloisonnement des économies, la vive concurrence internationale, le développement durable et le déclin imminent de la population en âge de travailler. On compte parmi les clientèles ciblées les personnes plus éloignées du marché du travail, dont les jeunes prestataires des programmes d'assistance sociale, les personnes aptes au travail qui font des entrées et sorties répétitives aux programmes d'assistance sociale, les personnes immigrantes ou issues des minorités visibles, les personnes handicapées ainsi que les travailleurs à faible revenu.

Les ambitieux objectifs du Pacte, qui dispose d'un budget de près d'un milliard de dollars sur trois ans dont plus de la moitié vient du gouvernement, permettront notamment, d'ici à 2011 :

- de réduire de 50 000 personnes le nombre de prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours;
- d'augmenter de plus de 52 000 le nombre de personnes soutenues par les services publics d'emploi dans leur démarche d'insertion en emploi ou de formation.

La réussite du Pacte pour l'emploi repose largement sur l'adhésion des différents partenaires régionaux et sur leur capacité à se mobiliser autour des objectifs de cette stratégie. Les partenaires travaillent donc de concert pour que sa réalisation ait la meilleure incidence possible sur le développement social et économique des milieux.

Une campagne pour lutter contre les préjugés

En plus de miser sur ces partenariats comme condition de réussite, une importante campagne publicitaire a été orchestrée pour notamment lutter contre les préjugés à l'égard des personnes plus éloignées du marché du travail et mettre en valeur la volonté des personnes de se trouver un emploi. La réalisation d'une campagne télévisée a bénéficié d'un investissement gouvernemental de 750 000 $ en 2007-2008.

3.2 Création d'un fonds pour le développement des enfants âgés d'au plus 5 ans en situation de pauvreté

Le budget 2008-2009 du gouvernement du Québec prévoit la création d'un fonds de 400 millions de dollars sur dix ans pour financer des actions et projets, réalisés dans le cadre de partenariats avec les communautés locales, qui favoriseront le développement d'enfants, âgés d'au plus 5 ans, en situation de pauvreté. Ce fonds vise, d'une part, à augmenter l'intervention précoce et soutenue auprès des enfants pour mieux influencer leur parcours de vie dès leur plus jeune âge et, d'autre part, à améliorer le soutien aux parents, en les outillant afin de favoriser le développement des enfants. Chaque année, le fonds sera alimenté par un apport de 40 millions, soit 15 millions provenant du gouvernement du Québec et 25 millions de la Fondation Lucie et André Chagnon.

3.3 La Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées

Dans le prolongement du Pacte pour l'emploi, la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées a été adoptée en mai 2008 afin de favoriser l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées.

La majorité des actions envisagées vise à améliorer l'employabilité des personnes handicapées et à stimuler leur embauche, de même qu'à soutenir les employeurs dans l'embauche et la gestion de la main-d'œuvre handicapée. Les investissements prévus sont de 142,8 millions de dollars. Des sommes supplémentaires seront également consacrées à la Stratégie par les ministères et organismes gouvernementaux dans le cadre de leurs budgets courants

4. DES RÉSULTATS ENCOURAGEANTS

Conjuguées à une situation économique favorable, les mesures progressivement mises en place depuis l'adoption, en décembre 2002, de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale ont eu un effet positif global sur les conditions de vie des personnes et des familles en situation de pauvreté et d'exclusion.

4.1 La mesure du panier de consommation (MPC)[6]

Pour les années 2000 à 2004 (dernière année disponible), la mesure du panier de consommation révèle que, dès la première année de l'application du Plan d'action 2004-2009, les avancées dans la lutte contre la pauvreté s'intensifiaient, le Québec se distinguant nettement de la situation observée dans la plupart des autres provinces et territoires du Canada.

Tableau 1

Taux de faible revenu des personnes basé sur la mesure du panier de consommation (MPC), Canada et provinces, 2000-2004

	2000	2001	2002	2003	2004
Terre-Neuve	23,9	20,3	21,3	18,1	20
Île-du-Prince-Édouard	16,1	15,4	13	10,7	12,5
Nouvelle-Écosse	17,4	17,4	16,4	16,1	13,8
Nouveau-Brunswick	15,1	13,8	15,5	15,2	13,9
Québec	**13,1**	**12,5**	**11**	**10,1**	**8,6**
Ontario	12,6	11,5	12,3	12,3	12,5
Manitoba	14	12,2	13,7	12,6	11,5
Saskatchewan	15,9	14,2	13,2	13,4	14,3
Alberta	12,9	12,2	10,3	12,3	12
Colombie-Britannique	22,9	20,5	21,6	20	19,6
Canada	**14,8**	**13,6**	**13,7**	**13,1**	**12,7**

Source : Ressources humaines et Développement social Canada (RHDSC). *Le faible revenu au Canada de 2000 à 2004 selon la mesure du panier de consommation,* SP-682-10-07F, 2008, 80 p.; compilation de la DRES

4.2 Le travail et l'emploi[7]

Le marché du travail ainsi que celui de l'emploi ont continué d'être profitables pour les Québécois en 2007. Le taux de chômage[8] a poursuivi son recul, atteignant 7,2 %, soit le plus bas taux des 33 dernières années. Le nombre de personnes en chômage, par ailleurs, a connu sa plus forte baisse depuis la fin de la dernière décennie.

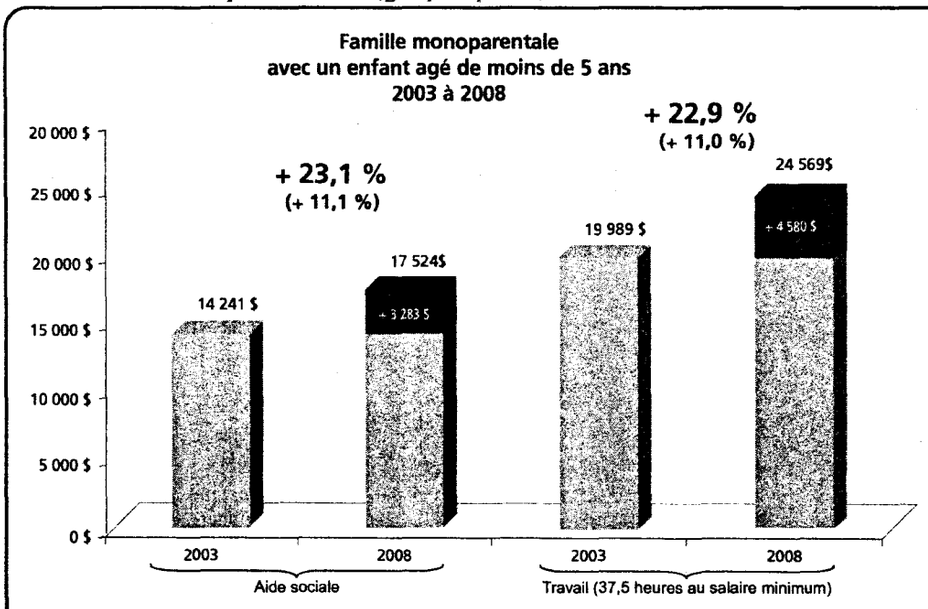
6. La MPC est recommandée par le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion à titre de mesure transitoire, notamment pour l'application de la clause d'impact sur le revenu des personnes et des familles en situation de pauvreté.
7. Données provenant de l'Institut de la statistique du Québec
8. Il s'agit d'une moyenne annuelle.

Cette embellie du marché du travail a surtout profité aux femmes, qui ont occupé 78 % des nouveaux emplois en 2007 (67 300 des 86 300 nouveaux emplois). D'ailleurs, la proportion des femmes dans l'emploi total a augmenté entre 2003 et 2007, passant de 46,6 % à 47,6 %. Notons par ailleurs que la majorité des postes créés en 2007 était à temps plein (66,5 %).

4.3 L'évolution du revenu disponible des familles et des personnes en situation de pauvreté[9]

Les mesures mises de l'avant dans le plan d'action ont contribué à améliorer le revenu disponible des personnes et des familles. Rappelons que les mesures vues précédemment s'adressent parfois aux personnes en emploi, par exemple l'augmentation du salaire minimum et la Prime au travail, alors que d'autres s'adressent à l'ensemble des familles, qu'elles soient ou non actives sur le marché du travail. Les effets des mesures varient donc selon la situation des ménages.

***Familles monoparentales** (graphique 1)*



Les pourcentages entre parenthèses désignent la hausse du revenu disponible en tenant compte de l'augmentation du coût de la vie au cours de la période visée.

Paramètres d'avril 2003 et de juillet 2008.

Pour les familles monoparentales, les mesures se sont traduites par un gain appréciable de leur revenu disponible. Par exemple, pour une famille ayant un enfant à charge âgé de moins de cinq ans dont le parent travaille à temps plein au salaire minimum, la hausse du revenu disponible a été de 22,9 % (de 19 989 $ en 2003 à 24 569 $ en 2008), soit une augmentation de 11 % en dollars constants de 2003.

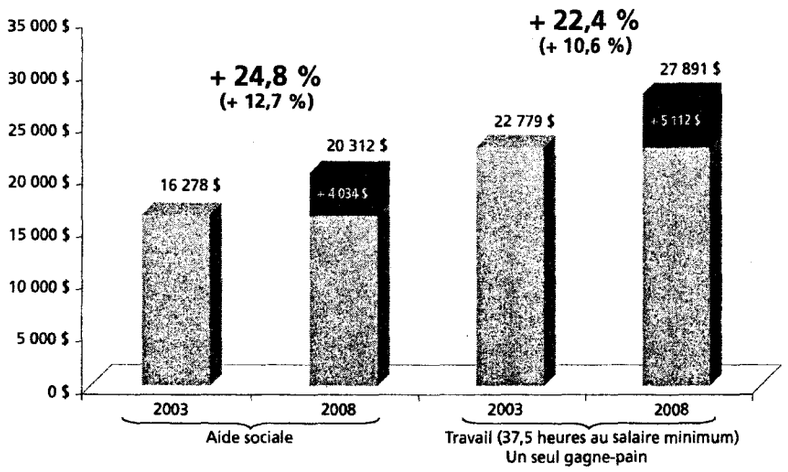
Lorsque le parent est plutôt prestataire du Programme d'aide sociale, ce revenu est passé de 14 241 $ à 17 524 $ au cours de la même période, soit une augmentation de 23,1 %. En tenant compte de l'inflation, la hausse a été de 11,1 %.

9. Paramètres en date d'avril 2003 et de juillet 2008. Le temps plein correspond à un emploi de 37,5 heures par semaine.

Familles biparentales *(graphique 2)*

La situation des couples ayant des enfants s'est également améliorée. À titre d'exemple, un couple ayant un enfant à charge âgé de moins de 5 ans bénéficie d'une augmentation de 22,4 % (de 22 779 $ en 2003 à 27 891 $ en 2008) de son revenu disponible si l'un des deux parents travaille à temps plein au salaire minimum. Il s'agit d'une croissance de 10,6 % de son revenu disponible si l'on tient compte de l'inflation au cours de cette période.

Famille biparentale
avec un enfant agé de moins de 5 ans
2003 à 2008



Les pourcentages entre parenthèses désignent la hausse du revenu disponible en tenant compte de l'augmentation du coût de la vie au cours de la période visée.

Paramètres d'avril 2003 et de juillet 2008.

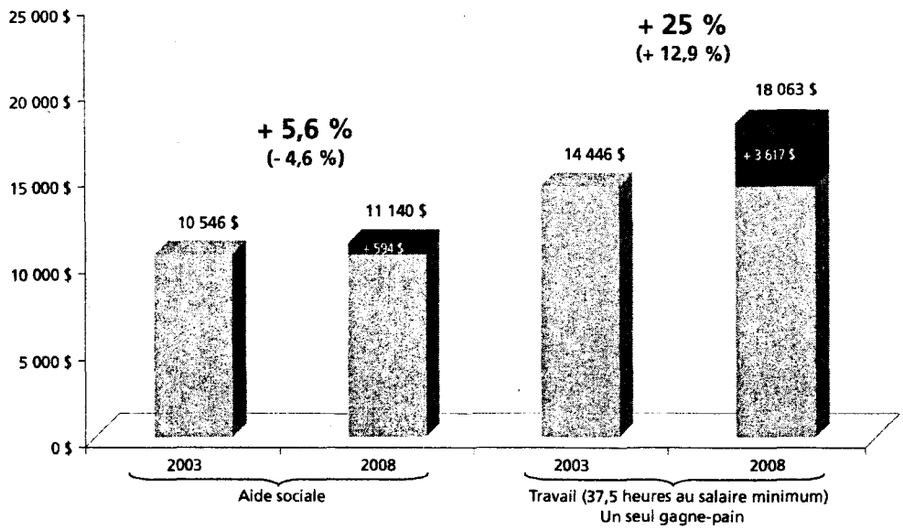
Pour les couples prestataires sans enfants, ce revenu a augmenté de 5,6 % (de 10 546 $ en 2003 à 11 140 $ en 2008). En tenant compte de l'inflation, les couples prestataires sans enfants voient toutefois leur revenu disponible diminuer de 4,6 %.

Couples sans enfants *(graphique 3)*

Les couples sans enfants qui travaillent au salaire minimum bénéficient, pour leur part, d'une augmentation de 25 % (14 446 $ à 18 063 $), soit de 12,9 % en dollars constants de 2003.

Pour les couples prestataires sans enfants, ce revenu a augmenté de 5,6 % (de 10 546 $ en 2003 à 11 140 $ en 2008). En tenant compte de l'inflation, les couples prestataires sans enfants voient toutefois leur revenu disponible diminuer de 4,6 %.

Couple sans enfant
2003 à 2008



Les pourcentages entre parenthèses désignent la hausse du revenu disponible en tenant compte de l'augmentation du coût de la vie au cours de la période visée.

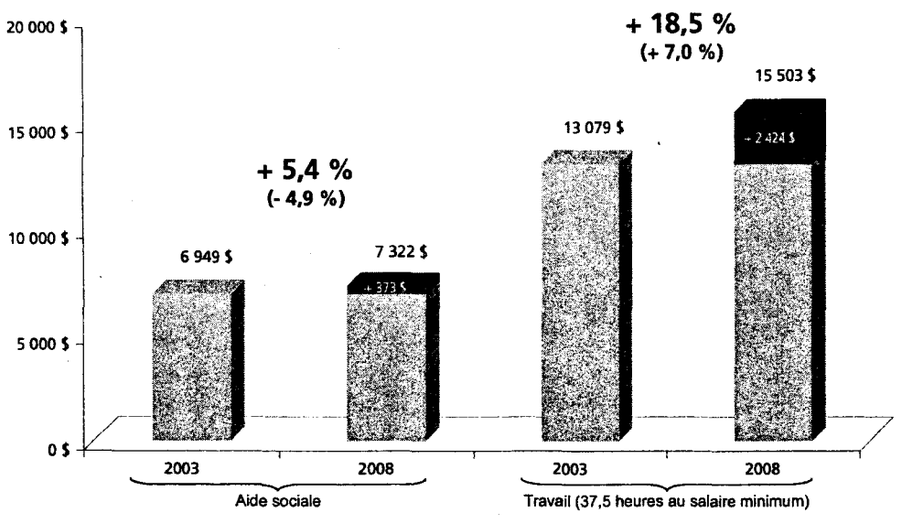
Paramètres d'avril 2003 et de juillet 2008.

Personnes seules (graphique 4)

De façon analogue aux couples sans enfants, les personnes vivant seules qui travaillent au salaire minimum ont eu une hausse de 18,5 % de leur revenu disponible entre 2003 et 2008 (de 13 079 $ à 15 503 $). Il s'agit d'une augmentation de 7 % en dollars constants.

Pour les personnes seules qui sont prestataires du Programme d'aide sociale, le revenu disponible a augmenté de 5,4 % entre 2003 et 2008 (de 6 949 $ à 7 322 $) ce qui, en tenant compte de l'augmentation du coût de la vie, correspond plutôt à une diminution de 4,9 %.

Personne seule
2003 à 2008



Les pourcentages entre parenthèses désignent la hausse du revenu disponible en tenant compte de l'augmentation du coût de la vie au cours de la période visée.

Paramètres d'avril 2003 et de juillet 2008.

Ces simulations montrent donc une hausse, lorsqu'il est calculé en dollars courants, du revenu disponible entre avril 2003 et juillet 2008 pour tous les ménages à faible revenu. En tenant compte de l'inflation, on observe que le revenu disponible s'est accru pour tous les ménages, sauf pour les prestataires vivant seuls ou en couple sans enfants. Le travail à temps plein, même au salaire minimum, demeure donc une excellente façon d'augmenter le revenu disponible des ménages.

Ce constat est particulièrement vrai pour les personnes seules, le revenu disponible de celles qui travaillent à temps plein au salaire minimum représentant plus du double du revenu de celles qui sont bénéficiaires du Programme d'aide sociale (15 503 $ comparativement à 7 322 $). On observe toutefois une plus faible diminution du nombre de prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours qui vivent seuls que du nombre de prestataires ayant des enfants ou étant en couple sans enfants. Il y a donc lieu de s'interroger sur les difficultés éprouvées par les personnes vivant seules qui demeurent prestataires malgré les avantages financiers certains liés à l'intégration en emploi.

4.4 La diminution continue de la clientèle des programmes d'aide financière de dernier recours

La conjugaison des efforts consentis et des progrès continus de la situation économique au Québec a permis notamment de diminuer le nombre de prestataires qui bénéficient d'une aide financière de dernier recours.

On observe effectivement qu'entre mars 2003 et mars 2008 le taux d'assistance sociale[10], c'est-à-dire la proportion de prestataires des programmes d'assistance sociale parmi l'ensemble de la population du Québec âgée de moins de 65 ans, est passé de 8,4 % à 7,5 %. Au cours de cette période, le nombre d'adultes ayant bénéficié d'une prestation d'aide financière de dernier recours a diminué de 8 % (- 32 465 adultes ou de 404 360 à 371 895 adultes). Cette baisse a été plus marquée pour certains groupes de prestataires, dont les adultes sans contraintes à l'emploi (- 15,6 % ou - 26 414 adultes), les couples sans enfants (- 20,9 % ou - 8 490 adultes), les couples ayant des enfants (- 17 % ou - 17 745 adultes), les femmes (- 10,7 % ou - 21 735 adultes), les jeunes (moins de 25 ans : - 22,2 % ou - 9 609 adultes), les adultes âgés de 35 à 44 ans (- 19,3 % ou - 19 240 adultes) ainsi que ceux ayant moins d'un an de présence consécutive à l'aide financière de dernier recours (- 24,6 % ou - 21 137 adultes).

Ces variations ont, par conséquent, modifié au fil des années le profil de la clientèle prestataire. Ainsi, on observe qu'en mars 2008, comparativement à mars 2003, les adultes prestataires présentent en plus forte proportion des contraintes sévères à l'emploi (35,3 % comparativement à 31,3 %) et des durées élevées de présence aux programmes d'aide financière de dernier recours (durées cumulées d'au moins dix ans : 55 % comparativement à 50 %). Également, ce sont en plus forte proportion des hommes (51,2 % comparativement à 49,8 %), des personnes vivant seules (67,9 % comparativement à 64 %), des adultes plus âgés (au moins 45 ans : 50,9 % comparativement à 45,7 %) et des personnes nées à l'extérieur du Canada (19,4 % comparativement à 18,2 %). Notons que ces groupes sont étudiés dans le cadre des travaux d'élaboration du prochain plan d'action afin que, dans la mesure du possible, des interventions adaptées à leur situation soient mises en œuvre au cours des prochaines années.

4.5 Les travaux d'évaluation du plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Les premiers résultats de l'évaluation du plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, réalisée par un comité interministériel, mettent en évidence la volonté, dans les ministères et les organismes, d'améliorer les programmes et d'ajuster les interventions afin de mieux répondre aux besoins des clientèles visées. On note que les mesures mises en œuvre visent les principales dimensions de la pauvreté signalées au départ dans la Loi et la Stratégie nationale et que les résultats disponibles pour l'instant portent principalement sur leur mise en œuvre. Ainsi, de façon générale, on constate que les mesures du plan d'action se développent en partenariat et invitent divers acteurs à collaborer à leur mise en œuvre. Ces résultats indiquent une volonté de décloisonner les services et montrent que les efforts sont à poursuivre en ce sens.

10. Les programmes d'assistance sociale regroupent les programmes d'aide sociale, de solidarité sociale et le Programme alternative jeunesse

Dans le secteur des mesures d'emploi, les évaluations ont permis de démontrer des effets probants sur l'insertion pour les clientèles prestataires de l'assistance sociale et une efficience marquée de ces mesures. Cette démarche a aussi mis en évidence l'importance de réaliser des évaluations portant sur chacune des mesures et des évaluations de nature plus globale. La démarche réalisée servira notamment à alimenter la réflexion et les travaux en cours en vue de l'élaboration du second plan d'action en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

4.6 L'analyse différenciée selon les sexes

Aux termes de l'article 7 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, les actions menées dans le cadre de cette lutte « doivent également, dans leur conception et leur mise en œuvre, viser à prendre en compte les réalités propres aux femmes et aux hommes, en appliquant notamment une analyse différenciée selon les sexes... ».

Dans l'actuel plan d'action, plusieurs mesures mises en œuvre étaient destinées aux couples ayant des enfants. Bien qu'on ne puisse le mesurer maintenant, celles-ci ont possiblement profité davantage aux femmes étant donné que ces dernières sont plus souvent dans des ménages ayant des enfants que les hommes, notamment en tant que chefs de famille monoparentale.

En outre, les pratiques gouvernementales ainsi que les pratiques des instances régionales et locales intègrent progressivement l'analyse différenciée selon les sexes. Dans ce contexte, le second plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale tiendra davantage compte des réalités et des besoins différenciés des femmes et des hommes. Le plan d'action en sera enrichi, car il permettra d'offrir des services publics encore mieux adaptés aux réalités vécues spécifiquement par les hommes et par les femmes, de mettre en place des politiques mieux ciblées, de favoriser une utilisation optimale des fonds publics et de prévenir ou de réduire les inégalités entre les femmes et les hommes visés par un projet.

5. VERS UN DEUXIÈME PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, engagée par le gouvernement du Québec en 2002, a conduit à un premier plan d'action gouvernemental dont la réalisation, de 2004 à 2009, permet au Québec de se rapprocher de son objectif qui est de se trouver, en 2013, parmi les nations industrialisées comptant le moins de personnes en situation de pauvreté. Un second plan d'action doit toutefois suivre pour confirmer l'engagement du gouvernement et permettre à l'ensemble des partenaires de prolonger leurs efforts concertés vers cette cible, en renforçant, notamment, l'action qui vise les groupes les plus vulnérables.

Au cours de l'année 2007-2008, une première série de rencontres entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et les ministères et organismes membres du Comité interministériel ont permis de cerner les grands enjeux à venir au cours des prochaines années. Il s'agit, en particulier, des nouvelles réalités du monde du travail et des besoins des personnes et des groupes qui ont moins profité des avancées des dernières années, notamment les personnes seules en situation de pauvreté et d'exclusion, les personnes handicapées, les autochtones, les personnes immigrantes et les minorités visibles. La situation des aînés sera aussi examinée de près.

Les travaux en cours prévoient la consultation et la contribution de plusieurs ministères et organismes à des problématiques particulières, ainsi qu'un arrimage avec de nouveaux lieux de réflexion, de concertation, d'observation et de recherche qui ont été mis sur pied dans les dernières années, notamment le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion. D'ailleurs, en vue de l'élaboration du prochain plan d'action, le ministre a demandé au comité consultatif deux avis supplémentaires, soit un avis sur une stratégie visant à soutenir les efforts des milieux en situation de pauvreté afin de favoriser la prise en charge de l'action locale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, y compris en ce qui a trait aux problématiques du transport en régions éloignées et un avis sur une stratégie pour prévenir la pauvreté persistante de groupes à risque, notamment les personnes seules, les immigrantes récentes et les immigrants récents, les personnes handicapées et les personnes itinérantes. Ces deux avis doivent parvenir au ministre au mois de novembre 2008. Les travaux d'élaboration du second plan d'action tiendront également compte de l'évaluation du premier plan d'action.

CONCLUSION : UN QUÉBEC À L'AVANT-GARDE

Au Canada, il est largement reconnu que le Québec est à l'avant-garde en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Devant les faits inquiétants alors connus sur la pauvreté (par exemple, plus de 550 000 personnes bénéficiant de l'aide sociale en 2002) et à la suite d'une vaste mobilisation citoyenne, le Québec adoptait, en 2002, la première loi par laquelle un gouvernement nord-américain engageait l'État à l'égard d'objectifs plus larges visant à réduire l'exclusion sociale, les préjudices et les iniquités qui nuisent à la cohésion sociale.

La volonté de réussite du Québec s'est manifestée concrètement par la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dont les investissements initiaux prévus de 2,5 milliards de dollars sur cinq ans ont été bonifiés pour atteindre plus de 3,3 milliards de dollars.

Le Québec se distingue aussi de la plupart des autres provinces canadiennes dans cette démarche par les nombreux ajustements apportés à l'intention des prestataires de l'aide financière de dernier recours (indexation/demi-indexation, exemption partielle pour revenus de pension alimentaire, etc.) ainsi que par des mesures ciblées à l'intention des familles et des travailleurs à faible revenu.

La mesure du panier de consommation est révélatrice. Bien que la dernière année disponible soit 2004, il faut noter que le Québec affichait alors des taux de faible revenu des personnes et des familles lui permettant de se situer dans le peloton de tête des provinces qui comptent la proportion la plus faible de personnes en situation de pauvreté. Ainsi, en 2004, le taux de faible revenu infantile au Québec était de 7,9 %, ce qui en faisait la seule province ayant un taux inférieur à 10 % dans cette catégorie. Puisque la conjoncture économique a été généralement favorable dans l'ensemble des provinces canadiennes depuis le milieu des années 1990, l'explication de ce progrès constaté au Québec semble plutôt venir des diverses initiatives qui ont consisté pour l'essentiel à supplémenter le revenu de travail et à consentir de nouveaux investissements sociaux, dont plusieurs ont ciblé les personnes à faible revenu.

Le Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, mis en œuvre en 2004, a donc, entre autres choses, consolidé et enrichi un ensemble d'initiatives qui faisaient déjà leurs preuves. Plusieurs mesures facilitent notamment l'accès au marché du travail des personnes les plus défavorisées et contribuent à améliorer les conditions de vie des travailleurs moins nantis. De nouvelles initiatives qui sont venues s'ajouter au plan d'action en 2007-2008, comme le Pacte pour l'emploi et la Stratégie nationale d'intégration et de maintien en emploi des personnes handicapées, sont autant de réponses adaptées aux besoins d'une main-d'œuvre potentielle pour qui l'accès au travail ne peut pas toujours être immédiat.

À l'aube du second plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, il faut reconnaître que, malgré les bons coups, le Québec doit poursuivre sa démarche afin de se retrouver, d'ici à 2013, parmi les nations industrialisées comptant le moins de personnes pauvres. En plus, le Québec devra faire face, au cours des prochaines années, à la concurrence internationale dans un contexte démographique sans précédent, générateur de pénurie de main-d'œuvre. Le Québec doit donc, dès maintenant, se mobiliser afin notamment de favoriser la disponibilité de la main-d'œuvre et d'assurer la productivité et la compétitivité de ses entreprises pour permettre aux Québécois d'améliorer leur niveau et leur qualité de vie.

Le prochain plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale poursuivra donc les interventions réalisées par le Québec en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Les ministères et les partenaires gouvernementaux travaillent ainsi en étroite collaboration afin qu'au cours des prochaines années soient mises en œuvre des actions qui aideront les Québécois à relever ces défis.

100 %
Imprimé sur du papier contenant 100 % de fibres recyclées postconsommation,
certifié Choix environnemental, Procédé sans chlore ainsi que FSC et fabriqué à partir d'énergie biogaz.
F-772-4 (2008-10)

Emploi et Solidarité sociale
Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

No de fiche : RP49

Titre : Dans chacun des programmes :

a. **liste des organismes subventionnés (avec nom et adresse de ces organismes) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2007-2008, 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010;**
b. **politique et critères d'attribution des subventions;**
c. **liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.**

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question est apportée dans le cadre de la question 43. S'y référer pour plus de détails.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, (SACAIS)
DATE : Le 2 avril 2009

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP50

Titre

Copie des avis transmis au ministre ou au Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales par le Réseau québécois d'action communautaire autonome (RQACA) au cours de l'exercice financier 2008-2009.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Dans le contexte de ses activités et relations avec le gouvernement du Québec, le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQACA) a transmis au ministre ou au SACAIS le document suivant:

- « Proposition d'éléments à intégrer au Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire et d'action bénévole 2008-2013 », document adopté par le conseil d'administration du RQACA le 7 avril 2008 et transmis le 1er mai 2008 au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, M. Sam Hamad;

Le document en question est joint en annexe.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
DATE : Le 2 avril 2009

Proposition d'éléments à intégrer au Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire et d'action bénévole 2008-2013

Document adopté par le conseil d'administration du Réseau québécois de l'action communautaire autonome le 7 avril 2008

transmis le 1er mai 2008 au ministre d'Emploi et de la Solidarité sociale, Sam Hamad

TABLE DES MATIÈRES

Présentation de la démarche **3**

1. Politique et Cadre de référence **5**

2. Autonomie des organismes d'action communautaire autonome **5**

3. Financement des organismes d'action communautaire autonome **6**

4. Conditions de travail et expertise dans les organismes **7**

5. Recherche, évaluation et pratiques en action communautaire autonome **7**

6. Rôle du Réseau québécois de l'action communautaire autonome **8**

Annexe A **9**

Annexe B **12**

Notes importantes pour la lecture

- L'expression « organismes d'action communautaire autonome » comprend tout l'ensemble du mouvement, soit les groupes de base, les organismes nationaux, les regroupements et le RQ-ACA.
- À la suite d'une orientation adoptée par le congrès d'octobre 2006, le Comité aviseur de l'action communautaire autonome a changé de nom pour devenir officiellement, depuis le 2 octobre 2007, le Réseau québécois de l'action communautaire autonome. La concordance doit donc être appliquée lorsqu'il est question du Comité aviseur dans la politique.
- En vertu de la politique gouvernementale (p. 28), le montant forfaitaire accordé à l'action communautaire autonome en appui à la mission globale comprend, outre les frais généraux et les frais salariaux, « les frais liés à l'accomplissement de la mission sociale » de chaque organisme. Le *Cadre de référence en matière d'action communautaire* (partie 2, p. 25) les détaillent ainsi : frais liés à l'éducation à l'exercice des droits et la défense collective des droits, la vie associative et les activités de concertation et de représentation, le soutien et l'encadrement de l'action bénévole, ainsi qu'à l'éducation populaire. Le RQ-ACA considère que la formation et le perfectionnement des travailleuses et travailleurs des organismes communautaires font également partie de cette liste.

Présentation de la démarche

Le *Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire* étant échu depuis 2006, le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Sam Hamad, déclarait en juin 2007 qu'il entendait proposer un an plus tard au Conseil des ministres un nouveau plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire et d'action bénévole. Le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), chargé de recommander au ministre différentes avenues à cet égard, a entrepris à l'automne 2007 des consultations auprès de différents partenaires, dont le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA).

Le nouveau plan d'action gouvernemental ayant pour but de contribuer à l'actualisation de la politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire, le RQ-ACA a donc pris au sérieux cette invitation à influencer le contenu de ce nouveau plan d'action. À la fin de l'automne 2007, il entreprenait une réflexion sur les enjeux à soulever dans ce plan d'action, par le biais de travaux en comité exécutif élargi et en conseil d'administration. Ces travaux ont été suivis d'une consultation des membres du RQ-ACA du 4 février au 17 mars 2008 et se sont conclus par l'adoption du présent document en conseil d'administration spécial, réuni le 7 avril 2008.

Les membres du RQ-ACA sont d'avis qu'il aurait été souhaitable de prendre en considération les recommandations du rapport de l'équipe de recherche sur l'évaluation de la mise en œuvre de la politique, dirigée par la sociologue Deena White. Malheureusement, la sortie trop récente du rapport, soit en même temps que la prise de position en conseil d'administration, n'a pas permis d'en tenir compte dans l'élaboration de la présente position sur le plan d'action gouvernemental. Le RQ-ACA a toutefois prévu une analyse sérieuse des recommandations du rapport au cours des prochains mois.

Le RQ-ACA invite le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Sam Hamad, à tenir compte des éléments proposés dans le présent document lors de l'élaboration du prochain plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire. Ces éléments sont issus de trois principes fondamentaux soutenus par le mouvement :

1) Le respect de l'autonomie des organismes d'action communautaire autonome (ACA) face aux objectifs de l'État, notamment en regard de leur mission, de leurs pratiques, de leurs processus et de leurs actions.
2) L'application transversale de la politique[1] dans tout l'appareil gouvernemental, notamment pour généraliser l'application du dispositif du soutien financier en appui à la mission globale.
3) La reconnaissance, le soutien et la promotion des pratiques d'action communautaire autonome, notamment en regard des bénéfices sociétaux liés à ses pratiques.

Le RQ-ACA se fait le porte-parole des organismes d'ACA en invitant le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale à mobiliser l'ensemble de l'appareil gouvernemental afin de dégager le financement nécessaire au respect des engagements formulés dans la

[1] *Politique gouvernementale L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*, 4 juillet 2001.

politique gouvernementale.

Les éléments à intégrer au Plan d'action gouvernemental sont exposés dans les pages suivantes en fonction de six thèmes :

1. Politique et Cadre de référence
2. Autonomie des organismes d'action communautaire autonome
3. Financement des organismes d'action communautaire autonome
4. Conditions de travail et expertise dans les organismes
5. Recherche, évaluation et pratiques en action communautaire autonome
6. Rôle du Réseau québécois de l'action communautaire autonome

1. Politique et Cadre de référence

1.1 S'assurer de l'application transversale de la politique dans tous les ministères et organismes gouvernementaux en fixant des objectifs et des résultats à atteindre, et en concluant des ententes administratives entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et les autres ministères qui soient prescriptives et en conformité avec les engagements de la politique.

1.2 Soutenir les démarches d'appropriation, par les organismes, des critères de l'action communautaire autonome et des exigences de reddition de comptes, tels qu'inscrits dans le *Cadre de référence en matière d'action communautaire*, via notamment une formation donnée sous la responsabilité du RQ-ACA.

1.3 S'assurer que les organismes d'action communautaire concernés soient consultés au moment de l'élaboration de politiques ministérielles, de programmes, ou de tout autre sujet lié à la mise en œuvre de la politique, en respectant les délais permettant une consultation démocratique et en s'assurant de l'accessibilité universelle de l'information et de la documentation.

1.4 Harmoniser et simplifier les pratiques gouvernementales et les documents administratifs relatifs à ses relations avec les organismes communautaires[2].

1.5 Veiller au respect des balises nationales dans toute question relative au financement des organismes d'action communautaire autonome à quelque palier que ce soit.

2. Autonomie des organismes d'action communautaire autonome

2.1 Dans la perspective du respect de l'autonomie des organismes d'action communautaire autonome, réaffirmer que leurs actions n'ont pas à s'arrimer aux objectifs de l'État.

2.2 Réaffirmer l'engagement premier de la politique : « assurer le respect de l'autonomie des organismes communautaires à déterminer leur mission, leurs orientations, leurs modes et leurs approches d'intervention ainsi que leurs modes de gestion »[3].

2.3 Dans la perspective du respect de l'autonomie des organismes d'action communautaire autonome, s'assurer que chaque ministère et organisme gouvernemental accorde la prépondérance au mode de soutien financier à la mission globale dans l'octroi de l'ensemble des subventions destinées aux organismes d'action communautaire autonome.

---

[2] Il s'agit d'un engagement de la politique, voir 10.1 de l'annexe A.
[3] Il s'agit d'un engagement de la politique, voir 1.1 de l'annexe A.

3. Financement des organismes d'action communautaire autonome

RAPPEL : Le soutien financier en appui à la mission globale comprend tous les frais liés à l'accomplissement social de chaque organisme, y compris la formation à ses membres, les activités d'éducation populaire et le perfectionnement des travailleuses et travailleurs des organismes communautaires.

3.1 Faire en sorte que le dispositif de soutien financier à l'action communautaire autonome soit généralisé dans les ministères et organismes gouvernementaux afin d'appuyer la mission globale des organismes d'action communautaire autonome[4].

3.2 Appliquer dans chaque ministère et organisme gouvernemental l'indexation annuelle automatique du soutien financier à la mission globale des organismes d'action communautaire autonome, selon l'indice québécois des prix à la consommation.

3.3 Bonifier le soutien financier de la mission des organismes d'action communautaire autonome en tenant compte des seuils planchers déterminés par le RQ-ACA.

3.4 Reconnaître formellement et appliquer toutes les variables et la classification du *Cadre de référence en matière d'action communautaire* en vue de rehausser le financement des organismes, et ce, dans une perspective d'équité.

3.5 Mandater le SACAIS pour qu'il élabore et mette en œuvre un programme de soutien financier à des organismes d'action communautaire autonome dont la mission est impossible à rattacher à un ministère, et ce, en collaboration avec le RQ-ACA.

3.6 Constituer, dans chaque ministère et organisme gouvernemental, une liste d'admissibilité des organismes d'action communautaire autonome en attente de financement, en fonction des critères du programme ainsi que des huit critères énoncés dans la Politique et le Cadre de référence. Rendre cette liste disponible.

3.7 Mettre en place des programmes spécifiques pour répondre aux besoins divers en immobilisations et en accessibilité universelle des lieux, de l'information et des documents.

3.8 Tout en accordant la priorité au soutien à la mission globale, faire en sorte que le financement des projets ponctuels accordé par un ministère ou un organisme gouvernemental soit accessible à l'ensemble des organismes communautaires[5] et que ce financement ne soit pas soumis aux priorités de l'État.

3.9 Assurer la prépondérance du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome au soutien financier des organismes d'action communautaire autonome dont la mission unique ou principale est la défense collective des droits.

---

[4] Il s'agit d'un engagement de la politique, voir 2.1 de l'annexe A.
[5] Il s'agit d'un engagement de la politique, voir 4.1 de l'annexe A.

3.10 Maintenir le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome au palier national[6], et ce, sous tous ses aspects : gestion, protocole d'entente, analyse des demandes, attribution du soutien financier, etc.

3.11 Établir des règles de transfert des organismes d'action communautaire autonome, incluant un rôle de coordination du SACAIS ainsi qu'une participation des organismes concernés et l'accompagnement des regroupements, si demandés. Un transfert ne doit pas résulter en une perte d'acquis.

3.12 Prévoir pour chaque programme gouvernemental accessible aux organismes d'action communautaire autonome une procédure claire en vue de redistribuer en soutien à la mission les sommes d'argent « libérées » par le retrait du soutien à des organismes financés auparavant par ces dits programmes (transferts, perte de soutien, dissolution, etc.).

4. Conditions de travail et expertise dans les organismes

4.1 Appuyer sur le plan organisationnel le démarrage d'un régime de retraite propre aux travailleuses et travailleurs du communautaire, en excluant une mise de fonds dans le régime comme tel.

4.2 Reconnaître et mettre en valeur l'expertise développée par les organismes d'action communautaire autonome.

4.3 Soutenir les initiatives visant à assurer le maintien et la relève du personnel dans les organismes communautaires.

5. Recherche, évaluation et pratiques en action communautaire autonome

5.1 Reconnaître et respecter les pratiques d'autoévaluation et d'évaluation participative au sein des organismes d'action communautaire autonome.

5.2 Reconnaître et soutenir les pratiques novatrices des organismes d'action communautaire autonome.

5.3 Reconnaître et soutenir les initiatives de recherche des organismes d'action communautaire autonome.

5.4 Appuyer le RQ-ACA et ses composantes dans l'organisation d'événements rassembleurs qui favorisent la concertation des organismes d'action communautaire autonome ou la diffusion d'informations en matière de pratiques d'ACA.

5.5 Dresser un portrait de l'ensemble du mouvement communautaire, par région et par secteur d'activité, et le mettre à jour aux trois ans. Les organismes communautaires

[6] Il s'agit d'un engagement de la politique, voir 2.6 de l'annexe A.

ayant un rayonnement national doivent faire l'objet d'un portrait distinct des portraits régionaux. Ces portraits doivent inclure un portrait financier par ministère port d'attache selon les trois modes de financement.

6. Rôle du Réseau québécois de l'action communautaire autonome

6.1 Réaffirmer le rôle d'interlocuteur privilégié du Réseau québécois de l'action communautaire autonome par rapport à l'action communautaire autonome et à sa participation pour le suivi continu de l'application de la politique[7].

6.2 Prévoir du financement supplémentaire au Réseau québécois de l'action communautaire autonome pour développer un service de recherche.

6.3 Mandater le SACAIS pour qu'il soutienne les démarches du RQ-ACA concernant :

- l'obtention, par le gouvernement québécois, d'un cadre de reconnaissance juridique basée sur une loi spécifique favorable aux organismes d'action communautaire autonome[8] et,
- l'obtention d'une reconnaissance spécifique des organismes d'action communautaire en vue de leur accorder le droit d'émettre des reçus pour fin de déduction fiscale (en remplacement du numéro de bienfaisance), et ce, tant sur le plan provincial que sur le plan fédéral.

[7] Il s'agit d'un engagement de la politique, voir 11.1 de l'annexe A.
[8] Sous réserve des consultations en cours au sein des membres du RQ-ACA.

Annexe A

Sommaire des engagements du gouvernement du Québec, tel que formulés dans la politique gouvernementale
***L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*, 2001 (p. 45 à 47)**

1- Les fondements de la politique

1.1 Assurer le respect de l'autonomie des organismes communautaires à déterminer leur mission, leurs orientations, leurs modes et leurs approches d'intervention ainsi que leurs modes de gestion.

2- Le soutien financier à l'action communautaire autonome

2.1 Faire en sorte que le dispositif de soutien financier à l'action communautaire autonome soit généralisé dans les ministères et organismes gouvernementaux afin d'appuyer la mission globale des organismes d'action communautaire autonome.

2.2 Protéger les acquis de soutien financier en appui à la mission globale des organismes d'action communautaire autonome existants.

2.3 Appliquer le dispositif particulier de participation au soutien financier de l'action communautaire autonome sur une période triennale.

2.4 Appliquer la participation triennale au soutien financier de l'action communautaire autonome après une période permettant, au ministère responsable de son attribution, de s'assurer de la qualité de l'intervention ou des services offerts par l'organisme d'action communautaire autonome, à la suite d'une reddition de comptes satisfaisante.

2.5 Maintenir un dispositif de soutien financier réservé aux organismes d'action communautaire autonome dont la mission unique ou principale est la défense collective des droits et faire en sorte que le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome soit le véhicule de financement de l'ensemble de cette catégorie d'organismes.

2.6 Maintenir le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome au palier national.

2.7 Faire en sorte que les ministères et organismes gouvernementaux participent au soutien financier de la mission globale des regroupements nationaux, régionaux et locaux de leur secteur d'activité.

2.8 Faire en sorte que le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome participe au soutien financier de la mission globale des regroupements dont la mission unique ou principale est la défense collective des droits, et qu'il participe au soutien de la mission globale des regroupements nationaux, régionaux ou locaux sans port d'attache dans l'appareil gouvernemental. La participation du Fonds d'aide au financement des regroupements sans port d'attache devra se faire, dans toute la mesure du possible, sur une base transitoire seulement.

2.9 Maintenir, pour les regroupements dont les membres proviennent d'un seul secteur d'activité, la possibilité de les financer par la cotisation des organismes membres dans la mesure où cette approche de financement résulte d'une négociation et équivaut à un financement en appui à la mission globale des regroupements concernés.

3- Le soutien financier et l'entente de service

3.1 Faire en sorte que les ententes contractuelles pour des services complémentaires aux services publics soient conclues dans un contexte de collaboration mutuelle libre et volontaire.

4- Le soutien financier pour des activités particulières ou des projets ponctuels

4.1 Agir de façon que le financement des projets ponctuels ou de courte durée ou des activités particulières continue de constituer un mode de soutien financier accessible à l'ensemble des organismes communautaires.

4.2 Agir de façon que le soutien financier accordé pour des projets ponctuels ou de courte durée ou pour des activités particulières prenne en considération l'ensemble des frais généraux engagés par l'organisme pour réaliser le projet ou l'activité en question.

5- Le soutien à l'action bénévole

5.1 Continuer de reconnaître et de promouvoir l'engagement volontaire et bénévole des citoyennes et des citoyens par l'attribution annuelle du prix Hommage bénévolat-Québec.

5.2 Respecter, lors de l'élaboration des programmes et services gouvernementaux, les fondements de l'engagement volontaire et bénévole et être attentif aux conditions qui favorisent celui-ci.

5.3 Soutenir des initiatives destinées à la reconnaissance des compétences acquises dans l'engagement bénévole et volontaire.

5.4 Prendre en considération, dans les trois modes de soutien financier des organismes communautaires, les initiatives ou les projets destinés au recrutement et à l'encadrement des bénévoles.

6- Le soutien à la formation et au perfectionnement

6.1 Veiller à ce que la problématique de formation en milieu communautaire fasse l'objet d'un suivi de la part du SACA, dans la mise en œuvre de la politique et à ce que l'expertise des regroupements soit sollicitée et mise à profit.

6.2 Veiller à ce que les regroupements soient soutenus pour répondre aux besoins de formation de leurs organismes membres.

6.3 Veiller à ce que le SACA sollicite la collaboration du Comité sectoriel sur l'action communautaire et l'économie sociale pour explorer avec les représentants des regroupements des formules pouvant favoriser un meilleur arrimage de l'offre et de la demande de formation.

7- La reddition de comptes

7.1 Harmoniser les mécanismes de reddition de comptes des programmes gouvernementaux de soutien financier en action communautaire afin de répondre à des objectifs de rigueur, de souplesse et de transparence, tout en étant respectueux de l'autonomie des organismes et sensible à la réalité qui est la leur.

8- L'évaluation des résultats, la recherche et l'innovation sociale

8.1 Mettre en place un comité de travail, sous la responsabilité du SACA, composé de représentants du milieu communautaire et des ministères, afin de déterminer les balises en matière d'évaluation des résultats et de reddition de comptes. Des experts externes pourront être consultés pour ces travaux.

8.2 Convenir avec les organismes communautaires ou leurs regroupements des paramètres, des modalités, des processus d'évaluation ainsi que des indicateurs qui seront utilisés, dans le respect de la nature de l'intervention des organismes et des caractéristiques de l'action communautaire autonome.

8.3 Accorder un appui aux organismes d'action communautaire qui désirent s'engager dans une démarche d'évaluation des résultats.

8.4 Faire en sorte que soit développé, au ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie, en collaboration avec le SACA et le Comité interministériel, un programme lié à l'évaluation des résultats, à la recherche et à l'innovation en milieu communautaire.

9- La régionalisation du soutien financier

9.1 Agir de façon que les orientations touchant le soutien des organismes communautaires soient appliquées, lorsqu'il y a lieu, aux paliers régional et local.

9.2 Agir de façon que le Comité interministériel, à l'occasion des travaux sur la mise en œuvre, veille au respect des orientations gouvernementales et des balises nationales et sectorielles qui en découlent lorsque le soutien financier est octroyé en région en vertu de la déconcentration des activités d'un ministère ou d'un organisme gouvernemental.

10- La cohérence, la simplification et l'harmonisation des pratiques gouvernementales

10.1 Harmoniser et simplifier les pratiques gouvernementales et les documents administratifs relatifs à ses relations avec les organismes communautaires.

10.2 Prévoir des processus de consultation et d'information avec le milieu communautaire dans la définition des nouvelles pratiques, de leur implantation et de leur évaluation périodique.

10.3 Assurer la transparence de l'aide financière accordée aux organismes communautaires dans le respect des exigences de confidentialité, de saine gestion et de responsabilité gouvernementale.

11- Le Comité aviseur de l'action communautaire autonome

11.1 Considérer le Comité aviseur de l'action communautaire autonome comme un interlocuteur privilégié par rapport à l'action communautaire autonome et solliciter sa participation pour le suivi continu de l'application de la politique.

11.2 Veiller à ce que les principales composantes ou secteurs de l'action communautaire autonome puissent être associés, par l'entremise du SACA, à la mise en œuvre de la politique.

12- L'incidence financière de la politique

12.1 Consacrer au dispositif de soutien financier à l'action communautaire autonome la majorité des crédits supplémentaires qu'il dégagera pour la présente politique.

Annexe B

Documents de référence

- Équipe d'évaluation de la mise en œuvre de la politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire. *La mise en œuvre de la Politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire au niveau central et intersectoriel* : document de travail pour fins de consultation. septembre 2006.
- Gouvernement du Québec. *Cadre de référence en matière d'action communautaire.* Gouvernement du Québec, 10 août 2004.
- Gouvernement du Québec. *Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire.* Gouvernement du Québec, 10 août 2004.
- Gouvernement du Québec. *Politique gouvernementale L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*, 4 juillet 2001.
- Réseau québécois de l'action communautaire autonome, *Analyse du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire et du Cadre de référence en matière d'action communautaire*, 4 octobre 2004.
- Réseau québécois de l'action communautaire autonome, *Bulletin #5 du congrès d'octobre 2006,* 24 mai 2007.
- Réseau québécois de l'action communautaire autonome, *Plan d'action 2007-2012*, 24 mai 2007.
- Réseau québécois de l'action communautaire autonome. *Propositions d'actions bonifiant le Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire pour la période 2007-2009*, 13 juin 2007.
- Sotomayor, Eliana et Madeleine Lacombe *Le Comité aviseur de l'action communautaire autonome : Dix ans de luttes pour la reconnaissance*, octobre 2006.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP51

Titre

Actions posées et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome pour les exercices financiers 2007-2008, 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

1. Contexte

- La Politique *L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*, a été adoptée le 4 juillet 2001 et lancée officiellement le 5 septembre de la même année.
- Le lancement de la politique a été accompagné d'une annonce de crédits supplémentaires de 51 millions de dollars pour trois ans (2001-2002 à 2003-2004).
- Le Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire a été adopté en août 2004. Il vise à rendre opérationnelles les différentes modalités de la politique et, à terme, à rendre effectif l'objectif de simplification et d'harmonisation des pratiques administratives.
- Le Cadre de référence en matière d'action communautaire a également été adopté en août 2004; il contient les principales dispositions d'harmonisation des pratiques administratives.
- En 2006-2007, une entente administrative a été conclue entre la ministre responsable de l'action communautaire et chacun des ministères ou organismes gouvernementaux, qui soutiennent des organismes communautaires. Ces ententes visent la réalisation du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire et l'application du Cadre de référence.
- En 2007-2008, les travaux visant l'élaboration d'un deuxième plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire ont été entrepris.
- En 2008-2009, le mandat confié au Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS) a été modifié pour que celui-ci débute, avec le Comité interministériel de l'action communautaire, une réflexion sur de nouvelles orientations en matière d'action communautaire.

2. Les travaux de mise en œuvre de la politique gouvernementale

- Le Comité interministériel de l'action communautaire regroupe vingt ministères et organismes gouvernementaux concernés par le soutien financier aux organismes communautaires.
- Au cours de l'exercice financier 2008-2009, les rencontres de ce comité se sont tenues les 17 avril, 29 mai, 13 juin, 11 septembre, 30 octobre et 10 décembre 2008 ainsi que les 29 janvier, et 26 février 2009.
- Les membres du comité interministériel ont contribué aux groupes de travail, mis en place par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), comme celui sur l'élaboration d'un plan d'action gouvernemental ainsi que sur des projets d'envergure comme la mise en place d'un portail permettant le traitement rapide et efficace des données. Enfin, ils ont contribué à la réflexion globale sur le milieu communautaire.
- Un répertoire dynamique sur Internet intitulé *Portrait du soutien financier gouvernemental versé aux organismes communautaires*, par ministère, a été réalisé et mis à jour. Il comprend maintenant l'ensemble du soutien gouvernemental versé à des organismes communautaires (soutien à la mission globale, ententes de service et projets).
- L'État de situation de l'intervention gouvernementale en matière d'action communautaire, édition 2007-2008, a été publié en septembre 2008.
- La presque totalité des organismes communautaires soutenus pour leur mission globale étant rattachés à un ministère parrain en lien avec leur mission, l'opération annuelle de concentration et de transfert du soutien financier a donné lieu, au 1er avril 2008, au transfert de 4 organismes vers un autre ministère d'attache.
- Les travaux de concertation entre le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQACA) et le SACAIS ont cours depuis l'adoption de la politique gouvernementale. Plusieurs rencontres se sont tenues entre des sous-comités du comité aviseur et l'équipe du SACAIS, notamment sur les programmes, la défense collective des droits, l'évaluation de la politique et les besoins financiers des groupes communautaires.
- Le SACAIS a répondu aux demandes de collaboration de l'équipe de recherche qualitative et participative, sous la coordination de Deena White, de l'Université de Montréal et les membres du Comité interministériel ont suivi les travaux touchant l'évaluation jusqu'au dépôt du rapport final au printemps 2008; ils ont été invités à participer à l'activité de transfert des connaissances de cette action concertée sous l'égide du FQRSC (Fonds québécois de recherche société culture).

3. Les crédits alloués

Du montant total de 51 M$ alloué pour la mise en œuvre de la politique gouvernementale, une somme résiduelle et finale de 499 154 $ a été versé au cours de l'exercice financier 2007-2008. Tel que prévu dans le devis initial d'évaluation, un solde de 45 024 $ est réservé pour une autre activité d'évaluation.

De plus, il faut rappeler que les sommes additionnelles octroyées aux organismes sous la responsabilité du SACAIS, ont été rendues récurrentes grâce à la contribution du Ministère. Ainsi, le SACAIS a maintenu les engagements de la politique gouvernementale auprès des organismes qu'il soutient.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
DATE : Le 17 mars 2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP80 (mtrav)

Titre

Liste des avis de licenciements collectifs reçus au ministère depuis le 1er janvier 2003 jusqu'à ce jour. Ventilation par région et renseignements suivants :

a. Nom et adresse de l'entreprise
b. date de l'avis et/ou de la fermeture
c. type ou secteur d'activité de l'entreprise
d. nombre total d'employés de l'entreprise
e. nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;
f. motifs de licenciement.

Exposé et statistiques

Ci-joint, la liste des avis de licenciement collectifs reçus au Ministère du 1er avril 2008 au 28 février 2009 avec les renseignements demandés, sauf le nombre de salariés temporaires et permanents ainsi que le nombre total d'employés de l'entreprise, car ces renseignements ne sont pas fournis par les employeurs.

Il faut se rappeller que ces avis sont prévisionnels, tant sur la date prévue du licenciement que sur le nombre de salariés possiblement visés. Un même employeur peut émettre plusieurs avis, reporter un licenciement et même l'annuler. La date de licenciement et le nombre de salariés peuvent être modifiés. La base de données reflète seulement l'information reçue des employeurs.

SOURCE : Emploi-Québec - Direction du Placement, le 12 mars 2009
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée, le 16 mars 2009

Emploi Québec

Avis de licenciement

Liste des avis reçus au ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale

Avis de licenciement reçus à la DSORC entre le 2008-04-01 et le 2009-02-28

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
01-Bas St-Laurent							
Bois BSL inc. (Gaspésie 239, avenue Bellevue Ouest Les Méchins	(418) 775-5360	2008-09-18	2008-10-31	17	Fermeture d'entreprise	Économique	Fabrication de planchers de bois franc
Bois d'oeuvre Cedrico Inc. - Transport Cedrico Inc. 39, rue Saint-Jean-Baptiste Price		2008-10-31	2008-12-19	19	Réduction du nombre de salariés	Économique	Transport.
Bombardier inc. - transport 130, route 230 La Pocatière	(418) 856-1232	2008-07-21	2008-09-15	95	Réduction du nombre de salariés	Économique	Transport.
Bombardier Inc. - transport 130, route 230 La Pocatière		2009-02-03	2009-02-13	55	Réduction du nombre de salariés	Économique	Transport.
Calko (Canada) inc. 5, rue Sainte-Anne Rivière-du-Loup	(514) 495-1531	2008-11-17	2009-01-16	39	Réduction du nombre de salariés	Économique	Entreprise de tissage et galonnage de
CEDRICO - 2e transformation de Price 39, rue Saint-Jean-Baptiste C.P. 477 Price		2008-10-29	2008-12-19	53	Réduction du nombre de salariés	Économique	Usine de sciage
Cedrico - Causapscal 562, Route 132 Est Causapscal	(418) 775-7516	2008-10-28	2008-12-19	61	Réduction du nombre de salariés	Économique	Usine de sciage.
Cedrioco inc. - (bois d'oeuvre) 39, rue Saint-Jean-Baptiste Price	(418) 775-7516	2008-10-27		92	Fermeture d'entreprise	Économique	Usine de sciage.
Centre de santé des Ursulines de Rimouski 207A, rue Notre-Dame Est Rimouski		2009-02-13	2009-02-06	17	Réduction du nombre de salariés	Économique	Infirmerie.

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
GROUPE LEBEL (2004) INC. - Division Saint-Joseph de Kamouraska	264, Route Picard Saint-Joseph de Kamouraska	2008-05-06	2008-06-28	25	Licenciement temporaire	Économique	Usine de sciage.
La Mie du Voyageur (Rivière-Verte)	970, route 185 Saint-Antonin	2008-06-09	2008-06-30	11	Fermeture d'entreprise	Économique	Entreprise dans le domaine de la rest
Norcast Castings Company Ltd	105, de la Fonderie Mont-Joli	2009-01-28	2008-10-10	70	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fonte de fer et fabrication de pièces e
Qualité Élastique Limitée	130, chemin des Raymonds Rivière-du-Loup	2009-02-13	2009-04-10	18	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacture d'élastique et de tissus.

Nombre d'avis : 13 **Nombre de salariés licenciés : 572**

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
02-Saguenay - Lac St-Jean							
BPR - Bechtel Inc. (Alma) 100, rue St-Joseph, bureau 111 Alma		2009-02-20	2009-02-20	27	Réduction du nombre de salariés	Économique	Ingénierie.
BPR - Bechtel Inc. (Jonquière) 3251, boul. St-François Jonquière		2009-02-20	2009-02-20	70	Réduction du nombre de salariés	Économique	Ingénierie.
Cascades Groupe Carton Plat - Jonquière 4010, chemin Saint-André Jonquière		2008-08-29	2008-10-24	24	Réduction du nombre de salariés	Économique	Secteur des pâtes et papier.
Centre de Tri de Saguenay 1185, rue Antonio Lemaire Saguenay		2008-06-27	2008-09-01	28	Fermeture d'entreprise	Économique	Récupération de matières résiduelles.
Déchargement G.L. C.P. 310 Chambord	(418) 342-1122	2008-09-29	2008-10-31	17	Réduction du nombre de salariés	Économique	Matériaux de construction.
Équipements Comact (Chicoutimi) Inc. 850, boul. Tadoussac Chicoutimi		2008-10-27	2009-02-28	69	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier d'équipements de sciag
Équipements Comact (Chicoutimi) Inc. 850, boul. Tadoussac Chicoutimi		2009-01-20	2009-03-13	35	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier d'équipements de sciag
FERICAR 112, route 155 Chambord	(418) 342-6221	2008-12-03	2008-11-28	22	Réduction du nombre de salariés	Économique	Non disponible
ILOTS 1 et 2 (logement autonome) 450, Aéroport Saint-Honoré de Chicoutimi		2009-01-08	2009-03-05	17	Fermeture d'entreprise	Économique	Hébergement de personnes ayant une
Les Éditions du Réveil et Imprimerie du Réveil 3388, boul. Saint-François, C.P. 520 Jonquière		2008-12-16	2009-03-01	47	Réduction du nombre de salariés	Économique	Entreprise d'impression de journaux ré
Logement Autonome, Services Partagés 265, rue Rimbaud, app. 9 Chicoutimi		2009-01-07	2009-03-05	15	Fermeture d'entreprise	Économique	Hébergement de personnes ayant une

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
Louisiana-Pacifique Canada Ltée - Div. Qc - Chambord 572, Route 155 Chambord		2008-09-04	2008-10-31	130	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de panneaux à lamelles.
MDF - L'Uniboard 5373, chemin Saint-Anicet, C.P. 1053 La Baie	(450) 682-5240	2008-06-27	2008-06-27	80	Fermeture d'entreprise	Économique	Panneaux de MDF
Planchers Mistral inc. 3590, rue de l'Énergie Jonquière	(418) 695-1793	2008-12-09	2009-02-06	33	Réduction du nombre de salariés	Économique	3e transformation de bois de plancher.
Planchers St-Louis 3590, rue de l'Énergie Jonquière	(418) 695-1793	2008-12-09	2009-02-06	42	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier de bois de plancher.
Roche Ltée - Groupe-conseil 159, Côte Salaberry Montréal	(514) 393-9110	2009-01-09	2009-01-07	24	Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine de l'ingénierie-conseil.
Service de Scierie Dolbeau Ltée 1400, rue Principale Girardville		2008-05-26	2008-06-02	12	Réduction du nombre de salariés	Économique	Transport de copeaux, de sciures et d

Nombre d'avis : 17 **Nombre de salariés licenciés : 692**

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
03-Québec							
Abitibi Bowater - secteur St-Raymond 175, rue St-Alexis St-Raymond	(418) 337-1320	2008-07-15	2007-07-30	35	Réduction du nombre de salariés	Économique	Scierie
AGC Flat Glass North America inc. 250, rue de Copenhague Saint-Augustin-de-Desmaures		2008-04-21	2008-07-15	250	Fermeture d'entreprise	Économique	Fabrication de verre plat clair destiné
AkzoNobel 3280, boul. Ste-Anne Québec		2008-09-04	2008-10-31	16	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabriquant de peinture.
Aliments Ultima inc. 5055, rue Rideau, bureau 600 Québec		2008-04-22	2008-06-06	10	Réduction du nombre de salariés	Économique	Service de livraison.
Autocars Québec Inc. 136, Amsterdam Saint-Augustin-de-Desmaures	(418) 878-4886	2008-04-03	2008-06-15	16	Fermeture d'entreprise	Économique	Transport en commun
Caisserie Québec inc. 215, rue Bordeau Saint-Augustin-de-Desmaures		2008-04-23	2008-04-16	18	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de palettes et de caisses d
Créations Suzanne Inc. 869, rue St-Jean Québec		2008-07-09	2008-09-06	17	Fermeture d'entreprise	Économique	Commerce de détail.
Crocs Canada inc. 1500, rue des Tanneurs Québec		2008-04-17	2008-08-05	700	Fermeture d'entreprise	Économique	Fabrication de produits à base de plas
DAP Technologies Ltée 875, boulevard Charest , bureau 200 Québec		2008-12-05	2008-12-05	32	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de micro-ordinateurs porta
DOMOSYS CORPORATION 585, boulevard Charest Est, 6e étage Québec		2008-05-12	2008-07-04	19	Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine de la haute technologie.
ECL Services Inc. 1580, rue Provinciale Québec		2009-02-09	2009-04-05	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Vente, inspection et maintenance équi

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
ÉPICERIE SANTÉ RACHELLE-BÉRY 1170, boul. Lebourgneuf Québec	2008-05-16	2008-06-23	36	Fermeture d'entreprise	Économique	Alimentation au détail.
General Cable 2600, boul. de Comporté La Malbaie	2008-12-15	2008-12-02	10	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de fils et câbles électrique
GlaxoSmithKline Biologicals 2323, boul. Parc Technologique Québec	2008-10-30		90	Réduction du nombre de salariés	Économique	Recherche et développement et la pro
Les Distributions Option Kit Inc. 214, avenue St-Sacrement Québec	2009-02-25	2009-02-25	16	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication d'armoires de cuisine en b
Les Spécialités Mandrin CSI Inc. 3060, boul. Ste-Anne Québec	2008-05-22	2008-07-10	30	Fermeture d'entreprise	Économique	Fabrication de mandrin.
Les Studios Longtail Québec Inc. 390, boulevard Charest Est, suite 600 Québec (418) 948-9769	2008-12-19	2008-12-12	38	Réduction du nombre de salariés	Économique	Création, production et édition de prod
MICRO-CONTRÔLE INC. 2625, rue Dalton Québec	2008-10-23	2008-12-31	26	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier de produits électronique
Nexans Canada Inc. - Établissement de Québec (Vanier) 1081, boul. Pierre-Bertrand Québec	2009-02-04	2009-04-03	67	Fermeture d'entreprise	Économique	Fournisseur câbles d'énergie, des câbl
Orientation Santé, division de Gestion A. McLaughlin Inc. 10 018, avenue Royale Sainte-Anne-de-Beaupré	2009-01-18	2009-03-26	10	Réduction du nombre de salariés	Économique	Agence de placement de personnel.
PRÉMOULÉ INC. 2375, rue Dalton Québec	2008-12-01	2009-02-09	40	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de panneaux d'armoires et
Restaurant Mikes - dépanneur D'estimauville inc. 2240, rue Jules Verne Québec (418) 871-7684	2007-08-11	2007-11-05	18	Réduction du nombre de salariés	Économique	Restauration.
Technologies Veyance Canada inc. (Good Year) 1195, Taillon Québec (418) 683-4411	2008-11-07	2008-11-14	25	Réduction du nombre de salariés	Économique	Produits en caoutchouc destinés au m

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
TeraXion 2716, rue Einstein Québec		2008-11-18	2009-01-19	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Concepteur et fabriquant de composa

Nombre d'avis : **24** **Nombre de salariés licenciés :** **1 569**

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
04-Mauricie							
Adecco Équipe Support 417, rue St-Pierre, bureau 401 Montréal		2009-02-05		50	Réduction du nombre de salariés	Économique	Services de placement de personnel t
Buanderie de Grand-Mère Inc. 569, 2e Rue Grand-Mère		2008-08-21	2008-10-10	12	Fermeture d'entreprise	Économique	Buanderie.
Câble Alcan - Usine St-Maurice 5555, rue Burrill Shawinigan		2008-03-31	2008-05-19	40	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier de câble électrique et d
Câble Alcan - usine St-Maurice 5555, rue Burrill Shawinigan	(819) 539-1250	2008-07-17	2008-09-03	33	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier de câble électrique et d
Groupe RCM Inc. 247, rue Sainte-Anne Yamachiche		2008-12-09	2009-05-16		Réduction du nombre de salariés	Économique	Traitement de la collecte sélective et l
INDUSTRIES CHERBOURG INC. 1820, rue Guimond Saint-Paulin		2008-10-27	2008-12-22	10	Fermeture d'entreprise	Économique	Fabrication de meubles.
Les Fromages Saputo s.e.n.c.- Crémerie des Trois-Rivières Trois-Rivières		2008-08-21	2008-09-12	15	Réduction du nombre de salariés	Économique	Préparation des commandes.
Manac Inc. 8750, boulevard Industriel Trois-Rivières		2008-09-23	2008-11-13	45	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication remorques.
Manac Inc. 8750, boulevard Industriel Trois-Rivières		2008-12-12	2009-04-02	48	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication remorques.
Mode Optimo Inc. 260, rue Baril Louiseville		2008-04-14	2008-07-18	19	Fermeture d'entreprise	Économique	Fabrication de pantalons

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
Scierie Gérard Crête et Fils de Séverin de Proulxville - KRUGER INC. 380, Route 159 Saint-Séverin de Proulxville		2008-05-14	2008-08-08	75	Fermeture d'entreprise	Économique	Transformation du bois.
Scierie La Tuque 101, rang Beaumont La Croche		2009-02-24	2009-04-20	19	Réduction du nombre de salariés	Économique	Sciage de bois feuillus.
Siemens Transformateurs Canada Inc. 3400, rue Bellefeuille Trois-Rivières		2008-06-05	2008-08-01	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Production de transformateurs électriq

Nombre d'avis : 13 **Nombre de salariés licenciés : 386**

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
05-Estrie							
A. Lacroix et Fils Granit Ltée 450, rue Principale Saint-Sébastien	(819) 652-2828	2008-12-05	2009-02-02	25	Réduction du nombre de salariés	Économique	Secteur de l'extraction et de la transfor
Bestar Inc. 4220, rue Villeneuve Lac Mégantic	(819) 583-1017	2008-11-25	2009-01-15	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier de composantes et de
Bestar Meubles prêts-à-assembler 4220, rue Villeneuve Lac-Mégantic		2008-08-14	2008-08-24	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturière de composantes et de
BLANCHETTE ET BLANCHETTE INC. 520, 2e Avenue Weedon		2008-05-07	2008-07-04	32	Licenciement temporaire	Économique	Usine de sciage.
Bombardier Produits Récréatifs Inc. 726, rue St-Joseph Valcourt	(450) 532-2211	2008-12-11	2008-12-10	850	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de véhicules récréatifs.
Cascades Groupe Carton Plat - East Angus 2, rue Angus Nord, C.P. 2001 East Angus		2008-10-16	2008-12-05	11	Réduction du nombre de salariés	Économique	Pâtes et papiers.
DANA CANADA CORPORATION 1875, boul. Industriel Magog		2008-11-12	2009-08-31	120	Fermeture d'entreprise	Économique	Fabrication de composantes de joints
DATRAN 3D 3220, boul. Industriel Sherbrooke		2008-08-19	2008-10-10	42	Fermeture d'entreprise	Économique	Transformation de pièces plastiques.
Energy and Propulsion Systems Inc. 73, St-Georges North Asbestos		2008-06-12	2008-08-08	22	Fermeture d'entreprise	Économique	Développement et commercialisation t
Équipement Militaire Mil-Quip Inc. 144, Léger, Local 1 Sherbrooke		2008-05-13	2008-07-04	12	Fermeture d'entreprise	Économique	Manufacturier.
La Corporation Internationale Masonite - Division Lac-Mégantic 4180, rue Villeneuve Lac-Mégantic		2008-11-03	2008-12-26	74	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de portes résidentielles en

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
Les Finitions Pro-Teint	88, rue Pomerleau Magog (819) 868-2906	2008-06-09	2008-08-01	17	Fermeture d'entreprise	Économique	Vernis et laque sur portes de bois.
Maisons Alouette	316, rue Principale Ouest Sainte-Anne-de-la-Rochelle (450) 539-3100	2008-09-25		65	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de maisons modulaires.
Mine Jeffrey Inc. Asbestos	111, boulevard Saint-Luc (819) 879-6005	2008-05-07	2008-11-01	271	Réduction du nombre de salariés	Économique	Compagnie minière.
Mine Jeffrey Inc. Asbestos	111, boulevard Saint-Luc	2008-10-02	2008-11-01	271	Réduction du nombre de salariés	Économique	Mines
PLASTECH	370, rue Léger Sherbrooke	2009-01-21	2009-01-09	17	Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine de l'injection de plastique.
TLD CANADA INC.	800, rue Cabana Sherbrooke	2008-12-01	2009-01-30	40	Réduction du nombre de salariés	Économique	Conception, fabrication et distribution
VOYAGE EXPERT SÉCURITÉ FINANCIÈRE (E.T.F.S.) INC.	73, rue Queen Lennoxville	2008-05-14	2008-05-07	50	Réduction du nombre de salariés	Économique	Solutions voyage & santé.
Waterville TG inc	10, rue Dépôt Waterville (819) 837-2421	2008-04-01	2008-03-14	15	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication une gamme de systèmes
Waterville TG Inc.	10, rue Dépôt Waterville	2008-08-28	2008-10-24	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication une gamme de systèmes
Waterville TG inc.	10, rue Dépôt Waterville (819) 637-2421	2008-09-22	2008-11-14	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de systèmes d'étanchéité
Waterville TG Inc.	10, rue Dépôt Waterville	2008-12-08	2009-01-30	80	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabricant de systèmes d'étanchéité po
Waterville TG Inc.	10, rue Dépôt Waterville	2009-01-22	2009-03-27	42	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabricant de systèmes d'étanchéité po
Waterville TG Inc.	10, rue Dépôt Waterville	2009-02-03	2009-04-10	48	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabricant de systèmes d'étanchéité po
Waterville TG Inc.	10, rue Dépôt Waterville	2009-02-26	2009-04-24	16	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de systèmes d'étanchéité

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique

Nombre d'avis : 25 **Nombre de salariés licenciés :** 2 230

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
06-Montréal							
4054547 Canada Inc. (Saturn Saab de l'Ile-des-Sœurs) 1000, boul. René-Lévesque Ile-des-Sœurs		2009-02-12	2009-04-10	20	Fermeture d'entreprise	Économique	Concessionnaires automobile.
9096-6375 Québec Inc. - Robar Food Services #341-3801 University Montréal		2008-04-05	2008-05-31		Fermeture d'entreprise	Économique	Domaine de la restauration
Accents de ville imports Inc. 7400, rue St-Patrick Montréal		2009-02-17	2009-04-10	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine de l'importation et la vente e
ACNeilsen Compagny of Canada 1111, boulevard Dr. Frederik-Philipps Saint-Laurent		2008-06-16	2008-08-29	17	Réduction du nombre de salariés	Économique	Marché d'étude et analyse.
Adecco Équipe Support 417, rue St-Pierre, bureau 401 Montréal		2009-01-21	2009-03-20	47	Réduction du nombre de salariés	Économique	Services de location de personnel tem
Aerotek ULC 1800, boul. Marcel Laurin Saint-Laurent		2009-02-06	2009-02-20	129	Réduction du nombre de salariés	Économique	Aéronautique - Fabrication d'aéronefs.
AFFINA 1250, rue Guy, 6e étage Montréal		2008-04-09	2008-06-01	14	Réduction du nombre de salariés	Économique	Service à la clientèle.
AFFINA 1250, rue Guy, 6e étage Montréal		2008-05-29	2008-07-19	14	Réduction du nombre de salariés	Économique	Service à la clientèle.
Airborne Mobile 3575, boulevard Saint-Laurent, suite 750 Montréal	(514) 289-9111	2008-06-25	2008-08-22	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fournisseur de contenu sans fil pour a
Ajilon Canada inc. 355, rue Sainte-Catherine Ouest, suite 601 Montréal		2008-09-17	2008-11-07	43	Réduction du nombre de salariés	Économique	Centre de consultation et de support t
AKTIV KAPITAL ACQUISITIONS INC. 740, rue Notre-Dame Ouest, bureau 525 Montréal		2009-01-07	2009-03-04	24	Réduction du nombre de salariés	Économique	Centre de recouvrement de comptes e

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
Ambrilia Biopharma Inc. 1000, chemin du Golf Verdun		2008-09-29	2008-09-30	14	Réduction du nombre de salariés	Économique	Recherche et développement en onco
Amphenol TAT Technologies, Une Division de PTAI 5975, rue Andover Mont-Royal		2009-01-30	2009-03-27	33	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabricant des interconnections sur me
Arrow Fastener Canada Inc. - Les Attaches Arrow du Canada Inc. 6505, boul. Métropolitain Est Montréal		2008-12-01	2008-12-01	25	Réduction du nombre de salariés	Économique	Production d'agrafes et distribution de
Autodesk Canada Co. 90, Queen Montréal	(514) 954-7288	2008-12-19	2009-01-15	40	Réduction du nombre de salariés	Économique	Développement de logiciel.
AV-TECH INC. 300, rue Léo-Parizeau Montréal		2008-10-29	2008-12-31	13	Réduction du nombre de salariés	Économique	Entretien et opération électromécaniq
AV-TECH INC. 8002, rue Jarry Est Anjou		2008-12-17	2009-02-28	21	Réduction du nombre de salariés	Économique	Activités d'entretien et opération électr
BECHTEL CANADA CO. 1, Place Ville-Marie, Suite 2220 Montréal		2009-01-28	2009-03-25	25	Réduction du nombre de salariés	Économique	Projets majeurs d'ingénierie.
BECHTEL CANADA INC. 1500, rue Université, suite 910 Montréal		2008-12-15	2009-02-13	150	Réduction du nombre de salariés	Économique	Ingénieurs - Conseils.
BECHTEL CANADA INC. 4150, rue Ste-Catherine Ouest, suite 600 Montréal		2009-01-05	2009-02-02	35	Réduction du nombre de salariés	Économique	Ingénieurs - Conseils.
Bingo DORÉMI (siège social SOLEV) 505, rue Bélanger Est Montréal	(514) 765-3709	2008-12-08		23	Réduction du nombre de salariés	Économique	Salle de bingo.
Bombardier Inc., Bombardier Aéronautique - Usine de Ville Saint-Laurent 1800, boul. Marcel-Laurin Saint-Laurent		2009-02-05	2009-02-06	153	Réduction du nombre de salariés	Économique	Aéronautique - Fabrication d'aéronefs

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
Bombardier Inc., Bombardier Aéronautique - Usine de Dorval 500, chemin de la Côte-Vertu Ouest Dorval	2009-02-05	2009-02-06	130	Réduction du nombre de salariés	Économique	Aéronautique - Fabrications d'aéronef
Boutique Jacob Inc. 6125, chemin de la Côte-de-Liesse Montréal	2008-11-11	2008-11-04	17	Réduction du nombre de salariés	Économique	Commerce de détail.
Boutique Jacob Inc. 6125, chemin de la Côte-de-Liesse Montréal	2009-01-17	2009-01-13	15	Réduction du nombre de salariés	Économique	Secteur du commerce de détail.
Bristol-Myers Squibb Canada 2365, Côte-de-Liesse Saint-Laurent	2008-11-21	2008-12-31	11	Réduction du nombre de salariés	Économique	Industrie pharmaceutique.
BroadSign Canada inc. 1080, Côte du Beaver Hall Montréal (514) 399-1187	2008-09-22	2008-09-22	12	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fournisseur de services et logiciels.
Buffet - La Stanza - 9063 2563 Québec inc. 1132, boulevard Marcel Laurin Ville Saint-Laurent (514) 333-0606	2008-07-15	2008-08-24	50	Réduction du nombre de salariés	Économique	Restauration.
Bunge Canada 1260, rue Mill Montréal	2008-10-02	2009-03-31	48	Fermeture d'entreprise	Économique	Entreprise de transformation des alim
Canadelle 4405, Métropolitain Est Montréal	2008-05-02	2008-09-12	46	Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine de la lingerie pour dames et
Canadian Electronic Powders Corporation 3494, rue Ashby Montréal	2009-01-04	2009-01-05	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Secteur micro-poudres métalliques.
CANPLAST CANADA INC. 4797, boul. Couture Montréal	2009-01-30	2009-01-28	20	Fermeture d'entreprise	Économique	Manufacture de bandes de polymère.
CANPLAST CANADA LTD. 4797, boul. Couture Montréal	2008-10-31	2008-12-31	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacture de bandes de polymère.
Cellulab Inc. 4418, rue Garland Saint-Laurent	2008-08-01	2009-09-26	14	Réduction du nombre de salariés	Économique	Électronique.

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
CGC Inc. 7200, Notre-Dame Est Montréal	2008-04-25	2008-04-28	13	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de panneaux de gypse.
CGI (Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.) 1130, rue Sherbrooke Ouest, 8e étage Montréal	2008-12-09	2009-02-03	18	Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine des technologies de l'inform
CGI (Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.) 1350, boulevard René-Lévesque Ouest Montréal (514) 841-3325	2008-09-25	2008-09-25	63	Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine des technologies de l'inform
CGI (CSB) 1130, rue Sherbrooke Ouest, 8e étage Montréal	2008-12-09	2009-02-03	13	Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine des technologies de l'inform
CGI (Grand Montréal) 1130, rue Sherbrooke Ouest, 8e étage Montréal	2008-12-09	2009-02-03	78	Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine des technololgies de l'inform
Christina Amérique Inc. 5555, rue Cypihot Montréal	2008-12-13	2008-12-12	10	Réduction du nombre de salariés	Économique	Production des maillots de bain.
Compagnie de Fiducie AGF 1200, avenue McGill College, bureau 2000 Montréal	2008-11-03	2008-11-03	12	Fermeture d'entreprise	Économique	Industrie des services financiers.
CORADIANT 1100, Boulevard René-Lévesque Ouest, suite 1400 Montréal (514) 908-6300	2008-12-05	2008-12-05	15	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fournisseur en matière d'équipements
Cornell Trading Ltée 108, carré Gallery Montréal (514) 381-2365	2008-09-02	2008-10-21	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication et vente en gros de vêtem
Corporation IMS Health Canada Limitée 16720, route Transcanadienne Kirkland (514) 428-6000	2008-06-19	2008-06-18	18	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fournisseur d'information commercial
Corporation Wolverine World Wide Inc. 4600, rue Hickmore Saint-Laurent	2008-10-07		60	Réduction du nombre de salariés	Économique	Distribution operations.
Cossette Communication Inc. 2100, rue Drummond Montréal	2008-05-19	2008-05-20	50	Réduction du nombre de salariés	Économique	Communication et marketing.

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
Cossette Communication Inc. 2100, rue Drummond Montréal		2009-02-10	2009-01-26	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Secteurs de la communication et du m
CROWN Canada - Dorval 1177, 55e Avenue Dorval		2008-11-13	2009-01-09	50	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de contenants.
CROWN Canada (entreprises d'emballage métallique) 10000, rue Meilleur Montréal		2008-11-13	2009-02-06	125	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de contenants.
Dataradio Inc. 5500 Royalmount, bureau 200 Montréal		2009-01-15	2009-01-07	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de modems de télécommu
Desjardins Ford Roxboro inc. 4463, boulevard des Sources Roxboro	(514) 685-1330	2008-11-03	2008-12-19	46	Fermeture d'entreprise	Économique	Vente et réparation de véhicules auto
Divertissements Gameloft Inc. 5800, rue St-Denis, bureau 1001 Montréal		2009-01-09	2009-01-07	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Jeux vidéo pour téléphone cellulaire.
Emballages Alcan Canada Limitée 19 701, boul. Clark Graham Baie d'Urfé		2008-12-18	2008-12-16	15	Réduction du nombre de salariés	Économique	Production d'emballages de carton.
Enveloppe Montréal 645, rue Stinson Saint-Laurent	(514) 595-0555	2008-10-21	2008-12-31	30	Fermeture d'entreprise	Économique	Manufacturier d'enveloppes.
Equifax 7100, rue Jean-Talon Anjou	(514) 493-2482	2008-10-17	2008-11-24	21	Réduction du nombre de salariés	Économique	Centre d'appels et d'enquête.
Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. 800, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 1900 Montréal	(514) 875-6060	2008-11-26	2008-11-26	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Société de services professionnels.
Fer Ornemental NDG Inc. 950, rue McCaffrey Saint-Laurent		2009-01-06	2009-03-02	15	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabricant de présentoirs en métal.
Filmar Sportswear Canada Inc. 8505, rue Devonshire Montréal		2008-08-22	2008-10-17	33	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacture de tuques.

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
Fondation québécoise de la déficience intellectuelle 6205, boul. des Grandes Prairies, bureau 201 Saint-Léonard		2009-02-12	2009-04-10	16	Réduction du nombre de salariés	Économique	Récupération de vêtements et articles
Frito-Lay Canada 162, boul. Brunswick Pointe-Claire		2008-10-16	2008-12-05	60	Réduction du nombre de salariés	Économique	Produit des croustilles.
GE Canada Vehicle & Equipement Services 7044, Chemin Saint-François Saint-Laurent		2009-01-12	2009-01-19	13	Réduction du nombre de salariés	Économique	Vente et location de véhicules.
Gemin X Pharmaceutiques 3576, Avenue du Parc, bureau 4310 Montréal		2008-11-24	2008-11-28	15	Réduction du nombre de salariés	Économique	Découvrir et d'élaborer des thérapeuti
Gemme Canadienne 1002, rue Sherbrooke Ouest Montréal		2008-11-07	2009-01-12	10	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication et distribution de bijoux de
General Motors Acceptance Corporation du Canada, Limitée 3333, boul. de la Côte-Vertu, bureau 900 Montréal		2008-05-02	2008-06-30	10	Réduction du nombre de salariés	Économique	Financement.
Genizon BioSciences Inc. 880, rue McCaffrey Saint-Laurent	(514) 270-3991	2008-11-12	2008-11-13	38	Réduction du nombre de salariés	Économique	Recherche et études génétiques.
Georg Fisher Inc. 2020, rue Lucien Thimens Montréal		2009-02-24	2009-07-31	14	Réduction du nombre de salariés	Économique	Production de pièces moulées sous pr
Georg Fisher Inc. 2020, rue Lucien Thimens Montréal		2009-02-24	2009-05-29	35	Réduction du nombre de salariés	Économique	Production de pièces moulées sous pr
Graphiques Matrox Inc. 1055, boulevard St-Régis Dorval	(514) 822-6000	2008-12-05	2009-01-30	75	Réduction du nombre de salariés	Économique	Industrie des hautes technologies.
Gravel Chevrolet Décarie Ltée 6100, boulevard Décarie Montréal	(514) 342-2222	2008-07-04	2008-08-29	40	Réduction du nombre de salariés	Économique	Concessionnaire automobile.

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
Gravel Pontiac Buick Cadillac (1995) Ltée 1000, boul. René-Lévesque Ile-des-Sœurs		2009-02-12	2009-04-10	81	Fermeture d'entreprise	Économique	Concessionnaire automobile.
GROUPE ARCHAMBAULT INC. - Complexe Les Ailes de la mode 677, rue Ste-Catherine Ouest, Local 055 Montréal		2008-11-17	2009-01-15	39	Fermeture d'entreprise	Économique	Commerce de détail.
Groupe Compass (Québec) Ltée 2580, rue Dollard LaSalle		2008-05-28	2008-05-31	55	Réduction du nombre de salariés	Économique	Services alimentaires - restauration.
Groupe Compass (Québec) Ltée 2580, rue Dollard Lasalle	(514) 761-5801	2008-07-15	2008-09-12	13	Réduction du nombre de salariés	Économique	Services alimentaires - cafétéria
Groupe Compass Québec Ltée 2580, rue Dollard La Salle		2008-04-17	2008-06-23	78	Réduction du nombre de salariés	Économique	Services alimentaires - cafétéria.
Groupe Compass Québec Ltée 2580, rue Dollard La Salle		2008-04-17	2008-06-23	11	Réduction du nombre de salariés	Économique	Services alimentaires - cafétéria.
Groupe Compass Québec Ltée 2580, rue Dollard La Salle		2008-04-17	2008-06-23	23	Réduction du nombre de salariés	Économique	Services alimentaires - cafétéria.
HATCH 5, Place Ville-Marie, bureau200 Montréal	(514) 861-0583	2008-12-22	2009-01-09	90	Réduction du nombre de salariés	Économique	Postes d'ingénieurs et de dessinateur
Holt Renfrew 1300, rue Sherbrooke Ouest Montréal		2009-02-03	2009-02-10	25	Réduction du nombre de salariés	Économique	Vente de détail.
Hôtel Omni Mont-Royal 1050, rue Sherbrooke Ouest Montréal		2008-09-17	2008-12-10	239	Fermeture d'entreprise	Économique	Domaine de l'hôtellerie.
Hôtel Ritz-Carlton Montréal 1228, rue Sherbrooke Ouest Montréal		2008-04-08	2008-06-30	180	Licenciement temporaire	Économique	Opérations hôtelières.
HTB - gestion de la douleur 5180, Queen Mary, bureau 200 Montréal	(514) 481-1181	2008-10-31	2008-11-09		Fermeture d'entreprise	Économique	Gestion de la douleur et réadaptation

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
IBM Canada Limitée 1250, René-Lévesque Ouest Montréal		2008-11-06	2008-11-28	21	Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine de la technologie de l'inform
IBM Canada Ltée 1250, René-Lévesque Ouest Montréal		2009-01-20	2009-02-20	16	Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine de la technologie de l'inform
ICE.com Inc. - 3733599 Canada Inc. 4058, rue Jean-Talon Ouest, suite 200 Montréal		2008-12-19	2008-12-19	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier
Ideal Security Inc. 860, 90e avenue Lasalle	(514) 363-1030	2008-09-26	2008-11-21	18	Réduction du nombre de salariés	Économique	Secteur manufacturier.
IRT Laboratoires Canada Inc. 19601, boulevard Clark Graham Baie d'Urfé	(514) 457-7400	2008-12-17	2009-02-27	45	Réduction du nombre de salariés	Économique	Études préliminaires pour les industrie
JEVCO - compagnie d'assurance 5250, boulevard Décarie, bureau 100 Montréal	(514) 284-8000	2008-12-11	2008-12-04	10	Réduction du nombre de salariés	Économique	Compagnie d'assurance.
Kingsway Compagnie d'Assurance Générale 5250, boulevard Décarie, bureau 103 Montréal	(514) 842-6840	2008-12-11	2008-12-04	16	Réduction du nombre de salariés	Économique	Compagnie d'assurance.
KUTE KNIT 1000, avenue Beaumont Montréal		2008-10-28	2008-12-23	54	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de vêtements pour enfants
La Coop Fédérée 9001, boul. de l'Acadie, bureau 200 Montréal		2008-12-12	2009-02-20	30	Fermeture d'entreprise	Économique	Incubation et éclosion des oeufs (couv
La Rapière (restaurant français) 1155, rue Metcalfe Montréal		2008-11-22	2008-12-31	10	Fermeture d'entreprise	Économique	Restauration.
La Senza Corporation 1400, route Transcanadienne Dorval		2009-01-28	2009-01-29	65	Réduction du nombre de salariés	Économique	Vente de vêtements, accessoires et te
Lady Sandra Home Fashions Inc. 8260, Joseph Guibord Montréal		2008-04-10	2008-03-08	16	Fermeture d'entreprise	Force majeure	Manufacture de textile.

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
Le SuperClub Vidéotron Ltée 6455, rue Jean-Talon Est, bureau 500 Saint-Léonard	2008-12-15	2009-02-27	11	Réduction du nombre de salariés	Économique	Location et vente de films et de jeux vi
Les Industries Mondiales Armstrong Canada Ltée 6911, boul. Décarie Montréal	2009-02-02	2009-05-01	175	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication des tuiles à plancher.
Les Ordinateurs Prosys-Tec Inc. 7751, rue Jarry Est Montréal	2008-08-01	2008-08-01	18	Réduction du nombre de salariés	Économique	Informatique.
Les Produits Scientific Games (Canada) 3000, boul. de l'Assomption Montréal	2009-02-19	2009-02-18	11	Réduction du nombre de salariés	Économique	Impression sécuritaire de billets de lot
MAAX Bath Inc. 160, boulevard Saint-Joseph Lachine	2008-12-04	2008-12-04	32	Réduction du nombre de salariés	Économique	Développer, produire et vendre des pr
Mabe Canada Inc. 5781, rue Notre-Dame Est Montréal	2009-02-04	2009-01-30	160	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication d'électroménagers.
MAXXIUM CANADA INC. 420, rue Guy Montréal	2009-02-24	2009-06-30	16	Réduction du nombre de salariés	Économique	Vente, marketing et distribution d'alco
Mecachrome Canada inc. 1501, avenue McGill College, suite 1200 Montréal	2008-11-07	2008-11-07	23	Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine de la comception et fabricati
Médias Transcontinental 1100, boul. René-Lévesque Ouest Montréal	2009-02-18	2009-02-18	10	Réduction du nombre de salariés	Économique	Éditeur.
Memberworks Canada Inc. 1801, avenue McGill College, bureau 725 Montréal	2009-01-15	2009-01-15	16	Réduction du nombre de salariés	Économique	Marketing.
MEMBERWORKS CANADA INC. 1801, avenue McGill College, bureau 800 Montréal	2008-08-25	2008-08-25	17	Réduction du nombre de salariés	Économique	Marketing.
Memberworks Canada Inc. 1801, avenue McGill College, bureau 800 Montréal	2008-11-03	2008-12-31	200	Réduction du nombre de salariés	Économique	Marketing.

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
Merck Frosst Canada Ltée 16 711, route Transcanadienne Kirkland		2009-02-20	2009-04-30	90	Réduction du nombre de salariés	Économique	Recherche et de la mise en marché d
Merck Frosst Canada Ltée 16711, route Transcanadienne Kirkland	(514) 428-8540	2008-06-18	2008-06-18	46	Réduction du nombre de salariés	Économique	Produits pharmaceutiques.
Merck Frosst Canada Ltée 16711, route Transcanadienne Kirkland	(514) 428-8540	2008-10-21	2008-10-21	24	Réduction du nombre de salariés	Économique	Entreprise oeuvrant dans le domaine r
Merck Frosst Canada Ltée 16711, route Transcanadienne Kirkland		2008-11-25	2008-11-25	75	Réduction du nombre de salariés	Économique	Recherche et de la mise en marché d
MethylGene Inc. 7220, rue Frederick-Banting Montréal	(514) 337-3333	2008-10-29	2008-10-27	55	Réduction du nombre de salariés	Économique	Clinique se consacrant à la découvert
Mevotech inc. 8500, Jarry Est Montréal		2008-07-09	2008-08-29	15	Réduction du nombre de salariés	Économique	Réusinage de pièces automobiles.
Mevotech Inc. 8500, rue Jarry Est Montréal		2008-06-13	2008-06-13	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Réusinage de pièces automobiles.
Mevotech Inc. 8500, rue Jarry Est Montréal		2008-10-25	2008-12-19	25	Réduction du nombre de salariés	Économique	Réusinage de pièces automobiles.
Mille et Un Métiers Inc. 3200, rue St-Patrick Montréal		2009-02-09	2009-02-09	42	Réduction du nombre de salariés	Économique	Emballage de produits.
Mission Itech Hockey 18103, TransCanada Highway Kirkland	(514) 697-9900	2008-09-29	2008-09-26	118	Réduction du nombre de salariés	Économique	Secteur de la recherche, du développ
MobilFab Inc.. 12235, rue April Pointe-aux-Trembles	(514) 645-1777	2008-11-26	2008-11-18	29	Réduction du nombre de salariés	Économique	Non disponible
Molson Canada 1555, Notre-Dame Est Montréal	(514) 521-1786	2008-11-12	2008-12-08	95	Réduction du nombre de salariés	Économique	Production et distribution de bière.

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
Montana's (Cara Operations Ltd 3000, rue Jean-Yves Kirkland (905) 760-2244	2009-01-02	2009-01-04	55	Fermeture d'entreprise	Économique	Restauration
Morgan Stanley Services Canada Corp. 87, rue Prince, bureau 200 Montréal	2009-02-24		30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine des services financiers.
MOTION CANADA 1060, rue St-Amour Saint-Laurent	2009-02-13	2009-02-13	10	Réduction du nombre de salariés	Économique	Distributeur de pièce industrielle.
Northgate (Industries Ltée) 187, rue Richer Lachine (514) 482-0696	2009-01-07	2009-05-01	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de bâtiments modulaires.
NSB - Retail Solutions Inc. 2800, Trans-Canada Highway Pointe-Claire (514) 426-0822	2008-11-19	2008-11-12	36	Réduction du nombre de salariés	Économique	Développement de logiciel.
Omer Deserres inc. 400, de Maisonneuve Ouest Montréal	2008-04-18	2008-08-29	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Détaillant de matériel artistique et de l
Omer DeSerres inc. 400, de Maisonneuve Ouest, bureau 1200 Montréal	2008-05-30	2008-05-29	13	Réduction du nombre de salariés	Économique	Détaillant de matériel artistique.
Plastiques Caduna Inc. 5655, Philippe-Turcot Montréal (514) 932-7821	2008-05-02	2008-05-02	25	Fermeture d'entreprise	Économique	Domaine du moulage de plastiques.
Premiere Conferencing Canada Ltd. 1751, rue Richardson, bureau 8218 Montréal	2009-01-06	2009-02-27	12	Réduction du nombre de salariés	Économique	Services de téléconférences.
PRODAL - Spécialités Prodal (1975) Ltée 8265, rue du Creusot Saint-Léonard (418) 475-6601	2008-12-03	2009-02-01	41	Fermeture d'entreprise	Économique	Industrie de l'alimentation.
Propriétés Terra Incognita Inc. 3530, boul. Saint-Laurent, bureau 500 Montréal	2009-01-12	2009-01-12	52	Réduction du nombre de salariés	Économique	Projection du cinéma d'auteur et indép
Pyramid Produits Spécialisés Ltée 2070, route Transcanadienne Dorval	2008-06-26	2008-06-26	14	Réduction du nombre de salariés	Économique	Production de fenêtres sur mesure.

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
Quebecor World Inc. 612, rue Saint-Jacques Montréal		2008-09-24	2008-09-24	10	Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine de la fourniture de produits i
Rainmaker Systems Inc. 9300, Trans-Canada Highway Saint-Laurent		2009-01-20	2009-03-13	75	Réduction du nombre de salariés	Économique	Centre d'appel.
Repérage Boomerang inc. 9280, boulevard de l'Acadie Montréal	(514) 234-8722	2008-12-02	2008-12-01	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Entreprise de service et de sécurité.
Résidence Notre-Dame-de-la-Trinité 12 090, rue Notre-Dame Est Montréal		2009-01-16	2009-09-30	50	Fermeture d'entreprise	Économique	Résidence.
Rio Tinto Alcan Inc. - Maison Alcan 1188, rue Sherbrooke Ouest Montréal		2009-02-13	2009-04-13	50	Réduction du nombre de salariés	Économique	Activités corporatives, Manufacturier.
Rio Tinto Canada Gestion Inc. 1188, rue Sherbrooke Ouest Montréal		2009-02-13	2009-04-13	90	Réduction du nombre de salariés	Économique	Activités corporatives.
Rolls-Royce Canada Limitée 9500, Côte-de-Liesse Lachine		2009-01-06	2009-01-12	60	Réduction du nombre de salariés	Économique	Non disponible
Saint-Jacques Vallée Young & Rubicam Inc. (SVYR) 1600, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 1000 Montréal		2008-12-26	2008-12-11	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Agence de publicité.
Samuelsohn Limitée 6930, avenue du Parc Montréal		2008-11-28	2008-12-19	35	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier de vêtements pour hom
Samuelsohn Limitée 6930, avenue du Parc Montréal		2009-02-06	2009-04-06	29	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier de vêtements pour hom
Sanmina - SCI Corporation 2001, boul. des Sources Pointe-Claire		2008-07-28	2008-09-28	99	Réduction du nombre de salariés	Économique	Secteur de l'assemblage cartes électr

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
Sanmina - SCI Corporation 2001, boul. des Sources Pointe-Claire	2009-01-08	2009-01-09	295	Réduction du nombre de salariés	Économique	Secteur assemblage de cartes électro
Sanmina-SCI 2001, boulevard des Sources Pointe-Claire (514) 684-6759	2008-05-29	2008-07-23	99	Réduction du nombre de salariés	Économique	Secteur des télécommunications.
Sanmina-SCI Corporation 2001, boulevard des Sources Pointe-Claire (514) 684-6759	2008-10-29	2009-01-07	99	Réduction du nombre de salariés	Économique	Secteur assemblage de cartes électro
SECOM PLUS, UNE DIVISION DE PARETO INC. 4, Place du commerce, bureau 300 Verdun	2009-01-08	2009-02-13	45	Réduction du nombre de salariés	Économique	Industrie du marchandisage et autres
Services de Distributions RSCL inc. 2105, 23e avenue Lachine	2008-11-06	2009-02-28	54	Réduction du nombre de salariés	Économique	Centre d'appels des services après ve
SERVICES DE TITRES FCT 333, boul. Décarie, bureau 200 Saint-Laurent	2009-02-24	2009-02-24	14	Réduction du nombre de salariés	Économique	Assurance Titres.
Services financiers Chrysler Canada inc. 3100, Côte-Vertu, bureau 400 Saint-Laurent	2008-11-18	2009-02-27	65	Réduction du nombre de salariés	Économique	Location de véhicules et services fina
Services Financiers Penson Canada Inc. 360, rue Saint-Jacques Ouest, bureau 1100 Montréal	2009-01-31	2009-02-05	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Courtier en valeurs mobilières.
Shermag inc. - centre de distribution 795, 90e avenue LaSalle (819) 566-1515	2008-03-28	2008-05-23	13	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de meubles résidentiels.
Silonex Inc. 5200, rue St-Patrick Montréal	2008-12-12	2009-02-06	12	Réduction du nombre de salariés	Économique	Entreprise manufacturière en électroni
Société financière HSBC Limitée 5100, rue Sherbrooke Est, bureau 100 Montréal	2008-08-05	2008-07-28	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Secteur financement automobile.
Softimage Co 3510, boulevard Saint-Laurent Montréal (514) 845-1636	2008-11-05	2008-10-21	18	Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine du développement de logicie

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
SOLEV 2075, rue Univesité, bureau 1110 Montréal		2009-01-15	2009-01-14	68	Réduction du nombre de salariés	Économique	Salle de bingo.
Sonoco Montréal inc. 50, des Seigneurs Montréal		2008-07-03	2008-08-27	53	Réduction du nombre de salariés	Économique	Pâtes et Papier, moulin de fabrication
Sony of Canada Ltd. 7955, Trans Canada Saint-Laurent		2009-02-19	2009-02-25	14	Réduction du nombre de salariés	Économique	Marché et ventes de produits électroni
Speedware Ltée 6380, Côte-de-Liesse, bureau 110 Montréal		2008-12-01	2008-12-01	16	Réduction du nombre de salariés	Économique	Développement de logiciels informatiq
Stationnement Métropolitain Inc. 1233, rue de la Montagne, suite 301 Montréal		2008-12-19	2009-02-28	49	Réduction du nombre de salariés	Économique	Stationnement
Storex Industries Corp. 9440, Clément LaSalle		2008-06-02	2008-08-29	175	Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine articles scolaires et de burea
Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie 1155, rue Metcalfe Montréal		2008-12-18	2009-01-20		Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine des services financiers.
Sunrise Telecom Broadband 10281, rue Renaude-Lapointe Anjou		2008-07-03	2008-08-29	22	Fermeture d'entreprise	Économique	Fabrication d'instruments de mesure é
SYSTÈME DE LIGNES D'EXTRUSION F.A.B.E. INC. (CDS) 1930, 52e Avenue Lachine		2009-01-15	2009-01-15	35	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication et production de ligne d'ex
Systèmes Électroniques Matrox Ltée 1055, boulevard Régis Dorval	(514) 822-6000	2008-12-05	2009-01-30	75	Réduction du nombre de salariés	Économique	Industrie des hautes technologies.
Targanta Therapeutics Inc. 7170, Frederick Banting, 2nd Floor Saint-Laurent		2008-12-17	2008-12-26	24	Réduction du nombre de salariés	Économique	Recherche et développement d'antibio
TATA Consultancy Services Limited 1555, rue Carrie-Derick Montréal		2009-01-19	2009-02-09	16	Réduction du nombre de salariés	Économique	Centre d'appel.

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
Technicolor, Services créatifs, Canada Inc. 2101, rue Ste-Catherine Ouest, bureau 300 Montréal		2008-10-03	2008-10-03	25	Réduction du nombre de salariés	Économique	Services créatifs, télévision et cinéma.
Tektronic Canada Inc. 260, rue Queen Montréal		2008-11-10	2008-11-28	32	Fermeture d'entreprise	Économique	Programmation de logiciel et d'équipe
Textiles Fortissimo Inc. 125, rue Chabanel Ouest - bureau 520 Montréal	(514) 858-6166	2008-04-29	2008-05-02	19	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacture de textiles.
The Gazette 1010, rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 200 Montréal	(514) 987-2222	2008-04-18	2008-06-13	47	Réduction du nombre de salariés	Économique	Publication, vente et distribution du jo
Thomas Cook Canada Inc. 1221, rue St-Hubert, bureau 200 Montréal		2008-09-09	2008-09-08	13	Réduction du nombre de salariés	Économique	Agent de voyage et de grossiste de for
Tim Horton's (4077903 Canada Inc.) 3140, Jean Yves Kirkland	(514) 693-9603	2008-09-13	2008-11-09	81	Réduction du nombre de salariés	Non disponible	Restauration.
Touchette Automobile Ltée 2175, rue Papineau Montréal		2008-09-10	2008-10-24	35	Fermeture d'entreprise	Économique	Ventes et réparations de produits Chry
Transat Tours Canada 300, rue Léo-Pariseau, bureau 500 Montréal		2009-02-23	2009-04-22	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Non disponible
TRANSCAT 145, rue Bates Montréal		2008-09-08	2008-11-02	10	Fermeture d'entreprise	Économique	Garage de réparation.
Triton Électronik Québec Inc. 18107, autoroute Transcanadienne Kirkland		2008-12-04	2008-12-01	17	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier de composants électron
Triton Électronik québec inc. 18107, route Transcanadienne Kirkland	(514) 782-3100	2008-06-18	2008-06-19	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Électronique.
Unilever Canada - Baie d'Urfé 19301, Clark Graham Montréal	(514) 457-8585	2008-10-16	2008-09-01	110	Réduction du nombre de salariés	Économique	Compagnie de produits alimentaires.

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
Utex Corporation 845, rue Plymouth Montréal		2009-01-28		45	Réduction du nombre de salariés	Économique	Importateur / Exportateur.
Valacta, Société en commandites 555, boul. des Anciens-Combattants Sainte-Anne-de-Bellevue		2009-01-12	2009-03-09	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Centre d'expertise en production laitièr
Vêtements de sport Louben 5445, rue de Gaspé Montréal	(514) 273-2895	2008-07-10	2008-09-11		Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de vêtements.
Wyeth Canada Inc. 1025, boulevard Marcel-Laurin Saint-Laurent		2008-11-06	2008-12-31	90	Réduction du nombre de salariés	Économique	Produits pharmaceutiques.
Xtranormal Technologie Inc. 5555, avenue Casgrain - 2e étage Montréal	(514) 664-1061	2008-11-24	2009-01-19	37	Réduction du nombre de salariés	Économique	Technologie et multimédia.
Xtranormal Technologie Inc. 5555, avenue Casgrain, 2e étage Montréal		2009-01-15	2009-03-12	27	Réduction du nombre de salariés	Économique	Technologie et multimédia.

Nombre d'avis : 182 **Nombre de salariés licenciés : 7 777**

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
07-Outaouais							
Industries Maibec inc. 245, Rang 13 Shawville	(418) 653-5280	2008-10-30	2008-10-24	56	Fermeture d'entreprise	Économique	Produits de revêtements de bardeaux
Les Bois Jointés de l'Outaouais 345, route 105 Low		2008-05-20	2008-07-15	17	Réduction du nombre de salariés	Économique	Usine de jointage de bois.
Les Entreprise Atlals - Cie Commonwealth Flywood Ltée C.P. 59 - 325, route 105 Low		2008-10-20	2008-12-12	12	Réduction du nombre de salariés	Économique	Sciage de pin.
Loisir Sport Outaouais 394, boul. Maloney Ouest, bureau 102 Gatineau		2008-10-02	2008-11-30	62	Réduction du nombre de salariés	Économique	Loisir et sport.
M. Evenchick Ltée 180, rue Montcalm Gatineau		2008-04-16	2008-06-12	19	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacture de bijoux de mode, éping
MapleWorks Technologies Inc. 200, rue Montcalm, bureau 100 Gatineau		2009-02-13	2009-02-13	42	Réduction du nombre de salariés	Économique	Développement de logiciels pour l'indu
Restaurant Mikes Maniwaki 100, rue Principale Sud, local 24 Maniwaki		2008-04-23	2008-06-14	20	Fermeture d'entreprise	Économique	Restauration.
Scierie ProFolia 118, chemin Des Voyageurs Denholm		2008-05-20	2008-07-15	19	Réduction du nombre de salariés	Économique	Sciage de bois feuillus.
Scierie Rapides-des-Joachims 478, chemin du Moulin Rapides-des-Joachims		2009-02-23	2009-04-17	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Sciage de bois feuillus et de pin.
Smurfit-Stone Canada Inc.(Emballages) - Usine Portage-du-Fort Route 301, P.O. Box 68 Portage-du-Fort		2008-10-17	2008-10-31	218	Fermeture d'entreprise	Économique	Usine de pâte commerciale.
Nombre d'avis :	**10**		**Nombre de salariés licenciés :**	**485**			

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
08-Abitibi-Témiscamingue							
Atelier d'usinage et de soudure Val D'Or Inc. 1096, rue de l'Écho Val d'Or		2008-10-31	2009-01-02	22	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier de fabrication de foreus
Canadian Royalties Inc. - Projet Nunavik Nickel 1010, de Sérigny Longueuil		2008-08-15	2008-10-15	68	Réduction du nombre de salariés	Économique	Activités minières.
CMAC-THYSSEN Inc. - Entrepreneur Minier 185, des Distributeurs Val-d'Or	(819) 874-8303	2008-11-04	2008-10-23	41	Réduction du nombre de salariés	Économique	Secteur minier.
Corporation Century Mining 300, 3e avenue Est, CP 100 Val d'Or	(819) 874-3100	2008-07-09	2008-07-02	172	Réduction du nombre de salariés	Économique	Minier
First Metals inc. 98, Chemin de la baie Fabie, TNO Lac Duparquet Rapide Danseur		2008-11-04	2008-12-30	40	Réduction du nombre de salariés	Économique	Mine de métaux.
First Metals Inc. 98, Chemin de la baie Fabie, TNO Lac Duparquet Rapide Danseur		2008-12-18	2009-02-12	40	Réduction du nombre de salariés	Économique	Mine de métaux.
La Fôret de demain, division d'Outland Camps 200, 6e Rue Ouest Amos		2008-08-20	2008-10-15	68	Réduction du nombre de salariés	Économique	Gestion des campements.
Tembec - usine jointé 495, route 111 ouest La Sarre	(819) 333-8900	2008-04-03	2008-06-14	44	Réduction du nombre de salariés	Économique	Usine de Bois jointé
Xstrata Canada Corporation - Fonderie Horne 101, rue Portelance, C.P. 4000 Rouyn-Noranda		2009-01-15	2009-03-14	47	Réduction du nombre de salariés	Économique	Industrie de la fonte et du raffinage du

Nombre d'avis : 9 **Nombre de salariés licenciés : 542**

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
09-Côte-Nord							
AbitibiBowater C.Pp2250. Baie-Comeau		2008-04-10	2008-06-02	42	Réduction du nombre de salariés	Économique	Pâtes et papier
Mines Wabush 1505, chemin Pointe-Noire Sept-Iles		2008-11-17	2009-02-06	120	Réduction du nombre de salariés	Économique	Mines - transformation du fer.
Produits forestiers Arbec s.e.n.c. - Division Scierie Port-Cartier 175, boul. Portage des Mousses Port-Cartier		2008-04-17	2008-04-19	16	Fermeture d'entreprise	Économique	Usine de pâte.
Produits forestiers Arbec s.e.n.c. - Division Scierie Port-Cartier 175, boul. Portage des Mousses Port-Cartier		2008-08-27	2008-11-22	150	Fermeture d'entreprise	Économique	Usine de pâte.
Nombre d'avis :	**4**	**Nombre de salariés licenciés :**		**328**			

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
10-Nord-du-Québec							
Auberge Radisson 66, avenue Des Groseilliers, C.P. 90 Radisson		2008-07-17	2008-09-14	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Hôtellerie
Breakwater ressources - mines Langois Case postale 6000 Lebel-sur-Quévillon	(819) 755-5550	2008-10-28	2008-10-28	173	Réduction du nombre de salariés	Économique	Exploitation du gisement de zinc.
corporation minière Inmet - division Troilus C.P. 8700 Chibougamau	(418) 748-8160	2008-07-24		240	Réduction du nombre de salariés	Économique	Compagnie d'exploitation minière.
Les Mines Opinaca Ltée 333, 3e Rue, bureau 2 Chibougamau		2008-12-16	2008-12-31	18	Réduction du nombre de salariés	Économique	Projet d'exploration minière.
Ressources Campbell inc. (Mine Copper Rand) 311, chemin des Mines - C.P. 8000 Chibougamau		2008-09-15	2008-09-15	169	Fermeture d'entreprise	Économique	Mine d'or.
Nombre d'avis :	**5**	**Nombre de salariés licenciés :**		**620**			

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
11-Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine							
Association Coopérative Forestière - Scierie St-Elzéar Inc. 215, Route de l'église, C.P. 69 Saint-Elzéar		2008-05-16	2007-11-23	140	Réduction du nombre de salariés	Économique	Usine de sciage.
Cedrico - La Martre 39, rue Saint-Jean-Baptiste Price	(418) 775-7516	2008-07-14	2008-02-01	22	Fermeture d'entreprise	Économique	Usine de sciage
GROUPE LEBEL (2004) INC., Division Cap-Chat 1, rue Louis-Landry Cap-Chat		2008-08-15	2008-10-20	30	Fermeture d'entreprise	Économique	Usine de sciage.
Synergie-Contact 97, Place Suzanne Guité New-Richmond	(514) 788-5000	2008-04-01	2008-06-30	142	Réduction du nombre de salariés	Économique	Centre d'appels.
Nombre d'avis :	**4**	**Nombre de salariés licenciés :**		**334**			

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
12-Chaudière-Appalaches							
9052-8381 Québec Inc. - La Petite Bergère 480, 10e rue Nord Thetford-Mines		2008-07-17	2008-09-15	20	Fermeture d'entreprise	Économique	Secteur des garderies privées.
9184-7376 Québec inc. 875, 98e Rue Saint-Georges		2008-05-30	2008-08-02	12	Réduction du nombre de salariés	Économique	Non disponible
BainUltra Inc. 956, chemin Olivier Saint-Nicolas		2009-02-19	2009-02-21	46	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de bains thermo-masseurs
Barrettewood Inc. 1240, Chemin Industriel Saint-Nicolas		2009-02-09	2009-02-10	44	Réduction du nombre de salariés	Économique	Transformation de bois.
Boa-Franc SENC 1255, 98e rue Saint-Georges	(418) 227-1181	2008-07-11	2008-08-04	29	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de planchers de bois franc
Confections M.B.P. 133, 1ere avenue nord Saint-Gédéon de Beauce	(418) 582-3230	2008-06-10	2008-07-18	40	Fermeture d'entreprise	Économique	Confection de vêtements.
Dunkin' Donuts (Entreprises Pierre Maclure Ltée 108, route Kennedy Lévis	(418) 833-7760	2008-06-25	2008-08-22	36	Fermeture d'entreprise	Autre	Restauration rapide et fabrication de b
E.I. Dupont Canada Inc. - Thetford 1045, rue Monfette Nord Thetford Mines		2008-07-25	2008-09-22	26	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de dalles en quartz.
Équipements Comact Inc. - div. St-Georges 4000, 40e rue Saint-Georges	(418) 228-8911	2008-10-28	2008-12-19	40	Réduction du nombre de salariés	Économique	Equipement de sciage.
Équipements Comact Inc. 4000, 40e Rue Saint-Georges		2009-01-07	2009-04-03	50	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier d'équipements de sciag
Industries Amisco ltée 33, 5e avenue - C.P. 250 L'islet		2008-07-07		20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Secteur du meubles résidentiel.

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
Jacomau Inc. 245, rue Cloutier Saint-Jean-de-la-Lande	(418) 227-6890	2008-12-18	2008-10-02	14	Réduction du nombre de salariés	Économique	Entreprise de deuxième transformatio
La Corporation Internationale Masonite - Division Saint-Romuald 445, 1re Avenue, Parc Industriel Saint-Romuald		2009-02-05	2008-11-07	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de portes d'acier.
Le Moulin Blanc Inc. - Entrepôt des tissus 484, 26e Avenue Est La Guadeloupe	(418) 459-3438	2008-04-25	2008-06-16	10	Fermeture d'entreprise	Économique	Magasin de vente au détail dans le tis
LES BOIS LAC FRONTIÈRE 181, route 204 Lac Frontière		2008-05-12	2008-07-07	43	Fermeture d'entreprise	Économique	Seconde transformation dans le résin
Les Composts du Québec Inc. 415, chemin Plaisance Saint-Henri de Lévis		2008-08-11	2008-07-18	27	Réduction du nombre de salariés	Économique	Ligne de composts en sacs.
Les Placages Roy Inc. 267, rue Notre-Dame Tring-Jonction		2008-10-08	2008-12-19	32	Fermeture d'entreprise	Économique	L'encollage de placage de veneer(bois
Les Technologies Fibrox Ltée 930, Pie XI Thetford Mines		2009-02-23	2009-04-22	40	Réduction du nombre de salariés	Économique	Distribution et vente de fibres minérale
L'InterMarché Disraeli (2974-1444 Québec inc.) 289, rue Laurier Disraeli		2008-06-07	2008-06-14	21	Fermeture d'entreprise	Économique	Épicerie.
Maibec Inc. 318, Route 173 Saint-Théophile		2009-02-07	2008-10-03	25	Fermeture d'entreprise	Économique	Fabrication de produits de revêtement
Manac Inc. 2275, 107e Rue Saint-Georges		2008-05-29	2008-10-25	150	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication remorques.
Manac Inc. 2275, 107e Rue Ville Saint-Georges		2008-12-12	2009-02-26	25	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication remorques.
Meubles Laurier Ltée 153, boulevard Laurier Laurier-Station		2008-04-21	2008-06-27	47	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de meubles en bois massif

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
Multina Groupe Composites inc. 1036, rue Principale Sainte-Clotilde		2009-01-08	2008-08-01	36	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de pièces en matériaux co
Précitech Int. Inc. 237, Route 204 Sainte-Rose de Watford		2008-09-10	2008-09-15	12	Non disponible	Non disponible	Non disponible
Prévost (division de Groupe Volvo Canada Inc.) 35, boulevard Gagnon Sainte-Claire		2008-05-06	2008-06-20	145	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier d'autocars.
Prévost (division Groupe Volvo Canada inc. 35, boulevard Gagnon Sainte-Claire	(418) 883-3391	2008-07-10	2008-07-18	120	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier d'autocars.
Produits Forestiers Domtar 1295, boul. Vachon Sud Sainte-Marie de Beauce		2009-02-18	2009-04-17	75	Fermeture d'entreprise	Économique	Sciage / rabotage produit du bois d'oe
Produits Métalliques Roy inc. 52, boulevard Morigeau Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	(418) 259-2711	2008-11-25	2009-01-16	40	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier dans le domaine du mét
PROLAM - société en commandite 439, chemin Vincelotte Cap Saint-Ignace	(418) 246-3054	2008-04-22	2008-07-20	98	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de planchers de bois lami
PROLAM - société en commandite 439, chemin Vincelotte Cap Saint-Ignace		2008-07-24	2008-10-20	84	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de planchers de bois lami
Scierie Joseph Audet Ltée 237, Route 204 Sainte-Rose de Watford		2008-10-08	2008-10-06	27	Réduction du nombre de salariés	Économique	Scierie.
Structures AmeriCan Industries Inc. 1084, rue du Parc Thetford Mines		2008-12-30	2008-09-19	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de murs, poutrelles et fer
SUCCÈS FORD INC. 2186, rue Notre-Dame Est Thetford Mines		2008-10-27	2008-12-19	22	Fermeture d'entreprise	Économique	Concessionnaire d'automobile.

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
Trefflé Goulet & Fils Ltée	1215, avenue du Palais Saint-Joseph-de-Beauce	2008-05-26	2008-07-18	14	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier de bois jointé et compo
Vaperma Inc.	2111, 4e Rue Saint-Romuald	2008-12-05	2009-02-06	13	Réduction du nombre de salariés	Économique	Développer, produire et commercialis
VETEMENTS CLODAN INC.	428, Kennedy Nord Saint-Côme-Linière	2008-05-23	2008-08-01	35	Réduction du nombre de salariés	Économique	Confection de vêtements.
Victor Innovatex Inc.	250, rue de La Station Saint-Victor	2009-01-13	2009-01-16	59	Réduction du nombre de salariés	Économique	Textile.
Victor Innovatex inc.	2805, 90e Rue Saint-Georges (418) 227-9897	2008-11-14	2008-11-14	35	Réduction du nombre de salariés	Économique	Production de tissus d'ameublement.
Victor Innovatex Inc.	2805, 90e Rue Saint-Georges	2008-12-16	2009-02-07	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Production de tissus d'ameublement.

Nombre d'avis : 40 **Nombre de salariés licenciés : 1 692**

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
13-Laval							
Alimentation Reynolds Canada inc. 509, rue Lindgergh Laval		2008-06-03	2008-09-01	125	Fermeture d'entreprise	Économique	Manufacture de produits d'emballage.
BELLUS Santé Inc. 275, boulevard Armand-Frappier Laval		2008-08-19	2008-08-19	34	Réduction du nombre de salariés	Économique	Pharmaceutiques et nutraceutiques.
BELLUS Santé Inc.. 275, boulevard Armand-Frappier Laval		2008-05-07	2008-05-06	35	Réduction du nombre de salariés	Économique	Pharmaceutiques et nutraceutiques.
Bio Syntech Canada inc. 475, boulevard Armand-frappier Laval		2008-06-27	2008-08-22	17	Réduction du nombre de salariés	Économique	Recherche et développement dans le
Corporation Datacom Wireless 440, boul. Armand-Frappier, bureau 350 Laval		2008-07-30	2008-07-30	10	Réduction du nombre de salariés	Économique	Conception et fourniture des solutions
GlaxoSmithKline Biologicals 531, boul. des Prairies, Édifice 15 Laval		2008-10-30	2008-10-30	143	Fermeture d'entreprise	Économique	Recherche et développement et la pro
GRINDEX INTERNATIONAL / DIVISION DE DK-SPEC INC. 3943, boul. Leman Laval		2008-05-09	2008-07-04	13	Réduction du nombre de salariés	Économique	Métallurgie - fabrication d'outils de cou
Grolier Ltée 1700, boul. Laval, bureau 580 Laval		2008-12-09	2008-12-09	35	Réduction du nombre de salariés	Économique	Vente de livres.
Innodia Inc. 500, boul. Cartier Ouest, Suite 132 Laval		2008-07-17	2008-07-16	11	Réduction du nombre de salariés	Économique	Developpement et mise en marché de
Michelin Amérique du Nord (Canada) inc. 3020, avenue Jacques-Bureau Laval	(450) 978-4700	2008-05-22	2009-01-01	36	Réduction du nombre de salariés	Économique	Département du service à la clientèle.
Services Aéroportuaires Nasteco inc. 737, rue Hodge Laval		2008-05-15	2008-06-30	89	Fermeture d'entreprise	Économique	Consultation et services aéroportuaire

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
SNF Inc. 2185, Montée Masson Laval		2008-04-09	2008-01-02	62	Fermeture d'entreprise	Économique	Recyclage de métal.
Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux - S.P.C.A. 975, rue Bergar Laval		2008-05-16	2008-07-31	41	Fermeture d'entreprise	Économique	Prévention de la Cruauté envers les A
Statopex - Marketing de terrain 2963, Joseph A. Bombardier Laval		2009-01-22	2009-04-09	96	Réduction du nombre de salariés	Économique	Magasins de détail.
Technologies 20-20 inc. 400, boulevard Armand Frappier Laval		2008-04-16	2008-04-17	15	Réduction du nombre de salariés	Économique	Créateur de logiciels de design et de v

Nombre d'avis : 15 **Nombre de salariés licenciés : 762**

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
14-Lanaudière							
Biscuiterie Dominic Inc. 285, St-Charles-Borromée Nord Joliette		2008-08-06	2008-09-29	23	Réduction du nombre de salariés	Économique	Alimentation.
Cobiporc Québec Inc. 2537, Rang Saint-Jacques, C.P. 2030 Saint-Jacques-de-Montcalm		2009-02-25	2009-03-01	11	Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine agricole en tant que centre p
Daktronics Canada Inc. 1130, rue Lévis, bureau 4 Lachenaie		2008-08-25	2008-12-15	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Ingénierie et fabrication.
Domtar - Centre de finition de Terrebonne 3635, Pascal Gagnon Terrebonne	(514) 848-5555	2008-05-30	2008-06-20	33	Réduction du nombre de salariés	Économique	Centre de finition - pâtes et papier.
Électroniques Directed Canada Inc. 680, boulevard Industriel Mascouche		2008-04-08	2008-04-08	15	Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine de la conception, de la fabric
Filochrome Inc. 1355, rue Lépine Joliette	(450) 759-1826	2008-05-28	2008-07-25	36	Réduction du nombre de salariés	Économique	Production de pièces en métal et objet
Gestion RH 2006 Inc. 561, Champlain Joliette	(450) 759-2928	2008-04-28	2008-06-21	40	Réduction du nombre de salariés	Économique	Agence de location de main-d'œuvre
Librairie Raffin 29, rue Royal Le Gardeur		2008-08-13	2008-10-10	25	Réduction du nombre de salariés	Économique	Distribution et diffusion de livres pour
Masonite - Division Portes Belhumeur 421, rue Notre-Dame Berthierville		2009-02-09	2009-02-09	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de portes.
Premier Choix 2301, Antonio Héroux Terrebonne	(450) 968-9889	2008-06-18	2008-09-22	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Non disponible
Produits de Sécurité North Ltée 3719, rue Des Commissaires Rawdon		2008-11-13		90	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication.

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
Publicité postale Premier Choix 2301, rue Antonio-Héroux Terrebonne		2009-01-26	2009-03-27	17	Réduction du nombre de salariés	Économique	Encartage pour la publicité postale.
Restaurant Bar La Calèche (9138-7282 Québec Inc.) 379, rue Maskinongé, local #12 Saint-Gabriel-de-Brandon		2008-09-11	2008-10-13	16	Fermeture d'entreprise	Économique	Restauration.

Nombre d'avis : 13 **Nombre de salariés licenciés : 386**

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
15-Laurentides							
ADESA Montréal Corporation 300, Albert-Mondou Sainte-Eustache	(450) 472-4400	2008-12-22	2009-03-09	50	Réduction du nombre de salariés	Économique	Services de remise en marché et vent
Auberge Gray Rocks - 3090 9626 Québec Inc. 2322, rue Labelle Mont-Tremblant		2008-12-24	2009-03-29	259	Fermeture d'entreprise	Économique	Complexe hôtellelier.
Bauer Hockey Corp. 905, chemin de la Rivière-du-Nord Saint-Jérôme		2009-01-23	2008-09-12	74	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier en équipement de hock
Bombardier Inc., Bombardier Aéronautique - Usine de Mirabel 12 655, boul. Henri-Fabre Mirabel		2009-02-05	2009-02-06	47	Réduction du nombre de salariés	Économique	Aéronautique - Fabrication d'aéronefs.
Composites VCI Inc. 17 550, rue Charles Mirabel		2008-12-08	2009-01-30	40	Réduction du nombre de salariés	Économique	Non disponible.
Conception Génik Inc. 715, rue Nobel, bureau 108 Saint-Jérôme		2009-02-02	2009-01-09	17	Réduction du nombre de salariés	Économique	Conception et fabrication de machines
Conception Génik Inc. 715, rue Nobel, suite 108 Saint-Jérôme		2008-12-11			Réduction du nombre de salariés	Économique	Conception et fabrication de machines
Hart Inc. - Magasin Hart #42 900, boul. Grignon - Carrefour du Nord Saint-Jérôme		2008-06-04	2008-08-31	18	Fermeture d'entreprise	Économique	Magasin à rayons.
ICON DU CANADA INC. 900, de l'Industrie Saint-Jérôme		2008-08-21	2008-08-20	88	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de tapis roulants.
Kangaroo Media Inc. 11 600, Louis-Bisson, Bloc A Mirabel		2008-10-07	2008-12-01	18	Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine de la technologie et de la diff
Laliberté & Associés Inc. 175, boul. des Hauteurs Lafontaine		2009-02-25	2009-04-30	11	Réduction du nombre de salariés	Économique	Service alimentaire.

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
Le Groupe Luxorama Ltée 630, boul. Roland-Godard Saint-Jérôme		2008-11-24	2009-01-16	50	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication d'armoires de cuisine.
Le Groupe Luxorama Ltée 630, boulevard Roland Godard Saint-Jérôme		2008-04-16	2008-06-16	40	Réduction du nombre de salariés	Économique	Armoires cuisines.
Les Industries J. Hamelin 3820, rue Alfred Laliberté Boisbriand		2009-01-09	2008-11-15	15	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication et réparation de tourets de
Lilydale Inc. 9051, Rte Sir-Wilfrid-Laurier Mirabel		2008-05-14	2008-08-01	130	Réduction du nombre de salariés	Économique	Produits d'alimentation.
Lilydale Inc. 9051, Sir Wilfrid Laurier Mirabel		2008-10-29	2009-02-28	153	Réduction du nombre de salariés	Économique	Production de produits d'alimentation -
Maison des Jésuites Case postale 130 Saint-Jérôme		2009-01-17	2009-04-30	45	Réduction du nombre de salariés	Économique	Communauté jésuite.
Max Meilleur et Fils Ltée 496, 12e avenue Ferme-Neuve	(450) 686-4813	2008-04-10	2008-05-23	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Usine de sciage.
Max Meilleur et Fils Ltée 496, 12e avenue Ferme-Neuve		2008-04-29	2008-07-18	45	Réduction du nombre de salariés	Économique	Scierie.
Messier-Dowty Inc. 13 000, du Parc Saint-Janvier		2009-02-09	2009-04-03	12	Réduction du nombre de salariés	Économique	Production de trains d'atterissage pour
Orica Canada Inc. 301, rue Hôtel de Ville Browsburg-Chatham		2008-07-19	2008-08-08	60	Réduction du nombre de salariés	Économique	Production d'explosifs.
Orica Canada Inc. 301, rue Hôtel-de-Ville Brownsburg-Chatham		2009-01-19	2009-01-31	100	Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine de la production des explosif
Orica Canada Inc. 301, rue Hôtel-de-Ville Brownsburg-Chatham		2009-02-02	2009-02-14	40	Réduction du nombre de salariés	Économique	Production des explosifs.

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
PACCAR du Canada Ltée 10, rue Sicard Sainte-Thérèse		2008-08-29	2008-09-26	55	Réduction du nombre de salariés	Économique	Usine moderne d'assemblage de cami
Produits de métal Vulcain Inc. 31, boul. J.-F. Kennedy Saint-Jérôme		2008-10-20	2008-12-12	35	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de pièces de métal.
Restaurant Mikes Lachute 481, rue Principale Lachute	(450) 562-3030	2008-09-25	2008-11-23	41	Fermeture d'entreprise	Économique	Restauration.
Scierie Forget inc. 1617, route 117 Saint-Faustin-Lac-Carré		2008-06-11	2008-06-27	54	Fermeture d'entreprise	Économique	Scierie
Simco Ltée - L'Estérel 39, Frigolin-Simard Estérel		2009-02-20	2009-04-17	90	Réduction du nombre de salariés	Économique	Complexe hôtelier.
Systèmes de construction Jager 80, boulevard de la Seigneurie Est Blainville		2008-05-27	2008-07-31	17	Fermeture d'entreprise	Économique	Production de bois d'ingénierie.
Triosyn Recherche Inc. 14163, boulevard Curé-Labelle Mirabel	(450) 434-6099	2008-11-14	2008-11-14	14	Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine des biotechnologies.
Volailles Grenville s.e.c. 33, rue Elm Grenville		2008-04-15	2008-08-01	169	Fermeture d'entreprise	Économique	Abattage de volailles.
WESTON FOODS (CANADA) INC. 1684, boulevard Lionel Bertrand Boisbriand		2008-10-02	2008-10-10	31	Réduction du nombre de salariés	Économique	Commerce de la boulangerie.

Nombre d'avis : 32 **Nombre de salariés licenciés : 1 848**

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
16-Montérégie							
9135-6808 Québec Inc. - Curry's Matériel Artistique 3705, boul. Taschereau Saint-Hubert		2009-01-23	2009-01-05	12	Réduction du nombre de salariés	Économique	Vente de détail de matériel d'art.
A.& D. Prévost Inc. 305, 12e avenue Richelieu	(450) 658-8771	2008-10-29	2009-01-01	40	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier d'aluminium architectur
Airwide (Solutions) Amérique du Nord Ltée 1111, rue Saint-Charles Ouest, suite850 Longueuil		2008-11-19	2008-11-18	13	Réduction du nombre de salariés	Économique	Télécommunications
AkzoNobel 2505 de la Métropole Longueuil		2008-11-08	2009-01-18	27	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabricant de peinture.
Albany International Canada Inc. 300, rue Westmount Cowansville		2009-02-24	2009-01-20	11	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication d'habillage pour machines
Aliments Ultima Inc. (Yoplait) 2177, Fernand-Lafontaine Longueuil		2008-11-18	2009-01-19	25	Réduction du nombre de salariés	Économique	Entreposage et distribution de produit
Allan Candy Compagny Inc. 850, boulevard Industriel Granby		2008-09-24	2008-08-31	49	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier - confiserie
Allan Candy Company Inc. 850, boulevard Industriel Granby		2008-10-21	2008-10-18	50	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier - Confiserie.
Allan Candy Company Inc. 850, boulevard Industriel Granby		2008-11-20	2008-11-21	17	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier - Confiserie.
ARAMARK Québec Inc. 4900, rue Fisher Montréal		2008-04-07	2008-06-30	11	Réduction du nombre de salariés	Économique	Services alimentaires (cafétéria)
Barry Callebaut Canada Inc. 2950, rue Nelson Saint-Hyacinthe		2009-02-09	2009-02-27	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Production manufacturière de chocola

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
Beaulieu Canada 1144, boul. Magenta Est Farnham	2009-01-10	2008-08-04	123	Réduction du nombre de salariés	Économique	Filature.
Cambli International Inc. 555, rue Saint-Louis Saint-Jean-sur-Richelieu	2008-08-30	2008-08-29	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de boîte de camion blindé
Curtis Canada Inc. 1225, rue Industrielle La Prairie	2009-01-15	2009-01-12	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Conception, fabrication, l'installation et
DESSIN STRUCTURAL B.D. INC. 85, J.-A. Bombardier, bureau 200 Boucherville	2009-01-24	2009-03-22	40	Réduction du nombre de salariés	Économique	Détail de structure d'acier.
Dow Chemical Canada Inc. 4445, Rte Marie-Victorin Varennes	2008-07-31	2008-12-31	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacture de latex.
Dupré Chevrolet-Cadillac Inc. 18, Sir Wilfrid Laurier McMasterville	2008-08-05	2008-11-28	45	Fermeture d'entreprise	Économique	Concessionnaire de véhicules neufs e
Entreposage Maska Inc. 2985, boul. Casavant Ouest St-Hyacinthe	2008-03-31	2008-06-27	70	Fermeture d'entreprise	Économique	Entreposage / distribution de marchan
Entreprises Dominion Blueline Inc. 230, rue Foch Saint-Jean-sur-Richelieu	2009-02-23	2009-06-26	43	Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine de l'impression et la distributi
Exeltor Inc. 110, rue Rivière Bedford (450) 248-4343	2008-09-25	2008-09-25	140	Fermeture d'entreprise	Économique	Fabrication et distribution des aiguilles
FIBROCAP INC. 219, rue Saint-Georges Beloeil	2008-09-19	2008-09-19	43	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de boîtes de camion en fib
GATX Rail Canada Corporation 75, boulevard Industriel Côteau-du-Lac	2009-01-08	2009-01-30	31	Fermeture d'entreprise	Économique	Soudure de l'aluminium et dans la rép
Henkel Canada Corporation (Produits Nacan Limitée 50, Marie-Victorin Boucherville	2008-06-27	2008-08-01	12	Réduction du nombre de salariés	Économique	Production de produits adhésifs.

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
Honeywell Analytics/Vulcain 4005, boulevard Matte Brossard	(514) 422-3519	2008-10-02	2008-12-31	45	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication/recherche/développement.
IKEA Wholesale Limited Partnership 5405, Place de la Couronne Brossard	(450) 443-3088	2008-12-23	2009-01-16	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Centre de distribution.
Ile Perrot Chevrolet Ltée 10, boulevard Don Quichotte Ile Perrot		2008-08-04	2008-09-26	10	Fermeture d'entreprise	Économique	Département de carrosserie.
Ile Perrot Chevrolet ltée 10, boulevard Don Quichotte L'Île-Perrot	(514) 453-6111	2008-10-24	2008-12-19	39	Fermeture d'entreprise	Économique	Marchand automobile.
Interforest Lumber Inc. 1350, boul. Graham Bell Boucherville		2009-01-09	2009-01-09	19	Réduction du nombre de salariés	Économique	Industrie du bois de sciage.
Isolation Manson Inc. 3000, boulevard Matte Brossard		2008-06-25	2008-08-22	61	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacture d'isolation en fibre de ver
Isolation Manson Inc. 3000, boulevard Matte Brossard		2008-10-10	2008-12-05	66	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacture d'isolation en fibre de ver
Komatsu International (Canada) Inc. 160, boul. Industriel Candiac		2009-01-17	2008-09-12	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Compagnie manufacturière d'assembl
Komatsu International (Canada) Inc. 160, boul. Industriel Candiac		2009-02-02	2009-01-26	13	Réduction du nombre de salariés	Économique	Assemblage de chargeuses à bennes.
Komatsu International (Canada) Inc. 160, boul. Industriel Candiac		2009-02-02	2009-01-26	111	Réduction du nombre de salariés	Économique	Assemblage de chargeuses à bennes.
Les Produits Belt-Tech 386, rue Dorchester Granby		2009-01-24	2009-03-16	60	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de sangles et de ceintures
Marché Kim Phat (Parklane) 8080, boulevard Taschereau Brossard J4X1C2		2008-10-03	2008-12-07	18	Fermeture d'entreprise	Économique	Détaillant d'aliments exotiques.

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
MÉTRO STAT LTÉE 100, Place Charles Lemoyne, Suite 232 Longueuil		2008-04-03	2008-06-27	12	Fermeture d'entreprise	Économique	Clinique Médicale.
Montupet Ltée 500, rue Léger Rivière-Beaudette	(450) 269-2022	2008-11-20	2008-11-20	162	Fermeture d'entreprise	Économique	Fabricant de pièces pour le secteur au
MultiServ, Division de Harsco 3500, boul. Marie-Victorin Contrecoeur		2008-12-18	2009-03-01	35	Fermeture d'entreprise	Économique	Services de soutien.
Old Navy Mail Champlain 2151, boul. Lapinière Brossard		2008-09-10	2008-09-30	34	Fermeture d'entreprise	Économique	Industrie du détail.
OPTOPAC (9131-9970 Québec Inc.) 3050, 2e Rue Saint-Hubert	(450) 678-3733	2008-09-22	2008-11-30	37	Réduction du nombre de salariés	Économique	Compagnie de transportation de lentill
Poly-Encart Inc. 800, boul. Industriel, local 200 Saint-Jean-sur-Richelieu		2008-11-20	2009-01-01	79	Réduction du nombre de salariés	Économique	Encartage de cahiers et de circulaires
PolyOne Canada inc. - usine Valleyfield 451, rue Jeanne-Mance Valleyfield		2008-09-23	2008-12-31	18	Réduction du nombre de salariés	Économique	Produits industriels et commerciaux à
Portes et Fenêtres EDDY BOULET Inc. 10 700 Marie-Victorin Sorel-Tracy	(450) 742-9424	2008-12-10	2008-12-08	15	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier portes et fenêtres.
Pratt & Whitney Canada Inc. 1000, Marie-Victorin Longueuil		2009-02-11	2009-05-06	635	Réduction du nombre de salariés	Économique	Conception et la fabrication de moteur
QIT-Fer et Titane 1625, route Marie-Victorin Sorel-Tracy		2009-02-13	2009-04-13	10	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier.
Railpower Technologies Corp. 9955, avenue De Catania, bureau 105 Brossard		2009-01-28	2009-01-28	24	Réduction du nombre de salariés	Économique	Systèmes spécialisés de technologie
Raleigh Canada Limitée 5480, boul. Industriel, C.P. 640 Waterloo		2009-02-03	2009-03-29	189	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de bicyclettes.

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
Résidence La Rousselière 440, rue Camille Saint-Jean-sur-Richelieu		2008-05-13	2008-07-11	11	Fermeture d'entreprise	Économique	Ressource intermédiaire : foyer de gro
Revera inc. / Résidence du Parc 33, avenue Argyle Saint-Lambert		2008-05-15	2008-05-16	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Résidence de personnes âgées.
Rio Tinto Alcan - Usine de Beauharnois 40, boul. de l'Industrie Beauharnois		2009-01-26	2009-05-01	170	Fermeture d'entreprise	Économique	Production d'aluminium primaire.
Scierie Gibeault & Fils Ltée 2434, Route 209 Saint-Antoine Abbé		2008-04-09	2008-05-23	19	Fermeture d'entreprise	Économique	Scierie.
Shermag Inc., Usine de Granby 825, boul. Industriel Granby		2008-05-20	2008-07-11	44	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de meubles résidentiels.
Sonoco Canada Corporation - Granby (Québec) 875, boulevard Industriel Granby	(905) 467-0913	2008-11-19	2009-05-31	43	Fermeture d'entreprise	Autre	Manufacturier de produits de packagin
Système Huntingdon Inc. 110, rue Wellington Huntingdon		2008-11-19	2009-04-30	25	Réduction du nombre de salariés	Économique	Design et fabrication de kiosques d'ex
Tarkett Inc. 1001, rue Yamaska Est Farnham		2008-09-16	2008-10-31	32	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier de couvre-plancher.
Technologies Veyance Canada Inc. (Good Year) 127, Rang Parent Saint-Alphonse-de-Granby		2008-11-18	2008-11-27	15	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier - Tuyaux en caoutchouc
Track Sports Inc. 135-4, rue Dean Cowansville		2009-01-23	2009-01-22	40	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabriquant de planches à neige.
TRANSCAM COMPOSITES - Division Sigma 1550 RR2 Acton Vale		2008-04-16	2008-07-18	35	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier.
Transcam Composites - division Sigma 1550, R.R.2 Acton Vale	(450) 546-5528	2008-12-04	2009-01-03	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Secteur manufacturier.

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
Transcontinental Boucherville 1485, rue de Coulomb Boucherville		2008-12-16	2009-01-24	10	Réduction du nombre de salariés	Économique	Secteur de l'imprimerie.
Ventilateurs TLT Co-Vent Inc. 1381, rue Hocquart Saint-Bruno-de-Montarville		2009-02-16	2009-02-13	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de ventilateurs industriels.
Veolia Transport Québec Inc. 220, J.-A. Bombardier Boucherville		2009-01-14	2009-04-01	31	Réduction du nombre de salariés	Économique	Transport interurbain.

Nombre d'avis : 62 **Nombre de salariés licenciés : 3 169**

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
17-Centre-du-Québec							
Abitibi Bowater - secteur Manseau 490, rue Saint-Georges Manseau		2009-01-26	2009-03-20	22	Réduction du nombre de salariés	Économique	Rabotage.
Americdisc 2525, rue Canadien Drummondville		2008-06-11	2008-05-01	80	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de disques compacts.
Bateaux Princecraft Inc. 725, rue St-Henri Princeville		2009-02-20	2009-05-25	49	Réduction du nombre de salariés	Économique	Division des bateaux et des pontons.
Beaulieu Canada 1003, route 139 Wickham		2008-04-23	2008-07-26	187	Fermeture d'entreprise	Économique	Filature - manufacture de tapis.
Camoplast inc. - division Roski III 200, rue Carignan Princeville		2008-10-15	2009-01-16	184	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier.
Demers Express Inc. 370, Marie-Victorin Saint-Pierre-les-Becquets	(905) 677-5572	2008-10-06	2008-10-03	22	Fermeture d'entreprise	Économique	Camionnage.
Épicerie J.N. Mayrand Inc. 181, rue Marie-Victorin St-Pierre-les-Becquets		2009-02-04	2009-04-04	21	Fermeture d'entreprise	Économique	Commerce d'alimentation au détail.
Foresbec Inc. 1750, rue Haggerty Drummondville		2009-02-19	2008-09-04	15	Réduction du nombre de salariés	Économique	Usine de séchage & classification de
La Blouse de Victoriaville inc. 1, Donalda Victoriaville	(819) 758-8368	2008-04-24	2008-07-18	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Textile.
La Blouse de Victoriaville inc. 1, Donalda Victoriaville	(819) 758-8368	2008-08-28	2008-10-16		Réduction du nombre de salariés	Économique	Non disponible
La Blouse de Victoriaville inc. 1, Donalda Victoriaville	(819) 758-8368	2008-12-09	2008-12-01		Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier.

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
Les Rôtisseries St-Hubert Ltée 125, boul. St-Joseph Drummondville	2009-01-05	2009-03-09	64	Réduction du nombre de salariés	Économique	Restauration.
Lingerie Familiale Croteau (1987) Inc. 625, boul. Jutras Est Victoriaville	2009-02-03	2009-01-24	25	Fermeture d'entreprise	Économique	Lingerie familiale.
Mode Everest Inc. 450, Bois-Francs Nord Local 8 Victoriaville	2008-06-10	2008-07-26		Fermeture d'entreprise	Économique	Non disponible
Multina inc. 1275, rue Janelle Drummondville	2008-04-16	2008-06-06	25	Réduction du nombre de salariés	Économique	Couture, fabrication de mousses, asse
Multina Inc. 1275, rue Janelle Drummondville	2008-09-02	2008-10-28	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Couture, fabrication de mousses, asse
Multina inc. 2255, route 139 Saint-Nicéphore	2008-11-21	2009-01-16	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de pièces en moulage par
Nathalie Lussier Inc. 30, Beauchesne Warwick	2008-08-14	2008-08-09		Fermeture d'entreprise	Économique	Production de maillots de bain.
OSRAM SYLVANIA 1, rue Sylvan Drummondville	2008-08-25	2008-10-17	11	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de lampes fluorescentes.
OVAC Inc. 5, rue de la Fabrique Saint-Nicéphore	2008-04-30	2008-06-13	20	Fermeture d'entreprise	Économique	Production d'embryons.
Palettes Experts Inc. 2375, rue Letendre Drummondville	2008-08-06	2008-10-01	15	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de palettes.
Provigo Québec Inc. - Provigo Drummondville 1226, rue Dionne Drummondville	2008-06-02	2008-11-01	22	Fermeture d'entreprise	Économique	Vente au détail et de distribution.
Recyclage d'Aluminium Québec Inc. - Alsa Aluminium Canada - Groupe Agor 695, avenue Dutord Bécancour (819) 294-1020	2008-11-26	2008-11-24	35	Fermeture d'entreprise	Économique	Recyclage d'aluminium.
RHI Canada inc. - uside de Bécancour 7000, rue Yvon-Trudeau - Parc Industriel Bécancour	2008-06-18	2008-08-15	70	Réduction du nombre de salariés	Économique	Production de produits réfractaires ba

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de licenciements	Origine	Raison	Activité économique
Roland Boulanger & Cie Ltée 235, St-Louis Warwick	(819) 358-4100	2008-04-07	2008-05-30	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de moulures
Roland Boulanger & Cie Ltée 235, St-Louis Warwick	(819) 358-4100	2008-07-09	2008-09-01	78	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de moulures et bois ouvré.
Sealed Air (Canada) Co/Cie 2350, boulevard Lemire Drummondville		2008-11-07	2009-01-07	32	Fermeture d'entreprise	Économique	Domaine emballement alimentaire.
SPÉCIALITÉS BAIEVILLE INC. 390, route Marie-Victorin Baie-du-Fèvre		2008-05-23	2008-07-21	11	Réduction du nombre de salariés	Économique	Jointage de placage de bois.
SPG International Ltée 4275, boulevard Saint-Joseph C.P. 758 Drummondville	(819) 477-1596	2008-11-18	2009-01-05	24	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier de boîtes à outils et arm
Synergy Composites inc. - div. Sigma industries Inc. 5133, rue De La Plaisance Chesterville	(450) 546-5528	2008-11-24		13	Réduction du nombre de salariés	Économique	Secteur manufacturier.

Nombre d'avis : 30 **Nombre de salariés licenciés : 1 135**

Total - Nombre d'avis : 498 **Total - Nombre de salariés licenciés : 24 527**